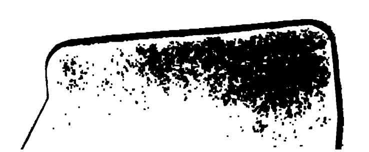








MÉMOIRES

DU COMTE

MIOT DE MELITO

PARIS.—TYPOGRAPHIE WITTERSHEIM
RUE MONTMORENCY, 8.

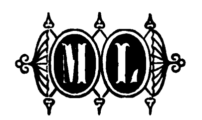
MÉMOIRES

DU COMTE

MIOT DE MELITO

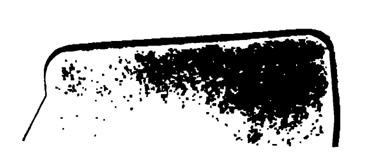
ANCIEN MINISTRE, AMBASSADEUR
CONSEILLER D'ÉTAT ET MEMBRE DE L'INSTITUT

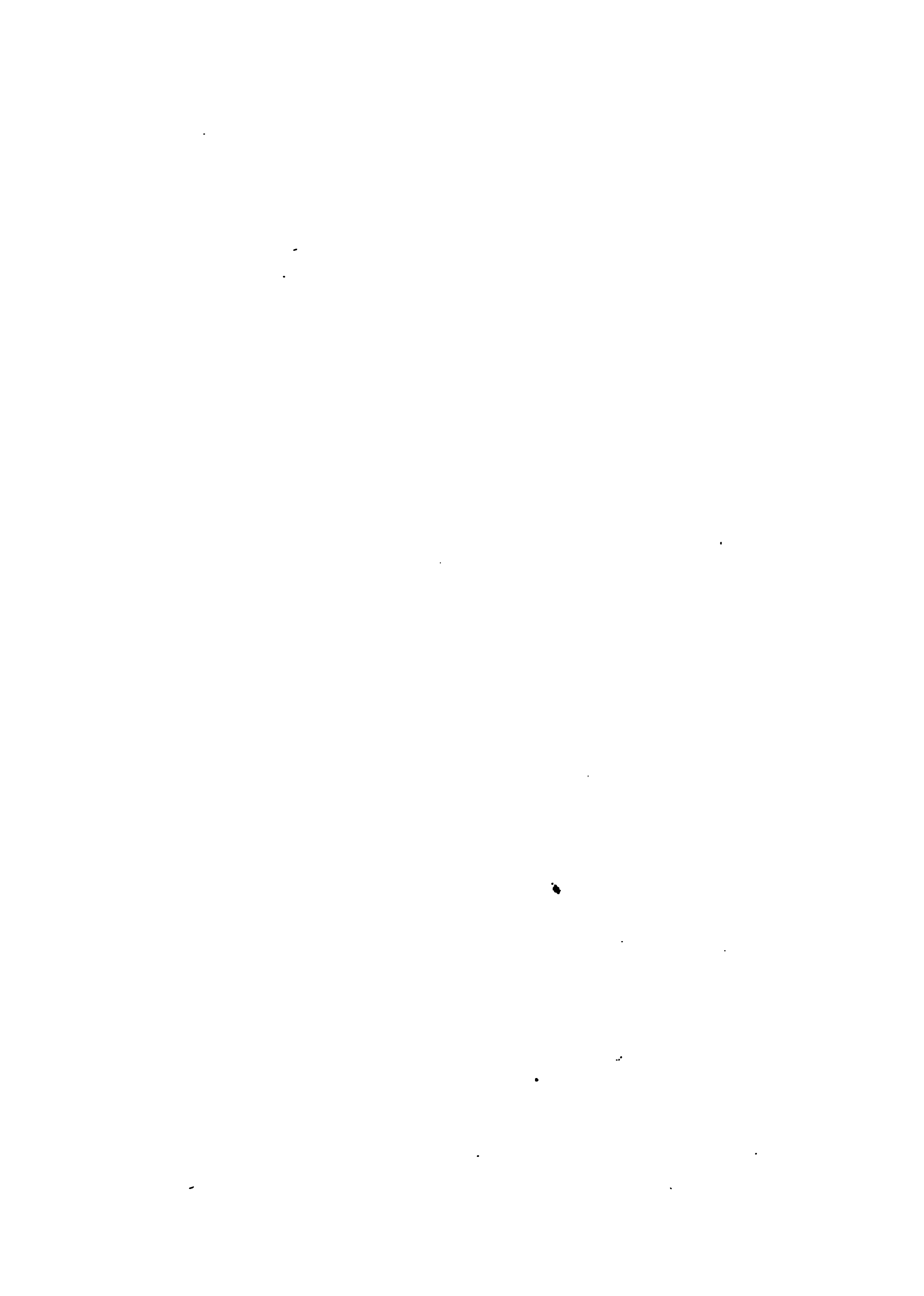
TOME TROISIÈME



PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE VIVIENNE, 2 BIS.

1858







Mais si la forme de la rédaction de ces articles et le peu de lumière répandue sur la source où ils ont été puisés ne permettent pas de les regarder comme authentiques, il est au moins hors de doute que des stipulations à peu près semblables avaient été convenues entre les deux empereurs, et la conduite des affaires,

Bragance en Portugal cesseront de régner. Un prince de la famille Bonaparte succédera à chacune de ces couronnes.

Art. 3. L'autorité temporelle du pape cessera. Rome et ses dépendances seront réunies au royaume d'Italie.

Art. 4. La Russie s'engage à aider la France de sa marine pour la conquête de Gibraltar.

Art. 5. Les Français prendront possession des villes situées en Afrique, telles que Tunis, Alger, etc., et à la paix générale, toutes les conquêtes que les Français pourront avoir faites en Afrique seront données en indemnité aux rois de Sardaigne et de Sicile.

Art. 6. L'île de Malte sera possédée par les Français, et il ne sera fait aucune paix avec l'Angleterre, tant qu'elle n'aura pas cédé cette île.

Art. 7. Les Français occuperont l'Égypte.

Art. 8. La navigation de la Méditerranée ne sera permise qu'aux navires et vaisseaux français, russes, espagnols et italiens ; toutes les autres nations en seront exclues.

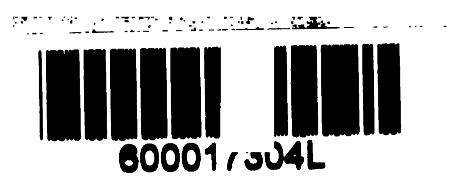
Art. 9. Le Danemark sera indemnisé dans le nord de l'Allemagne par les villes anséatiques, sous la clause qu'il consentira à remettre son escadre dans les mains de la France.

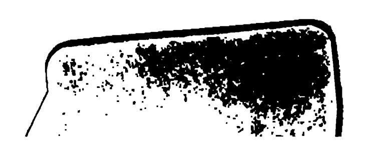
Art. 10. LL. MM. les empereurs de Russie et de France conviendront ensemble d'un règlement d'après lequel il ne sera permis à l'avenir à aucune puissance de mettre en mer des vaisseaux marchands, à moins qu'elle n'entretienne un certain nombre de bâtiments de guerre.

« Ce traité, — ajoute le journaliste espagnol, — a été signé par » le prince Kourakin et le prince Talleyrand. »

Suivent deux notes qui accompagnent cette pièce singulière et dont voici également la traduction :

Note Ire : « Comme tous les événements du Nord tirent leur » origine des traités de Tilsit qui eurent lieu en 1807, le public » recevra avec plaisir une notice des articles secrets convenus







MÉMOIRES

DU COMTE

MIOT DE MELITO

Immédiatement après la reconnaissance du nouveau roi, la junte s'occupa de discuter pour la monarchie espagnole une constitution dont le projet, rédigé sous les yeux de l'empereur, fut soumis à ses délibérations. Douze séances furent consacrées à cette discussion qui produisit peu de changements importants dans le dessein original auquel, du reste, il faut rendre la justice, qu'en général il reposait sur de bons principes et tendait à introduire en Espagne les avantages d'une monarchie représentative. Mais la main qui l'offrait suffisait pour la faire rejeter par la nation, et cet ouvrage, répudié bientôt après par son auteur même, mourut sans avoir reçu aucune application. Les travaux de la junte se trouvant terminés par l'adoption et la publication de l'acte constitutionnel, elle fut dissoute, et les membres qui la composaient prirent successivement le chemin de l'Espagne pour retourner dans leurs foyers. Le roi lui-même se prépara à partir pour aller prendre possession du trône ; mais avant de se mettre en route, il nomma ses ministres et les principaux officiers de sa maison. Ces choix, faits parmi les hommes les plus distingués, soit par leurs talents, soit par leur naissance, obtinrent un assentiment général ; en même temps qu'on y vit la preuve, qu'il n'était aucune des grandes familles en Espagne qui, à cette époque, ne tînt à l'honneur de remplir à la cour du roi Joseph les mêmes charges qu'elles avaient exercées sous les monarques des maisons d'Autriche et de Bourbon, pendant qu'elles régnèrent à Madrid [1]. En-

[1] Voici les noms des ministres et des officiers de la maison du roi Joseph, nommés à Bayonne : MM. O'Faril, de Cevallos, d'Asanza,

fin les deux frères, avant de se séparer, conclurent ensemble deux traités dont l'objet était de régler les relations politiques et commerciales de leurs États et les forces qu'ils auraient à se fournir réciproquement pour le maintien de l'alliance offensive et défensive qui devait subsister perpétuellement entre eux et dont on avait fait un article additionnel.

Tout étant ainsi réglé, le nouveau roi d'Espagne partit de Bayonne le 8 juillet 1808 avec environ 1,500 hommes de troupes françaises : faible escorte, mais que l'on n'avait pu augmenter, toutes les forces destinées à l'occupation de la péninsule et dont le nombre devenait chaque jour plus insuffisant étant déjà entrées successivement, soit en Espagne, soit en Portugal. Mais à défaut de forces réelles, on chercha à les suppléer par l'appareil et l'éclat du voyage. L'ancienne étiquette d'Espagne fut observée scrupuleusement. Le roi occupait seul le fond de sa voiture, sur le devant de laquelle étaient le duc del Parque, capitaine des gardes de service, et M. d'Asanza, ministre des Indes. Les autres ministres, parmi lesquels se trouvait M. de Cevallos[1], ministre des affaires étrangères, suivaient et formaient, avec les grands d'Espagne, les chambellans, divers officiers de la maison

Jovellanos, Cabarrus, Massaredo et Urquijo, ministres; les trois premiers avaient été ministres pendant le règne éphémère du prince des Asturies sous le nom de Ferdinand VII. L'Infantado, del Parque, Fernan-Nuñez, Ossuna, Hijar, Castelfranco, Orgaz et autres, capitaines des gardes ou grands-officiers de la couronne.

[1] Dans les mémoires publiés par M. de Cevallos, il s'excuse d'avoir accepté ses fonctions de ministre. Il est cependant très-certain qu'il les avait sollicitées,

et des députés de la junte, un cortége aussi brillant que nombreux. Les gazettes qui en donnaient la description ne manquaient pas d'exagérer le nombre des troupes françaises qui le précédaient et le suivaient. Don Michel Alava qui, depuis, fut aide de camp du duc de Wellington, remplissait dans ce voyage les fonctions de maréchal des logis et faisait préparer les logements sur la route.

Mais tandis qu'on s'épuisait en vaines démonstrations d'apparat, pour déguiser la faiblesse des moyens, une insurrection formidable s'organisait dans les provinces. Une junte de gouvernement, établie à Séville, s'était mise en correspondance avec des juntes particulières formées sur divers points. Des proclamations violentes avaient été publiées et enflammaient les esprits. Les droits de Ferdinand VII à la couronne d'Espagne étaient reconnus par l'immense majorité de la nation ; le nouveau roi était désigné comme un usurpateur contre lequel on appelait à grands cris le déploiement de toutes les ressources de la nation. Les généraux français crurent étouffer dans sa naissance cet incendie par les rigueurs et les exécutions militaires. Des villages, des villes même furent livrés aux flammes ou abandonnés au pillage [1]. Mais ce moyen terrible, loin d'effrayer, augmenta l'irritation. Les soldats français isolés étaient assassinés sur les chemins, et les communications devenaient chaque jour plus difficiles. Enfin une armée régulièrement formée s'avançait pour s'opposer au passage du nouveau

[1] Entre autres, Cuença et Torquemada.

roi, et menaçait de lui couper la route de Madrid.

Cependant le cortége, après avoir traversé les provinces de la Biscaye et d'Alava, se dirigeait à petites journées par la route de Miranda de Ebro et de Briviesca vers la Castille. Mais à mesure qu'il avançait, les nouvelles de l'intérieur y pénétraient, les physionomies s'altéraient et l'inquiétude se peignait sur toutes les figures. Déjà parmi les personnes qui le composaient, celles qui ne l'avaient suivi que pour se ménager un moyen de rentrer en sûreté en Espagne, ainsi que celles que l'ambition seule y avait attirées, et qui, voyant dès le début s'évanouir leurs espérances, n'étaient pas assez engagées pour ne plus revenir sur leurs pas, s'écartaient ou restaient en arrière sous divers prétextes, et chaque jour la suite du monarque diminuait.

En effet, il devenait chaque jour plus douteux qu'on pût arriver jusqu'à Madrid. Le général Cuesta, qui commandait l'armée espagnole rassemblée dans les environs de Benevente, pouvait, dans quelques journées de marche, intercepter la communication de la France avec Madrid, en se portant sur Burgos, à la jonction des deux routes qui, de cette ville, conduisent à la capitale, l'une par Aranda de Duero, l'autre par Valladolid. Mais le maréchal Bessières, qui commandait dans la vieille Castille et dans le royaume de Léon, ne laissa pas au général espagnol le temps d'exécuter ce plan. Il rassembla à la hâte toutes ses troupes et marcha à la rencontre de Cuesta qu'il trouva le 14 juillet en position sur les hauteurs de Medina de Rioseco. L'affaire s'étant engagée très-vive-

ment, la victoire ne fut pas longtemps disputée, et ce premier effort en faveur de la cause de l'indépendance de l'Espagne n'eut point de succès. Les Français, quoique inférieurs en nombre de près de moitié, attaquèrent brusquement les lignes ennemies avec leur valeur ordinaire et avec cette confiance que donnait une longue suite de victoires qu'aucun revers n'avait encore interrompue. Les Espagnols, enfoncés et battus complétement, se retirèrent en désordre sur Benevente et de là sur Astorga. Le maréchal Bessières les poursuivit jusqu'à Benevente où il entra le 19 juillet.

La nouvelle d'une victoire si éclatante était arrivée le 16 du même mois à Burgos, le jour même où le roi y faisait son entrée au son des cloches. Elle ranima les esprits, et, comme il est de coutume parmi nous, on passa subitement de l'abattement à la confiance. Tous les obstacles parurent levés, et en effet rien ne s'opposait plus à la marche de Joseph. Il ne s'arrêta donc qu'un jour à Burgos et en repartit le 17 pour se rendre à Madrid. Le général Dupont couvrait cette ville avec un corps d'armée qui défendait la Manche, occupait les passages de la Sierra-Morena et devait avoir déjà pénétré dans l'Andalousie.

L'entrée du roi dans la capitale eut lieu le 20 juillet. Elle fut triste. Le silence et la contenance dédaigneuse des habitants de Madrid furent dans cette occasion d'autant plus frappants, qu'on avait cherché à mettre plus de solennité à la cérémonie. Comme dans le voyage, on avait adopté les anciens usages de la monarchie. Joseph entra dans Madrid par la porte d'Alcala, et traversa ainsi la ville dans son plus grand

diamètre pour se rendre au palais. Il était seul dans le fond de sa voiture. Parvenu au bas du grand escalier du palais, il y fut reçu par la noblesse qui ensuite l'accompagna et le conduisit dans ses appartements. Les corps de l'État vinrent lui rendre hommage, et le 23 juillet il fut proclamé dans les places et les rues principales de Madrid, avec l'appareil consacré par l'étiquette, lors de l'avénement des rois d'Espagne[1].

Occupé des premiers soins du gouvernement, Joseph ignorait le danger de sa position. Il en fut averti, trois jours après son arrivée à Madrid, par le changement qui se fit subitement autour de lui. Les grands cessèrent de paraître au palais et se dispensèrent du service qu'ils devaient y faire. Des demi-confidences préparaient à un grand événement; un ton d'intérêt ou même de pitié se mêlait aux discours de ceux qui gardaient encore quelques ménagements. Enfin le secret éclata, et sa révélation frappa d'autant plus les Français, qu'ils étaient dans la plus profonde sécurité. On apprit que le général Dupont avait capitulé devant les Espagnols commandés par le général Castaños, à la suite d'un combat qui s'était donné le 19 près de Baylen, et que son armée, la seule qui défendît Madrid, avait mis bas les armes et s'était rendue prisonnière de guerre[2].

[1] Le marquis d'Astorga, comte d'Altamira, qui, en sa qualité d'alferez-mayor de Madrid, devait faire cette cérémonie, s'y refusa sous prétexte de maladie. Il fut remplacé par M. Negretti, marquis de Campo-Alanje, qui, depuis, fut nommé par le roi Joseph, duc, grand écuyer et ministre des affaires étrangères.

[2] Dans l'appendice de ce chapitre, le lecteur trouvera sur cette affaire désastreuse, des détails que j'ai recueillis pendant mon sé-

Lorsque la nouvelle de cet événement, grossie des détails exagérés que le manque de toute relation officielle et la renommée mensongère pouvaient ajouter à la réalité, ne fut plus douteuse à Madrid, l'inquiétude, que redoublait encore la satisfaction mal déguisée des habitants, devint extrême parmi les Français. Les projets, les avis, dictés par la crainte, se succédaient, se croisaient ou se détruisaient réciproquement. Enfin on s'arrêta à la résolution de sortir de Madrid. On tira du palais et des magasins tout ce qu'on pouvait emporter avec soi [1], et l'on pressa le départ.

Joseph quitta Madrid le 29 juillet avec le peu de troupes qui s'y trouvaient sous le commandement du général Savary. Les nouveaux ministres, à l'exception de M. de Cevallos, et quelques personnes qui se croyaient tout à fait compromises, le suivirent; mais tous les grands qui avaient accepté des places dans sa maison l'abandonnèrent. Le duc del Parque, après avoir fait jusqu'au dernier moment les fonctions de capitaine des gardes et sur lequel on avait compté le plus, quitta comme les autres, et ne se montra pas plus fidèle.

La sortie de Madrid fut aussi silencieuse que l'avait été l'entrée. Il n'y eut pas plus de témoignages extérieurs de mauvaise volonté qu'il n'y en avait eu d'affection au moment de l'arrivée. Le roi reprit la même

jour à Madrid, d'après des renseignements positifs et qui peuvent être regardés comme parfaitement exacts.

[1] A cette occasion, les Espagnols disent assez plaisamment: « Joseph a mis dans sa poche la couronne qu'il n'a pu mettre sur » sa tête. »

route qu'on avait suivie en venant. Il n'y eut plus d'honneurs rendus sur son chemin. A Burgos, l'archevêque ne voulut pas permettre qu'on sonnât les cloches, hommage à la royauté qui avait été offert spontanément lors du premier passage. En partant de Madrid, le monarque avait disparu : il ne restait plus qu'un général et une armée en retraite.

L'évacuation de Madrid fit replier toutes les forces que les Français avaient au delà de l'Ebre et les obligea à abandonner également le siége de Saragosse qu'ils levèrent le 13 août, quoiqu'ils se fussent déjà rendus maîtres d'une partie de la ville. Ainsi les troupes françaises, formant trois corps aux ordres des maréchaux Bessières, Moncey et Ney, se retirèrent toutes de l'intérieur du pays et s'arrêtèrent à l'Ebre où elles prirent position sur la rive gauche de ce fleuve, ayant seulement quelques avant-postes sur la rive droite et particulièrement au défilé de Pancorvo, situé sur la route de Vittoria à Burgos. Le gouvernement et les administrations furent envoyés à Vittoria. Quant au roi Joseph, il s'établit de sa personne, avec la garde impériale et la réserve de l'armée, à Miranda de Ebro qui est encore en Castille, afin de conserver un pied dans cette province. Le maréchal Jourdan, faisant les fonctions de major général, était près de lui.

Telles étaient la situation des affaires et la position de l'armée française en Espagne, lorsque j'arrivai à Miranda de Ebro le 10 septembre 1808. Le roi avait supporté avec beaucoup de courage et de fermeté les revers qu'il venait d'éprouver. Sans se dissimuler les

difficultés de sa position, il était disposé à faire tout ce qu'il fallait pour en sortir. Dans nos entretiens il me montra la même confiance qu'il avait eue en moi par le passé et me sut gré d'être venu le joindre dans un moment où sa fortune se présentait sous un aspect si peu favorable.

En examinant ensemble avec lui l'état des affaires, je me convainquis que les malheurs qui venaient d'avoir lieu avaient été causés par beaucoup de fautes. On s'était évidemment trompé sur l'état de l'opinion en Espagne, ou si on l'avait connue, on n'avait rien fait pour la combattre, et je n'entrevoyais aucun moyen de réparer le mal. L'emploi de la force était notre seule ressource, mais vaincre n'est pas soumettre les esprits, et il n'y avait aucune probabilité de succès durable, tant que les esprits ne seraient pas changés. Au fond de mon âme je pensais que le mieux eût été d'abandonner l'entreprise, mais une telle idée n'était pas proposable en ce moment. Il ne me restait donc qu'à me résigner et à partager le sort de celui à qui je m'étais attaché, en attendant des événements la solution de ce grand conflit dans lequel l'empereur avait si imprudemment engagé la France.

Après la retraite de Madrid, l'armée française, comme je l'ai dit plus haut, partagée en trois corps dont la force totale s'élevait à peine à 50,000 hommes, avait pris position sur l'Ebre. Elle y était restée inactive depuis un mois et demi, et cette inaction avait encouragé l'ennemi qui, sur quelques points au-dessus de Miranda, passa l'Ebre et menaça de se porter sur nos derrières. Un mouvement de notre part vers

Burgos l'aurait rappelé immédiatement sur la rive droite de ce fleuve, et ce mouvement fut décidé le 17 septembre. Mais au moment où les ordres pour son exécution allaient partir, on reçut la nouvelle de la convention de Cintra, conclue le 30 août entre le général Junot et le général Dalrymple, commandant les forces anglaises en Portugal, à la suite de la bataille de Vimieiro que les Français avaient perdue quelques jours auparavant. Cette capitulation, d'après laquelle l'armée française était embarquée pour retourner en France, rendait les Anglais entièrement maîtres du Portugal, et ils pouvaient dès lors se porter sans obstacle au secours des Espagnols. Dans une telle situation, il eût été imprudent de hasarder aucun mouvement et de reprendre l'offensive. On renonça donc au dessein de s'avancer vers Burgos, et le quartier général, ne se trouvant même plus suffisamment appuyé à Miranda, se replia sur Vittoria, pour y attendre l'empereur dont on annonçait la prochaine arrivée en Espagne.

Pendant notre séjour à Vittoria, nous fûmes exposés à des alertes continuelles par les mouvements que l'ennemi qui avait passé l'Ebre faisait sur nos flancs. Il s'empara de Bilbao, menaça plusieurs fois de couper nos communications avec la France, mais l'activité du maréchal Ney dont le corps fut particulièrement employé à déjouer les projets des Espagnols, les mouvements combinés que le roi exécuta à la tête d'un fort détachement sur Orduña et les habiles dispositions du maréchal Jourdan arrêtèrent les progrès de l'ennemi. Bilbao fut repris, et les colonnes que l'empereur

faisait marcher sur l'Espagne commençant à arriver successivement sur le terrain, notre position devint de jour en jour plus formidable. Enfin toute inquiétude cessa, et l'on se prépara à ouvrir la campagne qui devait décider du sort de l'Espagne.

Après s'être assuré à Erfurt des dispositions de la Russie, n'ayant rien à craindre de la Prusse trop affaiblie par ses derniers revers pour rentrer de longtemps dans la lice, et croyant l'Autriche, dont la mauvaise volonté commençait à se manifester, assez intimidée pour lui laisser au moins une année avant d'être obligé d'en venir de nouveau aux mains avec elle, l'empereur, qui avait fait à Paris l'ouverture du corps législatif le 25 octobre et annoncé dans son discours qu'il partait pour aller couronner son frère à Madrid et planter ses aigles sur les tours de Lisbonne, arriva le 7 novembre au soir à Vittoria. Il était accompagné du prince de Neufchâtel, des maréchaux duc de Dalmatie et duc de Frioul et des généraux duc de Rovigo, Nansouty et Lefebvre-Desnouettes. Le roi était allé au-devant de lui à deux lieues de la ville. L'empereur avait fait la route avec une étonnante rapidité et paraissait néanmoins peu fatigué. Il ne vit cependant dans la soirée que son frère avec qui il dîna. Le lendemain il vint à l'audience que donna le roi dans une galerie de la maison que Joseph habitait. Il se fit nommer les Espagnols qui se trouvaient présents et parla à tous avec beaucoup de chaleur, s'exprimant tantôt en français tantôt en italien, selon qu'il pensait se faire mieux entendre. Mais la plus grande partie de ses paroles n'était pas comprise. Pour moi

qui n'en perdais rien, je reconnus qu'il était violemment irrité, et qu'il se plaignait vivement de la conduite des Espagnols qui avaient sottement méconnu les avantages du changement qu'il avait opéré dans leur système politique. Il s'emporta surtout avec amertume contre les moines : « Ce sont eux, — s'écria-t-il, —
» qui vous égarent et qui vous trompent. Je suis aussi
» bon catholique qu'eux, et je n'en veux pas à votre
» religion. Vos prêtres sont payés par les Anglais, et
» les Anglais qui, soi-disant, viennent pour vous se-
» courir, veulent votre commerce et vos colonies.
» Voilà le vrai de leurs desseins. Qu'avez-vous gagné
» à écouter ces perfides conseils ? J'arrive ici avec les
» soldats qui ont vaincu à Austerlitz, à Iéna, à Eylau.
» Qui pourra leur résister ? Sans doute ce ne sont pas
» vos mauvaises troupes espagnoles qui ne savent pas
» se battre. Votre pays que j'avais voulu ménager, où
» je croyais qu'il ne fallait que la force nécessaire pour
» le maintien de la tranquillité publique et pour la gar-
» nison des places fortes, va devenir le théâtre d'une
» guerre sanglante, et vous en souffrirez tous les maux.
» Dans deux mois, l'Espagne sera ma conquête, et
» j'aurai sur elle tous les droits que la conquête donne
» au vainqueur. Les traités, les constitutions, tous ces
» actes qu'un consentement réciproque avait sanc-
» tionnés n'existent plus ; je ne serai plus tenu à les
» exécuter, et si j'en respecte encore quelques-uns,
» vous le devrez à ma seule générosité. Mais comme
» je ne pourrais plus me fier à la nation, je prendrai
» mes sûretés, et si je l'assujettis à un gouvernement
» militaire, c'est elle qui m'y aura forcé. »

Pendant cette apostrophe et quelques autres du même genre qui se succédèrent, les auditeurs, ne saisissant pas bien le sens de ces discours, se regardaient stupéfaits; ceux qui les comprenaient, tels que les ministres espagnols, s'en affligeaient; car ils ne doutaient pas que, du moment où les intentions et les pensées de l'empereur, si durement exprimées en public, seraient connues, elles n'achevassent d'aigrir les esprits, et ne missent sur pied cette redoutable milice de moines qu'il attaquait si ouvertement. Ce qu'il avait dit sur les troupes espagnoles, et le peu d'estime qu'il montrait pour elles étaient surtout faits pour blesser au vif une nation pour laquelle l'apparence seule du mépris est insupportable. Ainsi, dès le premier pas, il s'était privé de toute influence morale.

L'empereur ne resta que trois jours à Vittoria pour arrêter les dispositions militaires et mettre en mouvement les corps de troupes qu'il avait tirés des frontières du nord et de l'intérieur de la France. Ces corps, réunis avec les 50,000 hommes qui, après la retraite de Madrid, avaient pris position sur l'Ebre, formaient une armée de 150,000 hommes, non compris la garde impériale et la garde royale du roi d'Espagne qui venait d'arriver de Naples. Cette armée, pleine d'ardeur, composée en grande partie de ces vieux guerriers qui s'étaient illustrés tant de fois en Italie et en Allemagne, n'attendait qu'un signal pour se précipiter sur l'Espagne, comme sur une proie qui ne pouvait leur échapper [1].

[1] Indépendamment de ces forces qui allaient agir sous les ordres immédiats de l'empereur, il y avait en Catalogne un corps consi-

Ce signal fut donné. L'empereur partit de Vittoria le 10 novembre, et le même jour, le roi quitta également cette ville. Je le suivis, et nous allâmes coucher à Miranda de Ebro. Nous trouvâmes la ville presque déserte, les maisons ravagées. Le passage des colonnes françaises, qui avait eu lieu pendant trois jours consécutifs, venait de ruiner le pays, et les soldats avaient commis des désordres épouvantables. On pouvait à peine reconnaître cette ville, particulièrement ménagée pendant le séjour qu'y avait fait le quartier général du roi.

A peine étions-nous parvenus à nous loger, lorsqu'un officier envoyé par l'empereur vint annoncer au roi que le maréchal Soult, arrivé le matin même du 10 novembre en vue de Burgos, avait rencontré à peu de distance de cette ville l'armée espagnole dite d'Estramadure, commandée par le marquis de Belvedere, et l'avait complétement battue. Cette victoire ayant ouvert aux Français les portes de Burgos, l'empereur y transporta son quartier général le 11 novembre. Pour nous, nous partîmes de Miranda dans la nuit pour aller le rejoindre, et nous arrivâmes à Burgos le 12. Tous les villages sur la route étaient entièrement déserts. Briviesca, ville assez considérable, si-

dérable sous les ordres du général Gouvion Saint-Cyr. En réunissant donc les deux gardes à l'armée de ligne, on peut évaluer à 250,000 hommes la totalité des troupes françaises destinées à la conquête de l'Espagne lors de l'ouverture de cette campagne. Plus tard, ces forces furent encore augmentées par le retour de l'armée de Portugal qui avait été transportée en France après la convention de Cintra et revint en Espagne. Il y eut alors près de 300,000 français dans la Péninsule.

tuée à moitié chemin de Miranda à Burgos, n'avait pas été plus épargnée, et à peine y trouvâmes-nous un asile pour une nuit. En approchant de Burgos, nous traversâmes le champ de bataille sur lequel l'affaire du 10 avait eu lieu, jonché de cadavres. Triste spectacle qui cependant ne fit pas sur moi une impression aussi pénible que l'aspect de cette grande ville, au moment où nous y entrâmes! Les maisons presque toutes désertes et pillées, les meubles brisés et épars en morceaux dans la fange; un quartier, situé au delà de l'Arlanzon [1], en feu; une soldatesque effrénée enfonçant les portes, les fenêtres, brisant tout ce qui lui faisait obstacle, consommant peu et détruisant beaucoup; les églises dépouillées, les rues encombrées de morts et de mourants; enfin toutes les horreurs d'un assaut, quoique la ville ne se fût pas défendue! La cathédrale, un des plus beaux monuments de l'architecture appelée gothique, ne fut épargnée que par la précaution qui fut prise de tenir les portes fermées. Mais la Chartreuse et les principaux couvents avaient été saccagés. Le monastère de las Huelgas, le plus riche et le plus noble couvent de femmes de la vieille Castille, était converti en écuries; les tombeaux que renfermaient l'église et le cloître avaient été ouverts, pour découvrir les trésors que l'avidité y supposait cachés, et les cadavres des femmes qu'ils renfermaient, traînés dans la poussière, étaient abandonnés sur le pavé couvert d'ossements et de lambeaux de linceuls.

Nous restâmes à Burgos quinze jours, et pendant ce

[1] Rivière qui traverse Burgos et se jette dans la Pisuerga.

séjour j'eus le temps de me rassasier des scènes douloureuses que j'avais sous les yeux. De cette époque on peut compter le changement manifeste qui s'opéra dans le moral des troupes françaises de l'empire. La résolution qu'avaient prise les habitants, d'abandonner les villages et même les villes, avait pour effet l'impossibilité d'assurer au milieu d'un pays désert aucun service régulier pour la subsistance de l'armée, et le soldat, livré à lui-même pour se procurer des moyens de vivre, cessa d'être retenu par aucun frein. Il ne sut plus que se battre et piller : toute discipline militaire disparut, et l'empereur, témoin de ces désordres, ne pouvant ordonner des distributions journalières, fut obligé de les tolérer. J'ai vu, sous les fenêtres mêmes de l'archevêché où il logeait, un feu de bivouac entretenu par des instruments de musique et des meubles enlevés des maisons, pendant toute une nuit. Le roi Joseph essaya quelques représentations, mais elles furent mal reçues, et l'affliction qu'il ressentit du traitement qu'éprouvait sous s[illegible]une des premières villes du royaume qu'il ét[illegible] gouverner altéra sa santé. Il resta renfe[illegible] jours, et l'empereur vint le voir deux[illegible] son séjour à Burgos. Les entretiens [illegible]ux frères furent peu conciliants. Napol[illegible]yait plus lié par les engagements qu'il [illegible]ayonne, et quoiqu'il ne [illegible]ût pas hésit[illegible] à Joseph la couronne qu'il [illegible] cédé[illegible]ait, par le droit de con[illegible]naître de régler de nouveau [illegible]l l'Espagne serait à l'avenir [illegible]vident qu'il consentirait tout au

plus à laisser sur le trône une ombre de roi. En effet, dès qu'il eut mis le pied sur le territoire d'Espagne, toute autre autorité que la sienne cessa partout où les Français se trouvaient, et celle du roi, quelque faible qu'elle eût été jusque-là disparut entièrement. Mais si cette concentration de pouvoir était nécessaire pour le succès des opérations militaires, tout, — en supposant à l'empereur le projet sincère de rétablir son frère, — lui faisait une loi de conserver pour le souverain qu'il avait donné à l'Espagne les égards dus au rang suprême auquel il l'avait lui-même appelé. Loin de cela, il se dispensa même des plus simples ménagements et ne l'associa en rien au commandement ni à la gloire des événements militaires. Le roi était réduit à se traîner sur les traces du quartier général ; il aurait même marché sans escorte, si sa garde, seule troupe à laquelle il pût donner des ordres, ne l'avait défendu contre les bandes qui se reformaient sur les derrières de l'armée, aussitôt qu'elle avait passé.

Compagnon de ce triste voyage, et instruit par les confidences qui m'étaient faites de ce qui s'était passé dans les deux entrevues de Burgos, je n'hésitai pas à conseiller au roi de quitter un rôle si peu honorable. Je l'engageai fortement à renoncer à une couronne qu'il ne pouvait atteindre qu'à travers des flots de sang, et qui ne serait jamais assez solidement affermie pour le justifier de l'avoir acceptée au prix de tant d'humiliations et de dégoûts. Je crois même encore aujourd'hui que s'il eût suivi ce conseil, en faisant connaître les motifs qui l'auraient déterminé, il se serait honoré aux yeux de ses contemporains et de la postérité.

Mais la crainte de montrer, en abandonnant le trône, plus de faiblesse que de philosophie ; le désir de ne pas compromettre le sort du petit nombre d'Espagnols qui s'étaient attachés à lui et qu'il croyait justifier et mieux protéger en persistant ; peut-être enfin ce titre de roi auquel il est difficile de renoncer quand on l'a porté : toutes ces considérations le décidèrent, et je ne fus pas écouté.

L'empereur qui ne s'était arrêté à Burgos que pour donner à la gauche de l'armée le temps de passer l'Ebre et de s'avancer sur le Duero, instruit que le maréchal Lannes qui la commandait avait, le 22 novembre, battu à Tudela le corps d'armée commandé par le général Castaños, quitta la capitale de la vieille Castille le 25 novembre et porta son quartier général à Aranda de Duero. Le roi, informé de ces brillants succès par une lettre de l'empereur, se mit lui-même en route le 28 au matin avec sa garde et sa modeste cour, et nous arrivâmes à Aranda le 30 novembre. L'empereur en était parti la veille et avait battu, le 30, un corps d'Espagnols qui s'était retranché au défilé de Somo-Sierra. Après cette victoire, il s'avançait à grandes journées vers Madrid, n'ayant plus devant lui aucun ennemi qui pût l'arrêter dans sa marche.

Sur ces nouvelles, nous nous remîmes en route dans la soirée du 30 novembre, et nous arrivâmes à minuit à Fresnillo de la Fuente d'où nous repartîmes à quatre heures du matin le 1er décembre. Après quelques heures de marche, nous commençâmes à découvrir en face de nous la haute chaîne de montagnes qui traverse l'Espagne dans cette partie. Elle porte le nom de Gua-

darrama et sépare la vieille Castille de la nouvelle[1]. La route que nous suivions pénètre dans cette chaîne par un défilé très-étroit qui court entre deux montagnes parallèles et aboutit à un seuil ou *puerto*, comme disent les Espagnols, qui sépare les deux versants de la chaîne, le premier, par lequel nous l'abordions, portant ses eaux dans le Duero, et le second dans la Jarama et de là dans le Tage.

C'est à ce seuil, près d'un village qui, sans doute, de sa situation a pris le nom de Somo-Sierra, que l'ennemi avait tenté de faire quelque résistance. Une batterie formidable, placée sur cette sommité et commandant le défilé, semblait devoir en rendre le passage impossible. Mais cette batterie fut forcée et enlevée en un instant par une charge de la cavalerie de la garde et particulièrement des lanciers polonais[2]. Nous trouvâmes le chemin jonché d'hommes et de chevaux tués. Douze à quinze pièces de canon, trois cents prisonniers avaient été le fruit de ce combat aussi heureux qu'audacieux et qui nous ouvrit la nouvelle Castille. La route, en partant de Somo-Sierra, était semée des débris de l'armée espagnole fugitive. Buytrago, où nous arrivâmes à deux heures après-midi, est un très-grand village, mais nous le trouvâmes en-

[1] Cette chaîne court de l'ouest à l'est, depuis le cap Finistère sur l'Océan jusqu'aux frontières de la Catalogne. De là, fléchissant vers le Midi, elle enceint la province de Cuença, les royaumes de Murcie et de Grenade, et va se perdre dans la Méditerranée au détroit de Gibraltar. Elle est très-élevée, et plusieurs de ses sommets sont couverts de neige pendant presque toute l'année.

[2] Le comte Philippe de Ségur avait été grièvement blessé de trois coups de feu dans cette affaire.

tièrement dévasté ; il ne restait aucun habitant. Nous ne nous y arrêtâmes que le temps nécessaire pour faire rafraîchir nos chevaux, et nous nous remîmes en marche à six heures du soir, nous dirigeant sur Madrid par un très-beau chemin.

A peu de distance de Buytrago, nous traversâmes une dernière ramification du Guadarrama, et nous descendîmes enfin dans la plaine de la nouvelle Castille, vaste plateau, élevé de plus de 300 toises au-dessus du niveau de la mer. Nous pressions notre marche, pour arriver à Saint-Augustin où nous savions que le quartier général de l'empereur était établi. Mais la fatigue de nos chevaux nous força à nous arrêter, à une lieue en deçà, dans un autre village, nommé El Molar, où nous trouvâmes quelques ressources en vivres et en fourrages. Nous avions fait dans cette journée plus de vingt lieues de France. Nous n'étions plus qu'à trois lieues d'Espagne[1] de Madrid où l'on comptait entrer le lendemain, 2 décembre, sans obstacle. Mais en traversant le village d'Alcobendas qui n'est plus qu'à deux lieues de la capitale nous entendîmes le bruit du canon, et le maréchal Victor que nous y rencontrâmes nous apprit que Madrid avait fermé ses portes et qu'il fallait en faire le siége. En effet, parvenus à la hauteur de Chamartin d'où l'on commença à découvrir la ville nous fûmes témoins d'une partie de l'attaque dirigée contre le Retiro, palais royal, situé à l'est de Madrid, et que les habitants avaient fortifié. Ils avaient, en outre, dépavé les rues

[1] Les lieues d'Espagne sont de 20 au degré.

et élevé des batteries pour défendre les portes. Une populace furieuse s'était emparée de l'autorité et paraissait décidée à combattre jusqu'à la dernière extrémité. Le feu dura toute la journée du 2, et les Français réussirent à enlever quelques positions extérieures. Le soir, l'empereur établit son quartier général à Chamartin dans une maison de campagne du duc de l'Infantado, et le roi se logea dans le même village. Le 3 décembre, l'attaque du Retiro recommença et réussit. Les Français, maîtres de cette position, pénétrèrent dans le Prado et dans la rue d'Alcala, tandis qu'à la porte de Funcaral et à la caserne des gardes du corps située au nord-ouest de la ville, la résistance continuait. Cependant le soir, des négociations s'entamèrent : une trêve fut accordée jusqu'au lendemain, six heures du matin. Enfin, le 4, à onze heures avant midi, la capitulation fut signée, et nous prîmes possession de la ville dont le général Belliard fut nommé commandant [1].

Dans cette capitulation et dans tous les actes assez nombreux qui la suivirent, il ne fut question ni de la constitution donnée à l'Espagne quelques mois auparavant ni des arrangements conclus à Bayonne. L'empereur, agissant en conquérant, ne se regarda pas comme lié par ces antécédents, et usa de toute l'étendue de la puissance souveraine, sans admettre aucun intermédiaire entre lui et la nation. Comme tous les décrets qu'il rendit et toutes les dispositions qu'il ordonna

[1] La junte de gouvernement ne prit aucune part à ces négociations. Elle avait quitté Madrid après l'affaire de Somo-Sierra, et s'était retirée à Aranjuez d'où elle se rendit à Séville.

furent arrêtés sans le concours du roi, la position de celui-ci au quartier général où il ne portait qu'un vain titre sans fonctions, devint tout à fait intolérable. N'ayant aucune autorité à exercer à Madrid, Joseph ne voulait pas y venir, et il préféra se retirer dans une des maisons de campagne appartenant aux rois d'Espagne, en attendant que les événements lui permissent de rentrer dans ses droits ou le déterminassent à y renoncer tout à fait. Il quitta donc Chamartin le 6 décembre et vint s'établir au Pardo, ancien château, bâti par Charles V au milieu d'un bois immense, à une lieue de Madrid.

Pendant notre séjour dans ce lieu solitaire, je fis plusieurs courses dans la capitale dont je visitai les principaux établissements, mais je revenais tous les soirs au Pardo, espérant chaque jour qu'un parti décisif, pris par le roi, prononcerait sur notre sort futur, et chaque jour cet espoir était trompé. L'empereur qui d'abord avait paru vouloir occuper à Madrid le palais des rois, mécontent du peu d'accueil qu'il avait reçu de la part des habitants qui restèrent renfermés dans leurs maisons pendant qu'il traversait la ville, renonça bientôt à ce projet et continua à demeurer à Chamartin. Il passa dans la plaine, qui s'étend entre ce village et Madrid, une grande revue de l'armée; il l'avait fait annoncer deux jours d'avance, espérant que la curiosité amènerait hors de la ville une partie de la population et en recevrait quelques hommages. Il fut encore déçu dans cette conjecture ; la revue eut lieu et n'eut aucun spectateur espagnol.

Cependant notre incertitude se prolongeait. L'em-

pereur vint faire une visite à son frère et eut avec lui une longue conférence, mais elle n'amena aucun changement à notre position, et les deux frères se quittèrent réciproquement mécontents l'un de l'autre. L'empereur continuait à régner seul: il rendait décrets sur décrets; il confisquait les biens des principales familles de l'Espagne [1] pour se dédommager des frais de la guerre et pour indemniser les Français ou les Espagnols attachés au roi, qui pourraient avoir souffert des événements de la guerre. L'administration de ces biens fut confiée à des agents français sous l'autorité du comte de Laforêt, ambassadeur de France à Madrid, et du baron Fréville, maître des requêtes. Des mesures aussi violentes et toutes prises sans le concours et sans l'assentiment de Joseph, avaient poussé à bout la patience du roi, et je crus toucher enfin au moment où il se déciderait à quitter un rôle si peu honorable. Mais les événements furent plus forts que sa volonté, et un changement de scène, amené par les mouvements de l'Autriche qui reprenait les armes, nous fixa pour notre malheur en Espagne. Déjà la marche d'un corps d'Anglais [2] qui se fit voir le 20 décembre, s'avançant sur Toro et Valladolid, avait commencé à modifier notre situation. L'empereur, ne

[1] Ossuna, Medina-Celi, Hijar, Fernan-Nuñez, Castelfranco, etc.

[2] Ce corps, commandé par le général Moore, était parti du Portugal pour venir au secours de Madrid, mais surpris par la rapidité des mouvements de l'empereur et marchant, d'ailleurs, avec une extrême circonspection, il n'avait rien entrepris pour sauver la capitale. Au lieu de se retirer directement en Portugal, il s'était porté sur le Carrion, menaçant le corps du maréchal Soult qui était à Saldaña.

voulant pas laisser échapper l'occasion si ardemment souhaitée d'une affaire avec les Anglais, s'empressa d'aller lui-même à la rencontre de ce corps qu'il se flattait d'atteindre. Il partit donc brusquement de Chamartin le 22 décembre au matin, fit passer à ses troupes le Puerto de Guadarrama, à travers les neiges et les tourmentes qui pour tout autre eussent rendu ce passage impraticable, et se porta sur Benevente. Mais le général Moore, par une prompte retraite, échappa à la nécessité de combattre, et l'empereur, ne voulant pas s'éloigner de la route de France, que d'un moment à l'autre il pouvait être dans l'obligation de reprendre, confia la poursuite des Anglais au maréchal Soult et revint de sa personne à Valladolid.

En quittant Madrid, où probablement il prévoyait déjà qu'il ne pourrait pas revenir, l'empereur, entraîné par la force des choses, s'était rapproché de son frère. Il y eut entre eux une nouvelle explication, et l'on se promit réciproquement d'oublier le passé. Le roi resta chargé du commandement des troupes, avec le titre de lieutenant général de l'empereur, ayant sous ses ordres deux maréchaux, le duc de Bellune et le duc de Dantzig. Les deux corps d'armée qu'ils commandaient formaient un total de quarante mille hommes d'excellentes troupes. L'un et l'autre couvraient Madrid, le maréchal Victor ayant pris position à Aranjuez, et le maréchal Lefebvre à Talavera de la Reyna.

Ramené ainsi sur la scène par le besoin qu'on avait de lui, le roi sortit de sa retraite, se montra aux troupes et alla à Aranjuez et de là aux avant-postes du corps de Victor, qui occupait Ocaña à l'entrée de la Manche.

Je le suivis dans cette course qui fut pour moi aussi agréable qu'instructive.

Nous partîmes le 28 décembre par un très-beau temps. En quittant le Pardo, nous allâmes, sans passer par Madrid, gagner le pont de Tolède pour prendre la route d'Aranjuez. Le chemin est superbe, mais le pays triste et découvert. A cinq lieues (d'Espagne) de Madrid, on trouve la ville de Val-de-Moro, et à une lieue plus loin on commence à apercevoir le vallon arrosé par la Jarama et le Tage. L'aspect du paysage devient plus riant; de longues allées d'arbres marquent les bords et les environs de ces deux rivières. Le fond du tableau est occupé par des collines peu élevées qu'on s'est efforcé de peupler d'arbres. Une pente assez raide conduit dans le vallon, et à peu de distance de la descente, on passe la Jarama sur un pont magnifique de vingt arches, à plein cintre, d'une belle et noble architecture. Tout annonce déjà les avenues du palais d'un grand monarque.

A partir du pont de la Jarama jusqu'à Aranjuez, le paysage ne cesse de s'embellir. Des plaines bien cultivées, une végétation vigoureuse, des bouquets de bois semés à droite et à gauche de la route attirent et satisfont les regards du voyageur. On arrive enfin sur les bords du Tage. Ce fleuve célèbre roule ses ondes dans le fond de la vallée où sont situés la ville et le palais d'Aranjuez. Dans ses nombreux détours il enceint de frais et riants jardins, prête ses eaux aux besoins des habitants de ce beau séjour, et, après l'avoir quitté, va fertiliser la plaine immense qui s'étend d'Aranjuez à Tolède.

La ville et le château sont situés sur la rive gauche du fleuve. Nous le passâmes, en venant de Madrid, sur un pont que les Espagnols, dans leur retraite après notre entrée à Madrid, avaient brûlé, et qui avait été provisoirement rétabli.

Le roi étant parti le lendemain de son arrivée pour Ocaña, je profitai de son absence pour visiter le palais et les jardins. Le palais est d'une architecture simple mais généralement de bon goût. Le corps principal du bâtiment et la cour ont été construits par Philippe IV, Charles II et Philippe V; les deux ailes ont été ajoutées par Charles III et Charles IV. L'intérieur est bien distribué. On y voit de très-beaux tableaux.

Le plus remarquable des jardins est celui qui avoisine le château et qui se nomme *la Isla.* Il est effectivement situé dans une île formée par le Tage. Un bras de cette rivière qu'on a détourné baigne les murs du palais, et ses eaux sont arrêtées par deux cascades artificielles qui concourent à l'embellissement du lieu. Du reste, le jardin par lui-même n'a rien de beau que sa situation. Il est orné de fontaines en marbre et en bronze, consacrées à diverses divinités de la fable, Neptune, Bacchus, Vénus, etc. Toutes sont d'une médiocre exécution, et la répétition des ornements de ce genre, placés presque tous sur une même ligne, est fatigante. Enfin, partout les efforts de l'art répondent mal aux beautés naturelles du site. *Le jardin du prince,* où se trouve le bâtiment connu sous le nom de *Casa del Labrador,* n'est visité que pour cette maison. Elle est petite ; un seul corps de bâtiment, avec deux ailes parallèles, se présente à l'extérieur. Un soubas-

sement soutient un seul étage surmonté d'un attique très-bas. Le tout est simple d'architecture, mais, dans les ressauts et dans les niches, extrêmement chargé de bustes et de vases.

L'intérieur, quand je l'ai parcouru, était au contraire d'une extrême magnificence, et il eût été difficile de décrire tout ce qu'on avait entassé, ou pour ainsi dire emmagasiné de beautés et de richesses de tout genre dans un aussi petit espace. Les tapisseries les plus précieuses, brodées d'or et de soie, ouvrages des manufactures de Lyon et de Valence, ornaient toutes les chambres. Le marbre et l'albâtre étaient prodigués aux chambranles des portes et des cheminées. Les panneaux, les siéges, les moindres meubles étaient en bois d'acajou artistement sculpté et doré avec la plus grande recherche. Des pendules de prix et des formes les plus variées couvraient les tables, les consoles et les cheminées. Ce genre d'ornement était particulièrement du goût de Charles IV qui avait bâti ce somptueux édifice, et qui, dit-on, prenait plaisir à démonter et à remonter lui-même les nombreuses pendules qu'il y avait rassemblées.

Dans la foule des objets remarquables que renfermait ce lieu, où il faut avouer que le luxe et la magnificence avaient plus fait que le goût, ce qui me frappa davantage fut un cabinet d'acajou, construit à Paris en pièces de rapport et envoyé de là à Aranjuez, où il fut reconstruit et suspendu, en quelque sorte, dans la cage du bâtiment. Les quatre principaux panneaux étaient occupés par quatre tableaux de Girodet, représentant les quatre saisons, d'un style un peu maniéré, mais

d'une belle exécution et dignes, d'ailleurs, de la réputation de cet habile maître.

En quittant Aranjuez, le roi, ne voulant pas encore rentrer dans Madrid, vint habiter Lafloride, charmante maison de campagne, située aux portes de la ville et embellie par les soins de la duchesse d'Albe qui en était propriétaire. Quant à moi, je m'établis à Madrid même, dans un appartement du palais qui me fut assigné en ma qualité de surintendant de la maison royale dont je commençais alors à remplir les fonctions.

Ce fut à cette époque que mon ami Stanislas Girardin nous quitta définitivement pour retourner en France. Les conditions que le roi avait mises à la conservation de la place de premier écuyer qu'il avait remplie jusque-là ne lui ayant pas convenu, il ne voulut plus rester en Espagne. Cette séparation fut pour moi un grand chagrin.

Ainsi se termina l'année 1808. Elle fut la dernière de mes années heureuses. Toutes celles qui lui succédèrent, tant que je vécus engagé dans les affaires publiques, ne furent qu'une suite de peines et de malheurs, jusqu'à la catastrophe qui me rendit à la vie privée.

L'éloignement de l'empereur et des troupes qu'il avait emmenées avec lui pour combattre l'armée anglaise qui s'était montrée dans la province de Léon, avait ranimé le courage des Espagnols. Un corps assez considérable, organisé par la junte de gouvernement, alors à Séville, et commandé par le duc de l'Infantado, s'était avancé sur Madrid dans les premiers

jours de janvier 1809, mais il fut arrêté par le maréchal Victor qui le battit à Uclès dans la province de Cuenca. La capitale, où l'on commençait à songer à une nouvelle retraite, se trouva entièrement rassurée par ce succès. Il ne restait plus d'ennemis sur la rive gauche du Tage, et la retraite précipitée des Anglais qui fuyaient devant le maréchal Soult ayant fait évanouir toutes les espérances que la junte avait fondées sur cette diversion, rien ne semblait plus s'opposer à ce que le roi entrât dans Madrid et s'y établît. Des députations nombreuses, envoyées par les habitants, l'y invitaient chaque jour. Il hésitait cependant. Les affaires lui paraissaient encore trop incertaines pour risquer de prendre possession de cette capitale, tant que subsisterait la possibilité d'être forcé à l'abandonner encore une fois, et je ne pouvais qu'applaudir à cette circonspection. Mais l'empereur, rappelé en France par l'attitude hostile et les armements de l'Autriche, ayant quitté Valladolid le 17 janvier et restitué au roi, du moins en apparence, la plénitude de l'autorité, en lui confiant en outre le commandement de l'armée française, il y aurait eu pusillanimité à se refuser, dans de telles circonstances, à prendre les rênes du gouvernement, et à rejeter des fonctions attachées à un titre que l'on continuait à porter. Le roi recomposa donc sa maison, et trouva encore dans les plus illustres maisons d'Espagne des grands qui consentirent à remplacer ceux qui, après avoir accepté des charges à Bayonne, les avaient abandonnées à Madrid, à la suite du revers de Baylen. Le marquis de Val de Carzana fut nommé grand

chambellan (il remplissait les mêmes fonctions près de Charles IV), le duc de Frias, grand maître de la maison (mayordomo mayor), le prince de Masserano, grand maître des cérémonies, et le duc de Campo-Alanje, grand écuyer. Plusieurs charges inférieures furent également distribuées : les marquis de Monte-Hermoso, de Saint-Adrian et plusieurs autres personnages distingués par leur naissance devinrent chambellans, écuyers et majordomes.

La cour étant ainsi reformée, le roi se prépara à faire son entrée à Madrid. Elle eut lieu le 22 janvier 1809, mais l'appareil en fut tout à fait militaire. Le roi et sa suite étaient à cheval. Je m'y trouvai, et je pus observer tout ce qui s'y passa. Les rues que le cortége traversa n'étaient pas désertes ; quelques applaudissements rares se firent même entendre, et s'il n'y eut ni élan ni enthousiasme, il n'y eut non plus rien de repoussant dans la contenance des spectateurs. En général de la curiosité, sur quelques visages de la résignation, sur d'autres de l'espérance, sur aucun des marques de haine ou de mépris. Le roi descendit à l'église collégiale de S.-Isidoro[1] et prononça un discours simple et modeste. Une seule phrase y était remarquable : « L'unité de notre sainte religion, — y » est-il dit, — l'indépendance de la monarchie, l'inté» grité de son territoire et la liberté de ses citoyens » sont les conditions du serment que j'ai prêté en re» cevant ma couronne ; elle ne s'avilira pas sur ma

[1] Il n'y a point d'évêque dans la capitale qui n'a pas le titre de ville (ciudad) et dépend de l'archevêché de Tolède.

» tête[1] » — Il essayait, par ces mots, de répondre aux bruits qui avaient circulé sur les projets de son frère, et prenait, en quelque sorte, avec la nation des engagements qu'il n'était pas en son pouvoir de tenir.

Après la cérémonie religieuse, le roi se rendit au palais où il trouva beaucoup de monde qui l'attendait dans ses appartements. Le lendemain et les jours suivants il sortit, se montra dans la ville, visita les établissements publics et particulièrement les hôpitaux. Il fut assez bien accueilli. En général il y avait quelques signes d'un changement favorable dans l'esprit des habitants et dans l'aspect total de la ville. L'aversion diminuait; l'espérance et la confiance paraissaient même vouloir renaître, et il faut dire que ce changement était dû personnellement au roi. Son caractère le servait à merveille dans les circonstances où il se trouvait : son affabilité, sa popularité et surtout la préférence qu'il donnait en tout aux Espagnols sur les Français plaisaient à la nation. En même temps, la lassitude, les malheurs de la guerre, le départ des Anglais qui, après avoir été battus le 15 janvier sous les murs de la Corogne par le maréchal Soult, avaient été obligés de se rembarquer, l'impossibilité apparente de la résistance faisaient tomber des mains les armes, et l'on commençait à se façonner au joug qu'on trouvait moins pesant qu'on ne se l'était figuré.

[1] Ce discours est imprimé dans le *Moniteur* du 4 février 1809.

APPENDICE AU CHAPITRE Ier.

(Voyez page 13.)

DÉTAILS RELATIFS A LA CAPITULATION DU GÉNÉRAL DUPONT A BAYLEN.

Conformément aux ordres du grand-duc de Berg, le général Dupont, avec un corps de troupes d'environ 20,000 hommes, s'était porté sur Tolède, et de là avait occupé la Manche jusqu'au pied de la Sierra-Morena où il se trouvait vers la fin de juin 1808. Il n'avait rencontré aucun obstacle dans ses mouvements. Les hostilités entre les deux nations étaient à peine commencées; la junte de gouvernement qui ne s'était formée à Séville que dans le mois de juin n'avait pas encore eu le temps de mettre en mouvement le corps d'armée qu'elle rassemblait en Andalousie, et dont le commandement fut confié par la suite au général Castaños ayant sous ses ordres le général Reding et le marquis de Coupigny.

Le général Dupont continua donc de s'étendre, franchit le défilé de la Sierra-Morena et descendit dans la plaine d'Andujar d'où il se porta sur Cordoue. Il avait laissé à peu près la moitié de ses forces en arrière sous les ordres du général Wedel, pour occuper le revers de la Sierra-Morena jusqu'au Guadalquivir, et entretenir les communications avec Madrid. Ainsi, les forces que le général Dupont avait avec lui ne

pouvaient guère excéder 10 à 12,000 hommes. Ce n'est pas avec si peu de monde qu'il devait penser à conquérir l'Andalousie. Il ne pouvait donc avoir d'autre but que celui de faire un coup de main sur quelques villes, et c'est effectivement à quoi se borna toute l'expédition. Cordoue, où les Français entrèrent, fut saccagée; les églises, les couvents et les dépôts publics furent pillés, les habitants dépouillés et plusieurs d'entre eux massacrés[1]. Ensuite l'armée, dès qu'elle fut instruite de la marche du général Castaños qui avançait de Séville sur Cordoue, se retira assez précipitamment sur Andujar.

Rien n'était plus déraisonnable que cette conduite. Dans un moment où il était si important de ne pas laisser deviner les forces qui agissaient en Espagne, une démonstration hostile, qui ne pouvait avoir aucun résultat et qui, par conséquent, n'était qu'un aveu de la faiblesse des moyens dont on pourrait disposer, était une *faute militaire;* et une expédition déshonorée par le genre de pillage qui devait révolter les habitants était une *faute politique* dont les suites étaient encore plus graves.

[1] Voir le rapport du pillage de Cordoue adressé par le corregidor de cette ville au conseil de Castille et inséré dans la *Gazette de Madrid* de l'année 1808, page 1372. Suivant ce rapport, le pillage dura dix jours. Le général Leplane y est cité pour avoir pris 2,000 ducats au comte de Villa-Maria, chez qui il était logé, et en avoir de plus exigé 8,000 réaux. Le général Dupont y est accusé d'avoir tiré des caisses de dépôt 5 millions de réaux et 5 autres millions de la trésorerie de la caisse de consolidation. — Ce rapport est probablement exagéré, mais quand il n'y en aurait que la moitié de vrai, ce serait encore beaucoup trop.

Les conséquences de l'une et de l'autre ne se firent pas attendre. Le général Castaños, qui suivait l'armée française que l'occupation de Cordoue avait empêchée de faire à temps sa retraite, détacha sur sa droite le général Reding avec 14 à 15,000 hommes. Ce corps se porta par Jaen à Mengibar, position sur le Guadalquivir au-dessus de Rondujar, que le général Wedel avait fait occuper par un détachement. Cette position fut forcée le 15 juillet. Le même jour, le marquis de Coupigny passa le Guadalquivir au-dessus de Mengibar, et le 16 il était sur le chemin d'Andujar à Baylen. Le général Wedel, en se repliant, avait abandonné ce dernier poste et s'était retiré à Guaroman à l'entrée de la Sierra-Morena. Par suite de ces mouvements, le général Dupont se trouvait entièrement coupé du général Wedel, et toutes ses communications avec la Manche et avec Madrid étaient par conséquent interceptées.

Dans la journée du 18 juillet, Reding occupa Baylen. Cette manœuvre était extrêmement hardie, en ce qu'elle plaçait ce corps espagnol entre le général Wedel qui était à Guaroman et le général Dupont qui se trouvait à Andujar. Elle aurait pu avoir des suites très-fâcheuses pour les Espagnols, si Wedel fût revenu sur-le-champ attaquer Reding à Baylen. Mais Wedel se tint en repos dans la position qu'il avait prise et attendit des ordres. De son côté, le général Castaños, venant de Cordoue, occupa dans la même journée du 18 les hauteurs environnantes d'Andujar [1] et se pré-

[1] On les nomme *los ojos de Cindujar*.

para à attaquer les Français dans Andujar, tandis que Reding tomberait sur leurs derrières. Le général Dupont qui sentait tout le danger de sa position quitta Andujar, espérant pouvoir gagner Baylen qu'il ne savait pas occupé par l'ennemi. Mais ayant appris en route que Wedel s'en était retiré et que sa communication avec ce général était coupée par Reding, il ne vit de moyen de salut qu'en passant sur le corps de ce dernier. Il se détermina à l'attaquer entre Andujar et Baylen le 19 juillet avant le jour et à forcer le passage. L'attaque commença à trois heures du matin. Les troupes françaises ne démentirent pas leur ancienne réputation; les Espagnols furent souvent obligés de céder et leurs lignes plus d'une fois enfoncées [1]; cependant la victoire ne se déclarait pas, et les Français avaient déjà perdu plus de 2,000 hommes. Il était midi. Le général Dupont, voyant son armée épuisée par une marche de nuit et par la chaleur excessive du jour, pressé du côté d'Andujar par Castaños qui avait détaché sur les derrières de l'armée française le général Peña, ne pouvant ni avancer ni revenir sur ses pas, désespéra non-seulement de vaincre, mais de pouvoir soutenir le combat jusqu'à l'arrivée du général Wedel sur lequel il avait compté pour contenir Reding. Dans cette terrible extrémité, il crut devoir songer uniquement à sauver ses troupes d'une entière destruction et demanda à capituler. Une suspension de quelques heures fut d'abord convenue, et la négocia-

[1] Voir la relation du général Reding, dans la *Gazette de Madrid*, page 988.

tion se termina par la capitulation la plus rigoureuse. En voici les principales dispositions : toute l'armée française mettrait bas les armes ; les Espagnols s'engageraient à la renvoyer en France sur des bâtiments qu'ils lui fourniraient à Cadix, et promettaient en outre de lui faire donner les passe-ports nécessaires pour la traversée ; les officiers et la troupe conserveraient leurs bagages[1].

La division du général Wedel qui n'avait pris aucune part à l'action et qui n'était pas encore arrivée sur le champ de bataille fut comprise dans le traité, et il fut stipulé qu'elle suivrait le sort du reste du corps d'armée dont elle faisait partie.

Les conférences se tinrent dans un champ à gauche du grand chemin d'Andujar à Baylen, à une lieue et demie environ de cette dernière ville. La capitulation fut signée par le général Dupont et le général Marescot qui se trouvait à cette armée, de retour d'une mission particulière dont il avait été chargé. Il était tout à fait étranger au commandement et aux événements de la journée, mais il ne voulut pas abandonner le général Dupont qui, de son côté, mettait beaucoup d'importance à s'appuyer de la signature et de l'aveu d'un militaire respecté dont l'opinion pouvait être d'un grand poids dans le jugement à porter sur la capitulation. Le général Marescot, de

[1] La gloire principale de la journée appartient évidemment au général Reding. Castaños peut avoir eu le mérite du plan, mais il n'était pas sur le champ de bataille. Cependant dans toutes les relations, il n'est question que de ce dernier. C'est que Reding était suisse, et il fallait un nom espagnol.

retour en France, paya cher cette action généreuse[1].

Pendant que cette négociation avait lieu sur le champ de bataille où les deux armées venaient de combattre, le général Wedel qui s'était mis en mouvement le matin pour se porter au secours du général Dupont parvint sur les hauteurs de Baylen. Dans sa route, il avait battu les troupes laissées en arrière de Reding pour observer ses mouvements et leur avait même fait 600 prisonniers. Le corps qu'il commandait était encore intact et frais, et sa présence aurait pu changer la face des affaires et faire repentir Reding du mouvement audacieux qu'il avait hasardé, mais il arriva trop tard. On lui reproche d'avoir fait entre Guaroman et Baylen une halte de deux heures et de n'avoir pas hâté sa marche quand le canon se fit entendre. Quoi qu'il en soit des causes de ce retard, il est certain que les malheurs de la journée doivent être attribués en grande partie à cette circonstance.

Le général Wedel subit le sort du reste de l'armée et se rendit prisonnier. Étrange résolution ! Devait-il se regarder lié par une capitulation qui lui était totalement étrangère? N'était-il pas en son pouvoir de se retirer et de regagner la Manche et de là Madrid? Les Espagnols pouvaient-ils empêcher sa retraite? fut-il obligé de céder à une loi si dure, pour sauver le corps d'armée du général Dupont, déjà désarmé, et que l'on menaçait de passer au fil de l'épée, si le général Wedel hésitait à se rendre? Aucune de ces questions n'est résolue. Tout semble donc se réunir pour donner à cet

[1] Il fut dépouillé de ses places après une longue prison.

événement un caractère extraordinaire, et il est aussi remarquable par les circonstances singulières qui l'ont accompagné que par l'importance de ses résultats.

Au surplus, je suis loin de penser qu'il y ait eu trahison, comme on a cherché dans le temps à l'insinuer, et comme les accusations dirigées par le gouvernement contre les généraux Dupont et Marescot et le traitement sévère qu'ils ont subi en France voulaient le faire croire. Rien n'est plus invraisemblable, et au défaut de toute autre preuve, les rigueurs que les Espagnols ont fait éprouver aux prisonniers français en seraient une suffisante contre ces insinuations. Mais il y a eu, on ne peut se le dissimuler, de grandes fautes commises, et si le pillage de Cordoue et le désir de conserver des biens si mal acquis ont d'abord donné lieu aux mauvaises dispositions militaires qui ont été prises et ensuite fait préférer à tout autre parti celui de se rendre, il reste encore d'assez graves reproches à faire, sans recourir à l'odieuse imputation de trahison alors si éloignée du caractère et des principes des généraux français.

La capitulation de Baylen, quel qu'en fût le motif véritable, ne mit pas un terme aux misères de l'armée française. Après avoir défilé devant l'armée espagnole les 22 et 23 juillet, au nombre de 8,000 hommes, reste du corps de Dupont, et de 10,000 hommes de la division Wedel, elle se mit en route. Dans sa marche d'Andujar à Cadix, elle éprouva toutes les humiliations qu'un peuple prompt à s'exagérer ses avantages et qui en jouit avec arrogance, peut faire essuyer à un ennemi battu qu'il a longtemps redouté et cru invincible. Le

souvenir de la conduite que les Français avaient tenue à Cordoue était d'ailleurs, il faut l'avouer, trop récent et trop irritant pour ne pas étouffer les sentiments d'intérêt et de commisération qu'inspire ordinairement la valeur malheureuse. Aussi, partout où les Français passèrent, ils furent insultés et maltraités. A Puerto Santa-Maria, il y eut une émeute populaire, au moment où les troupes françaises s'embarquèrent sur les bâtiments qui devaient les conduire à Cadix. Leurs bagages furent pillés par la populace, sous prétexte qu'on avait vu tomber d'une des malles quelques vases d'église pris à Cordoue. Enfin l'armée prisonnière ne fut pas envoyée en France, comme il avait été stipulé. Son départ de Cadix fut différé sous divers prétextes, et deux ans après, lorsque les Français firent le siége de Cadix, elle se trouvait encore en grande partie sur les pontons où elle avait été placée.

Le général Dupont réclama contre la violation de la capitulation et se plaignit vivement des mauvais traitements que ses troupes éprouvaient. Ces réclamations ne furent pas écoutées, mais elles donnèrent lieu à une correspondance qui s'établit entre lui et le général Morla, commandant à Cadix. Dans les lettres de ce dernier on trouve des expressions si dures et des récriminations si injurieuses, qu'il est évident que le gouvernement espagnol de cette époque partageait les opinions du peuple, et n'était pas plus généreux que lui envers l'ennemi vaincu.

CHAPITRE II.

Impossibilité d'un rapprochement durable entre la nation espagnole et son nouveau roi, à cause de la dépendance dans laquelle ce dernier est tenu par l'empereur. — Reddition de Sarragosse. — Victoire remportée par le duc de Bellune sur le général Cuerta. — Création d'un conseil d'Etat. — Efforts pour la restauration des finances moyennant la vente des biens nationaux. — Mésintelligence croissante entre le roi et l'empereur, dont les conséquences paralysent toutes les mesures du gouvernement et rendent illusoire le commandement de Joseph. — Débarquement à Lisbonne d'une nouvelle armée anglaise qui force le maréchal Soult à évacuer le Portugal et à se replier, conjointement avec le maréchal Ney, jusqu'à Astorga et Salamanque. — La junte met sur pied deux nouvelles armées destinées à coopérer avec les Anglais. — En même temps elle adopte le système des guerillas. — Le roi marche avec le quatrième corps contre l'armée du général Venegas qui n'accepte pas le combat et se retire dans la Sierra-Morena. — Les guerillas s'avancent jusqu'aux portes de Madrid. — Les Anglais font leur jonction avec l'armée du général Cuesta; ils marchent contre le duc de Bellune. — Le roi quitte Madrid pour se rendre au quartier général de ce maréchal. — Vives alarmes que son départ cause dans la capitale. — Retraite des Anglais et de Cuesta à la suite de la bataille de Talavera. — Défaite de l'armée de Venegas à la bataille d'Almonacid. — Le roi revient à Madrid le 15 août. — Suppression des couvents d'hommes. — Réformes dans l'administration. — Excursion du roi à Saint-Ildephonse et Segovie. — Description de ces lieux. — Retour du roi à Madrid. — Ses efforts pour améliorer le système administratif restent infructueux devant la haine de la nation. — L'empereur mécontent de la conduite de la guerre en Espagne. — Une nouvelle armée, créée par la junte et commandée par le général Arizaga, paraît dans la Manche et marche sur Madrid. — Elle est détruite près d'Ocaña par le

roi. — Le général Kellermann défait à Alba de Tormès une autre armée espagnole sous le commandement du duc del Parque. — Le roi se détermine à entreprendre la conquête de l'Andalousie.

S'il avait été possible de mettre à profit les nouvelles dispositions qui semblaient se manifester dans l'esprit des Espagnols, peut-être qu'un entier rapprochement aurait pu s'opérer. Mais il aurait fallu, pour l'amener, une autorité tout à fait indépendante et libre de suivre la direction qu'elle eût voulu imprimer à la marche des affaires. Il aurait fallu des ressources en argent assez abondantes pour n'être pas obligé de faire peser sur les populations tout le poids de la dépense pour l'entretien des troupes. L'un et l'autre nous manquaient. Bien que le roi commandât l'armée, les généraux qui étaient sous ses ordres correspondaient néanmoins toujours directement avec le ministère français, et en recevaient des ordres qui contrariaient souvent ceux qui partaient de Madrid. L'ambassadeur de France et le maître des requêtes, chargés d'administrer le sequestre des biens que l'empereur avait confisqués, et les nombreux agents qu'ils employaient, tout à fait indépendants de l'autorité royale, mettaient dans leurs fonctions une rigueur dont peut-être ils gémissaient eux-mêmes, mais qu'il ne leur était pas permis de tempérer, et cette rigueur aliénait complétement les esprits que le roi cherchait à ramener. D'un autre côté, le manque absolu de ressources financières ne permettait aucune mesure protectrice. Le trésor

public, entièrement vide, ne pouvait subvenir aux dépenses les plus indispensables. Aucun employé n'était payé, et tous ceux qui avaient passé dans le parti du nouveau roi ou qui, par leur position particulière, se trouvaient dans l'obligation de le servir, ne recevant aucun salaire, loin de devenir un appui pour lui, augmentaient le nombre de ses ennemis. Ainsi, malgré quelques apparences d'amélioration dans l'état des affaires, il n'y avait au fond aucune garantie d'un meilleur avenir, et tout se réduisait encore à une conquête mal assurée que la force seule des armes avait faite et pouvait seule conserver dans nos mains.

Telle était du moins ma manière de voir. Mais elle n'était pas celle du roi qui se flattait d'un tout autre succès, et croyait l'obtenir en caressant les Espagnols et en n'admettant qu'eux dans les fonctions les plus importantes. Plusieurs de ceux qui l'approchaient cherchaient à entretenir ces illusions. La victoire parut aussi, dans le commencement de son règne, favoriser les desseins du roi. Saragosse, après un siége meurtrier, se rendit le 21 février 1809, et le 28 mars suivant, le duc de Bellune remporta une victoire importante sur l'armée espagnole qui s'était reformée sous les ordres du général Cuesta. La bataille eut lieu dans l'Estramadure, près de la Guadiana, entre Don Benito et Medelin qui donna son nom à cette journée. Les Espagnols y perdirent 7,000 hommes restés sur le champ de bataille et 3,000 prisonniers. Les nouvelles qui arrivaient d'Allemagne et annonçaient les premiers succès de l'empereur contre l'Autriche ajoutèrent encore à l'impression que la reddition de Sara-

gosse et la victoire de Medelin avaient faite sur les esprits. Le roi prenait donc chaque jour plus de confiance, et la marche de son gouvernement parut plus assurée. Il créa un conseil d'État, composé de trente membres, tous Espagnols, où, cependant, je fus appelé dans la suite, ainsi que M. Ferri-Pisani, nommé, comme moi, conseiller d'État, quoique nous fussions Français. Le roi voulait se servir de l'expérience que nous pouvions avoir acquise dans l'administration, pour défendre les projets dont il s'occupait, et qui, fondés sur les principes adoptés en France, demandaient des développements qu'on nous supposait plus en état de donner que tout autre. Ce motif d'utilité et surtout l'assurance que nous ne pouvions, ni l'un ni l'autre, avoir aucune prétention à des fonctions plus importantes justifièrent aux yeux de nos collègues notre nomination.

L'administration s'étant ainsi organisée, ses premiers travaux eurent pour objet la restauration des finances. Elle chercha des ressources pour l'État dans la vente des biens nationaux, et dans cette dénomination étaient compris les biens des moines. C'était en effet la seule opération par laquelle l'Espagne pouvait rétablir son crédit, et elle est encore aujourd'hui le seul moyen qui lui reste pour y parvenir. Mais le ministère, entièrement espagnol, étranger aux brusques changements que la révolution avait rendus familiers en France, n'entrait qu'avec lenteur et difficulté dans des voies inconnues pour lui, et un temps précieux se perdait en discussions. Néanmoins on travaillait, on cherchait à attirer la confiance, on offrait aux esprits avides

de nouveautés l'occasion de se montrer, et l'on accueillait tout ce qui avait quelque expérience et quelques lumières. On profitait des moindres événements, pour chercher à donner de la consistance au nouveau gouvernement. La Russie avait accrédité le baron de Mohrenheim comme chargé d'affaires, en attendant l'arrivée d'un ministre plénipotentiaire qu'elle annonçait, et le Danemark avait donné de nouvelles lettres de créance au comte de Bourke, son ministre à Madrid. Cette reconnaissance de la part de deux puissances dont l'une avait une si grande influence politique en Europe était pour nous un grand événement, et l'on reçut ces diplomates avec autant d'appareil que les circonstances pouvaient le permettre. On s'efforçait enfin de prendre une assiette stable, et de sortir de l'état convulsif auquel la nation était livrée depuis deux ans. Quelques marques de soumission de la part des villes où les Français étaient entrés, quelques députations présentées solennellement fournissaient au gouvernement l'occasion de se montrer, et aux gazettes des articles qui constataient son existence.

Mais tous ces efforts, bien qu'en général dirigés sagement et vers un but utile, étaient vains et venaient se briser contre deux obstacles insurmontables. Le premier était la résistance de la nation que ni les revers que venaient d'éprouver les armées de la junte ni l'abandon où la laissait la retraite des Anglais ne purent fléchir, et le second, le système que l'empereur avait adopté à l'égard de la conduite des affaires en Espagne, et qui avait porté au dernier degré la mésintelligence entre les deux frères. J'aurai l'occasion, à mesure que

les événements se développeront, de revenir fréquemment sur la première de ces causes. Quant à la seconde, comme toutes les lettres que le roi écrivait à son frère m'étaient connues, je fus promptement instruit d'une rupture si dangereuse, et j'en prévis de bonne heure les funestes conséquences. En voici l'origine. La réconciliation plus ou moins sincère qui s'était faite au Pardo, au moment où l'empereur partit pour aller à la rencontre des Anglais, semblait avoir ramené l'union entre les deux frères. Mais cette bonne intelligence ne subsista pas longtemps. Napoléon, en remettant le pouvoir entre les mains de Joseph, ne s'en était dessaisi que nominalement : il en avait retenu la réalité. Le roi s'en aperçut promptement par la conduite des généraux et des agents français restés en Espagne, et l'irritation qu'il en ressentit fut extrême. Dans ses lettres il se plaignit avec amertume de l'indépendance que les uns et les autres affectaient à son égard. La violence des expressions dont il se servait, les menaces qu'il joignait souvent à ces plaintes, les injures même qui lui échappaient quelquefois excitèrent le ressentiment de l'empereur qui ne pouvait supporter que le roi qu'il avait fait affectât l'égalité avec lui, et osât parler en souverain. Bientôt tout commerce de lettres cessa entre eux, ou du moins, l'empereur cessa de répondre à celles qu'il recevait de son frère. Il fit transmettre ses ordres directement aux chefs des armées françaises en Espagne, et une foule de dispositions qui blessaient l'autorité de Joseph et comme roi et comme général en chef, furent commandées et exécutées sans sa participation et souvent même à son insu.

D'un autre côté, jaloux des préférences que le roi témoignait aux Espagnols, les Français qui avaient compté sur de la reconnaissance et des faveurs, voyant les Espagnols en tout préférés, se réjouissaient des dégoûts que l'empereur faisait éprouver au roi, et tout se ressentait de cette maligne disposition des esprits. Aucune mesure d'ordre intérieur, aucun plan de finances ne pouvaient réussir, parce que les prétentions des administrateurs français les arrêtaient, parce qu'il fallait avant tout solder et nourrir l'armée française, et que, sous ce prétexte, toutes les contributions étaient détournées ou dévorées d'avance. Ordonnant, réglant, prenant ou détruisant tout à leur gré dans les provinces où ils se trouvaient, ces administrateurs non-seulement ne reconnaissaient pas les agents du roi, mais défendaient même à tout ce qui dépendait d'eux de les reconnaître. Une indépendance plus funeste encore, celle de l'autorité militaire, s'établit ouvertement et combla bientôt la mesure du mal. Comme l'empereur avait quitté l'Espagne sans donner ni instructions ni direction générale sur la conduite de la guerre, chaque commandant d'un corps d'armée la faisait pour son compte comme il l'entendait. Le roi avait bien l'autorité suprême; il était lieutenant de l'empereur, et à ce titre commandait toutes les armées en Espagne, mais il ne pouvait par lui-même exercer ce commandément. Le maréchal Jourdan, qui remplissait près de lui les fonctions de major général, expérimenté et illustre par de brillants succès obtenus dans les premières années de la révolution, avait été écarté depuis longtemps de la carrière militaire. Il se trouvait étranger à la gloire

des dernières guerres, et ne comptait pas parmi les généraux qui avaient servi sous Napoléon en Italie, en Égypte et en Allemagne. Cette diversité de couleur, si l'on peut s'exprimer ainsi, lui ôtait l'ascendant dont il aurait eu besoin pour contenir des prétentions excessives et concentrer la réalité du pouvoir dans ses mains. Son extrême circonspection et la crainte qu'il avait de se compromettre envers l'empereur qu'il savait mal disposé pour lui, ajoutaient encore à l'embarras de ses démarches, et achevaient de rendre illusoire le commandement du roi[1].

Avec de tels éléments, il n'était pas possible de construire un édifice solide et durable. Aussi les espérances que quelques mois de repos et la continuation de nos succès militaires avaient fait concevoir, s'évanouirent promptement, et la position des Français en Espagne devint bientôt plus critique qu'elle n'avait été jusque-là.

Les Anglais reparurent dans la péninsule en exécution du traité d'alliance conclu à Londres le 24 janvier 1809 entre l'Angleterre et la junte du gouvernement, au nom de Ferdinand VII. Une nouvelle armée anglaise débarqua à Lisbonne le 22 avril et arrêta les progrès du maréchal Soult, qui, à la tête du 2e corps

[1] Il serait difficile de supposer qu'il entrât un peu de jalousie de métier dans l'indifférence que l'empereur témoignait au maréchal Jourdan. Voici cependant un fait qui pourrait le faire croire. Le roi Joseph, qui eut toujours beaucoup d'affection pour le maréchal Jourdan, avait demandé à son frère, lorsqu'il conféra à Kellermann le titre de duc de Valmy, de donner au maréchal Jourdan celui de duc de Fleurus. « Je m'en garderai bien, » —répondit vivement l'empereur, — « je le ferais plus grand que moi. »

de l'armée française[1], était entré par la Galice en Portugal et s'était avancé jusqu'à Oporto. Pressé entre les Anglais, commandés par sir Arthur Wellesley, depuis duc de Wellington, et l'armée portugaise que commandait le maréchal Beresford, et obligé par l'infériorité de ses forces de se retirer, il se replia successivement du Duero sur le Minho; de là, après avoir détruit son artillerie et ses bagages pour traverser les défilés de Salamonda, parvint avec peine à gagner Orense en Galice, où il arriva le 20 mai, suivi de Beresford, et joignit enfin le corps du maréchal Ney qui était à Vigo. Mais les deux corps réunis, ne se trouvant pas en état de contenir la Galice et les Asturies, se portèrent sur Astorga et Salamanque, abandonnant ainsi toutes nos conquêtes dans l'ouest de la péninsule.

La retraite du maréchal Soult avait rendu les Anglais maîtres de se porter, par la route la plus directe du Portugal, sur Madrid, sans avoir aucun ennemi à combattre ; et la junte, dont les précédents revers n'a-

[1] L'armée française en Espagne était divisée en huit corps. Voici les noms des chefs qui les commandaient :

1er corps, le maréchal Victor ;

2e corps, le maréchal Soult ;

3e corps, le maréchal Moncey, puis le maréchal Lannes, ensuite le général Junot et enfin le général Suchet ;

4e corps, le maréchal Lefebvre, ensuite le général Sebastiani ;

5e corps, le maréchal Mortier ;

6e corps, le maréchal Ney ;

7e corps (en Catalogne), le général Gouvion Saint-Cyr et ensuite le maréchal Augereau ;

8e corps (destiné à la seconde expédition de Portugal), le général Junot, plus tard le maréchal Masséna.

vaient point abattu le courage, avait remis sur pied deux nouvelles armées commandées par les généraux Cuesta et Venegas, et qui devaient coopérer avec les Anglais. Vers cette époque, elle avait aussi adopté ce formidable système de *guerillas* qui, se répandant sur toutes les parties du territoire espagnol, même sur celles que les Français occupaient, nous firent plus de mal que leurs armées régulières, en interceptant toutes nos communications et en nous forçant à ne jamais rien expédier sans escorte et à ne laisser aucun soldat isolé sur les routes. Cet inflexible gouvernement avait de plus publié une instruction qui instituait une course de terre sur les Français, à l'instar des courses de mer qui sont en usage dans les guerres maritimes. Les généraux espagnols envoyèrent même à nos avant-postes des parlementaires pour demander que ces nouveaux corsaires, étant pris les armes à la main, fussent considérés comme prisonniers de guerre.

Menacés ainsi de tous côtés, nous n'apprîmes cependant à Madrid que vers la moitié de juin la retraite du maréchal Soult et du maréchal Ney, de même que la nouvelle des mouvements des Espagnols. Un de leurs corps, commandé par le général Venegas, après avoir passé la Sierra-Morena, se portait sur la Manche; un autre, commandé par Cuesta, s'avançait par l'Estramadure vers la rive gauche du Tage. Les troupes françaises qu'on pouvait leur opposer et qui occupaient alors la Manche et la vallée du Tage, se composaient du 1er corps, sous les ordres du maréchal Victor ; du 4e, commandé par le général Sebastiani, et de la réserve formée en grande partie de la garde royale et qui

se trouvait à Madrid et dans les environs. Le maréchal Victor avait sous ses ordres environ 30,000 hommes, le général Sebastiani de 7 à 8,000, et la réserve pouvait être estimée à 5 ou 6,000 hommes, en tout 40 à 45,000. Cependant, bien qu'on pût évaluer les forces espagnoles à plus de 60,000 hommes, cette supériorité n'était pas telle qu'on ne pût encore espérer un succès. Le roi partit donc de Madrid le 22 juin et alla joindre le 4e corps qui occupait la Manche, tandis que le 1er se tenait à Talavera de la Reyna pour observer Cuesta. Le roi et le général Sebastiani marchèrent sur Venegas, mais, à leurs premiers mouvements, les Espagnols regagnèrent promptement la Sierra-Morena, et les Français ne purent que les poursuivre jusqu'à Santa-Cruz de Mudela, au pied de cette chaîne de montagnes. Ainsi il n'y eut aucune affaire; les Espagnols attendaient les opérations des Anglais et ne voulurent rien hasarder avant d'être réunis à eux.

Le roi revint donc à Madrid le 13 juillet, après une campagne de trois semaines qui n'avait eu aucun résultat. Il trouva la ville très-agitée : les espérances de ses ennemis s'étaient ranimées, et la consternation régnait parmi ceux qui s'étaient attachés à lui. De nombreux partis de guerillas tenaient la campagne et s'avançaient souvent jusqu'aux portes de la capitale. Le général Franceschi de Lonne, un des officiers les plus distingués de l'armée[1], ainsi que le jeune Anthoine,

[1] Indépendamment de ses qualités militaires, il avait un grand talent comme sculpteur et comme dessinateur. J'aurai plus tard l'occasion de parler encore de lui et de son sort malheureux.

neveu du roi, alors aide de camp du maréchal Soult, avaient été faits prisonniers par une de ces bandes. La haine et la fureur des Espagnols étaient portées au dernier excès ; ils ne respiraient que vengeance et l'exerçaient sur tous les Français qui tombaient entre leurs mains. Cette guerre de détail nous minait sourdement. Nous ne possédions exactement que le terrain sur lequel étaient nos armées, et notre pouvoir ne s'étendait pas au delà. Toute administration avait cessé ; il n'y avait plus ni ordre, ni justice, ni finances.

Au milieu des embarras que suscitait une telle situation, un aide de camp du maréchal Victor nous apporta, le 21 juillet, la nouvelle que les Anglais avaient fait leur jonction avec l'armée de Cuesta, et que l'ennemi s'avançait sur le 1er corps. Le roi partit immédiatement et se rendit par Naval Carnero à Casallegas où se trouvait alors le quartier général du duc de Bellune. Je ne le suivis pas, le roi m'ayant ordonné de rester à Madrid où je pouvais lui être plus utile qu'à l'armée.

Son départ répandit l'inquiétude parmi les familles françaises[1] et celles des Espagnols attachés au parti français. Les ministres se rassemblèrent dans la journée du 23, et arrêtèrent de se rendre au quartier général du roi. Cette résolution aussi étrange qu'inattendue et qui laissait la ville absolument sans gouvernement civil accrut les alarmes. On accourut chez moi ; on se plaignit hautement de cette détermination :

[1] Il y avait à peu près trois mois que la mienne était venue me joindre.

l'existence des ministres était-elle donc plus précieuse que celle de tous les autres fonctionnaires qui servaient le gouvernement ? pourquoi cette faveur pour ceux qui devraient au contraire tenir plus longtemps que tout autre et quitter les derniers la place ? — Les membres du conseil d'État montraient surtout une grande irritation contre les ministres. Le marquis d'Almenara[1] encourageait ces derniers à persister dans leur dessein, et ne ménageait nullement ses expressions. Enfin l'esclandre fut tel que le gouverneur de la ville, le général Belliard, craignant pour la tranquillité de Madrid, fit insinuer aux ministres qu'ils feraient bien de rester. De mon côté, je les y engageai fortement, et l'ambassadeur de France, M. de Laforêt, s'étant réuni à nous, les ministres cédèrent et ne partirent pas.

Cependant on travaillait aux fortifications du Retiro, et le roi me fit écrire d'y conduire ma famille au premier mouvement qui aurait lieu dans la ville. Mais ces précautions mêmes, au lieu de rassurer, augmentaient les craintes. Les jours se passaient dans une continuelle anxiété, et tout faisait craindre un soulèvement dans la ville. Le 26 juillet, surtout, les bruits les plus fâcheux se répandirent : « Le roi, — disait-on, — avait été

[1] Il était alors simple conseiller d'État ; mais peu de temps après, il fut nommé ministre de l'intérieur. Voici, au surplus, les noms des membres qui, à cette époque, composaient le ministère :

O'Farill, ministre de la guerre (en cette qualité, il était parti avec le roi) ;

Asanza, aux affaires étrangères ;

Cabarrus, aux finances ;

Massaredo, à la marine ;

Romero, à l'intérieur.

battu ; il avait été obligé de capituler ; les Anglais devaient entrer, dans la journée, à Madrid. » — Une foule immense se porta au palais et vers les ponts de Ségovie et de Tolède pour les voir arriver. Il n'y eut néanmoins aucun désordre, mais la joie des habitants se manifestait par les plus bruyants éclats, et une extrême gaîté régnait partout. Nous étions dans cette situation lorsqu'un courrier arrivé le 27 à trois heures du matin, apporta la nouvelle d'un avantage partiel obtenu sur l'ennemi la veille au passage de la Guadarrama, et nous apprit que le roi avait fait sa jonction avec les 1er et 4e corps. Ces nouvelles calmèrent un peu l'agitation qui s'était manifestée la veille, et le danger de notre position parut dissipé. Mais ce calme dura peu. Dans la soirée du 29, le général Belliard me prévint qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour faire passer ma famille dans le Retiro. Il fallait s'occuper d'un déménagement précipité, emballer les effets les plus précieux et réunir tout ce qu'on pouvait sauver. Ces tristes devoirs remplis et ma famille en sûreté, au moins pour le moment, je revins de ma personne à Madrid où je passai une nuit fort agitée.

Voici les causes de ce mouvement. Le général Belliard était instruit des détails de la bataille qui avait eu lieu la veille sous Talavera ; il savait qu'elle n'avait pas été décisive. Les ennemis occupaient des positions formidables, et nos troupes, malgré toute leur impétuosité, n'avaient pu parvenir à les en déloger. Les Anglais s'étaient battus avec la plus grande valeur ; la perte avait été considérable de part et d'autre ; enfin les armées étaient restées en présence.

Cependant le corps espagnol commandé par Venegas, ayant passé le Tage à Aranjuez, s'avançait sur nous et pouvait être le lendemain à Madrid, et nous n'avions aucune force à lui opposer, le corps du général Sebastiani qui couvrait Madrid s'étant réuni depuis quatre jours à celui du maréchal Victor, pour combattre à Talavera. Dans le trouble qui résultait de ces fâcheuses nouvelles, on considérait le Retiro comme un asile, sinon contre les forces de l'ennemi, au moins contre la fureur populaire, et ceux qui étaient ou se croyaient compromis s'y portaient en foule.

Il est difficile de peindre l'état de la ville de Madrid dans la journée du 30 juillet.

Dès la pointe du jour, une longue file de charrettes, de fourgons, d'hommes, de femmes et d'enfants, à pied et à cheval, suivis de portefaix chargés de ballots, de coffres, de matelas, se dirigea sur le Retiro, et cette singulière procession dura plusieurs heures sans discontinuer.

Bientôt l'espace étroit, destiné à recueillir cette foule, fut comblé. Les hommes, les femmes, les enfants, entassés de tous côtés, les voitures, les chevaux, dans un épouvantable désordre, présentèrent le spectacle de la plus complète confusion. Je reconnaissais facilement l'insuffisance des moyens de défense réservés à nos familles. Le Retiro, par lui-même, n'était susceptible d'aucune résistance : la seule partie qui fût un peu fortifiée était le bâtiment de l'ancienne manufacture de porcelaine, appelé *la China,* et ce bâtiment ne pouvait contenir que très-peu de monde. Le reste était aussi abordable que toutes les autres parties de la

ville. J'aurais donc désiré pouvoir choisir un autre asile pour ma famille ou du moins la placer à la China ; mais le moindre mouvement que je lui eusse fait faire aurait jeté l'effroi parmi les réfugiés ; tous auraient voulu me suivre, et j'aurais amené une scène qui eût augmenté le désordre. Il fallut donc me résigner et attendre les événements.

La journée se passa dans une agitation continuelle. Les nouvelles les plus tristes et en même temps les plus contradictoires se succédaient à chaque instant. Quelquefois on venait nous en débiter de plus favorables qui étaient accueillies avec cette avidité qui résulte toujours de l'extrême crainte. Vers le soir cependant, on reçut du quartier général des lettres un peu plus rassurantes, et celle que mon frère m'écrivait de la veille, 29 juillet, à dix heures du soir, sans me tranquilliser complétement, me faisait voir que notre situation n'était pas désespérée. Suivant ce qu'il me mandait, l'ennemi, à la vérité, n'avait pas été vaincu dans la journée du 28 (bataille de Talavera), mais il avait beaucoup souffert et était resté dans ses positions. On attendait incessamment les 2e et 3e corps (maréchal Soult et maréchal Mortier) dont on estimait la force totale à 30,000 hommes, qui, partis de Salamanque le 25 juillet, devaient être arrivés à Placencia et se trouvaient ainsi sur les derrières de l'armée anglaise. Ce mouvement devant nécessairement la forcer à se retirer, si elle ne voulait pas être enveloppée, le corps du général Sebastiani avait pu se détacher de celui du maréchal Victor, pour se porter, avec la réserve à la tête de laquelle s'était mis le roi, sur Tolède et

Aranjuez. Ces forces, suffisantes pour arrêter et combattre Venegas, couvraient ainsi Madrid et tiraient la capitale du danger auquel elle était exposée depuis trois jours.

Lorsque ces nouvelles furent connues, on passa subitement de l'extrême crainte à l'extrême confiance, et bien qu'on n'eût encore aucune certitude sur l'issue de ces mouvements, on voulait le soir quitter le Retiro avec le même empressement qu'on avait mis le matin à y entrer. Il fallut des ordres positifs du général Belliard, pour empêcher que cette résolution ne s'exécutât pendant la nuit.

Le lendemain, 31 juillet, on entendit le canon dans la direction de Tolède qu'un corps espagnol attaquait sur la rive gauche du Tage; mais Madrid resta tranquille. Un assez grand nombre de soldats blessés à l'affaire du 28 y arrivèrent dans la journée. Enfin, le 1er août, les mouvements pour couvrir la capitale ayant forcé Venegas à renoncer au dessein qu'il avait formé de marcher sur Madrid, tous ceux qui s'étaient réfugiés au Retiro le quittèrent et rentrèrent en ville. A l'agitation extrême un calme momentané succéda, et pendant deux jours la tranquillité la plus profonde régna dans Madrid. Mais comme les Anglais n'avaient point abandonné leurs positions près de Talavera, le maréchal Soult n'ayant pas encore paru sur le Tage, et qu'ainsi la campagne n'était nullement décidée, le roi, pour éviter le renouvellement des scènes qui venaient d'avoir lieu à Madrid, jugea à propos d'éloigner de cette ville toutes les familles françaises et espagnoles attachées à son service, et de les faire passer à Saint-

Ildephonse. Je reçus ces ordres le 3 août au soir, et toute la journée du lendemain fut employée aux préparatifs de ce déplacement inattendu qui jeta de nouveau le trouble et l'agitation dans les esprits. Les voitures qui devaient partir pour Saint-Ildefonse se réunirent dans la soirée, et le 5, à la pointe du jour, le convoi se mit en marche. L'ambassadeur de France, les envoyés de Danemark et de Russie, les ministres, les conseillers d'État, les officiers de la maison du roi, enfin tout ce qu'il y avait à Madrid de personnes dépendantes du gouvernement en faisaient partie. Néanmoins les nouvelles arrivant de l'armée étaient devenues de plus en plus rassurantes. Le mouvement du maréchal Soult s'était exécuté, et les Anglais avaient commencé à se retirer. Aussitôt le maréchal Victor s'était mis en marche pour les suivre et les jeter sur Soult, de manière à les forcer ou à combattre dans une position très-désavantageuse ou à se retirer sur la rive gauche du Tage. D'un autre côté, le roi, avec le 4e corps et la réserve, se trouvait entièrement libre de se porter sur Venegas et de lui faire abandonner le pays entre Aranjuez et Tolède. Ainsi tout sujet d'inquiétude pour Madrid semblait totalement écarté, et la retraite sur Saint-Ildefonse devenait, du moins pour le moment, une mesure inutile. Le général Belliard, qui à cet égard pensait comme moi, ne crut cependant pas pouvoir prendre sur lui de suspendre l'exécution des ordres du roi.

Le jour même où le convoi se mit en route pour Saint-Ildefonse, je partis de Madrid pour aller rejoindre le roi à l'armée.

Le quartier général s'était établi, dans la matinée du 5 août, à Val de Moro, à moitié chemin entre Madrid et Aranjuez. J'y arrivai dans la soirée, et je trouvai l'armée dans une position assez favorable. Venegas s'était tout à fait retiré de la rive droite du Tage; cependant il défendait encore Aranjuez. Le roi avait montré dans le cours de cette campagne beaucoup de courage personnel et de sang-froid. Quant à la conduite des opérations militaires, je n'étais pas assez éclairé pour pouvoir en porter un jugement. Ce qu'il y avait d'évident, c'est qu'avec une armée de 40 à 42,000 hommes, le roi avait tenu contre plus de 100,000 hommes, dans un espace très-étroit; que les Anglais avaient perdu beaucoup de monde, et qu'enfin, au moment où j'arrivai, les affaires étaient à peu près rétablies.

Je restai cinq jours au quartier général. Je suivis le mouvement qu'il fit pour se porter à Vargas et de là sur Tolède, dans le dessein d'y passer le Tage et d'attaquer Venegas sur la rive gauche de ce fleuve. Pendant que ce mouvement s'exécutait, le roi reçut, le 8 août, à Vargas, un courrier dépêché par les maréchaux Soult, Mortier et Victor. Les trois corps d'armée s'étaient réunis le 6; l'ennemi se retirait en désordre par le pont de l'Arzobispo sur la rive gauche du Tage, n'ayant pas eu le temps de gagner celui d'Almaraz. Il avait laissé à Talavera plus de 4,000 blessés que sir Arthur Wellesley, par une lettre adressée au maréchal Victor, recommandait à la générosité française. La campagne était ainsi à peu près terminée du côté de Talavera, et le corps espagnol commandé

par Cuesta qui avait été témoin plutôt qu'acteur de la bataille de Talavera ayant aussi repassé le Tage, rien n'arrêtait plus le mouvement du 4ᵉ corps, qui passa ce fleuve le 9 août, à Tolède, sans rencontrer aucun obstacle. Le roi avec la réserve étant arrivé dans cette ville le même jour, toutes les troupes destinées à agir contre Venegas se mirent en marche. Elles le trouvèrent le 11 en bataille près d'Almonacid où elles remportèrent sur lui une victoire signalée. Toutes les positions de l'ennemi furent enlevées, et l'armée espagnole, attaquée dans sa retraite par plusieurs charges de cavalerie, fut mise dans une déroute complète. 2,000 morts, autant de prisonniers et toute l'artillerie espagnole furent les trophées de cette journée qui vit la destruction presque entière du corps de Venegas, dont les débris se jetèrent dans la Sierra-Morena. Cette courte campagne ne pouvait être terminée plus glorieusement.

J'avais quitté le roi à Vargas. Il m'avait ordonné de retourner à Madrid, et d'y faire rentrer les familles envoyées à Saint-Ildefonse. Je m'acquittai avec empressement de cette commission, et le 13 août ces réfugiés furent de retour dans la capitale où, après tant d'alarmes heureusement dissipées, tout rentra dans l'ordre accoutumé.

Le roi revint à Madrid le 15 août, et descendit à l'église de San-Isidoro où le *Te Deum* fut chanté. Ce jour était celui de la fête de l'empereur. Il y eut des illuminations et un feu d'artifice. Une table de 200 couverts dont je fus chargé de faire les honneurs réunit dans le bâtiment dit l'Armeria les autorités civiles et

militaires. A la fin du repas, le roi parut dans la salle, et fut reçu aux acclamations des convives. Le soir, il se montra également au théâtre. Mais les habitants de la ville, témoins de ces fêtes, n'y prirent aucune part et ne manifestèrent aucune allégresse. Leur contenance sombre et sévère contrastait avec le mouvement et l'activité des Français.

Cependant nous respirions, et la favorable issue des événements militaires nous promettait quelques mois de repos. L'ambassadeur de France et les ministres espagnols donnèrent des dîners ; on chercha à faire oublier les terreurs que le mouvement de l'armée anglaise avait inspirées. On voulut même faire croire qu'elles n'avaient pas existé, et la retraite des familles françaises et espagnoles à Saint-Ildefonse fut donnée, dans les feuilles publiques, comme le voyage ordinaire que fait la cour en été dans cette résidence royale. Misérable subterfuge que la vanité inventa et qui ne trompa personne.

Le gouvernement, plus tranquille, reprenait de l'activité. Dans une séance du conseil d'État, qui eut lieu le 18 août, plusieurs décrets importants furent discutés et adoptés. Voici les dispositions qu'ils contenaient :

Tous les couvents d'hommes étaient supprimés. On ordonnait aux moines de se retirer, chacun, dans le lieu de sa naissance ; il leur était interdit de porter l'habit religieux.

Les dignités de grand d'Espagne et les titres de Castille, non confirmés par le roi, étaient abolis.

Les conseils de guerre, de marine, des ordres et

autres administrations anciennes, sous quelque dénomination qu'elles fussent connues, étaient supprimés, ainsi que tous les employés qui ne tenaient pas du roi une nouvelle nomination.

La confiscation des biens appartenant aux Espagnols absents et servant dans l'armée de la junte, était prononcée. Une somme de 20 millions de réaux, prise sur le produit des biens des moines, était mise à la disposition des ministres de la guerre et de l'intérieur, pour être distribuée en indemnités à ceux qui auraient souffert des malheurs de la guerre, ou en payement des appointements des employés, à l'acquittement desquels l'état du trésor public n'aurait pas permis de pourvoir d'une autre manière.

Ces dispositions et plusieurs autres qui tendaient à améliorer la situation des finances ayant été prises, et promettant un succès qu'elles n'obtinrent cependant pas aussi complétement qu'on s'en flattait, le roi profita de quelques jours de loisir pour aller visiter Saint-Ildefonse et Ségovie. Je le suivis dans cette excursion.

Nous partîmes de Madrid le 8 septembre. La route passe par le pont de San-Fernando sur le Mançanarès, et suit, en se dirigeant au nord-ouest, le chemin de l'Escurial jusqu'au village de Las Rosas. Là, elle se divise : le chemin à gauche mène à l'Escurial et au village de Guadarrama. L'autre, à droite, que nous prîmes, mène à la *Nava-Cerrada*[1]. Il traverse un pays

[1] La plaine fermée. *Nava*, terme arabe qui, comme beaucoup d'autres, s'est conservé dans la langue espagnole ; mais il ne s'applique ordinairement qu'aux plaines élevées, enceintes de montagnes, et qui forment des cols ou puertos.

aride, semé de blocs de granit dans lesquels on a taillé et taille journellement des pierres pour les bâtiments de Madrid. Après cinq heures de marche, nous commencâmes à monter une des rampes de la chaîne de Guadarrama, pour atteindre le puerto de Nava-Cerrada où nous devions traverser la chaîne. Le chemin que nous suivions est bien tracé et bien construit. La montagne est boisée, et ses pentes inférieures sont couvertes d'arbustes parmi lesquels se distingue le *cistus ladaniferus*, qui répandait au loin son odeur aromatique, et dont les larges fleurs, roses ou blanches, brillaient de toutes parts. Parvenus à la *venta de Circedilla*[1], située, suivant l'estimation de M. de Laborde dans son voyage d'Espagne, à 669 toises au-dessus du niveau de la mer, on monte plus rapidement jusqu'au puerto dont le même auteur fixe l'élévation à 943 toises. Ce passage est donc un des plus élevés de l'Europe, et à peu près égal pour la hauteur aux passages du mont Cenis, du Saint-Gothard et du Simplon. Mais comme pour y arriver on part ordinairement d'un point déjà très-élevé (de Madrid qui est à 309 toises au-dessus du niveau de la mer), et comme le développement du chemin est très-long à partir de cette ville jusqu'au point culminant du puerto, on s'aperçoit moins de cette grande élévation. Les sommets de la chaîne du Guadarrama, du côté du midi, ne nous offraient point de neige; mais, en arrivant au puerto, nous en aperçûmes

[1] *Venta* : nom d'une espèce d'auberge où les voyageurs trouvent un abri et à manger et à coucher, lorsqu'ils ont apporté avec eux des provisions et des lits.

du côté du nord quelques traces subsistantes encore à l'époque avancée de l'année où nous nous trouvions; d'où l'on peut conclure que dans quelques parties de la chaîne les neiges sont perpétuelles.

Après avoir passé le puerto de Nava-Cerrada, on commence à descendre par une pente très-raide, au milieu d'une magnifique forêt de pins, traversée par plusieurs ruisseaux d'une eau pure dont la réunion donne naissance à l'Eresma, jolie rivière qui s'est formé un lit à travers des rocs de granit, et qui, après avoir arrosé une grande partie de la province de Ségovie, va se jeter dans le Duero. Deux à trois heures de marche par cette route charmante nous conduisirent à Saint-Ildefonse. Le palais, une des habitations les plus élevées de l'Europe, est situé à 593 toises au-dessus du niveau de la mer. Il a été bâti par Philippe V. L'architecture en est médiocre : on y reconnaît le goût qui dominait en France du temps de Louis XIV, et que l'on observe dans les palais de Versailles et de Trianon.

Les jardins qui s'étendent au midi et à l'est de Saint-Ildefonse sont grands, bien percés et ornés de magnifiques fontaines en marbre, en bronze et en plomb coulé, toutes remarquables par des effets d'eau variés et distribués de manière à causer partout la surprise. En général, la position de cette habitation royale qui porte aussi le nom de la Granja, est belle et pittoresque. Les hautes montagnes qui l'environnent de toutes parts lui donnent à la vérité un aspect sauvage, mais en revanche elles fournissent des ombrages, des eaux et des promenades qui, dans un climat brû-

lant et à côté de la triste aridité des plaines de la Castille, sont d'un prix inestimable. Je parcourus ces lieux avec le roi, et nous gravîmes les montagnes pour atteindre un des points où la neige subsistait encore. Cette excursion, infiniment agréable par la variété des points de vue et la fraîcheur de la végétation, dura près de six heures.

Nous passâmes trois jours à Saint-Ildefonse dans un doux repos dont il y avait longtemps que nous n'avions goûté les charmes, et nous en repartîmes le 12 septembre pour retourner à Madrid, en passant par Ségovie.

Cette ville, située sur l'Eresma, est très-ancienne. Pendant longtemps elle eut de la célébrité par les manufactures de drap et d'autres étoffes de laine qui y étaient établies. Elle était alors peuplée et commerçante ; mais en 1809, quand je la visitai, elle ne conservait rien de son ancienne splendeur, et n'était digne de l'attention du voyageur que par les restes d'antiquités qu'elle renferme et surtout par le bel aqueduc construit par les Romains sous le règne de Trajan. Cet aqueduc traverse le vallon dans lequel est bâtie une partie de la ville. Il réunit les deux collines opposées, et amène les eaux de l'Eresma dans la partie supérieure de Ségovie. Son élévation, à partir du point le plus bas du vallon, est de 90 à 95 pieds. Il se compose de deux rangs d'arcades à plein cintre, élevés l'un sur l'autre. Les voûtes et les piliers qui les supportent sont formés d'assises de granit gris du pays, superposées simplement sans aucun ciment. La pureté de la coupe et de l'appareillage est admirable, et la

légèreté de la construction étonne autant que sa solidité. On a peine, en effet, à concevoir comment un monument si fragile en apparence a pu résister à plus de dix-sept siècles amassés sur lui. Le point de vue d'où l'aqueduc frappe le plus est le fond du vallon. Les piliers qui supportent le premier rang d'arcades ont, à partir de ce fond, près de 60 pieds, et, à cette élévation, les arcs qu'ils soutiennent semblent, pour ainsi dire, suspendus dans les airs. Enfin, c'est un des plus beaux restes de l'antiquité qui existent, et il en est peu, en ce genre de constructions, que les voyageurs qui ont parcouru l'Italie et la grande Grèce puissent lui comparer.

Comme nous ne nous arrêtâmes que quelques heures à Ségovie, je n'eus pas le temps de visiter alors l'*Alcazar* et la cathédrale[1]; mais j'aurai l'occasion d'en parler plus tard.

Nous partîmes de Ségovie pour Rio-Frio, maison de chasse dépendante de Saint-Ildefonse. En arrivant, le roi trouva en bataille sur l'esplanade du château le régiment espagnol de royal-étranger, levé depuis peu de temps. Il se recrutait des prisonniers ou des déserteurs des armées de la junte et d'anciens serviteurs de Ferdinand VII, que les officiers du régiment embauchaient. Il était commandé par M. de Clermont-Tonnerre, aide de camp du roi, que nous trouvâmes à la tête de son corps, en uniforme brun, à revers et pa-

[1] *Al Cazar,* nom arabe, le palais, la forteresse. On donnait généralement ce titre au séjour des rois maures en Espagne, et, depuis leur expulsion, il s'est conservé dans l'Espagne méridionale.

rements jaunes avec la cocarde rouge. Il fit manœuvrer le régiment et le commandait en langue espagnole : galanterie de courtisan à laquelle le roi fut très-sensible. Il en témoigna sa satisfaction au colonel, et l'invita à déjeuner avec les principaux officiers du corps. Après ce déjeuner, nous nous remîmes en route pour Madrid, où nous étions de retour dans la nuit du 12 au 13 septembre.

Il y eut alors en Espagne une sorte de suspension dans les opérations militaires. Les Anglais s'étaient retirés sur les frontières du Portugal, à la suite de la campagne de Talavera, et les Espagnols, n'ayant pas encore eu le temps de se remettre des pertes qu'ils avaient éprouvées à Almonacid, n'osaient plus se montrer en deçà de la Sierra-Morena. Pendant la durée de cette trêve, le roi s'occupait avec activité de l'administration intérieure. J'ai déjà fait connaître les diverses dispositions qu'il avait adoptées avant son départ pour Saint-Ildefonse. A son retour, plusieurs autres mesures de gouvernement furent également discutées et adoptées. Un nouvel ordre de chevalerie fut institué, pour remplacer les anciens ordres qui, à l'exception de celui de la Toison-d'Or [1], avaient été supprimés tous par un décret antérieur. Un système régulier d'instruction publique fut établi sur les mêmes bases qui avaient été adoptées en France. Le droit d'asile, encore subsistant en Espagne, fut aboli. Une foule d'autres

[1] Quand l'empereur sut que le roi avait conservé l'ordre de la Toison d'or, il institua celui des *Trois Toisons d'or* qui ne fut jamais distribué.

dispositions administratives, généralement d'accord avec les idées qui dominaient alors en Europe, se succédèrent; mais elles étaient toujours loin de produire l'effet qu'on en attendait. On s'irritait des rigueurs, et l'on méconnaissait les faveurs. Par exemple, la destruction des ordres religieux était désirée par tout ce qu'il y avait d'hommes éclairés en Espagne; l'influence des moines y était même considérablement diminuée dans les classes inférieures; leur suppression était un bien incontestable; elle fut cependant blâmée, et on plaignait les moines, parce que la main qui les frappait était haïe. L'opinion, toujours inflexible, repoussait tout ce qui venait de nous, même les bienfaits.

Ainsi le roi, ses ministres, ses conseillers s'épuisaient en travaux superflus. Rien ne répondait à leurs efforts, et la plaie la plus dangereuse du gouvernement, le vide du trésor public, ne se guérissait pas. Chaque jour, au contraire, la détresse des finances augmentait, et les vexations auxquelles on était obligé de recourir pour subvenir aux besoins sans cesse renaissants de l'armée, achevaient d'aliéner les cœurs.

Nous n'étions pas beaucoup plus heureux du côté de Paris. L'empereur, vainqueur de l'Autriche, et qui concluait alors la paix qu'une alliance avec une petite-fille de Marie-Thérèse devait bientôt cimenter, trouvait que les événements militaires d'Espagne ne répondaient pas à la hauteur de ses desseins. Il était loin de partager la satisfaction qu'on éprouvait à Madrid. Il vit des fautes commises dans la campagne, désapprouva la précipitation avec laquelle on avait attaqué l'ennemi à Talavera et la conduite de l'action. Son mécontente-

ment perça même dans les rapports qu'il fit publier et dans les notes dont il les accompagna, quoiqu'il n'hésitât pas à présenter le résultat général de la campagne comme favorable aux armes françaises, et que, dans la confiance que lui inspirait ce résultat, il renouvelât l'engagement de planter ses aigles sur les tours de Lisbonne [1].

Mais ses reproches et ses critiques ne s'adressaient pas directement à son frère. Comme je l'ai déjà dit, il avait cessé de lui écrire. Ils se trouvaient dans la correspondance que ses ministres entretenaient avec les généraux. Aucune grâce, aucune faveur ne furent accordées aux troupes qui avaient combattu à Talavera et à Almonacid. Le maréchal Jourdan offrit sa démission. Elle fut acceptée, et le maréchal Soult vint le remplacer auprès du roi, en qualité de major général [2]. Vers ce temps, on annonça que l'empereur, libre de tous soins en Allemagne, allait revenir en Espagne. Le roi fit partir, à la fin d'octobre, plusieurs officiers de sa maison, pour aller au-devant de lui [3], et l'on parla de nouveaux arrangements politiques d'après lesquels l'empereur garderait la couronne d'Espagne et enverrait son frère à Milan. Mais si le projet de changer encore une fois la destinée de l'Espagne fut réellement conçu à cette époque par l'empereur, d'autres soins l'en détournèrent pour le moment, et dans la

[1] *Voyez le Moniteur* du 28 septembre 1809 et du 11 février 1810.

[2] Il arriva le 5 novembre à Madrid.

[3] Le général Stolz, son premier écuyer, le marquis de Casapalacio, un de ses aides de camp, et le marquis de Montehermoso, son premier chambellan.

suite le temps manqua à son exécution. La paix avec l'Autriche n'apporta donc aucun changement à notre position en Espagne. Nous restâmes livrés à nos propres ressources, et nous ne fûmes pas longtemps sans être obligés de les déployer toutes.

La junte de Séville qu'aucun revers ne pouvait abattre était parvenue à recréer, comme par enchantement, une nouvelle armée. 50,000 hommes, bien équipés et bien armés, avec une artillerie nombreuse, s'étaient rassemblés au pied de la Sierra-Morena, sous le commandement du général Arizaga qui avait remplacé Venegas. Cette armée se montra, dans les premiers jours de novembre, en deçà de cette chaîne de monts, et, s'avançant par les plaines de la Manche où elle ne trouva aucune résistance, parut sur les bords du Tage, marchant droit sur Madrid. Le moment était bien choisi pour exécuter ce mouvement qui se trouvait favorisé par la dispersion de nos forces[1]. Le 2e corps qui, depuis la nomination du maréchal Soult aux fonctions de major général, avait passé sous les ordres du général Reynier, occupait la partie de l'Estramadure située entre le Tage et Truxillo. Le 1er, commandé par le maréchal Victor, s'était étendu sur notre gauche jusqu'à Cuença, et l'ordre que lui porta M. de Clermont-Tonnerre, pour le faire revenir sur le Tage, n'arriva pas assez tôt pour être exécuté à temps. Ces deux corps étaient les plus nombreux. Le 4e et le 5e, qui occupaient

[1] Les Espagnols étaient si persuadés du succès de leur entreprise, qu'ils s'étaient fait suivre par une troupe de comédiens de Séville qui avaient appris une pièce pour célébrer l'entrée de leur armée à Madrid.

Tolède, Aranjuez et les environs de Madrid, réunis à la garde royale et formant en tout 20 à 24,000 hommes, se trouvèrent donc seuls en ligne, et marchèrent à l'ennemi qui occupait déjà les ponts du Tage et de la Jarama. Le roi partit de Madrid avec le maréchal Soult le 18 novembre, et vint coucher à Aranjuez que les ennemis avaient abandonné à notre approche, pour prendre une position plus forte en arrière d'Ocaña, à l'entrée de la plaine de la Manche. Leur front était couvert par un ravin profond qui entoure la ville dans les trois quarts de sa circonférence.

L'armée d'Arizaga fut attaquée le 19 par les Français qui remportèrent sur elle la victoire la plus complète : 20,000 prisonniers, 50 bouches à feu, 30 drapeaux tombèrent aux mains du vainqueur. J'appris cette nouvelle le lendemain par un courrier qui m'apporta le billet suivant :

« Monsieur le comte de Melito, l'armée de la junte est » entièrement détruite. Votre gendre[1] s'est très-bien » conduit. Je me porte très-bien. Votre affectionné » Joseph. Dos Barrios[2], 19 novembre 1809. »

Les prisonniers espagnols, faits dans cette journée, furent envoyés à Madrid, et placés au Retiro où ils arrivèrent successivement. La première colonne, composée de plus de 16,000 hommes, entra dans la ville le 22 novembre. Une foule d'habitants étaient allés au delà des portes au-devant de cette colonne, pour se

[1] Le colonel Jamin qui commandait le régiment des chevau-légers de la garde. Une charge de ce corps avait contribué à la défaite de l'ennemi.

[2] Village de la Manche, à deux lieues au sud d'Ocaña.

convaincre de son existence, car le peuple de Madrid doutait encore de la réalité du fait. Cette vue parut néanmoins faire quelque impression sur les esprits, et les sentiments d'humanité que le roi manifesta à l'égard de ces prisonniers qui furent traités avec beaucoup de douceur excitèrent, dans le premier moment, quelque reconnaissance. Mais bientôt la haine et l'inimitié contre les Français l'emportèrent, et ni la victoire ni la modération avec laquelle nous usâmes de la victoire ne nous ramenèrent l'opinion.

Cependant la fortune des armes ne cessait de nous favoriser. Le général Kellermann remporta à Alba de Tormes un avantage décisif sur l'armée du duc del Parque, qui s'était avancée de Ciudad-Rodrigo vers Salamanque où elle avait passé la Tormès, pour se porter sur Valladolid et couper, dans cette direction, la communication de Madrid avec la France. Battue complétement le 28 novembre, cette armée se dispersa entièrement. A la suite de ce succès, les Français entrèrent à Salamanca. De là, ils commencèrent à menacer les frontières du Portugal où les Anglais s'étaient retirés après la perte de la bataille d'Ocaña, abandonnant les Espagnols à leurs propres ressources, pour défendre Lisbonne.

Ainsi, à tout prendre, cette année orageuse s'acheva sous de meilleurs auspices qu'elle n'avait commencé. Les dernières opérations militaires s'étaient heureusement terminées, et la tranquillité de Madrid se trouvait assurée, au moins pour quelque temps. Il s'en fallait néanmoins de beaucoup que les affaires fussent finies. La résistance de l'opinion était toujours la même, et

tant de sang versé dans le cours de l'année n'avait pas changé les esprits. Nous avions vaincu, mais nous n'avions pas persuadé. La junte de Séville, après le désastre d'Ocaña, parlait encore le même langage qu'elle avait parlé avant la défaite de son armée. Ainsi, nous devions nous attendre à la continuation d'une lutte que le temps et les événements même favorables pour nous, au lieu d'affaiblir, semblaient rendre plus acharnée.

Quant à nos rapports avec la France, la même incertitude sur les projets de l'empereur subsistait toujours. Le silence qu'il continuait à garder sur la conduite du roi et sur les derniers succès obtenus annonçait un mécontentement réel ou simulé qu'il mettait en réserve, pour prendre, à l'égard de l'Espagne, le parti qui convenait à ses propres intérêts.

Cependant il fallait, malgré ce silence de l'empereur et l'absence de toute détermination de sa part sur la conduite de la guerre, adopter un plan de campagne. Il ne restait plus d'ennemis entre le Duero et la Sierra-Morena. Les Castilles, la Manche, l'Estramadure à l'exception de la place de Badajoz, étaient occupées par les Français. Une expédition formidable se préparait pour aller attaquer les Anglais en Portugal. Un corps d'armée considérable s'avançait de la Catalogne et de l'Aragon sur Valence, tandis que des forces dont le moral était exalté par des victoires récentes étaient réunies sur le Tage. Convenait-il de laisser ces forces dans l'inaction, jusqu'à l'époque où l'issue de l'expédition contre le Portugal et celle de la marche du général Suchet sur Valence seraient connues? Ou

bien, devait-on profiter de l'ardeur de ces troupes, pour tenter la conquête de l'Andalousie? Telle était la question qui se présentait à résoudre à Madrid, puisque l'empereur ne voulait pas la décider à Paris. Le premier parti était le plus prudent, le plus conforme aux véritables principes de la guerre qui veulent que le centre d'une armée ne s'avance pas, quand les ailes qui doivent le couvrir restent en arrière. C'était l'avis de quelques personnes qui cherchaient à le faire triompher près du roi. L'autre parti était plus brillant. Il offrait, si le succès le couronnait, l'occasion d'acquérir de la gloire, et si l'on parvenait à dissiper la junte, à s'emparer de Cadix qui serait son dernier refuge, il pouvait d'un seul coup achever la conquête de l'Espagne et finir la guerre. Aussi ce dernier parti qui flattait les sentiments ambitieux avait-il plus de partisans que le premier, et c'était évidemment de ce côté que penchaient les désirs du roi. Il l'emporta donc, et l'expédition d'Andalousie fut résolue à la fin de décembre 1809 et commencée dans les premiers jours de janvier 1810. Le maréchal Soult, qui, comme j'ai tout lieu de le croire, inclinait également vers cette résolution, et qui, en sa qualité de major général, allait, en quelque sorte, être chargé de son exécution, ne voulut cependant pas l'entreprendre sans un ordre précis et écrit du roi, qui pût le justifier en cas d'insuccès. Le roi consentit à le lui donner et écrivit à l'empereur, pour lui expliquer les motifs de sa détermination. De son côté, le maréchal Soult en rendit compte également; mais ces lettres, du moins celle du roi, restèrent sans réponse.

CHAPITRE III.

Départ du roi pour l'expédition d'Andalousie. — Ayant passé par Tolède, Madridejor, etc., il arrive à Almagro où il rejoint le maréchal Victor avec le 1er corps et où commencent les opérations militaires. — L'armée, dont le 5e corps et la réserve forment le centre, le 1er corps la droite et le 4e la gauche, pénètre dans les défilés de la Sierra-Morena, et les force sans rencontrer beaucoup de résistance. — Elle s'avance par la Caroline, Baylen, Andujar, et occupe Cordoue où le roi est bien accueilli par la population. — Description des principaux monuments de Cordoue. — Les colonies d'Andalousie. — Arrivé à Carmona, le roi, au lieu de marcher directement sur Cadix pour y surprendre la junte, se décide à prendre la route de Séville. — Il est parfaitement bien reçu par les habitants de cette capitale de l'Andalousie. — Confiance que lui inspirent ces succès dont il remercie l'armée dans un ordre du jour emphatique. — Séville, ses édifices publics et ses environs. — La sommation envoyée à Cadix par le duc de Bellune n'ayant produit aucun effet, le roi part de Séville et se rend, par Utrera et Xerez, à Puerto Santa-Maria. — Les tentatives faites pour entrer en négociations avec la junte à Cadix sont repoussées, et l'on reconnaît la nécessité d'entreprendre un siége régulier. — Le roi, après être allé visiter la ville de S. Lucar, retourne à Xerez et de là se met en route pour Ronda et Malaga. — Enthousiasme qu'excite parmi la population l'entrée de Joseph dans cette dernière ville. — Antequera et ses antiquités. — Cueva de Minga. — Entrée du roi à Grenade. — Description de cette ville et de ses monuments. — Jaen et son antique cathédrale. — Retour du roi à Andujar et fin de l'expédition d'Andalousie.

Partis de Madrid le 8 janvier 1810 à sept heures du matin, nous allâmes coucher à Tolède, après avoir suivi

le grand chemin par Getafe, Illescas, Cabañas et Ollas. Le lendemain 9, de grand matin, nous nous remîmes en route, pour nous rendre à Madridejos : journée fatigante, dans laquelle nous fîmes près de douze lieues d'Espagne. En sortant de Tolède, on traverse le Tage sur un pont très-étroit, mais bien bâti. Après avoir passé ce pont, on commence à monter une pente très-raide, du haut de laquelle on découvre parfaitement la ville située à la rive droite du fleuve sur plusieurs collines qui se groupent très-pittoresquement, et dont la plus élevée est couronnée par l'Alcazar. Avant l'usage du canon, la position de Tolède était forte; aujourd'hui, comme elle est dominée par les hauteurs voisines, quoique cette ville soit un point important, elle n'a plus rien pour sa défense. A peu de distance de Tolède, nous passâmes à Almonacid et sur le terrain où, le 10 août de l'année précédente, le roi avait remporté une victoire importante. Je me trouvais près de lui au moment où nous traversions le champ de bataille, et il me fit remarquer les positions que l'ennemi occupait et les principales circonstances de l'affaire. Le 10 janvier, continuant notre route à travers la Manche, nous allâmes de Madridejos à Villa-Rubia d'où nous partîmes le 11. De cette ville jusqu'à la Guadiana, le pays est assez marécageux. Nous passâmes la rivière à ses sources, communément appelées *los ojos de la Guadiana* [1]. Elle coule très-lentement et

[1] *Les yeux de la Guadiana.* On donne ce nom à de grandes flaques d'eau interrompues fréquemment par des masses de terrain qui forment des espèces d'îles, ou, pour mieux dire, des marécages.

a généralement peu de pente. On a débité dans le pays beaucoup de fables merveilleuses sur son origine, et Cervantes en a fait un des plus agréables épisodes de son don Quixote. Depuis les sources de la Guadiana jusqu'à Damiel, on traverse un pays agréable et bien cultivé, surtout en oliviers. Après Damiel, gros bourg bien bâti où nous nous arrêtâmes deux heures, la route est plus couverte. Nous entrâmes dans un assez beau bois de chênes, à la sortie duquel nous nous trouvâmes dans une belle plaine qui nous conduisit à Almagro. Le quartier général s'établit le 11 janvier dans cette ville située à peu de distance de la Sierra-Morena. Nous y trouvâmes le corps du duc de Bellune, et là commencèrent les opérations militaires. Le maréchal se mit en mouvement, et, formant la droite de l'armée, se dirigea sur Almaden del Azogue [1], pour gagner la grande route de Séville en tournant le passage ordinaire de la Sierra-Morena, tandis que le 5e corps, commandé par le maréchal Mortier, réuni à la réserve et à la garde royale et formant le centre de l'armée, marchèrent directement sur ce passage. Nous restâmes à Almagro jusqu'au 18 janvier, en attendant des nouvelles du mouvement du maréchal Victor, et lorsqu'on eut connaissance qu'il l'avait effectué sans avoir rencontré d'ennemi [2], le centre, composé comme je viens de le dire, et formant un total de 20 à 22,000 hommes,

[1] C'est là qu'est située la célèbre mine de mercure d'Almaden. *Azogue* est le nom espagnol du vif-argent.

[2] Il avait néanmoins été obligé de renvoyer son artillerie qui n'avait pu le suivre dans les chemins presque impraticables de ces montagnes.

partit d'Almagro et se porta à Santa-Cruz de Mudela au pied de la Sierra-Morena, pendant que le général Sebastiani, avec le 4e corps qui formait la gauche de l'armée, partait de Los-Infantes et s'avançait pour agir de concert avec le centre. Tout se préparait ainsi pour une attaque décisive. Les rapports annonçaient que l'ennemi avait élevé de grands ouvrages dans la montagne, qu'il avait fait des coupures et creusé des mines dans le défilé de *Despeña Perros*[1] qui traverse la Sierra-Morena, et l'on s'attendait à une affaire très-sérieuse.

Le 20 janvier, à six heures du matin, nous quittâmes Santa-Cruz et nous suivîmes la grande route jusqu'au village de Virillo où nous arrivâmes à neuf heures du matin. Le roi, sans s'y arrêter, continua sa route avec l'armée jusqu'à peu de distance de la *Venta de la Cardenas*, située au pied du défilé.

Les troupes étaient divisées en trois corps : sur la droite la division Gazan, au centre et sur la gauche la division Gérard, l'une et l'autre faisant partie du corps du maréchal Mortier. La division Dessolles, formant la réserve, avait pris par un autre chemin sur notre droite, et tournait les positions de l'ennemi par un mouvement indépendant.

L'attaque commença vers onze heures. Les Espagnols avaient établi deux batteries sur le revers de la montagne à laquelle s'appuie la droite du défilé, et élevé quelques retranchements à la tête du pont qui se trouve

[1] Le nom donné à ce défilé peut se rendre ainsi : *Défilé où les chiens mêmes se précipiteraient.* Avant la construction de la route, on n'y passait pas sans péril.

sur la grande route avant qu'on arrive à la Venta de Cardenas. En moins de deux heures toutes les positions furent enlevées, les batteries emportées par la cavalerie, et la route n'eut plus pour défense que les deux coupures pratiquées dans le défilé et deux ou trois mines dans d'autres parties du chemin. Ces obstacles furent promptement écartés; les coupures que l'ennemi ne défendait pas furent comblées; une seule mine joua et produisit peu d'effet. A deux heures après-midi le défilé était entièrement libre, et le roi y passa avec sa garde. La division du général Gérard se porta sur un camp retranché que les Espagnols avaient établi au sommet d'un plateau situé à notre gauche et connu sous le nom de *Collado de Jardines.* Cette division l'emporta en un instant, et fit mettre bas les armes au reste du régiment de Cordoue qui occupait ce camp et dont une partie avait été tuée dans l'attaque.

Cependant la division Dessolles exécutait son mouvement, battant et chassant l'ennemi devant elle, et, ayant traversé la montagne au *Puerto del Rey*, vint se réunir à la colonne du centre entre *Santa-Elena* et *las Navas de Tolosa.* Le roi vint coucher à la Caroline où il arriva à six heures du soir.

Ainsi, en quelques heures de temps, ce passage de la Sierra-Morena qui paraissait être le dernier espoir de la junte fut forcé, l'armée qui s'y était concentrée entièrement dissipée, et la porte de l'Andalousie ouverte aux Français.

La route que nous suivîmes dans cette journée, depuis Santa-Cruz de Mudela jusqu'à la Caroline, est magnifique et parfaitement bien tracée. Le défilé de

Despeña Perros est rendu praticable par un chemin construit en corniche sur la montagne de droite et suspendu au-dessus d'un précipice très-profond dans lequel coule un torrent. Un beau revêtement en pierre supporte la route dans une longueur d'environ 2 à 3,000 toises. En tout, c'est un fort bel ouvrage. La chaîne de la Sierra-Morena, dans le point où nous la traversâmes, est peu élevée. Le point culminant, situé sur le plateau où est bâti le village de Santa-Elena, n'est pas élevé, suivant mon estime, de plus d[illegible] à 600 toises au-dessus du niveau de la mer[1]. A peu de distance du plateau de Santa-Elena, on aperçoit les plaines des Navas de Tolosa où le roi Alphonse VIII remporta en 1212 une victoire décisive sur les Maures.

En partant de Santa-Elena, nous eûmes une magnifique perspective. Les plaines de l'Andalousie s'ouvraient en face de nous ; la chaîne de la Sierra-Morena courait à notre droite de l'est à l'ouest, et sur la gauche, nous apercevions dans le lointain les montagnes du royaume de Grenade et les sommets de la *Sierra Nevada* que je crois être la plus haute montagne de l'Espagne. Ces sommets, couverts de neiges éternelles, me rappelaient parfaitement l'aspect des Alpes.

La nuit nous surprit quand nous commençâmes à descendre pour atteindre la Caroline. Mais le lendemain, 21 janvier, j'eus le temps de parcourir cette ville toute moderne et ses environs. Vers la fin du dernier siècle, en 1788, le gouvernement espagnol s'était oc-

[1] Dans cette élévation est comprise celle de la plaine de la Manche qui est déjà à 300 toises au-dessus du niveau de la mer.

cupé d'établir dans la Sierra-Morena et dans quelques autres parties incultes de l'Andalousie, des colonies qui, dans le principe, avaient assez bien prospéré. Mais les événements de la révolution française, les poursuites de l'inquisition contre M. Olavidez, auteur de ces projets de colonisation, et, en dernier lieu, la guerre où l'Espagne se trouvait engagée depuis deux ans, en avaient retardé les progrès. La Caroline, une de ces colonies, est une ville peu considérable, mais bâtie régulièrement. Des rues parallèles et se coupant à angles droits, ornées de maisons bien bâties et presque toutes uniformes, lui donnent un aspect agréable. Des jardins sur le devant d'une partie de ces maisons, une belle allée d'arbres sur la grande route d'Andalousie et traversant plusieurs jardins potagers complètent un des plus jolis sites à habiter que j'aie rencontrés dans mes voyages. Mais ce tableau, lorsque je l'avais sous les yeux, était bien obscurci par les dégâts qu'avaient soufferts dans la nuit précédente les maisons et les jardins. C'était un spectacle de désolation.

Nous quittâmes la Caroline vers midi, pour aller coucher à Baylen. A très-peu de distance au midi de cette ville se trouve le champ de bataille où, dix-huit mois auparavant, le corps commandé par le général Dupont avait été battu et forcé de capituler. La honte de cette fatale journée était effacée par les succès que les armes françaises venaient d'obtenir dans les mêmes lieux.

Dans cette ville que nous trouvâmes d'ailleurs tout à fait déserte, le roi reçut les rapports des opérations du corps commandé par le général Sebastiani. Les

troupes espagnoles, qui, le 20 janvier, lorsque les défilés de la Sierra-Morena furent forcés, avaient été repoussées par le centre de notre armée, s'étaient rejetées sur notre gauche. Elles y rencontrèrent le général Sebastiani qui leur fit prisonniers 7 à 8,000 hommes d'une division commandée par le général Castejon qui lui-même fut obligé de se rendre. On apprit en même temps que le 1er corps s'était réuni au 5e au-dessous d'Andujar. Malgré les obstacles que la difficulté des chemins lui avait opposés, le maréchal Victor était parvenu à pénétrer d'Almaden sur la grande route de Cordoue, après avoir passé le Guadalquivir à Montoro. Ainsi, le mouvement qui, douze jours auparavant, avait été combiné à Almagro s'était pleinement exécuté, et le plus heureux succès avait couronné cette entreprise.

Le roi, après avoir expédié pour Madrid et Paris ses dépêches qui portaient la date de Baylen, en partit le 23 janvier, pour se rendre à Andujar.

La route de Baylen à Andujar est charmante. Elle traverse un pays fertile, riche en plantations d'oliviers d'une immense étendue. La végétation est partout vigoureuse, et j'ai revu dans les lieux incultes les plantes que j'avais observées dans le midi de l'Italie ou en Corse, telles que le laurier rose, et sur les bords des ruisseaux plusieurs variétés de cistes et de daphnés, le lentisque, la philyrée et autres.

A une lieue avant d'arriver à Andujar, on aperçoit le Guadalquivir [1] qui coule paisiblement dans une plaine agréable au pied d'une colline.

[1] Nom arabe du *Bætis* des Romains; *guada* ou mieux *ouada el kébir*, le grand fleuve.

Andujar, situé sur la rive droite de ce fleuve célèbre, est une assez grande ville, bien bâtie dans quelques quartiers. On y voit une grande place et un beau pont sur le Guadalquivir. La plupart des habitants avaient abandonné leurs maisons à l'approche de nos troupes. Comme de coutume, il y avait eu beaucoup de désordres, des portes enfoncées, des fenêtres brisées, le feu dans une partie de la ville, enfin tous les maux de la guerre que l'indiscipline multipliait et rendait encore plus cruels.

Pendant les deux jours que nous passâmes à Andujar, le roi reçut la nouvelle de l'occupation de Cordoue par les troupes françaises. Le général Vilate y était entré à la tête d'une division de cavalerie légère et de quelques compagnies d'infanterie du 1er corps. Il n'y avait eu aucune résistance. Les habitants n'avaient point abandonné leurs maisons, et une députation était venue au-devant du général. On apprit en même temps que la ville de Jaen s'était rendue au général Sebastiani qui, après y avoir laissé une garnison, marchait sur Grenade.

Ces heureuses nouvelles déterminèrent le roi à se rendre à Cordoue, et nous partîmes d'Andujar, le 25 janvier.

Après avoir passé le Guadalquivir sur le pont dont j'ai déjà parlé, nous suivîmes, sur la rive gauche de ce fleuve, la grande route jusqu'au village d'Aldea del Rio où nous la quittâmes, pour entrer, sur notre gauche, dans les terres, et gagner Bujalance, petite ville bien bâtie, contenant de 8 à 9,000 âmes. Aucun habitant ne l'avait quittée, et nous y fûmes parfaitement bien

accueillis. Le 26, nous reprîmes la grande route de l'Andalousie au-dessus d'un bourg nommé Carpio, et nous allâmes repasser le Guadalquivir au pont d'Alcolea del Rio. Ce pont d'une très-belle construction n'avait pas été coupé, comme on nous l'avait annoncé, et l'ennemi à qui l'on supposait le projet de tenir dans cette position l'avait abandonnée, quoiqu'il y eût fait quelques ouvrages. A une lieue environ de ce pont, nous commençâmes à apercevoir Cordoue. L'aspect de cette ville, pris d'une petite hauteur qui se trouve sur la route, est agréable et pittoresque. Les collines qui l'environnent sont couvertes de plantations d'oliviers et semées de petites maisons de campagne. Les terres sont bien cultivées, et tout annonce un heureux climat et une terre fertile. La ville s'élève au milieu d'une plaine étroite, resserrée au couchant et au nord par les dernières pentes de la Sierra-Morena, mais ouverte au levant et au midi vers le Guadalquivir, sur la rive droite duquel la ville entière est bâtie. Elle est une des plus anciennes cités de l'Espagne. S'étant trouvée longtemps sous la domination des Romains et ensuite des Maures, elle renferme de remarquables restes des monuments que ces deux peuples y ont élevés.

Nous trouvâmes la ville habitée, et le roi fut même bien reçu par la foule qui se pressait sur ses pas. Il descendit au palais épiscopal, bâti à l'extrémité méridionale de la ville, sur une hauteur qui domine le fleuve et les plaines qu'il arrose. Des jardins d'orangers et de myrtes embellissent cette habitation dont la position est très-riante.

Nous restâmes trois jours à Cordoue, en attendant

que le maréchal Victor, qui s'avançait sur la grande route d'Andalousie par Ecija et Carmona, eût dépassé cette dernière ville. Je profitai de ce séjour pour visiter quelques monuments et particulièrement la cathédrale, ouvrage des Maures, et qui, à ce que l'on prétend, fut jadis la principale mosquée de Cordoue.

Tout l'édifice consiste en un vaste bâtiment, construit sur un parallélogramme dont le côté long peut avoir cent cinquante toises et le côté large de quatre-vingts à cent. Il présente à l'extérieur une enceinte formée d'une muraille d'environ trente pieds d'élévation au-dessus du sol de l'édifice, mais de quelques pieds de plus au-dessus du sol des rues qui est plus bas à l'est et au nord, les rues allant en montant vers l'ouest et le midi. Cette muraille est d'une construction très-simple. Elle est seulement ornée, de distance en distance, par des saillies en forme de tourelles carrées, surmontées d'une sorte de crénelage en festons.

Une partie de cette enceinte est vide et forme une cour-jardin, environnée de portiques, ornée de plusieurs fontaines d'une eau très-limpide, et plantée d'orangers, de cyprès et de palmiers qui, groupés ensemble, produisent le plus heureux effet.

Un clocher très-haut s'élève sur le côté occidental de cette cour. Il est soutenu par une grande voûte qui sert en même temps de porte d'entrée. Cet ouvrage est tout à fait moderne et date du temps où l'on a commencé à s'écarter du style gothique, en y mêlant un peu d'architecture grecque ou romaine.

Deux portes mènent de cette cour-jardin dans l'intérieur de l'église. Celle qui est située en face du clocher

et par laquelle je suis entré, est ornée de deux fragments de colonnes milliaires qui portent : l'une, une inscription du temps d'Auguste, et l'autre, une inscription du temps de Tibère. On en a moderné les lettres en les restaurant, et l'on y a même ajouté une date de l'ère vulgaire. Au-dessous de la colonne de droite, on voit dans le mur une inscription arabe. L'autre porte est à l'extrémité de la cour et également ornée d'une colonne milliaire [1].

[1] Voici les inscriptions que j'ai copiées :
Sur la colonne à gauche de l'entrée principale, en face du clocher :

Imp. Cæsar. Divi, F.
Augustus. Cos. XIII. Trib.
Potest. XXI. Pontif. Max.
A. Bæte. et. Jano. Augus.
Ad. Oceanum.
LXIIII.

De main moderne, au bas de cette inscription, on lit :

Hoc. Anno. Natus.
D. N. Jesus. Christ.

Sur la seconde colonne, à droite de la même entrée :

Ti. Cæsar. Divi. Augusti. F.
Divi. Julii. Nepos. Augus.
Pontif. Max. XXI. Cos.
V. Imp. Trib. Potes. XXXVII.
Ab. Jano. Augusto. Qui. Est.
Ad. Bætim. Usque. Ad.
Oceanum.
LXIIII.

Au bas, de main moderne :

HOC. ANNO. PASSIO. D. N.
JHS. XP. JUXTA. CASSIO.

Parvenu dans l'intérieur, on est frappé de l'aspect étrange que présente ce monument singulier. Au premier coup d'œil, on n'aperçoit qu'une forêt de petites colonnes, hautes de dix à douze pieds, espacées entre elles d'environ quinze pieds, et disposées en quinconce régulier dont les files, parallèles au côté long du bâtiment, sont séparées entre elles par un espace vide d'environ vingt-cinq pieds. Chacune de ces colonnes supporte la retombée d'un petit arceau allant d'une colonne à l'autre, et surmonté lui-même d'un second arceau excentrique : ce qui laisse entre les deux un vide

Sur la colonne à droite de la seconde porte d'entrée :

C. Cæsar. Germa
nicus. Germanici.
Cæsaris. F. Ti. Aug. N.
Divi. Aug. PRON. Divi.
Julii. ABN. Aug. Pat. PAR.
Cos. II Imp. Trib. Pote
state. II. Pont. Max.
A. Bæte. et. Jano. Augusto.
Ad. Oceanum.

Il n'y a sur cette troisième colonne aucune marque milliaire, ni aucune inscription moderne.

Le nom de Janus, porté dans ces trois inscriptions, fait croire qu'Auguste, qui avait eu la gloire de fermer le temple de Janus à Rome, s'était plu à faire construire à Cordoue, sur le bord du Bétis, un temple dédié à ce dieu, ou bien, que les habitants de cette ville, pour flatter l'empereur, en perpétuant le souvenir d'un événement aussi mémorable, l'avaient élevé eux-mêmes. C'est de ce temple que partait la mesure itinéraire.

Les deux L, accolées en cette forme L dans les deux premières inscriptions, signifient deux fois cinquante ou cent. Ainsi l'on comptait de Cordoue à la mer de cent treize à cent quatorze mille pas romains. L'abréviation CASSIO est celle du nom du chronologue qui s'appelait Cassiodore.

en forme de lunule. Les arceaux supérieurs supportent la naissance d'une voûte qui constitue la toiture entre chaque file de colonnes. Les deux arceaux et la voûte ont, à partir du sommet des colonnes, de quinze à vingt pieds, ce qui donne à tout l'édifice environ trente pieds d'élévation, sur une surface de sept à huit mille toises carrées[1] : disproportion énorme et qui choque les yeux.

Au milieu de cet espace, on a interrompu et détruit plusieurs files de colonnes ainsi que leurs arceaux, pour pratiquer un emplacement où l'on a construit un chœur et une nef entièrement modernes et chargés de dorures, de peintures et d'autres ornements tout en opposition au style simple du reste de l'édifice. Dans d'autres parties, on a également pratiqué des chapelles et des autels particuliers, toujours aux dépens de l'ordre symétrique des files de colonnes ; ce qui produit des intervalles inégaux et des ouvertures irrégulières qui achèvent de déparer l'ensemble et détruisent l'effet majestueux qui pouvait résulter de sa simplicité et de l'uniformité des lignes qui, probablement, constituait, dans l'origine, le principal mérite du monument.

Il paraît, au surplus, que l'édifice a été élevé par les Maures avec les débris de quelques temples ou théâtres, ouvrages des Romains. Toutes les colonnes sont de marbre ou de granit, d'un galbe assez élégant, sans base et sans piédestal[2]; mais toutes ont un chapiteau corinthien terminé ou à terminer, et ceux qui

[1] Un tiers de l'enceinte du bâtiment est occupé par la cour-jardin dont j'ai parlé, les deux autres tiers par l'église.

[2] Les colonnes milliaires de la cour ont des bases de l'ordre corinthien.

sont terminés sont évidemment de sculpture romaine.

Je remarquai particulièrement la chapelle dite *des fonts baptismaux*, qui est beaucoup plus ornée que toutes les autres parties de l'édifice. Elle était, dit-on, anciennement le lieu où l'Alcoran était déposé. Cette chapelle est sur le même plan que le reste; mais les doubles arceaux sont découpés en dentelures larges et profondes, et ornés de fleurs et de feuilles, dans le style qui, probablement de son origine arabe, a pris le nom d'arabesque. Le travail en est riche et assez bien exécuté, quoiqu'en général la manière soit sèche. Sur la face nord de l'édifice, j'ai aussi vu des portes et des fenêtres bien conservées et décorées dans le même style que la chapelle dont je viens de parler. Ce genre d'ornements régnait sans doute sur les quatre faces, mais les changements et les réparations qu'on a fait subir au bâtiment, pour l'accommoder à sa nouvelle destination, ont fait disparaître ces sculptures.

Tel est ce monument, plus célèbre qu'admirable, et le souvenir que j'en ai conservé.

Pendant mon séjour à Cordoue, je visitai aussi l'Alcazar. Cet ancien palais des rois maures de Cordoue était occupé, lorsque je le vis, par l'inquisition. Situé sur les bords du Guadalquivir, à peu de distance de la cathédrale, il ne conservait presque plus de traces de son ancienne forme; quelques tours carrées et crénelées, un grand balcon qui domine le fleuve étaient les seuls restes de l'ouvrage des Maures. Mais j'admirai l'heureuse situation de ce bâtiment, l'emplacement des jardins qui s'étendaient parallèlement au cours du fleuve et les belles eaux qui les animaient. Cet emplace-

ment, quand je le parcourus, était planté d'orangers, les plus beaux que j'eusse encore vus. Mon conducteur m'en fit surtout remarquer un, nommé *el Moro*, probablement parce qu'on fait remonter son existence jusqu'au temps des Maures : ce qui n'est nullement invraisemblable. On avait été obligé d'en étayer les branches principales par des pièces de maçonnerie, ces branches étant devenues trop lourdes pour le vieux tronc.

Nous partîmes de Cordoue le 29 janvier de grand matin, et, après avoir passé le pont, nous nous retrouvâmes sur la rive gauche du Guadalquivir. Nous suivîmes d'abord en plaine, pendant l'espace d'environ deux lieues, une belle route; ensuite nous entrâmes dans une petite chaîne de montagnes qui renferme un pays tout à fait nouveau. Jadis il n'offrait à l'œil que d'immenses landes incultes, mais depuis vingt ans il avait été défriché et peuplé de jolies habitations qui formaient ce qu'on nommait alors les colonies d'Andalousie. La Carlotta, joli bourg, bâti très-régulièrement et dans le goût moderne, était le chef-lieu de ces établissements qui, de même que ceux de la Sierra-Morena dont j'ai parlé plus haut, sont l'ouvrage de M. Olavidez. La Carlotta n'avait souffert aucun dommage. En général, à mesure que nous avancions, comme les habitants n'avaient pas abandonné leurs maisons, on trouvait des ressources plus abondantes pour nourrir la troupe, et le désordre avait cessé en grande partie. Ainsi, comme nous n'étions plus affligés du triste spectacle que nous avions eu tant de fois sous les yeux, notre voyage de Cordoue à Écija et Carmona, où nous

nous nous arrêtâmes en attendant l'issue du mouvement qu'exécutaient les corps du maréchal Victor et du maréchal Mortier, fut infiniment agréable. Une végétation nouvelle se déployait à nos regards. Des haies de cactus-opuntia et d'agave bordaient les champs. De temps à autre, des palmiers-dattiers s'élançaient dans les airs, et le palmier-éventail (*chamærops humilis*) se rencontrait à chaque instant sous nos pas[1]. Tout annonçait que nous touchions à l'extrémité de l'Europe et que nous approchions de l'Afrique. Nous traversâmes encore, entre Ecija et Carmona, diverses colonies semblables à celles que nous avions vues entre Cordoue et Ecija. La Louisiana en est le chef-lieu. Ce village, agréablement bâti, est traversé par la grande route, et, à une lieue plus loin, nous trouvâmes la Monclea, grande ferme bâtie à la moderne, avec un beau moulin à huile, des citernes, des granges, de grandes écuries, enfin tous les accessoires nécessaires à une vaste exploitation rurale : genre d'établissements peu commun en Espagne. Le principal bâtiment est situé sur une hauteur dominant un vallon où coule le torrent de Madre-Vieja que l'on passe sur un très-beau pont. Des palmiers magnifiques, groupés pittoresquement, donnaient à cette habitation un aspect aussi séduisant que nouveau pour nous.

Le roi qui était arrivé à Carmona le 30 janvier, s'y arrêta le 31. Il se présentait une question importante à décider avant d'aller plus loin. A peu de distance de

[1] On recueille ce palmier, pour en faire des balais qui sont très-communs et presque les seuls en usage dans l'Andalousie.

Carmoma[1], qui n'est éloignée de Séville que de cinq à six lieues, la grande route se divise en deux directions. L'une mène à Séville, l'autre conduit à Cadix par Utrera et Xerez de la Frontera. Il s'agissait de déterminer si l'armée continuerait à marcher dans cette dernière direction, en laissant Séville derrière elle pour se présenter sur-le-champ devant Cadix, ou bien si l'on commencerait par s'emparer de Séville avant d'attaquer Cadix.

Le premier parti était sans contredit le plus militaire. Si l'on pouvait avoir une espérance raisonnable de prendre Cadix, c'était en surprenant cette place et en profitant du premier instant de trouble et de terreur qu'une invasion aussi brusque aurait jetés dans la ville; et Séville suivait son exemple. Expulsée de Cadix, la junte était détruite et toute son influence anéantie. On pouvait de plus atteindre le corps du duc d'Albuquerque qui, sur la nouvelle que les Français venaient de forcer le passage de la Sierra-Morena, avait quitté précipitamment l'Estramadure, et se retirait à marches forcées sur Cadix. Ce corps, fort de 10 à 12,000 hommes, avait à peine un jour de marche d'avance sur l'armée française qui était entrée à Carmona le 29 janvier[2]. En supposant enfin qu'on ne réussît ni à surprendre Cadix ni à joindre le duc d'Albuquerque, on n'avait pas au moins à se reprocher de ne l'avoir pas tenté; et Séville n'en pouvait pour cela mieux se défendre. On ne faisait tout au plus que re-

[1] Au village d'Alcala de Guadaira.

[2] Le duc d'Albuquerque n'entra dans Cadix, qu'il sauva par son arrivée, que le 3 février.

tarder de quelques jours le moment de s'en emparer.

Il n'en était pas de même de l'autre parti. L'occupation de Séville n'avait aucune influence sur celle de Cadix. Tous les chefs de l'opposition que nous avions à combattre étaient dans cette dernière place qui servait d'asile à la junte. Nous ne devions trouver dans Séville qu'un corps de ville, une municipalité, et non des membres du gouvernement ou des représentants de la nation avec qui on pût traiter. Quelque peu de temps que dût coûter la reddition de cette ville, il fallait nécessairement y perdre quatre à cinq jours, et ces quatre à cinq jours étaient décisifs ; ils pouvaient suffire pour donner à Cadix le temps de respirer, aux chefs de se reconnaître, aux Anglais d'exercer leur influence, à la garnison de prendre confiance dans la position de la ville, et de pourvoir aux premiers travaux de défense.

Ces réflexions qu'il était facile de faire furent faites, mais ne furent pas écoutées. La même erreur qui fit échouer toutes nos opérations en Espagne fut encore la cause de cette faute irréparable. On croyait trouver à Séville la fin de la guerre, comme, un an auparavant, on avait cru la trouver à Madrid, et l'on était si persuadé que le but et le fruit de l'expédition étaient dans Séville, qu'étant à dîner chez le roi à Carmona, avec ses ministres et plusieurs généraux, j'entendis le maréchal Soult se prononcer hautement pour la marche sur Séville et dire : « Qu'on me réponde de Séville, et je » réponds de Cadix ! » — L'événement n'a que trop prouvé dans quelle erreur cet habile général était tombé.

L'armée eut donc l'ordre de s'avancer vers la capitale de l'Andalousie. On s'était d'abord flatté d'y entrer le 31 janvier, mais on apprit le matin que, la veille, les Espagnols avaient tiré quelques coups de canon sur nos reconnaissances qui s'étaient avancées sous les remparts de la ville, et le départ du quartier général fut contremandé. Cependant comme cette résistance n'eut aucune suite, le roi partit de Carmona le 1er février au matin, et, en arrivant à Alcala de Guadaira, nous apprîmes que le maréchal Victor avait terminé les négociations entamées dans la nuit avec les magistrats pour la reddition de la ville, et que la capitulation était signée. Peu de temps après, arriva une députation composée des principaux habitants et venant au-devant du roi. Nous partîmes donc vers dix heures du matin. Le soleil brillait dans tout son éclat ; il éclairait la plaine immense où Séville est située, et frappait de ses rayons la haute tour de la Giralda [1] et les nombreux clochers qui indiquaient l'emplacement de la ville. Nous ne pouvions nous lasser d'admirer ce riche paysage.

A trois quarts de lieue de la ville, nous trouvâmes le corps du maréchal Victor rangé en bataille des deux côtés de la route. Les troupes en grande tenue offraient un coup d'œil superbe ; la satisfaction du succès brillait sur tous les visages. Le roi, en passant devant cette belle ligne, fut accueilli par les plus vives acclamations, et fit ensuite son entrée dans la ville, précédé de sa garde. Il y fut reçu et suivi par une foule innombra-

[1] C'est le nom que porte la tour de la cathédrale de Séville.

ble de peuple qui remplissait les rues et les places publiques jusqu'à l'Alcazar où il descendit de cheval et fixa sa demeure. Des cris de *Vive le roi !* retentissaient de toutes parts. La curiosité et la crainte avaient sans doute plus de part à ce triomphe que tout autre sentiment ; mais quelles qu'en fussent les véritables causes, il parut justifier le parti qu'on avait pris de venir avant tout à Séville. On se crut encore une fois à la fin de la guerre, et le roi s'applaudit plus que jamais d'avoir entrepris, contre l'opinion d'une partie de ceux qui l'environnaient, une expédition dont l'issue était si heureuse et si rapide : il y avait à peine vingt jours que nous étions partis de Madrid.

Les succès inespérés de cette campagne avaient donc inspiré une confiance qui se manifestait dans tous les actes publics émanés du quartier général, depuis que l'armée avait passé la Sierra-Morena. Déjà une proclamation du roi, publiée pendant son séjour à Cordoue, dans un style imité du langage de l'empereur, annonçait « que l'immuable destinée avait prononcé sur le sort de l'Espagne, et que toute résistance était devenue inutile. » — Un ordre du jour, daté de Séville le 1er février, contenant les remercîments du roi à l'armée, s'exprimait avec plus de présomption encore. « La » guerre, — y est-il dit, — que l'empereur vient de » terminer si glorieusement avec l'Autriche avait ra- » nimé l'espoir du cabinet anglais. Ses armées débar- » quées en Espagne devaient faire la conquête de » Madrid et y opérer une puissante diversion ; mais » instruites à Talavera, elles ne se hasardèrent plus à » se représenter.

» Abandonnées par leurs prétendus alliés, les trou-
» pes de l'insurrection tentèrent un dernier effort au
» moment de la pacification de Vienne. Ocaña confon-
» dit leurs projets insensés. Soldats! vous ne vîtes
» dans elles que des frères égarés par un ennemi com-
» mun. Vous voulûtes les sauver, et je les reçus comme
» des enfants.

» Français! ce souvenir ne s'effacera jamais de ma
» mémoire. Je régnerai en Espagne : mais la France
» vivra toujours dans mon cœur.

» Les barrières que la nature avait placées entre
» le nord et le midi de l'Espagne sont tombées.
» Vous n'avez plus trouvé que des amis en deçà
» de la Sierra-Morena : Jaen, Cordoue, Grenade,
» Séville ont ouvert leurs portes. Vous avez par-
» couru ces provinces avec le même esprit de paix et
» d'ordre que vous auriez eu en traversant le Lan-
» guedoc ou la Bourgogne. Le bon accueil des habi-
» tants, l'abondance, la paix ont été le résultat de
» votre conduite.

» Soldats de Talavera, d'Almonacid, de l'Arzobispo,
» d'Ocaña, de la Sierra-Morena! comment vous expri-
» mer tout ce que je vous dois?

» Je vous rappelle à vous-mêmes votre propre con-
» duite. L'empereur la connaîtra.

» Le roi d'Espagne veut qu'entre les colonnes
» d'Hercule s'élève une troisième colonne qui con-
» sacre à la postérité et aux navigateurs des
» deux mondes la mémoire des chefs et des corps
» français qui ont repoussé les Anglais, sauvé
» trente mille Espagnols, pacifié l'antique Bétique

» et reconquis à la France ses alliés naturels[1]. »

On voit avec quel soin le roi écartait dans cet acte toute idée de conquête et d'invasion. A l'en croire, les provinces de l'Andalousie ne faisaient que reconnaître un roi légitime, et l'armée française, en chassant un parti d'insurgés, n'avait fait que rendre à la nation la faculté d'exprimer ses véritables sentiments.

C'était une illusion ; mais tout, dans les premiers moments, contribuait à la nourrir. Joseph établissait le siége de son gouvernement dans cet Alcazar de Séville où la junte avait résidé depuis un an. C'était dans le même lieu où tant de fois on l'avait injurié, qu'il recevait les hommages de la magistrature, des principaux négociants d'une des plus grandes villes de l'Espagne, et les députations soumises de ses plus riches provinces. Et pour que rien ne manquât à l'éclat de tant de circonstances heureuses, la fortune voulut encore qu'il trouvât, suspendus aux voûtes de la cathédrale de Séville, les aigles et les drapeaux enlevés à Baylèn, et qu'il eût ainsi la gloire de renvoyer en France ces monuments d'un revers fameux que des victoires récentes, remportées presque dans les mêmes lieux, avaient noblement vengé.

Mais lorsque la première ivresse du succès commença à se dissiper, et qu'il fut possible de jeter les yeux sur la situation réelle des affaires, les difficultés qui restaient à vaincre se firent voir beaucoup plus

[1] Telles sont les expressions de l'ordre du jour, comme il fut publié à Séville et traduit en espagnol. Le lecteur verra plus tard les changements que l'empereur y introduisit, en le faisant imprimer dans le *Moniteur*.

grandes qu'elles n'avaient paru d'abord. L'impression que le passage de la Sierra-Morena et l'occupation de Séville avaient produite sur les esprits ne se propageait pas, comme on s'en était flatté. Cadix n'en paraissait pas plus disposé à se rendre. Il fallait donc encore recourir aux armes et donner une nouvelle activité aux opérations militaires. Le maréchal Victor, à la tête du 1er corps, était parti de Séville le 2 février et marchait sur Cadix, et le maréchal Mortier, avec le 5e corps, s'avançait en Estramadure dans l'espoir de surprendre Badajoz. Ni l'une ni l'autre de ces expéditions ne réussit. Le 4e corps, commandé par le général Sebastiani, fut plus heureux. Jaen, Grenade et Malaga lui ouvrirent successivement leurs portes, et cette partie de l'Andalousie était entièrement soumise dans les premiers jours de février.

En attendant l'issue des divers mouvements qu'il avait ordonnés, le roi resta à Séville, et je mis à profit le séjour que j'y fis, pour visiter cette ville célèbre et ses environs.

Séville, après Barcelone la plus grande ville de l'Espagne, est située sur la rive gauche du Guadalquivir qui la sépare d'un très-beau faubourg bâti sur la rive droite. Le fleuve, sur lequel est établi un pont de bateaux qui communique à ce faubourg et à la route d'Estramadure, est assez profond pour que des bâtiments de 3 à 400 tonneaux puissent le remonter jusqu'à ce pont. De belles rampes et un quai du côté du faubourg facilitent l'embarquement et le débarquement des marchandises. De jolies allées d'arbres [1] du

[1] Une de ces allées est en sapotilliers (achras sapotilla), arbre que l'on cultive aux Antilles.

côté de la ville forment la promenade publique à l'extrémité de laquelle, en face du pont, on voit un groupe en marbre porté par un très-haut soubassement qui est orné de colonnes ioniques. Ce groupe bizarre, composé de deux figures d'homme, assises, dont l'une est le père éternel et l'autre son fils, entre lesquels on aperçoit une colombe, représente la sainte Trinité. L'ouvrage est de mauvais goût et vraiment ridicule.

Toute cette partie de la ville est belle et agréable. Dans l'intérieur, les rues sont étroites et tortueuses, mais généralement bien bâties. Presque toutes les maisons sont sur un plan uniforme, consistant en une grande cour carrée, environnée d'arcades soutenues par des colonnes; à l'étage supérieur, une galerie sur les arcades et autour des appartements.

Séville renferme un grand nombre d'édifices remarquables : l'Alcazar, la cathédrale, la lonja (bourse), tous les trois au centre de la ville[1], et de plus de belles églises et de riches couvents. La cathédrale est un vaste vaisseau gothique d'une très-grande élévation, mais n'offrant rien de particulier dans sa construction. Une tour carrée, bâtie à l'un des angles de l'édifice du côté de l'est, sert de clocher. Au sommet

[1] On m'a fait remarquer sur la façade de ce bâtiment les armes de la ville qui sont une sorte de *rébus* assez singulier. Elles consistent en un écheveau de fil qui forme à peu près le chiffre 8, avec les lettres NO d'un côté et DO de l'autre ; le tout présentant la figure suivante :

NO **8** DO

Pour comprendre cet emblème, il faut savoir qu'un écheveau de fil se dit en espagnol *madexa ;* ainsi, en lisant de suite, on a ces

de cette tour, où l'on monte par un escalier facile, est une girouette, figurée par une statue de femme, connue sous le nom de *la Giralda.* L'intérieur est orné de tableaux des maîtres de l'école espagnole, tels que Zurbaran, Murillo, Valdès, Herrera, Louis de Vargas, etc.

L'Alcazar, ancien palais des rois Maures, conserve beaucoup de traces de son origine. Les cours, les arcades des fenêtres, l'intérieur même des appartements sont ornés d'arabesques exécutés du temps de la domination des Maures en Espagne. Une partie de ces ornements est cependant moderne et une simple imitation des ouvrages des Maures. Les jardins, renfermés dans l'enceinte du palais, sont vastes et rafraîchis par de belles eaux; mais les fabriques et les bosquets qui les ornent sont généralement de mauvais goût. Néanmoins l'aspect de l'ensemble, pris d'une terrasse du palais au midi, est pittoresque et singulier.

La fabrique des tabacs est dans un grand bâtiment séparé de l'Alcazar par une rue. Les dépendances de cet établissement sont traitées avec beaucoup de luxe, et lui donnent l'apparence d'un beau palais plutôt que d'une manufacture. C'est là que se fabrique, indé-

mots : *No madexa do*, qui, bien orthographiés, s'écriraient : *No me ha dexado*, en français : *il ne m'a pas abandonné ;* et c'est en effet ce que signifie l'emblème. En voici maintenant l'origine. Pressée par les Maures, la ville de Séville s'adressa à un roi de Castille, pour obtenir des secours. Ce roi s'empressa de lui en envoyer, et aida les habitants à repousser les Maures. La ville consacra sa reconnaissance en adoptant pour devise ces mots : *no me ha dexado*, qu'un bel esprit du temps exprima par le rébus que je viens de rapporter et dont on a fait les armes de Séville.

pendamment du tabac ordinaire et des cigares, le *polvo*, connu sous le nom de tabac d'Espagne. Je dirai un mot du procédé de fabrication de cette poudre qui, je crois, n'a jamais été préparée ailleurs qu'à Séville.

Pour faire le polvo, on expose les feuilles de tabac à l'ardeur du soleil sur une terrasse au-dessus du bâtiment. Ces feuilles desséchées sont ensuite broyées dans une sorte de moulin assez semblable aux moulins à huile. Ces moulins dont le nombre, à l'époque où je visitai l'établissement, était très-considérable, sont mis en mouvement chacun par une mule. Les feuilles, ainsi broyées et réduites en poudre impalpable, sont mêlées avec une terre rouge, ocreuse, sorte de tripoli nommé en espagnol *almagro*, qui est tenue en suspension dans de l'eau commune, et dont le mélange avec le tabac se fait en une certaine proportion. On fait ensuite évaporer l'eau, et le résidu de l'évaporation, bien séché, forme le polvo. Enfin on l'encaisse dans des boîtes de fer-blanc, et, dans cet état, il se vend au compte du gouvernement pour lequel il est une branche importante de revenu.

La *lonja* (bourse), bâtie sur les dessins de Jean Herrera[1], est un édifice remarquable par son élégante simplicité, par le bon style des portiques et des galeries qui contiennent les archives des Indes, disposées sur de vastes tablettes ornées de pilastres en bois d'acajou. On voyait dans ces archives — rangées dans le meilleur ordre — des lettres originales de Christophe

[1] L'un des architectes de l'Escurial. J'aurai plus tard l'occasion de parler de lui.

Colomb, de Fernand Cortez et de Pizarre; mais elles avaient été emportées à Cadix par la junte.

La fonderie de canons est un des plus beaux établissements de ce genre qui existent en Europe. L'architecture de l'édifice est noble et bien adaptée à sa destination. Les cuivres employés à cette fonderie proviennent en grande partie de la mine de Riotinto; celle de Linarez, à peu de distance de Baylen, fournit le plomb.

Le 7 février, j'accompagnai le roi à *Italica.* Les ruines de cette ancienne ville qui fut la patrie de trois empereurs romains[1] se trouvent à peu de distance et au couchant de Séville, près d'un petit village appelé S.-Tiponce, où l'on voit cependant un assez beau couvent sous le titre de S.-Isidoro. L'église paroissiale est sous l'invocation de S.-Germano qui, selon la légende, a souffert le martyre à Italica.

Il reste peu de traces de l'ancienne splendeur de cette ville. On remarque cependant encore avec intérêt de belles ruines d'un vaste amphithéâtre, une salle pavée d'une mosaïque représentant les neuf muses et qui a été décrite par M. de Laborde. De plus, des débris d'aqueducs et de fontaines, ouvrages des Romains,

[1] Ces trois empereurs sont:

Trajan ; les historiens qui le font naître à Italica sont Appien d'Alexandrie (*de bello hispanico*) et Eutrope;

Adrien : d'une famille de Cadix, mais né à Italica, selon Ælien, Spartien, Eutrope et Aulu-Gelle;

Théodose, successeur de Gratien et de Valentinien, né également à Italica, selon quelques historiens, quoique plusieurs autres le fassent naître dans une autre ville, mais du moins toujours en Espagne.

mais totalement dégradés. Les fouilles faites sur l'emplacement de la ville ont donné quelques fragments de statues et de colonnes qui avaient été réunis dans une pièce de l'Alcazar de Séville où je les ai vus [1]. Le marquis d'Almenara avait en sa possession une main de Jupiter tenant la foudre, trouvée dans une de ces fouilles. Ce fragment de sculpture antique m'a paru d'une grande beauté.

Je reviens maintenant aux opérations militaires. Le maréchal Victor était arrivé le 4 février à Xérez et avait envoyé à Cadix une sommation qui n'avait produit aucun effet. Le roi se détermina donc à se rendre sur les lieux et partit de Séville le 12. Nous apprîmes, en arrivant à Utrera, que le duc d'Albuquerque, avec le corps qu'il commandait, était entré le 3 février dans l'île de Léon et qu'il était disposé à s'y défendre. Sa présence, en effet, sauva Cadix d'un coup de main, et l'on ne tarda pas à s'apercevoir des conséquences de la faute qu'on avait commise en s'arrêtant à Séville, au lieu de continuer la marche sur Cadix. On se flattait cependant encore, et les tentatives qui furent faites pour amener la soumission de la ville prouvaient que l'on conservait encore quelque espérance. La suite la fit complétement évanouir.

Après avoir reçu cette nouvelle d'un si mauvais au-

[1] Les plus remarquables de ces antiquités sont : deux statues mutilées de grandeur colossale d'un très-beau travail et qui évidemment sont des statues impériales ; celle dont une partie de la tête est mutilée et qui paraît appartenir à Nerva ; quatre autres statues mutilées de grandeur naturelle ; plusieurs inscriptions funéraires.

gure pour l'avenir, nous partîmes d'Utrera le 13 au matin, et à la fin d'une journée très-forte dans un pays presque désert, nous arrivâmes à Xerez de la Frontera. Le jour commençait à baisser, mais nous pûmes néanmoins jouir encore du coup d'œil charmant que présente cette jolie ville qui semble sortir du sein d'une forêt d'oliviers, de palmiers et de cyprès. Nous pûmes admirer les jardins qui l'entourent, et les vignobles qui produisent le vin renommé de Xerez, l'une des principales branches du commerce de l'Andalousie. L'intérieur de la ville, où l'on voit des rues larges et aérées, ainsi qu'un grand nombre de belles maisons bien bâties, répond parfaitement à l'heureuse idée qu'en donnent les dehors. Tout y annonce l'aisance, due à un sol fertile sous le plus beau climat et à la situation d'un pays appelé par le voisinage d'un grand port de mer et par les produits d'une riche agriculture à tous les genres de prospérité. Quoique nous ne fussions qu'à quatre lieues de Cadix, le roi fut reçu à Xerez aux acclamations des habitants, et à cet accueil nous aurions pu nous croire au milieu d'une population amie. Nous ne nous arrêtâmes néanmoins que deux jours à Xerez, et nous en partîmes le 14 février pour Puerto Santa-Maria.

La route de Xerez à Santa-Maria est très-agréable. Après une lieue de chemin à travers une plaine bien cultivée, on arrive, par une rampe très-douce, au sommet des collines qui dominent le bassin de Cadix. Ce point est marqué par deux colonnes, surmontées chacune d'une croix. De là on découvre parfaitement tous les environs de Cadix. Mais quand on veut mieux

jouir de ce magnifique aspect, il faut se reporter vers la droite, près d'une maison de signaux, nommée Buenavista, située à 3 ou 400 toises de distance de la route, sur la cime la plus élevée de la colline. C'est là que nous nous rendîmes, et le coup d'œil dont nous jouîmes nous dédommagea amplement du détour que nous avions fait.

De Buenavista on voit à ses pieds le cours du Guadalete, petite rivière qui se jette à travers des marais dans la baie de Cadix; la jolie ville de Puerto Santa-Maria, située sur la grande baie; en face, la ville de Cadix et son port; sur la gauche, la ville de Puerto-Real; plus loin, la petite baie, la Caraca où sont les arsenaux de construction, la Isla et la ville de Leon, l'isthme étroit qui unit au continent la presqu'île où Cadix est situé et qui se détache sur la mer comme une simple ligne; au delà, l'océan qui se perd à l'horizon. Vers le milieu de ce grand tableau, on distingue le goulet du Trocadero qui va de la grande baie dans la petite où se trouvent les établissements maritimes de l'État, dont l'entrée est défendue par les forts de Matagorda et de Puntalez. Sur la droite, on voit la ville de Rota et la côte de l'Andalousie jusqu'à l'embouchure du Guadalquivir. Le fond du tableau en arrière est occupé par la ville de Xerez et les montagnes de la Sierra de Xerez qui séparent le bassin de Cadix de celui de Gibraltar.

Puerto Santa-Maria où le quartier général du roi s'établit le 14 février est une ville de 15,000 âmes, bien bâtie, ayant des rues larges, alignées au cordeau et, en partie, garnies de trottoirs. On y remarque

un air de vie et d'aisance qui annonce le voisinage d'une grande ville de commerce dont Santa-Maria est, en quelque sorte, un des faubourgs.

Le lendemain de notre arrivée, je suivis les bords de la baie jusqu'au fort Santa-Catalina, situé sur le point le plus avancé de la côte et à la plus courte distance de Cadix qui peut être évaluée à 16 ou 1,700 toises. De là on distingue parfaitement les maisons de la ville, ses principaux édifices, et l'on compte facilement les bâtiments qui sont dans la baie sous la protection des batteries. Lorsque je parcourus cette côte, il s'y trouvait onze à douze vaisseaux espagnols ou français (car ces derniers, tristes débris de la bataille de Trafalgar, portaient également le pavillon espagnol), quatre vaisseaux et trois ou quatre frégates anglais. Les jours suivants, je visitai Puerto-Real et Chiclana, autres faubourgs de Cadix, également agréables et bien bâtis.

Pendant notre séjour à Puerto Santa-Maria, plusieurs tentatives furent faites pour entrer en négociation avec la junte retirée à Cadix. Elles furent toutes repoussées avec fermeté. Dès lors, il fut évident qu'on ne pouvait rien attendre de ce genre de démarches, et qu'il fallait se résoudre à un siége régulier qui demandait de longs préparatifs. La présence du roi devenant donc tout à fait inutile à Santa-Maria, il se détermina à retourner à Xerez, pour se rendre de là à Malaga, en traversant la Sierra de Ronda, et faire ensuite la tournée du reste de l'Andalousie qui venait de se soumettre. Mais avant de s'éloigner des environs de Cadix, il fit une excursion de quel-

ques jours à San-Lucar de Barrameda où je le suivis.

San-Lucar, à trois lieues nord-ouest de Santa-Maria, est une jolie ville de 15 à 18,000 âmes, située à l'embouchure du Guadalquivir qui forme un beau port[1]. Elle était autrefois la résidence des ducs de Medina-Sidonia qui possédaient une grande partie des terres et des bourgs environnants. Il s'y faisait un commerce considérable; mais depuis la splendeur de Cadix, San-Lucar, ayant perdu le droit de commercer directement avec les colonies espagnoles, était réduit au trafic des vins d'Espagne qui s'expédiaient pour Cadix, d'où ils se répandaient ensuite dans toute l'Europe. Cette faculté de commerce direct avec l'Amérique et les Indes, venait de lui être rendue par la junte qui avait voulu attacher à ses intérêts cette ville importante.

Le climat de San-Lucar est excellent et convient aux plantes de l'Amérique qui s'y multiplient facilement. J'ai vu aux portes de la ville une pépinière établie pour en propager la culture.

Au retour de cette excursion, nous partîmes de Santa Maria le 25 février. Nous revînmes coucher à Xerez, et le lendemain nous nous mîmes en route pour Ronda et Malaga. Nous avions avec nous 2 à 3,000 hommes d'infanterie, ainsi qu'un détachement de cavalerie. La route que nous avions à faire ne permettait pas d'emmener de l'artillerie. A la sortie de Xerez, en marchant vers l'est, nous traversâmes de

[1] San-Lucar était une colonie romaine, sous le nom de *fanum luciferum*. J'ai vu chez un prêtre de Ronda une médaille de cette colonie qui représentait un soleil rayonnant. Lucar est évidemment une corruption du mot *luciferum*.

vastes landes qui forment d'immenses pâturages où l'on élève un bétail nombreux. Nous entrâmes ensuite dans les montagnes, et nous vînmes, pour cette première journée, coucher à Arcor de la Frontera. Cette ville, bien peuplée, est bâtie au sommet d'une sorte d'arête suspendue sur le Guadalete qui coule au fond de la vallée. Elle est entourée d'une fôret d'oliviers couvrant toutes les hauteurs voisines; mais sa position bizarre la rend incommode à habiter. Le roi y fut bien reçu : on lui chanta dans l'église principale un *Te Deum* auquel il assista.

Le lendemain, 27 février, nous allâmes d'Arcor à El Bosque. Le pays est inculte mais agréable. Une belle végétation supplée au défaut de culture. Le village d'El Bosque est dans une position très-sauvage, au pied des hautes montagnes que nous avions à franchir; mais un joli ruisseau et quelques prairies qu'il arrose embellissent le fond du vallon.

Le 28 février, d'El Bosque à Ronda. En sortant d'El Bosque, on entre dans les montagnes. Les chemins deviennent extrêmement difficiles et, en quelques endroits, périlleux. Réuni à quelques compagnons de voyage, parmi lesquels était M. O'Farill, je suivis la route la plus courte, tandis qu'on faisait faire au roi un détour de deux lieues, pour éviter les passages les plus pénibles. Mais nous nous trouvâmes jetés dans d'assez grandes difficultés dont nous eûmes de la peine à nous tirer. Nous fûmes cependant dédommagés de nos fatigues par la beauté des sites qui se présentaient à nos yeux. Le chemin que nous avions pris nous conduisit sur la croupe du mont Saint-Cristoval, le plus

haut de cette chaîne connue sous le nom de Sierra de Tolax. Ce mont est la première terre d'Europe qu'on aperçoit sur les côtes d'Espagne, en arrivant d'Amérique, et sa hauteur peut être estimée de 1,000 à 1,200 toises au-dessus du niveau de la mer; mais le col où passe le sentier que nous suivions n'a qu'environ 600 toises. De ce col ou puerto, par lequel on franchit le seuil qui sépare le versant des eaux dans l'Océan de celui qui les porte dans la Méditerranée, nous découvrîmes dans le lointain, à douze ou quinze lieues de distance, les montagnes de Gibraltar, le détroit et, dans le fond du tableau, les côtes de l'Afrique. A partir du col, on commence à descendre, et après une route longue et pénible, nous arrivâmes enfin à Grazalema, petite ville située au milieu de ces déserts. Elle est néanmoins très-peuplée et renferme plusieurs manufactures de drap de médiocre qualité, mais d'un grand débit, et dont la consommation est très-étendue. De Grazalema à Ronda, le pays s'embellit un peu; on n'y remarque cependant presque aucune culture, mais de beaux bois de liége (*quercus, suber*), dont l'écorce est un objet de commerce.

La situation de Ronda où nous arrivâmes dans l'après-midi est très-singulière. La ville est bâtie sur un plateau élevé, coupé par une rivière qui coule à plus de 200 pieds au-dessous du sol de la ville, et qui est encaissée dans une grande anfractuosité presque inaccessible, à travers laquelle les eaux se sont frayé un chemin. Sur cette rivière, qui se nomme le *Guadiaro*, on a construit un beau pont qui réunit les deux parties de la ville. Ce pont est formé d'une grande

arche, portée sur deux immenses piliers qui partent du fond de la vallée, et de deux petites arches latérales dont les piliers s'appuient sur le roc. Il est en tout d'une fort belle exécution, et je le regarde comme un des ouvrages les plus remarquables de l'Espagne. Lorsque je passai à Rondar, il y avait environ douze ans que ce pont avait été achevé. On lui donne 200 pieds d'élévation. J'ai compté le nombre des assises de pierre qui forment les grands piliers à partir du niveau de la rivière, et j'en ai trouvé deux cents qui, à quinze pouces chacune, donneraient 225 pieds.

Pendant notre séjour à Ronda, les environs étaient infestés de brigands et de bandes composées principalement des débris de l'armée du général Arizaga. Elles se présentèrent même pour attaquer la ville, mais elles furent repoussées par les grenadiers et les voltigeurs de la garde royale et par un détachement du 2e régiment de hussards. En même temps, des reconnaissances furent envoyées sur la route de Saint-Roque et de Gibraltar. Après quelques engagements de peu d'importance, ces troupes revinrent dans la ville où nous ne fûmes plus inquiétés. Du reste, le roi y fut généralement bien reçu. Il y trouva un descendant de Montezuma, portant le nom de cet ancien souverain du Mexique, et l'attacha à sa personne en qualité de mayordomo. C'était un bel homme, très-grand, d'un teint extrêmement brun, et d'un commerce fort doux [1].

[1] Charles V avait donné le titre de comte à l'aîné des fils de Montezuma qui, ainsi qu'un second fils et deux filles qui avaient survécu à leur père, empereur du Mexique, s'était fait chrétien.

Le territoire de Ronda, voisin des champs de Munda où César vainquit les fils de Pompée, est remarquable par quelques antiquités. On montre, à peu de distance de la ville, une grotte que l'on présume être celle où Sextus Pompée se réfugia et fut tué par un soldat romain. Ce lieu est connu sous le nom de Cueva de Pompeyo. On trouve aussi, à deux lieues au nord de la ville, les ruines d'un cirque et d'un temple dédié à Mars sur le territoire de l'ancienne ville d'Acenipo. On recueille fréquemment dans les environs de Ronda des médailles. Un prêtre de cette ville en avait fait une collection assez précieuse qu'il me fit voir, et qui consistait principalement en médailles phéniciennes et des colonies d'Andalousie.

Après un séjour de trois jours à Ronda, nous en partîmes le 3 mars pour Malaga, et nous allâmes coucher à Casarabonela. Nous marchions militairement, dans la crainte de quelque surprise de la part des bandes qui nous épiaient. Mais nous ne fûmes pas attaqués. Les chemins entre Ronda et Casarabonela sont affreux. Ce village est situé au milieu des montagnes les plus stériles et du plus sombre aspect sur l'escarpement d'une des dernières montagnes de la Sierra de Ronda que nous venions de traverser. Les rues en sont raides et difficiles à gravir. Quelques chutes d'eau qui font mouvoir un grand nombre de moulins animent cependant un peu ce triste endroit.

En le quittant le lendemain de très-bonne heure, nous continuâmes à descendre par des chemins encore assez mauvais; mais, au pied de la montagne sur laquelle Casarabonela est bâtie, la vallée commence

à s'ouvrir, et à son extrémité on découvre la mer. Elle s'élargit ensuite considérablement, et l'aspect du pays change entièrement. Aux montagnes désertes et arides succédaient des terres cultivées, des prairies et une végétation animée que le printemps faisait renaître et qui nous faisait oublier les fatigues de la veille. Le fond de cette jolie vallée est occupé par la rivière de Guadajoz qui se jette dans la Méditerranée à peu de distance de Malaga. A deux lieues de Casarabonela, on la traverse à gué [1], et les quatre qui restent à faire avant d'arriver à Malaga sont en plaine et dans un terrain fertile et bien cultivé.

Le roi fit son entrée dans cette grande ville [2] le 4 mars, et l'accueil qu'il y reçut surpassa tout ce qu'on pouvait attendre de l'affection du peuple le plus soumis et le plus dévoué. Les rues étaient jonchées de fleurs et tendues de tapisseries, les fenêtres garnies de femmes parées avec beaucoup de recherche et qui agitaient dans l'air leurs mouchoirs; des cris de vive le roi retentissaient de toutes parts en acclamations prolongées, et si jamais Joseph Napoléon put se croire réellement souverain de l'Espagne, ce fut en ce moment. On lui donna un bal, un combat de taureaux [3];

[1] On avait commencé à construire sur cette rivière, à deux lieues de Malaga, un beau pont qui probablement est achevé actuellement.

[2] On y comptait de soixante à soixante-dix mille habitants.

[3] La curiosité me poussa à assister encore une fois à ce genre de spectacle cruel que nous avions déjà eu à Santa-Maria. Je ne pus le supporter et je me retirai avant la fin. Mais pour les Espagnols, il est un objet de jouissance et une passion qu'ils satisfont à tout prix.

enfin, rien de ce que l'affection ou, à son défaut, l'adulation peuvent inventer pour plaire, ne fut négligé.

Malaga où nous nous arrêtâmes plusieurs jours est situé à l'extrémité de la vallée où coule le Guadajoz. La mer est au sud-est, et à l'ouest se trouvent les hautes montagnes de la Sierra de Ronda que nous venions de traverser. Le port est petit, formé artificiellement par un môle qui s'avance dans la mer de l'ouest à l'est, sur une longueur d'environ 200 toises; mais le mouillage est profond et sûr : des vaisseaux de guerre y peuvent entrer et s'amarrer au môle. L'intérieur de la ville est agréablement bâti; les maisons sont bien construites et les rues droites, mais en général étroites : ce qui est un avantage pour les habitants d'un climat brûlant. L'Alameda, espèce de cours, bordé des deux côtés de belles maisons, planté d'orangers et d'arbustes odoriférants et orné de fontaines, sert de place publique et de promenade. L'édifice le plus remarquable est la cathédrale, mélange d'architecture grecque et gothique. Les ornements y sont prodigués, mais on y remarque une élégance et une légèreté qui plaisent et séduisent. Les environs sont charmants, riches de culture et de vignobles qui produisent le vin célèbre dont l'exportation, jointe à celle des citrons, des orangers, du raisin sec et des amandes, est l'objet d'un commerce considérable. La canne à sucre se cultive en plein champ, particulièrement à Velez, et en assez grande abondance pour alimenter quelques fabriques de sucre. La canne se vend habituellement dans les marchés. Dans les temps de prospérité, la douane de Malaga rendait au trésor

du roi d'Espagne 30,000,000 de réaux (près de 8,000,000 de francs).

Nous quittâmes cet aimable séjour le 13 mars, pour nous rendre à Antequera. La route suit, en le remontant, le cours du Guadajoz. Construite à grands frais à travers les montagnes, elle franchit plusieurs torrents, et offre partout de beaux ouvrages d'art et de grandes difficultés vaincues. Du reste, toutes ces montagnes sont cultivées en oliviers, en amandiers et surtout en vignes; et dans tous les lieux où la culture ne s'est pas emparée du terrain, la plus belle végétation naturelle couvre le sol de plantes charmantes et rares qui embaument l'air. Nous étions à peine à l'entrée du printemps, et cependant la chaleur était assez forte pour rendre notre marche pénible. Les seigles et les orges étaient en épis et les amandiers déjà chargés de fruits.

Antequera, située à l'entrée d'une plaine qui s'ouvre au nord, est une ville de moyenne grandeur, agréablement bâtie. On y compte près de 5,000 *vecinos* ou chefs de famille qui, multipliés par 4, nombre représentant la famille dont le vecino est le chef, donnent environ 20,000 habitants. La ville, bâtie sur l'emplacement de l'ancienne Anticaria des Romains, a été longtemps occupée par les Maures, et fut prise sur eux en 1411 par l'infant don Fernand qui, depuis, monta sur le trône d'Aragon et porta pendant plusieurs années, en mémoire de cette conquête, le surnon d'*infant d'Antequera*.

Le château, au midi de la ville, est originairement un ouvrage des Maures, mais il reste peu de vestiges

de leurs constructions. La mosquée a été changée en église sous le nom de San-Salvador, et en outre on a élevé dans l'enceinte du château une collégiale qui est d'une assez bonne architecture moderne. Dans cette dernière église, on voit plusieurs cartons attachés aux murs intérieurs et portant en gros caractères les noms et qualités des personnes condamnées par l'inquisition d'Antequera, avec l'époque de leur jugement. L'inscription indique ceux qui ont été exécutés réellement et ceux qui ne l'ont été qu'en effigie. J'ai compté plus d'une vingtaine de ces cartons.

La porte du château est d'une bonne architecture moderne, et l'on remarque même à la droite de cette porte une portion de bâtiment dans le goût italien, surmontée d'une jolie *loggia*, le tout d'un très-bon style. Sur les murs latéraux de la porte, on a incrusté diverses inscriptions recueillies dans le territoire d'Antequera et des anciennes villes de *Singila*, de *Nescania*, d'*Ilura* et d'*Aurica*, voisines de la première. Ces inscriptions portent les noms de Caligula, Vespasien, Titus, Trajan et Adrien. Une autre, moderne, indique l'époque à laquelle cette réunion d'antiquités a été ordonnée et exécutée ; elle porte la date de 1635.

Indépendamment de ces restes d'antiquités, on voit hors de la ville, à gauche du chemin qui conduit à Grenade, une grotte connue sous le nom de *Cueva de Minga*. On fait remonter l'existence de cette grotte aux temps les plus reculés, et il est certain qu'elle n'est ni de fabrique arabe ni de fabrique romaine. Quelques traditions répandues dans le pays la donnent pour un ouvrage des Carthaginois. Mais ce qui, en visitant

cette singulière construction, m'a paru évident, c'est qu'elle a été, dans l'origine, un monument religieux, un temple dont le comble était beaucoup plus exhaussé, avant que le sol de l'édifice se fût élevé par l'éboulement des terres.

Après nous être arrêtés deux jours à Antequera, nous en partîmes le 15 mars, pour aller coucher à *Loxa*, à peu près à moitié chemin de Grenade. La route traverse la *Vega d'Antequera* [1], plaine très-bien cultivée. A un quart de lieue environ de la ville, on aperçoit les ruines d'une espèce de portique auquel on donne dans le pays le nom de *los Carniceros del Moro* [2]. Il n'y a cependant rien d'arabe dans cette ruine qui est évidemment un reste de quelque monument romain. On passe ensuite au pied d'une roche très-élevée et très-escarpée, isolée au milieu de la plaine, et qui est connue sous le nom de la *Pena de los Enamorados* [3]. Une ancienne tradition raconte que deux amants poursuivis se précipitèrent du haut de cette roche. Cette aventure est le sujet d'une romance dans le roman de Gonzalve de Cordoue par Florian.

Loxa est une petite ville sur les bords du *Genil*, bâtie partie en amphithéâtre sur la rive gauche de ce fleuve, et partie en plaine sur la rive droite. Les deux portions de la ville communiquent ensemble par un très-beau pont. Une inscription, placée au milieu, fait remonter l'époque de la fondation de ce pont au temps

[1] On donne ce nom de Vega aux plaines cultivées aux environs des grandes villes d'Espagne.

[2] Les boucheries du Maure.

[3] La roche des amants.

de Ferdinand et d'Isabelle en 1505, et l'achèvement en 1522 sous le règne de Charles V. Le territoire de Loxa est fertile, mais extrêmement borné. En sortant de cette ville, pour nous rendre à Grenade, nous ne tardâmes pas à retrouver des landes arides qui nous menèrent jusqu'à *Lecher*. Là, nous rejoignîmes les bords du Genil, et le pays s'embellit. A deux lieues avant d'arriver à Grenade, est la ville de *Santa-Fé*, fondée par Ferdinand le Catholique, en opposition de celle de Grenade. Mais malgré tous les efforts de ce roi pour y transporter la population de cette dernière ville, Santa-Fé lui est toujours restée de beaucoup inférieure.

Nous entrâmes à Grenade le 16 mars à deux heures après midi par un temps magnifique. Toute la population vint au-devant du roi qui fut accueilli aussi bien qu'il l'avait été à Malaga.

Grenade est sur la rive droite du Genil qui coule au midi de la ville. Elle est en outre traversée par le *Darro*, torrent qui descend des montagnes situées à l'est, et passe dans le quartier de la *Plaza-Nueva* où il est en partie couvert et en partie découvert, pour aller se jeter dans le Genil à l'entrée méridionale de la ville. Grenade est dominée à l'est et au nord par des monts très-élevés qui font partie de la *Sierra-Nevada*, la plus haute de l'Espagne, et ainsi nommée parce qu'elle ne cesse jamais entièrement d'être couverte de neige. Les dernières collines de cette chaîne touchent la ville dont une partie, l'*Albayzin*, le plus ancien quartier de Grenade, est bâtie sur la colline même. L'*Alhambra*, le *Generalifé*, palais et jardins des Maures, et quelques

forts en occupent la partie la plus escarpée sur la rive gauche du Darro qui coule au pied de la colline.

Par cet aperçu de la situation de la ville, il est aisé de concevoir qu'elle est extrêmement pittoresque, que l'air doit y être vif et la température fraîche en été. Cependant, malgré ces avantages, malgré l'abondance des eaux et de belles promenades, l'intérieur est généralement triste; les rues sont étroites, les maisons de petite apparence, et, à l'exception de la cathédrale et des monuments de l'Alhambra, peu d'édifices publics sont dignes de remarque. Enfin je n'ai pas trouvé que cette ville célèbre répondît à l'idée que je m'en étais formée.

Grenade contient 14,000 vecinos ou environ 56,000 habitants, indépendamment des moines et des prêtres dont le nombre, assez considérable, peut faire monter la population à 60,000 âmes.

J'entrerai maintenant dans quelques détails sur les seuls objets d'art qui peuvent intéresser le lecteur.

La cathédrale de Grenade est un édifice d'une grande beauté. D'énormes piliers, formés de quatre colonnes engagées de l'ordre corinthien et reposant sur des piédestaux très-élevés, soutiennent les voûtes du temple. Ces piliers, disposés parallèlement, constituent cinq nefs dont la plus large, celle du milieu, est occupée par le chœur, et le maître-autel placé dans une espèce de rond-point détaché du plan général et formé par des arceaux très-légers qui vont se perdre dans la voûte. Ce rond-point est du plus heureux effet. En tout, l'intérieur de l'église est pittoresque et d'un bel ensemble, quoique les détails en soient mauvais. La

cathédrale de Malaga dont j'ai parlé est une copie de celle de Grenade; mais les piliers et surtout l'attique qui les surmonte sont beaucoup plus élévés à Malaga: ce qui donne à l'église une plus grande apparence de hardiesse et de légèreté. Cependant elle est, pour l'étendue et la majesté, au-dessous de son modèle[1]. Ces deux beaux édifices sont l'ouvrage du même architecte, de Siloe qui vivait sous le règne de Charles V, et qui a précédé les Herrera et autres architectes de l'Escurial. Une magnifique chapelle, attenant à la cathédrale et qu'on nomme la chapelle royale, renferme les tombeaux de Ferdinand le Catholique et de sa femme Isabelle, ainsi que celui de Philippe le Beau et de Jeanne, fille de Ferdinand et mère de Charles V. Ces deux monuments, élevés par ordre de Charles V, sont en marbre blanc et l'ouvrage de Torregiano et de divers autres artistes italiens qui les ont exécutés à Gênes d'où ils ont été transportés en Espagne. Ils sont en général d'un très-bon travail; les ornements sont riches et les statues d'un bon style. Du reste, il n'y a aucune allégorie dans la composition ; les tombes reposent simplement sur un large piédestal et portent les figures couchées des princes dont elles renferment les restes. On voit aussi aux deux côtés de l'autel principal de la chapelle les figures sculptées en bois de Ferdinand et Isabelle à genoux et en prières. Au-dessus de chacune de ces figures est placée une espèce de bannière. Celle qui appartient à la figure de Ferdinand porte pour emblème un joug propre à une paire de bœufs avec

[1] Ces deux cathédrales ne sont, au surplus, qu'une copie amplifiée de celle de Jaen qui est le véritable original.

ses traits, et celle de la figure d'Isabelle, un faisceau de onze flèches, croisées six et cinq, et réunies au milieu par un nœud. Ces deux bannières ont chacune la même devise : *Tanto monta*. Les deux emblèmes formaient le sceau du roi et de la reine, et la devise commune : Tanto monta signifiait que l'un avait autant de valeur que l'autre. Des bas-reliefs en bois ornent, en outre, les côtés du même autel, et représentent les principaux événements du règne de Ferdinand et d'Isabelle, particulièrement ceux qui ont rapport à la conquête de Grenade en 1492, tels que la remise des clefs de la ville, le baptême des Maures convertis, etc. Dans le relief de la remise des clefs, on voit, à côté de Ferdinand, Isabelle à cheval et le cardinal D. Gonzalez de Mendoza.

En général, cette chapelle est curieuse et rappelle des événements mémorables. Elle n'est séparée de l'église cathédrale que par une belle grille en fer, ouvrage remarquable par l'exécution des figures et des ornements dont il est chargé. Le nom de l'artiste, maître Bartolomé, se lit sur un des pilastres vers le milieu. Quatre beaux tableaux d'Albert Durer ornent les volets de deux reliquaires précieux, ordinairement fermés à trois clefs dont l'une est confiée au doyen du chapitre, la seconde entre les mains de l'archevêque et la troisième dans celles du gouverneur de l'Alhambra. Ces portes ne sont ouvertes que dans les grandes occasions, et, comme de raison, elle le furent pour le roi Joseph.

L'*Alhambra* [1], — on nomme ainsi le palais et la for-

[1] Ce mot arabe signifie : *le rouge, le coloré ;* soit de la couleur

teresse des rois maures de Grenade, — est située sur une colline à l'est de la ville et renfermée dans une vaste enceinte de murailles. On trouve d'abord au pied de la colline une porte bâtie du temps de Charles V, et après avoir traversé un bois agréable, orné de fontaines, on entre dans l'enceinte proprement dite par une porte de construction maure. Parvenu sur l'esplanade, le premier édifice qui frappe les yeux est le palais commencé par Charles V sur un plan magnifique, et dont la partie qui seule a été exécutée est d'un grand goût et d'une rare beauté. La cour circulaire, formée de deux rangs de colonnes, posés l'un sur l'autre, le premier d'ordre dorique, l'autre d'ordre ionique, est très-remarquable et l'un des plus beaux ouvrages d'architecture moderne qui existent en Europe. La façade extérieure est simple et majestueuse. D'excellents bas-reliefs ornent le soubassement et les intervalles des colonnes. Le tout est bâti en marbres du pays. Charles V, lorsqu'il fit entreprendre ce somptueux édifice sur les dessins de divers maîtres italiens, avait en vue — dit-on, — d'effacer les constructions maures qui se trouvent dans son voisinage, et il eût sans doute réussi dans ce dessein, s'il avait eu le temps de l'accomplir [1].

du terrain environnant, qui est rouge, soit que le lieu ait été construit ou habité par un roi maure, surnommé *le roux.*

[1] En face du palais de Charles-Quint sont les prisons. Je me fis ouvrir celle où avait été renfermé le malheureux général Franceschi, enlevé l'année précédente par un parti de guerillas. (*Voyez plus haut*, p. 57.) Pendant sa captivité, il avait orné les murs de sa prison de dessins représentant les principales circonstances de son arrestation. Ces dessins, d'un style aussi grand que correct,

A gauche du palais moderne, on entre dans le palais maure de l'Alhambra. Cet édifice est le monument le plus important qui subsiste de la domination des Maures en Espagne. L'Alhambra était le siége de la puissance, de la galanterie et de la magnificence des rois de Grenade, et l'on y retrouve partout les traces du goût particulier et de la grandeur qui caractérisaient la nation maure dans un temps où le reste de l'Europe était encore plongé généralement dans l'ignorance et dans la barbarie.

Les parties les plus remarquables et les mieux conservées de cet immense palais sont :

La cour d'entrée, terminée par deux portiques et ornée d'un grand bassin d'eau vive qui en occupe le milieu ;

La salle principale, dite des ambassadeurs, qui s'ouvre sur cette cour ; elle est de forme carrée, voûtée et ornée d'arabesques, de devises et d'inscriptions arabes, exécutées en stuc ;

étaient remplis d'une verve admirable et méritaient d'être conservés. Le maréchal Soult avait donné l'ordre de les copier et se proposait de les faire graver. J'ignore s'il a exécuté ce projet ; en l'abandonnant, il aurait privé la société d'un monument très-remarquable de la philosophie et du talent d'un des officiers les plus distingués de l'armée et les plus dignes de regret.

Lorsque les troupes françaises sous les ordres du général Sebastiani entrèrent à Grenade, Franceschi fut transféré à Malaga où il fut embarqué pour être conduit à Minorque ; mais il périt dans la traversée. Sa femme, fille du général Mathieu Dumas, a montré, dans les démarches qu'elle fit pour arracher son mari à sa cruelle captivité, autant d'élévation d'âme et de fermeté que d'attachement et de tendresse conjugale. Malheureusement ces démarches furent infructueuses. Mme Franceschi a survécu peu de temps à celui qu'elle n'avait pu sauver par le plus héroïque dévouement.

La cour des Lions, ainsi nommée de la fontaine qui est au milieu et dont la cuve est portée par huit lions; cette cour, de forme carrée, est entourée de portiques supportés par un grand nombre de colonnes et décorée de deux péristyles en saillie aux deux extrémités du côté long. Elle est d'un effet aussi piquant que nouveau pour nos yeux.

Trois salles communiquent avec la cour des Lions : l'une, à l'ouest, se nomme *la sala de las dos hermanas*, la salle des deux sœurs. Ce nom lui a été donné de deux très-grandes tables de marbre qui ont été sciées dans le même bloc et forment une partie du pavé de la pièce. Les murs sont ornés avec beaucoup de recherche, comme les autres parties de l'édifice, en arabesques et en diverses sculptures en stuc.

La seconde salle, à l'est de la cour et au milieu de laquelle se trouve une fontaine, est connue sous le nom de la *salle des Abencerrages*. On prétend que c'est dans cette pièce que furent décapités trente-six chevaliers de la famille des Abencerrages, condamnés sur le faux témoignage de leurs rivaux, les *Zegris*, qui accusèrent l'un de ces chevaliers d'une liaison amoureuse avec la sultane, et les autres d'une conspiration tramée contre la vie de *Boabdil*, roi de Grenade, encore enfant. C'est sur cette anecdote, vraie ou fausse, qu'est fondé le roman des *Guerres civiles de Grenade*. On me fit remarquer dans la cuve de marbre de la fontaine des taches rouges qu'on prétend être des traces du sang des Abencerrages; miracle attribué à la profession de foi chrétienne qu'ils firent au moment de leur mort.

Enfin, la troisième salle, donnant sur la cour au

nord, est appelée la salle du tribunal. Elle n'est remarquable que par les peintures assez grossières qui remplissent les voûtes, et que l'on croyait être l'ouvrage des Arabes; mais elles sont plutôt le produit du pinceau de quelque esclave qui obtint la permission de décorer les voûtes, à l'époque où l'art de la peinture commençait à renaître en Europe.

Les bains, le tocador ou cabinet de toilette de la sultane, méritent aussi d'être vus. Ce dernier appartement qui consiste en un joli cabinet entouré de portiques est situé sur un des points les plus escarpés de la colline, et a une vue charmante sur la ville et les belles campagnes qui l'environnent. Du temps de Charles V, il a été restauré à la moderne et orné, à l'intérieur et à l'extérieur, de peintures à fresques d'une grande beauté qu'on attribue au Titien, et qui, en effet, ne seraient pas indignes du pinceau de ce grand maître. Mais elles sont de Julien et d'Alexandre, élèves de Jean d'Udine. Malheureusement, quand je les vis, elles étaient déjà horriblement dégradées et mutilées, par suite de l'insouciance des gardiens.

Il me reste à dire un mot d'un autre édifice maure, situé sur la colline nommée *la Silla del Moro*, la selle du Maure. Le Generalife — c'est le nom de cet édifice [1], — est séparé de l'Alhambra par un ravin profond. C'était un lieu de plaisance appartenant aux rois maures de Grenade. On y voit plusieurs salles et galeries d'architecture arabe dans le même goût que celle de l'Alhambra. Des jardins agréables, quoique resser-

[1] Du mot arabe : *genet*, jardin.

rés, et de belles eaux [1] en font une jolie habitation. Elle appartenait, lorsque je la visitai, au marquis de Teja dont les ancêtres l'ont reçue en don des rois catholiques.

En sortant de l'enceinte du Generalife, je poussai ma promenade jusqu'au sommet de la *Silla del Moro*. De ce sommet on a une vue magnifique sur Grenade, sur la riche *Vega* qui entoure la ville et sur les montagnes voisines. C'est le point le plus favorable pour juger et admirer ce beau pays.

Après avoir passé quinze jours à Grenade, nous en partîmes le 30 mars pour nous rendre à Jaen. En sortant de Grenade, nous entrâmes dans un pays charmant qui fait partie du riche territoire connu sous le nom de *Soto de Roma*. Des champs arrosés par des canaux d'irrigation, des arbres qui marquent le cours du Genil et une belle culture présentent partout l'aspect de l'abondance et de la fertilité. Mais ce délicieux paysage, encadré d'une manière admirable par la Sierra-Nevada qui termine l'horizon, n'est pas d'une longue étendue. Arrivés à *Pino-Fuente*, nous nous retrouvâmes dans les montagnes. Des côtes nues et arides succèdent à ces belles campagnes qui s'évanouissent, en quelque sorte, sous les yeux du voyageur. Le pays s'embellit un peu avant d'atteindre Jaen où nous arrivâmes le 1er avril. Nous avions couché le 30 mars à Alcala-la-Real et le 31 à Martos, deux bourgs qui n'offrent rien de remarquable.

[1] Quoique l'Alhambra et le Generalife soient situés sur des collines, ils reçoivent des eaux abondantes de la Sierra-Nevada.

Jaen est bâti au pied d'une montagne sur le sommet de laquelle les Maures ont élevé un fort qui subsiste encore. Les environs de la ville sont peu agréables, et l'intérieur ne présente que des rues étroites et des maisons assez mal construites. La cathédrale seule est un monument digne d'attention. Elle est plus ancienne que celles de Grenade et de Malaga auxquelles elle a servi de modèle, et le modèle est meilleur que les imitations où, en voulant l'emporter sur l'original par la légèreté et l'étendue des dimensions, on s'est écarté de la simplicité majestueuse qui frappe les yeux dans l'église de Jaen. Le nom de l'auteur de cet édifice est inconnu; on sait seulement que les travaux entrepris sous sa direction en 1492 ont été continués après sa mort, sur ses dessins, par Castillo de Valdeverra.

Nous terminâmes à Jaen la visite de l'Andalousie que le roi s'était proposé de faire. Elle avait duré plus d'un mois.

Nous revînmes le 3 avril à Andujar, incertains encore si nous y prendrions la route de Madrid ou si nous retournerions à Séville. Il me reste à expliquer les causes de cette incertitude et les motifs de la détermination qui fut prise, ainsi qu'à présenter au lecteur l'exposé de notre situation politique à la suite de l'expédition d'Andalousie. Pendant le voyage que nous venions de faire, cette situation avait éprouvé de grandes modifications dans le détail desquelles je ne suis pas entré jusqu'ici, pour ne pas interrompre le récit de mes observations sur les lieux que nous avons traversés dans notre tournée. On trouvera ces détails dans le chapitre suivant.

CHAPITRE IV.

Les nouvelles venant de Paris, relatives aux projets de l'empereur à l'égard de l'Espagne, détruisent les illusions que le roi, à la suite du voyage en Andalousie, s'était faites sur sa position. — Décret impérial du 8 février 1810, précurseur du démembrement de l'Espagne par Napoléon. — L'auteur cherche en vain à déterminer Joseph à quitter le trône d'Espagne. — A l'occasion du mariage de l'empereur avec Marie-Louise, le roi envoie à Paris le duc de Santa-Fé et le charge en même temps de négocier la révocation du décret du 8 février.—Arrivé à Andujar, le roi, suivant les conseils du maréchal Soult, se décide à retourner à Séville. — Accueil froid qu'il y trouve. — Mort de M. Cabarrus, ministre des finances. — Le roi retourne à Madrid. — Le duc de Santa-Fé échoue dans sa négociation à Paris. — Le roi essaye en vain de résister aux mesures rigoureuses prises par l'empereur. — Ferdinand VII, relégué à Valençay, demande en mariage une nièce de l'empereur. — Napoléon disposé à accueillir cette idée qui échoue contre le refus de la jeune personne. — Le roi dépêche à son frère le marquis d'Almenara avec une sorte d'ultimatum. — Empiétements incessants des généraux français sur l'autorité du roi. — L'empereur demande la cession des provinces espagnoles sur la rive gauche de l'Ebre en échange contre le Portugal. — Le roi se refuse à cette proposition. — Voyage du roi à Guadalaxara. — Alcala de Henarez. — De retour à Madrid, le roi envoye à Paris M. Clary, porteur d'une lettre à la reine Julie, qu'il invite à déclarer à l'empereur son intention de quitter l'Espagne, si sa position n'est pas changée. — L'expédition de Masséna en Portugal.— Bataille de Busaco. — Retraite des Anglais dans les lignes inexpugnables des Torres-Vedras. — Triste état de l'armée française en Portugal. — Retour à Madrid de MM. de Santa-Fé et d'Almenara. — Propositions que l'empereur fait par l'organe du marquis d'Almenara. — Elles sont examinées dans un conseil privé, reconnues inexécutables et rejetées. — L'auteur s'efforce de nouveau à déterminer le roi

à quitter l'Espagne ou à aller traiter directement avec l'empereur à Paris; le roi ne peut s'y résoudre et continue à temporiser.

Tandis que, dans son voyage d'Andalousie, le roi recevait partout les hommages des populations; tandis que les villes de Malaga, de Grenade, de Jaen, rivalisant d'empressement, lui offraient des fêtes de tout genre, et que, séduit par de si heureux présages et s'arrêtant avec complaisance dans les lieux qu'il parcourait, il paraissait un souverain aimé, visitant ses provinces, plutôt qu'un conquérant à la tête d'une armée étrangère, les nouvelles qui arrivaient de Paris, loin de nourrir des espérances que ce qui se passait sous ses yeux semblait justifier, lui annonçaient que, lors même que les peuples d'Espagne eussent été sincèrement disposés à le reconnaître comme leur roi, l'empereur n'aurait jamais consenti à lui laisser les droits et l'indépendance attachés à ce titre. En effet, le roi pouvait-il se flatter de conserver sans partage le vaste héritage de la monarchie espagnole, quand celui de qui seul dépendait la force qui pouvait le lui assurer ne voulait pas le céder? Les arguments que Joseph employait pour attirer à lui les Espagnols reposaient principalement sur les propositions suivantes: « qu'ils devaient se défier des Anglais qui, sous une feinte assistance, cachaient le dessein de s'emparer de leur commerce et de leurs colonies; qu'ils n'avaient, au contraire, rien à craindre des Français, intéressés au-

tant qu'eux-mêmes à leur prospérité, et qui surtout ne voulaient attenter en rien ni à leur indépendance, ni à l'intégrité de leur territoire européen ou de leurs possessions dans les deux Indes. » — C'était là le texte habituel des longs discours qu'il tenait aux députations et aux diverses autorités du pays. Et pendant qu'il s'épuisait à faire passer dans les âmes cette conviction, l'empereur avait d'un mot détruit le résultat de tant d'efforts.

Comme on l'a vu plus haut, Napoléon n'avait ni donné ni refusé son approbation à l'expédition d'Andalousie. Mais lorsqu'elle eut réussi, il s'attacha à en tirer parti pour l'accomplissement de ses desseins personnels, entièrement opposés à ceux de son frère. Celui-ci prétendait faire des suites de cette expédition une conquête purement morale, et ne voulait voir dans les Espagnols que des sujets égarés, rentrés dans le devoir. L'empereur, au contraire, ne voulait voir en eux que des peuples vaincus dont il pouvait disposer à son gré. Joseph entendait appliquer à l'établissement et au maintien de son gouvernement les grandes ressources en tout genre que l'occupation des riches provinces de l'Andalousie avaient procurées. Napoléon voulait qu'elles fussent employées à solder et enrichir ses troupes; il consentait tout au plus à en laisser au roi le superflu. Et pouvait-il y en avoir? Les besoins du soldat et les prétentions des chefs étaient également sans mesure.

Ainsi, dans le moment même où Joseph prodiguait les assurances et les promesses les plus séduisantes, vantant partout le désintéressement de la France, les exactions les plus rigoureuses et les plus accablantes

frappaient les provinces que nous occupions, et une main de fer s'appesantissait sur elles.

Déjà l'empereur, blessé du ton d'indépendance et de souveraineté que le roi avait pris dans sa proclamation adressée de Séville aux soldats français, avait manifesté son mécontentement, en ne la faisant imprimer qu'avec des restrictions qui laissaient pénétrer le fond de sa pensée. Dans le texte publié par le *Moniteur*[1], tout ce qui rappelle le souvenir des victoires remportées en Espagne sous les ordres du roi est effacé. Ces paroles ambitieuses, échappées à la confiance qu'inspirait un succès : *Je régnerai sur l'Espagne*, ont disparu. Le mot de *conquête*, écarté avec tant de soin, est rétabli. Dans la phrase emphatique où l'on parle d'élever une troisième colonne entre les colonnes d'Hercule, il n'est plus question d'Espagnols sauvés, d'alliés naturels recouvrés, mais des Espagnes conquises ; et cette colonne imaginaire qui ne devait être qu'un monument de paix et d'union est convertie en un trophée de victoire sur un ennemi abattu.

Cette seule atteinte portée à la marche et aux principes que le roi avait suivis, ne devait laisser aucun doute sur les projets de l'empereur; mais par un acte bien autrement important, il s'était prononcé plus clairement encore. A peine fut-il instruit du passage de la Sierra-Morena, qu'il changea subitement la forme de l'administration en Espagne. Depuis les stipulations

[1] Du 22 février 1810. On peut comparer la proclamation, telle que le *Moniteur* la rapporte, avec l'original que j'ai donné plus haut, pages 101 et suiv.

de Bayonne en 1808, l'autorité du roi était censée régir dans l'ordre civil et judiciaire toutes les provinces occupées par les Français. La monarchie n'était pas divisée politiquement; la France reconnaissait, au moins en apparence, dans le souverain qu'elle avait placé sur le trône, la même puissance qu'avait exercée son prédécesseur. Un décret rendu le 8 février 1810 renversa tout ce système, et l'empereur fit clairement sa part dans la conquête de l'Espagne qu'il regardait alors comme accomplie. Ce décret, motivé sur ce que les sommes excessives que coûtait l'armée en Espagne appauvrissaient le trésor de France, et sur la faiblesse de l'administration espagnole qui ne savait tirer aucun parti des revenus du pays, ordonnait la formation de quatre grands gouvernements : Catalogne, Aragon, Navarre, Biscaye, et plaçait à leur tête des généraux français, revêtus de toute l'autorité civile et militaire. C'était, comme on voit, faire passer ces provinces, qui sont toutes à peu près bornées par l'Èbre, sous la domination française, et opérer de fait un démembrement de l'Espagne, jusqu'à ce qu'un sénatus-consulte en eût prononcé la réunion à l'empire.

Le roi reçut ce décret à Ronda et me le communiqua pendant notre séjour à Malaga. Je vis quel coup mortel il lui portait. S'il y avait eu parmi les Espagnols quelques hommes qui fussent entrés de bonne foi dans son parti, il était impossible qu'ils y persistassent sans trahir évidemment leur pays. Ce fantôme d'indépendance, d'intégrité du territoire de l'Espagne, que tant de fois on avait mis en avant pour justifier le changement de dynastie, s'évanouissait. Dans mon opinion,

le roi, n'ayant point de force à opposer à cette violation manifeste des promesses qui lui avaient été faites et des engagements qu'il prenait chaque jour, n'avait d'autre moyen de se laver de l'accusation d'y avoir donné son consentement, que celui de déposer la couronne. Il ne pouvait continuer à la porter, sans avouer qu'il était dans la confidence. Rester sur le trône, c'était déclarer qu'il donnait les mains au démembrement de la monarchie, et se contentait de ce qui lui en resterait, pourvu que le titre de roi y fût attaché.

Dans une conversation fort animée que j'eus à ce sujet avec lui à Malaga même, je lui livrai franchement ces observations. « C'est, — lui dis-je ensuite, — le seul parti que vous pouvez prendre, et vous devez l'embrasser avec empressement. Il vous ouvre une route honorable pour sortir d'un pays sur lequel votre présence semble avoir attiré tant de calamités. Saisissez une occasion favorable de séparer, aux yeux de l'Europe, votre cause, et de rejeter sur leur véritable auteur la responsabilité de ces malheurs. La fortune semble même vous avoir ménagé cette heureuse issue : une campagne brillante, l'accueil que vous recevez en Andalousie, la conduite humaine et modeste que vous y tenez ; tout se réunit pour donner à votre retraite un caractère respectable de raison et de modération, et peut-être quelques regrets ou du moins quelques vœux sincères honoreront votre départ. »

Je ne réussis pas. L'espérance de faire révoquer les ordres de l'empereur, dont le mariage récent avec l'archiduchesse d'Autriche fournissait au roi l'occasion

d'envoyer à Paris un ambassadeur extraordinaire qu'il pourrait charger de cette négociation, lui fit ajourner toute résolution décisive. Il cacha donc soigneusement les nouvelles qu'il avait reçues, et nous nous endormîmes de nouveau au bruit des acclamations de la multitude qui, dans toutes les villes, se pressait sur nos pas.

Tel était l'état de nos relations avec la France, quand nous arrivâmes à Andujar le 3 avril 1810, comme je l'ai dit à la fin du chapitre précédent. Nous y restâmes trois jours. C'est dans cette ville que le roi fixa son choix pour l'ambassade de Paris sur M. d'Asanza, ministre des Indes, qu'il créa en même temps duc de Santa-Fé et chevalier de la Toison-d'Or. La négociation qui lui était confiée, indépendamment des félicitations à l'occasion du mariage de l'empereur, ne pouvait être remise à un homme plus intègre et plus capable de dire la vérité; mais la commission était au-dessus de ses forces et au-dessus de celles de tout autre. La résolution que venait de prendre l'empereur tenait à un plan arrêté de longue main et que rien ne pouvait ébranler. La franchise et la droiture du négociateur, qui communiqua à Paris un mémoire écrit sans ménagement, et qu'on ne lui avait adressé que pour son instruction, nuisirent même à la cause qu'il venait défendre, ou du moins ce mémoire servit de prétexte au refus de toute concession [1].

Après avoir fait partir pour Paris le duc de Santa-

[1] Ce mémoire avait été rédigé par M. d'Urquijo. Je l'ai lu, et effectivement il était d'un style tout à fait inconvenant et injurieux pour la France. Le duc de Cadore, ministre des relations exté-

Fé, le roi mit en délibération si d'Andujar il se rendrait à Madrid ou s'il retournerait à Séville. Il inclinait vers le premier parti; mais sur les observations qui lui furent faites par le maréchal Soult, il se détermina pour le second. On lui persuada que sa présence à Séville pouvait accélérer la reddition de Cadix; que, bien que jusque-là toutes les négociations entamées avec la junte eussent été repoussées, il pouvait se présenter quelque circonstance favorable qui les ferait accueillir, et que, dans ce cas, c'était s'exposer à la faire manquer que d'être obligé d'aller chercher une décision à Madrid. D'un autre côté, l'Andalousie offrait pour le rétablissement des finances du gouvernement infiniment plus de ressources que les provinces du centre de l'Espagne, actuellement épuisées; et il ne fallait plus compter sur celles du nord dont l'empereur venait de s'attribuer exclusivement la domination. Ces raisons, habilement exposées, firent impression sur l'esprit du roi. Il suivit les conseils du maréchal, donna l'ordre au comte de Cabarrus, son ministre des finances, de venir le joindre à Séville, et partit lui-même le 11 avril pour s'y rendre. Mais ces motifs, que le maréchal mettait en avant, quoique fondés jusqu'à un certain point, n'étaient pas les seuls qui le faisaient agir. Si le roi retournait d'Andujar à Madrid, le maréchal Soult, comme major général, devait l'y suivre, et ce poste ne lui convenait plus. Son ambition secrète était de se fixer en Andalousie avec le commandement de l'armée

rieures, le renvoya au duc de Santa-Fé, avec la note qui l'accompagnait, disant qu'un semblable libelle ne pouvait rester dans les archives du département.

qui y resterait pour garder cette précieuse conquête. Cependant il fallait du temps pour amener le roi à cette détermination, et ce n'était qu'à Séville qu'elle pouvait être prise. Sans doute une telle charge ne pouvait être remise à un général plus habile et plus en état de la remplir ; mais en même temps elle le rendait plus indépendant et plus puissant que le roi même, et la suite a prouvé que celui-ci ne pouvait choisir un lieutenant moins soumis, ni se donner un rival de son autorité plus redoutable par les ressources qu'il laissait à sa disposition.

Nous revînmes lentement à Séville où le roi arriva le 14 avril. Il y fut reçu assez froidement. La résistance de Cadix, les bruits qui circulaient sur les projets de l'empereur à l'égard de l'Espagne, avaient détruit toute illusion, et ce fut en vain que, pour flatter les idées populaires, le roi se montra empressé d'assister pendant les solennités des fêtes de Pâques à toutes les brillantes et théâtrales cérémonies religieuses de cette époque. Cette condescendance ne lui procura pas un meilleur accueil. Cependant il s'occupait plus que jamais des soins du gouvernement. Il tint de fréquents conseils auxquels il m'appelait assez habituellement. Je fus même chargé de rédiger un projet de loi pour diviser le territoire de l'Espagne en départements, et régler l'administration intérieure à l'instar du système adopté en France. Ce projet, dans lequel étaient comprises les provinces composant les quatre grands gouvernements que l'empereur s'étaient réservés, fut adopté et publié comme une sorte de protestation contre cette usurpation.

Lorsque M. de Cabarrus fut arrivé, on mit sur le tapis diverses questions de finances. Mais à peine commençait-on à les traiter, que ce ministre fut atteint d'une maladie qui, en moins de cinq jours, le conduisit au tombeau. Il mourut le 27 avril et fut enterré avec pompe dans la cathédrale de Séville.

M. de Cabarrus, d'origine française, créé comte par Charles III, était un homme de beaucoup d'esprit, d'une grande facilité dans les affaires et travailleur infatigable; mais on lui reprochait de n'avoir pas le jugement solide ni le caractère nécessaire pour mener les affaires dans des conjonctures difficiles. Connaissant bien les finances d'Espagne qu'il aurait probablement conduites avec habileté sous l'ancienne monarchie, il était incapable de les faire marcher dans le bouleversement qui suivait la conquête. Il n'aurait jamais su se dégager des liens de l'ancienne routine dans laquelle il était élevé, et n'avait ni étudié ni apprécié le système de la France qu'on voulait et qu'on devait même introduire en Espagne. C'est particulièrement à ce défaut qu'il faut attribuer les erreurs dans lesquelles il était tombé depuis le moment de son entrée au ministère. S'il était mort deux ans plus tôt, on aurait regardé son décès comme une très-grande perte, parce qu'il était le seul homme de réputation financière qui eût pris le parti de Joseph et qui y fût resté. Mais, quand sa mort arriva, elle ne fit aucune sensation. Placé sur un théâtre pour lequel il n'était pas fait, M. de Cabarrus avait perdu tout l'éclat de son ancienne renommée et n'en avait pas acquis une nouvelle. Il dut ses premiers succès en Espagne à beau-

coup d'avantages naturels et à des manières très-agréables. Par la légèreté avec laquelle il traitait les affaires, et surtout par l'envie de plaire à tout ce qui touchait à la puissance, il avait beaucoup de ressemblance avec M. de Calonne[1].

Après le décès de M. de Cabarrus, le roi prolongea peu son séjour à Séville. Le siége de Cadix ne faisait aucun progrès ; les mesures de finances étaient ajournées ; rien ne retenait plus le gouvernement en Andalousie, et le maréchal Soult, chargé du commandement de l'armée, était aussi impatient de nous voir partir de Séville qu'il l'avait été de nous y amener. On se mit donc en route le 2 mai pour retourner à Madrid.

Nous suivîmes, en revenant, à peu près la même route que nous avions prise pour nous rendre en Andalousie. Nous ne repassâmes cependant pas par Tolède, et ce changement de direction nous fit traverser la partie de la Manche, théâtre des exploits imaginaires de don Quixote et particulièrement de Puerto-Lapiche. C'est dans ce lieu que le héros de Cervantes fut armé chevalier. Peu de temps avant notre passage, on montrait encore l'hôtellerie où l'auteur en avait placé la scène, et sur la porte on lisait une inscription qui en conservait le souvenir. L'hôtellerie et l'inscription avaient disparu dans les événements de la guerre, et Puerto-Lapiche n'était plus alors qu'un monceau de ruines.

[1] M. de Cabarrus était père de Mme Tallien, plus tard princesse de Chimay. Il avait soixante-six ans quand il mourut.

Rentré à Madrid le 14 mai, le roi ne rapporta d'une expédition dont le début avait été si heureux, que la triste certitude de trouver toujours dans la volonté prononcée de son frère un invincible obstacle à l'accomplissement de ses desseins. Loin de fléchir sur les représentations que le duc de Santa-Fé venait lui soumettre, l'empereur aggrava les dispositions rigoureuses que, par son décret du 8 février 1810, il avait déjà prises à l'égard de l'Espagne. Un second décret joignit deux nouveaux gouvernements, Burgos et Valladolid, aux quatre premiers. A l'instar de ce qui avait été fait pour la Catalogne, l'Aragon, la Navarre et la Biscaye, des intendants et des receveurs-généraux des finances y furent établis, et tous les vestiges de l'ancienne administration complétement effacés.

Toutefois le roi ne toléra pas ces atteintes portées à son autorité, sans employer quelques moyens de résistance. Il essaya même de braver les dispositions de l'empereur par des décrets où il s'exprimait, plus qu'il ne l'avait fait jusque-là, en roi et en souverain indépendant. J'ai déjà parlé de celui qu'il rendit à Séville, pour régler la division du territoire de l'Espagne et l'administration intérieure du pays, sans en excepter les provinces où l'empereur venait d'ériger des gouvernements. De retour à Madrid, il organisa plusieurs régiments espagnols et créa pour la capitale une garde civique, dans le dessein d'en écarter la garnison française [1]. Mais ces efforts n'eurent et ne pouvaient avoir

[1] C'est aussi à cette époque que, pour plaire au peuple de Madrid, le gouvernement permit de nouveau les combats de taureaux qui avaient été interdits pendant le règne de Charles IV.

aucun résultat. La force était entre les mains des généraux français qui n'obéissaient qu'aux ordres de l'empereur, et on n'eut en Catalogne et en Aragon pas plus d'égards pour les décrets du roi qu'on n'en aurait eu en Galice et dans les Asturies où nous n'avions point de troupes. Enfin la formation d'une garde civique à Madrid n'empêcha pas que, maîtres de la forteresse du Retiro, les Français ne le fussent également de la ville.

D'ailleurs, ces diverses mesures, comme on devait s'y attendre, ne firent qu'augmenter les ressentiments de l'empereur contre son frère. Un officier du major général, prince de Neufchâtel, qui apportait au roi un duplicata du décret rendu pour l'institution des nouveaux gouvernements de Burgos et de Valladolid, lui remit en même temps une lettre de ce prince, annonçant que l'empereur désapprouvait formellement les ordres donnés par le roi pour l'armement des Espagnols, et cette lettre contenait en outre l'avis de plusieurs dispositions militaires qui toutes tendaient à soustraire de plus en plus l'armée à l'influence du roi.

Il paraît cependant qu'à cette époque, quoique l'empereur fût manifestement décidé à se réserver une portion de l'Espagne sous sa domination directe, ses desseins sur les moyens d'exécution n'étaient pas encore parfaitement arrêtés, et un fait particulier dont je fus instruit va prouver ce que j'avance ici. Ferdinand VII, relégué à Valençay, avait demandé à l'empereur une de ses parentes en mariage. Lorsque cette demande lui fut adressée, les deux filles de Lucien Bonaparte étaient à Paris où leur père avait consenti qu'elles se rendissent, l'empereur ayant promis de

s'occuper de leur établissement. Il fit offrir à l'aînée, alors nubile, d'épouser Ferdinand, et en faveur de ce mariage il adoptait le prince espagnol. La jeune fille refusa et protesta que jamais elle ne donnerait sa main à un parricide. « En ce cas, — lui dit-on, — vous n'avez d'autre parti à prendre que celui d'aller en Amérique. » — « Hé bien, j'irai, » — répondit-elle. Ainsi tout fut rompu, et peu de temps après, au mois d'août 1810, Lucien Bonaparte partit effectivement pour se rendre avec sa famille aux États-Unis d'Amérique [1]. Sur le refus que la nièce de Napoléon avait fait de la main de Ferdinand, l'empereur pensa à le marier à une princesse de la maison d'Autriche, projet qui avorta comme le premier. Mais l'un et l'autre prouvent que l'empereur n'était pas éloigné de l'idée de remettre Ferdinand sur le trône, à la condition d'en obtenir, pour prix de son rétablissement, tout ce qui, en Espagne, était à la convenance de la France et déjà, en quelque sorte, désigné par les grands gouvernements qu'il venait d'y établir. C'était un moyen assez prompt de terminer la guerre, et il comptait, de la part de Ferdinand, sur plus de déférence qu'il n'en pouvait attendre de son frère qui, chaque jour, se prononçait plus fortement contre tout démembrement, et était résolu à ne jamais donner son adhésion à aucun arrangement de cette nature. De plus, l'abdication du roi de Hollande, qui, impatient du joug de son frère, était volontairement descendu du

[1] C'est dans ce voyage que Lucien fut pris en route par les Anglais et conduit en Angleterre.

trône, faisait craindre à Napoléon que le roi d'Espagne n'imitât cet exemple, et il voulait, à l'avance, se prémunir contre cet événement ou préparer les voies pour en tirer parti s'il ne pouvait le prévenir.

La situation du roi devenant, par ce concours de circonstances, de plus en plus pénible, il se détermina à envoyer près de l'empereur le marquis d'Almenara, beau-père du maréchal Duroc, espérant que cette liaison avec un homme qui jouissait de la confiance de l'empereur, pourrait contribuer au succès de la nouvelle négociation dont M. d'Almenara était chargé. Il était porteur d'une dépêche qui me fut communiquée et qui contenait une sorte d'ultimatum. Le roi y exposait l'impossibilité absolue où il se trouvait de continuer à régner dans la position où l'avaient placé les diverses mesures ordonnées par l'empereur à l'égard de la majeure partie des provinces de l'Espagne. Il y demandait la révocation de ces mesures et insistait pour que les pouvoirs qu'il avait eus dans l'origine sur les généraux français lui fussent rendus. Enfin il terminait par déclarer que, dans le cas où ses demandes seraient rejetées, il prendrait le parti de se démettre de la couronne et de se retirer.

Cette lettre était écrite avec noblesse, mesurée, exempte de phrases ambitieuses, et portait l'accent d'un sentiment vrai. Mais, tout en rendant justice à la sagesse de ce langage, je n'en attendais aucun succès. « Si l'on avait voulu parler, — dis-je au roi, — on l'aurait fait depuis longtemps. Le duc de Santa-Fé est à Paris depuis quatre mois; l'empereur le connaît et le traite même avec une certaine distinction, et ce-

pendant il n'a pas encore voulu l'entendre. C'est donc un parti pris de ne pas s'expliquer avec un tiers, et je ne connaispour vous qu'un moyen de l'amener à cette explication, c'est d'aller le trouver vous-même. Tôt ou tard, vous serez forcé d'avoir recours à cette démarche, et plus vous différerez, plus vous aurez de peine à vous y résoudre et de difficultés à vaincre pour en tirer avantage. »

Malgré ces observations, M. d'Almenara partit, et l'on se flatta que les ressources de son esprit et l'influence de son gendre amèneraient quelque heureux résultat. Dans tous les cas, c'était du temps de gagné, et ce que le roi désirait surtout, c'était d'éloigner le moment de prendre un parti.

Cependant, chaque jour, la puissance des généraux français s'accroissait, et leur indépendance devenait plus prononcée. Non content d'avoir, par l'établissement des grands gouvernements, soustrait entièrement à l'autorité du roi les provinces situées au delà du Duero, l'empereur lui enleva également sa récente conquête, l'Andalousie, en réunissant les corps commandés par les maréchaux Victor et Mortier et le général Regnier en une seule armée, sous le nom d'armée du midi, dont le commandement fut confié au duc de Dalmatie. Dès lors, le roi fut réduit au commandement direct des troupes qui occupaient Madrid et ses environs, sous le nom d'armée du centre. A la vérité, l'aide de camp du prince de Neuchâtel, qui passa à Madrid pour aller porter au maréchal Soult le décret de sa nomination, avait remis au roi une lettre du prince qui, en lui annonçant cette nouvelle disposition,

l'assurait qu'elle n'avait été prise que pour le temps de l'absence du roi, et que, toutes les fois qu'il serait présent à un corps d'armée, le commandement lui reviendrait. Mais comme cette circonstance ne devait probablement jamais se présenter, parce que le roi ne pouvait, sans de grands inconvénients, quitter la capitale, cette modification au principe qui dictait la conduite de l'empereur était plus apparente que réelle, et la blessure faite à l'autorité du roi restait toute vive.

Le ressentiment que Joseph éprouvait de cette nouvelle injure, malgré tous les efforts qu'il faisait pour le contenir, éclatait dans ses discours, et le jour de la fête de l'empereur qui fut célébrée à Madrid avec beaucoup de pompe le 15 août 1810, le roi, parlant aux diverses autorités et à la foule nombreuse rassemblée au palais pour cette solennité, s'exprima avec une extrême chaleur sur la situation des affaires en Espagne, sur les bruits alarmants qu'on se plaisait à répandre et qui le représentaient en état de dissension ouverte avec l'empereur, et prêt à prendre les résolutions les plus désespérées. Il essaya de détruire ces impressions, mais, ne pouvant néanmoins dissimuler tout le chagrin que lui causait la conduite des administrateurs et des généraux français, surtout celle des agents financiers, il sema ses discours de traits qui peignaient les sentiments divers qui l'agitaient. « J'aime la France, — » dit-il, — comme ma famille, l'Espagne comme ma » religion; je suis attaché à l'une par les affections de » mon cœur, à l'autre par ma conscience. »

Quoique cette sorte de profession de foi, faite publiquement, fût peu politique et dût effrayer plutôt que

rassurer le petit nombre de partisans qui lui restaient, il était néanmoins impossible de blâmer cette chaleur que justifiait la position du roi, devenue plus terrible que jamais. Toutes les ressources de son gouvernement étaient épuisées; la guerre intestine avait pris de jour en jour un caractère plus passionné et plus redoutable; les guérillas organisées par la junte de Cadix se répandaient de tous côtés et s'avançaient jusqu'aux portes de la capitale : un convoi n'en pouvait plus sortir sans une escorte de 300 hommes. La conduite des généraux à l'égard des habitants du pays et le pillage effronté et continuel qu'ils permettaient avaient achevé d'aigrir les esprits, et les poussaient au désespoir. On trafiquait partout des choses et des personnes. Il y avait alors à Valladolid un tarif public, pour accorder aux prisonniers faits à Ciudad-Rodrigo, qui depuis longtemps était tombé en notre pouvoir[1], la liberté de rester en Espagne. Le montant de cette rançon était versé à Valladolid dans la caisse du général K..., gouverneur de la haute Castille. Ces faits et plusieurs autres de même nature, je les ai lus consignés dans une lettre du maréchal Masséna qui, en ce moment, était à Ciudad-Rodrigo, à la tête de l'armée avec laquelle il se préparait à entrer en Portugal. Il écrivit au roi le 4 août 1810 « que le vol et le brigandage étaient portés au dernier excès; que, n'ayant ni les moyens ni l'espoir d'en arrêter le cours, il gémissait de son impuissance, et désirait sincèrement quitter un

[1] La place s'était rendue à discrétion, le 28 juin 1810. La garnison était prisonnière de guerre et devait être envoyée en France.

pays si malheureux, en renonçant à un commandement qui le rendait témoin de désordres révoltants auxquels il ne pouvait pas mettre un terme. »

En même temps que ces plaintes parvenaient au roi, et l'affligeaient d'autant plus qu'il était hors de son pouvoir de les faire cesser, il apprit que le même gouverneur de la haute Castille, au nom de l'empereur, avait donné aux diverses autorités civiles et judiciaires dans l'étendue de son gouvernement l'ordre de cesser toute correspondance avec les ministres du roi. Ainsi, toute illusion était détruite, et les projets de l'empereur sur l'Espagne se manifestaient sans mystère. Réduit au rôle de commandant de la plus faible des armées françaises qui occupaient l'Espagne, Joseph, ayant vu s'évanouir successivement toute son autorité, n'aurait plus hésité alors à quitter Madrid pour rentrer en France si, avant de prendre cette résolution extrême, il n'avait voulu connaître le résultat de la mission confiée au marquis d'Almenara qui venait d'arriver à Paris.

Il ne se fit pas attendre longtemps. Vers la moitié de septembre, M. d'Almenara écrivit au roi qu'une négociation s'était ouverte avec le duc de Cadore, et qu'elle roulait sur la demande, faite par l'empereur, de la cession des provinces situées à la rive gauche de l'Èbre, en échange contre le Portugal qui, aussitôt que l'armée française s'en serait emparée, serait réuni à l'Espagne. Mais cette promesse devait être tenue secrète, pour ne pas rendre plus difficile la conquête du Portugal, en annonçant d'avance à ce pays qu'il était destiné à passer sous le joug d'une puissance que, de



ot comme le
ut et install
n de régen
année 18
s militai
nche, e
le la ca
de tem
vaient e

er de c
tion su
e l'un
il atten
Guada
doma
le su

septe
rez.
, est
de l'
ter d
on q
onda
1810
tit u

le 26
nté,

tout temps, il a haïe plus encore que la France. Ainsi, en définitive, l'empereur voulait les provinces de l'Èbre et ne donnait rien pour le moment, ou, du moins, ne s'engageait que faiblement pour l'avenir. Enfin, tout se bornait à exiger la reconnaissance légale d'un envahissement déjà opéré par la force. M. d'Almenara ajoutait qu'il ne signerait aucun traité de cession, s'il ne contenait pas en même temps la stipulation positive de la compensation offerte. Du reste, l'empereur n'avait pas répondu à la lettre que le roi lui avait écrite et dont j'ai parlé plus haut, mais il pressait la négociation et promettait de faire insérer dans l'acte qui en serait le résultat toutes les clauses qu'on jugerait nécessaires pour assurer la dignité du roi et affermir son autorité.

Mais le roi ayant persisté à se refuser à toute cession du territoire espagnol, et renouvelé sur ce point à M. d'Almenara ses instructions formelles, cette négociation n'eut aucune suite. Les ministres de l'empereur éludèrent toute réponse aux plaintes que M. d'Almenara avait été chargé de porter à Paris sur la conduite des généraux français, ou n'y répondirent que par des récriminations. Le temps se perdit ainsi ; le désordre et les violences continuèrent, et l'empereur sembla avoir ajourné toute décision définitive jusqu'à l'issue de l'expédition contre le Portugal qui, comme je l'ai dit, se faisait sous les ordres du maréchal Masséna.

Comme les Anglais, occupés alors uniquement du soin de repousser l'invasion dont le Portugal était menacé, s'étaient entièrement retirés de l'Espagne, à

l'île de Léon près, et comme les *cortès*, convoquées à Cadix, se réunissaient et installaient un nouveau gouvernement sous le nom de régence [1], il y eut, pendant les derniers mois de l'année 1810, une sorte de suspension des opérations militaires dans les Castilles, l'Estramadure et la Manche, et nous ne fûmes plus inquiétés aux environs de la capitale que par les guerillas qui s'y montraient de temps en temps, et que des colonnes mobiles poursuivaient et parvenaient quelquefois à surprendre.

Le roi, voulant profiter de ces instants de répit, et ajournant toute délibération sur la situation des affaires, jusqu'au retour de l'un des deux négociateurs qu'il avait à Paris et qu'il attendait sous peu, se détermina à faire un voyage à Guadalaxara où des fabriques de drap, faisant partie du domaine de la couronne, attiraient son attention. Je le suivis dans cette excursion.

Partis de Madrid le 18 septembre, nous nous arrêtâmes à Alcala de Henarez. Cette ville, l'ancienne *Complutum* des Romains, est située dans une vaste plaine, à peu de distance de l'Henarez, rivière qui, à deux lieues de là, va se jeter dans la Jarama. La ville doit sa célébrité à l'affection que le cardinal Ximenès avait prise pour elle. Il y fonda un magnifique collége qui subsistait encore en 1810, une université, des chaires nombreuses, et y bâtit un palais qui appartient

[1] La réunion des cortès se fit le 26 septembre 1810. Cette assemblée se réserva le titre de Majesté, et ne conféra que celui d'Altesse à la régence.

aux archevêques de Tolède. L'université d'Alcala fut longtemps florissante. De belles imprimeries s'établirent dans la ville sous la protection du même cardinal, et de leurs presses est sortie, de 1514 à 1517, la première bible polyglotte, antérieure d'environ cinquante ans à la polyglotte d'Anvers, connue sous le nom de *Biblia regia*. Mais lorsque nous passâmes à Alcala, il ne restait presque aucune trace de cette ancienne splendeur. L'université était à peu près fermée, et la population, qui autrefois était de 15 à 20,000 âmes, réduite à 5 ou 6,000. J'accompagnai cependant le roi dans la visite qu'il fit des monuments qui subsistent encore.

L'église principale, sous l'invocation de saint Just et de saint Pastor, est un ancien édifice d'une architecture peu remarquable du XVe siècle; mais elle renferme des objets qui sont en grande vénération parmi les habitants d'Alcala : entre autres un ostensoir, dans lequel sont enchâssées vingt-deux hosties consacrées qui, jetées au vent, il y a trois ou quatre siècles, par les Maures, se sont ensuite retrouvées intactes, et se conservent, depuis cette époque, dans le même état d'intégrité. Cet ostensoir qui est un miracle perpétuel ne se découvre que dans quelques solennités extraordinaires ou en présence des rois. Les reliques de deux jeunes enfants martyrs, conservées dans une chapelle souterraine, ne sont tirées de la châsse qui les renferme que dans les mêmes occasions où la vue de l'ostensoir est permise. Nous dûmes à la présence du roi la satisfaction de voir les deux objets. La partie principale des reliques des deux saints est un tibia et un pied

très-bien conservés, mais qui ont appartenu évidemment à un homme de cinq pieds six pouces au moins, et non à un enfant de dix ans, âge que la légende donne aux jeunes martyrs. Quoi qu'il en soit, tout fut baisé très-dévotement par ceux que la curiosité ou la dévotion avaient attirés à la suite du roi, et cette cérémonie dura plus d'une heure.

Le collége de Saint-Ildefonse auquel nous nous rendîmes ensuite est un très-beau bâtiment, construit avec beaucoup de luxe, et renferme les écoles et la bibliothèque. Les écoles étaient alors désertes et la bibliothèque très-appauvrie. Un riche médailler qu'elle possédait en avait été soustrait, ainsi qu'un grand nombre de beaux livres. On nous en fit cependant voir encore quelques-uns très-estimés, entre autres un exemplaire de la bible dont j'ai parlé, tiré sur vélin et parfaitement conservé, ainsi que quelques manuscrits grecs et latins sur lesquels je n'ai pu jeter qu'un coup d'œil.

La chapelle du collége renferme le tombeau du cardinal Ximenès, mort en 1517. Ce monument, exécuté, probablement par des artistes italiens, en marbre de Carrare, est très-beau. On conserve aussi dans le trésor de cette chapelle les étendards turcs pris à Oran, lorsque le cardinal Ximenès en fit la conquête, et le couronnement en bronze d'un des minarets de cette ville africaine. Un tableau assez médiocre, placé sur un des murs de la chapelle, représente la conquête d'Oran. Enfin, tout dans ce collége est consacré à la mémoire du cardinal Ximenès. Ses armes et son portrait se voient partout ; tout parle de lui, et le souvenir

de cet homme supérieur semblait animer encore les ruines dont nous étions environnés.

Guadalaxara où nous allâmes coucher après avoir quitté Alcala, est l'ancienne *Arriaca* des Romains. La ville est agréablement située dans une plaine qu'arrose l'Henarez et qu'environnent quelques collines. Cette plaine est bien cultivée en blé, en oliviers et en vignes. Sur les hauteurs sont de riches pâturages. Guadalaxara fut longtemps habitée par les Maures dont elle a reçu le nom qu'elle porte (*ouada al jachara*, la rivière pierreuse). En 1810 elle contenait environ 12,000 habitants, mais autrefois elle était beaucoup plus peuplée. Nous nous y arrêtâmes deux jours pendant lesquels le roi visita la manufacture de draps et prit diverses mesures pour la relever. Nous étions de retour à Madrid le 21 septembre.

Nous y reprîmes notre manière habituelle de vivre, environnés des mêmes difficultés, sans avoir plus de moyens de les écarter, réduits aux plus tristes expédients en fait de finances, et n'ayant aucun espoir de les améliorer. Attendant toujours des nouvelles décisives de Paris ou le retour des deux négociateurs qu'il y avait envoyés, le roi venait même d'y en adjoindre un troisième dans la personne de M. Marius Clary, neveu de la reine, chargé de remettre à cette princesse une lettre dans laquelle son mari la priait de déclarer à l'empereur qu'il était résolu, si l'on n'apportait aucun changement dans sa position, à quitter l'Espagne et à se retirer en France [1] : nouvel expédient pour gagner

[1] M. Clary devait aussi prendre des renseignements pour l'ac-

encore du temps et différer le moment de prendre un parti décisif. Ainsi s'écoula le mois d'octobre et une partie de celui de novembre.

Cependant le maréchal Masséna, entré en Portugal à la tête d'une armée de 75 à 78,000 hommes, avait fait tomber Almeida qui se rendit le 26 août, et, après la reddition de cette place importante, s'était avancé dans l'intérieur du pays. Mais toutes les communications avec l'Espagne s'étant fermées derrière lui, nous restâmes pendant fort longtemps sans avoir aucune nouvelle directe de l'expédition. Des bruits alarmants commençaient même déjà à se répandre dans Madrid, lorsqu'une lettre du général Kellermann que le roi reçut le 20 novembre lui fit connaître quelques détails positifs qui, loin de calmer nos inquiétudes, devaient plutôt les augmenter. Suivant ce que mandait Kellermann, le général Foy avait quitté le maréchal Masséna le 2 novembre à Villafranca, à quelques lieues de Lisbonne, et, après de grands dangers qu'il avait courus pendant la route, était arrivé à Valladolid d'où il partait pour Paris, allant porter à l'empereur des dépêches du maréchal Masséna. L'armée française avait eu, le 28 septembre, à Busaco, à peu de distance de Coïmbre, avec les Anglais réunis aux Portugais, une affaire très-sérieuse qui lui avait coûté beaucoup de monde. Nous y avions perdu les généraux Graindorge, Merle et Simon, 4,000 hommes tués et plus du double de

quisition d'une terre où le roi désirait s'établir s'il revenait en France, celle de Morfontaine qu'il possédait déjà étant trop voisine de Paris.

blessés. Après ce combat sanglant où le champ de bataille nous était resté, les Anglais et leurs alliés avaient effectué leur retraite fort tranquillement, et étaient venus occuper près de Lisbonne une position reconnue et fortifiée à l'avance. L'armée française les avait suivis; mais, arrivée sur les lieux, elle avait reconnu l'impossibilité de tenter une attaque. Les Anglais, retranchés de la mer au Tage, appuyant leur gauche à Torres-Vedras, leur droite au fleuve, la mer derrière eux et le Tage couvert de barques canonnières qui flanquaient leur position, étaient inattaquables. Toute l'audace et toute l'impétuosité des Français sous les ordres du général le plus entreprenant et le plus opiniâtre s'étaient arrêtées devant ces obstacles, et Masséna n'avait osé engager un combat dont l'issue ne pouvait que nous être funeste.

A la force des retranchements et de la position naturelle les ennemis joignaient encore la supériorité du nombre. Ils avaient 25,000 Anglais, 50,000 Portugais, et le corps de La Romana devait se réunir à eux. Le maréchal Masséna, au contraire, n'avait à leur opposer que 30 à 35,000 hommes. Son armée était réduite à ce nombre par les pertes éprouvées à la bataille de Busaco, par celle de 3,000 hommes de garnison laissés à Coïmbre et enlevés par une colonne portugaise manœuvrant sur les derrières de l'armée française, enfin par d'autres pertes, suites des maladies, des marches forcées et du défaut de vivres. A tant de difficultés, déjà presque insurmontables, il fallait ajouter celles qui naissaient des circonstances politiques et n'étaient pas moins grandes : un pays en-

tièrement abandonné depuis la frontière d'Espagne jusqu'à Lisbonne ; la population de cette grande ville toute armée et l'opinion des habitants si prononcée que le maréchal déclarait, qu'en supposant même un succès complet, il n'oserait pas y entrer avec le peu de forces qui restait sous ses ordres.

Dans une situation si critique, il demandait des secours à l'empereur ; mais en même temps il pensait à une retraite et espérait l'effectuer, en passant le Tage entre Abrantes et Lisbonne, pour se porter sur la rive gauche du fleuve et revenir par l'Estramadure [1]. Suivant ce projet, il comptait terminer la campagne par les siéges d'Elvas et de Badajoz, dans la vue de couvrir par ces opérations le malheur d'avoir manqué le but principal de l'expédition.

Telle était la triste vérité, et quelle que fût la juste confiance que nous inspiraient les talents et le caractère du maréchal Masséna, quelles que fussent les ressources de son génie militaire, il était évident pour nous qu'il désespérait lui-même du succès ; et un revers éprouvé pour la troisième fois en Portugal devait avoir la plus funeste influence sur les affaires d'Espagne et sur notre destinée [2].

[1] Le maréchal Masséna fut obligé dans la suite de renoncer à ce projet.

[2] Le *Moniteur* du 23 novembre, qui annonçait l'arrivée du général Foy à Paris, contient sur les affaires du Portugal un récit tout à fait contraire à celui qu'on vient de lire. C'est une suite d'avantages et de victoires ; c'est une diatribe contre les Anglais, à la place des faits réels qu'il fallait peut-être taire, mais auxquels il était indigne d'une véritable grandeur de substituer des faussetés si évidentes.

Ainsi, tout concourait à rendre notre position plus fâcheuse et plus inquiétante que jamais ; tout nous annonçait une crise inévitable et confirmait l'opinion, où j'étais depuis le commencement des affaires d'Espagne, que cette guerre avait mis un terme à la prospérité de l'empereur et serait le premier écueil contre lequel échoueraient sa gloire et sa fortune. Les événements n'ont que trop justifié ce pressentiment.

Tandis que les nouvelles que nous venions de recevoir du Portugal, grossies chaque jour par la malveillance, se répandaient et agitaient en divers sens les esprits, le duc de Santa-Fé revenait de Paris. Il arriva à Madrid le 2 décembre, après une négociation tout à fait infructueuse. Il avait eu avant son départ un long entretien avec l'empereur, ou pour mieux dire, il l'avait écouté parler longtemps, sans pouvoir à peine placer un mot. L'empereur s'était étendu en longues récriminations et en plaintes sur la conduite de son frère, et n'avait point épargné les reproches aux personnes qui approchaient le roi. Il s'était surtout montré fort irrité du style de ses lettres qui ne contenaient,—disait-il,— que des injures, comparant sa position à celle de beaucoup d'autres rois de l'Europe qui, bien plus maltraités que lui, ne se plaignaient pas autant. Tel fut le résultat de cette ambassade sur laquelle on avait fondé tant d'espérances. Mais en même temps que nous l'apprenions, une lettre du 11 novembre, que le roi reçut le jour même de l'arrivée du duc de Santa-Fé, vint relever un moment nos esprits. M. d'Almenara écrivait qu'il avait été mandé directement par l'empereur à Fontainebleau, qu'il s'y était rendu et avait eu avec lui un

entretien de deux heures ; qu'à la suite de cet entretien, il avait reçu l'ordre de partir immédiatement pour l'Espagne, et comptait être sous peu rendu à Madrid, porteur de paroles qui, — il l'espérait du moins, — seraient agréables au roi.

M. d'Almenara arriva effectivement le 9 décembre au soir [1], et le lendemain, le roi réunit un conseil privé auquel il admit quelques-uns de ses ministres et me fit l'honneur de m'appeler également. M. d'Almenara parla le premier, pour rendre compte de sa mission, et particulièrement de l'entretien qu'il avait eu avec l'empereur à Fontainebleau.

Tout le temps de sa négociation jusqu'à cet entretien s'était consommé, de sa part, en demandes toujours repoussées, et de la part des ministres de l'empereur, en récriminations plus ou moins fondées qui servaient de prétexte au refus de toute concession. Nul secours d'argent, nul changement dans le système des gouvernements militaires, nulle satisfaction réelle sur le juste sujet des plaintes portées contre la conduite des généraux français n'avaient été obtenus. Les seules ouvertures importantes, faites à M. d'Almenara, étaient donc venues de l'empereur directement, et voici à quoi elles se réduisaient. Il laissait le roi maître de tenter une démarche près des cortès rassemblées depuis peu à l'île de Léon, et prescrivait dans quel sens cette démarche devait se faire. « On ferait proposer aux cortès de re-

[1] Il y avait alors près d'un mois qu'il avait dû partir de Paris; mais il faut remarquer qu'en ce temps on ne voyageait en Espagne que par convoi, et qu'il fallait près de vingt jours pour venir de Bayonne à Madrid.

connaître Joseph comme roi, conformément à la constitution de Bayonne de 1808 qui serait acceptée par l'assemblée, et, de son côté, le roi reconnaîtrait ces cortès comme les véritables représentants de la nation. D'après cet accord, Cadix ouvrirait ses portes, et l'intégrité du territoire espagnol serait maintenue et garantie par la France. » — L'empereur, en faisant cette ouverture à M. d'Almenara, lui dit positivement qu'elle était officielle, et qu'il faisait donner l'ordre à son ambassadeur à Madrid de se concerter à ce sujet avec le gouvernement espagnol. Mais il ajouta que, dans le cas où la démarche serait sans succès, il se croirait alors libre de tout engagement envers la nation espagnole, et qu'il n'agirait plus que dans les intérêts de sa propre politique; que le roi pourrait bien, s'il le jugeait convenable, convoquer de son côté d'autres cortès, pour les opposer à celles de l'île de Léon, et régler avec cette assemblée rivale la constitution de ses États; mais que, dans ce cas, il ne devait pas y appeler des députés des provinces en deçà de l'Èbre, parce qu'il ne souffrirait pas qu'ils s'y rendissent. Du reste, il conseillait de combiner la démarche près des cortès de l'île de Léon avec les événements du Portugal, de manière à ne pas la faire dans un moment où elle pourrait être interprétée comme une marque de faiblesse et de crainte, si ces événements ne prenaient pas une tournure aussi favorable qu'il l'espérait encore.

Lorsque M. d'Almenara eut cessé de parler, le roi nous dit que c'était sur la convenance de la démarche qu'on l'autorisait à tenter, sur le genre de communication à faire à son conseil d'État pour l'en prévenir,

sur le mode d'agir, sur la publicité qu'on pourrait lui donner ou le mystère qu'on devrait en faire, qu'il désirait connaître l'avis des personnes qu'il avait rassemblées.

De tous les expédients qu'on pouvait conseiller au roi pour sortir de la position presque désespérée où il se trouvait, j'avoue que celui que l'empereur lui indiquait était un de ceux auxquels je n'aurais jamais pensé, et je suis encore aujourd'hui à concevoir comment une semblable idée avait pu se former dans sa tête. Pouvait-il se figurer un moment que les cortès voulussent accepter une telle proposition, tant qu'elles seraient maîtresses de Cadix qu'il savait mieux que personne que nous ne pouvions jamais prendre? Et n'était-ce pas une amère dérision que de flatter le roi d'une apparence même de succès? Je ne pouvais revenir de ma surprise : je ne voyais dans tout cela qu'un piége tendu pour justifier la réunion à la France des provinces espagnoles de la rive gauche de l'Èbre, avec l'arrière-pensée d'abandonner ensuite le reste de l'Espagne à des partis mis en présence, si le roi parvenait à réunir des cortès opposées à celles de l'île de Léon, et d'ajouter par conséquent les horreurs d'une guerre civile à tous les maux que la guerre étrangère avait déjà versés et versait journellement sur ce malheureux pays.

Je vis cependant que, bien que les mêmes réflexions occupassent l'esprit de toutes les personnes présentes, elles inclinaient plus ou moins à tenter la démarche, pour n'avoir aucun reproche à se faire, et mettre à couvert la responsabilité du roi envers la nation, si, par

la suite, il était obligé de consentir à un démembrement. Mais je fis observer qu'il était impossible de prendre un parti et même de délibérer sur cette question, sans connaître positivement de quelle manière la France voulait intervenir dans la démarche, quelle authenticité elle donnerait à son consentement, et quelle garantie elle offrirait pour un arrangement dont l'exécution, en le supposant conclu, était entièrement dans ses mains. Là-dessus, M. d'Urquijo, qui, instruit d'avance par M. d'Almenara du sujet de la délibération, avait déjà vu l'ambassadeur de France, prit la parole et nous dit que, dans une conversation confidentielle qu'il avait eue le matin avec M. de Laforêt, celui-ci avait déclaré « qu'à la vérité il avait reçu de Paris l'autorisation de *parler* pour se concerter avec le ministère espagnol, mais en même temps l'ordre formel de ne rien *écrire*, » — en d'autres termes, qu'il avait le pouvoir d'engager le roi à une démarche qui pouvait achever de le perdre dans l'opinion des Espagnols, la France se réservant la faculté de démentir cette démarche, quelle qu'en fût l'issue. Après ces détails, il me fut facile de faire sentir que la déclaration du comte de Laforêt changeait tellement l'état des choses, qu'il était impossible de délibérer plus longtemps. On fut donc unanimement d'avis qu'il n'y avait rien à faire pour le moment, et qu'il fallait attendre que l'ambassadeur se fût expliqué officiellement, pour remettre la question sur le tapis.

J'espérais que les choses en resteraient là, et que la séance qui s'était déjà prolongée assez avant dans la nuit serait levée, lorsque le roi qui, pendant le rapport

de M. d'Urquijo, avait laissé voir sur sa figure les traces de la plus grande irritation intérieure, cruellement affecté de cette nouvelle preuve de mauvaise foi et de mauvaise volonté envers lui, ne put contenir plus longtemps son ressentiment. Il éclata en reproches violents, en plaintes amères, exprimées avec une véhémence qui m'affligea pour lui, quoique je fusse habitué à l'entendre dans l'intimité se livrer à de semblables emportements. Mais, quelque justifiés qu'ils fussent en ce moment, comme cette dernière scène se passait devant des personnes qui n'étaient pas toutes également disposées à se taire, je tremblais qu'elle ne vînt ajouter au danger de la position actuelle du roi, ou que, du moins, si ceux qui en étaient témoins n'en révélaient pas les principales circonstances, elle n'affaiblît en eux l'opinion qu'ils avaient pu conserver du caractère du roi qu'ils voyaient si peu maître de lui dans une conjoncture où il avait tant besoin de courage et de fermeté d'âme.

Enfin on se sépara, et je me retirai profondément attristé.

Le lendemain, l'ambassadeur de France, le plus obscur et le plus verbeux des diplomates, vit les ministres du roi et particulièrement M. O'Farill avec lequel il eut un long entretien. Il s'y retrancha toujours sur la défense qui lui avait été faite de rien *écrire* relativement au projet d'entamer une négociation avec les cortès. Le roi m'envoya aussi près de lui, mais je n'en tirai rien de plus à travers son inintelligible loquacité. Ainsi, dès ce moment, le projet fut abandonné, pour être repris plus tard et, comme on le verra, dans

des circonstances, s'il est possible, moins favorables encore que celles où nous nous trouvions alors. Tant les hommes aiment à se repaître d'illusions !

Quant à moi, qui n'en conservai aucune, je ne balançai pas à reproduire auprès du roi les arguments que j'avais tant de fois employés pour le déterminer à quitter la partie, ou du moins à se rendre à Paris pour traiter directement avec son frère. Mais comme nous avions déjà attendu le retour de deux négociateurs, on voulut, avant de se résoudre, attendre encore des nouvelles du troisième, M. Clary, qui était à peine arrivé près de la reine, et l'on continua à temporiser. Le roi prit seulement la résolution d'ôter au général Belliard le gouvernement de Madrid qui lui avait été confié par l'empereur en décembre 1808, après la conquête, et de le remplacer par un général à son service. Ce fut sur le général Lafon de Blaniac que tomba son choix, et il crut, par cette mesure politique, donner une sorte de satisfaction aux habitants de Madrid qui voyaient avec peine un gouverneur portant une autre cocarde que la cocarde espagnole ; car le roi avait moins à se plaindre du général Belliard que de tout autre général français. Au surplus, cette résolution qui ne lui rendait aucune indépendance réelle ne fut pas généralement approuvée, même parmi les Espagnols, et n'eut, d'ailleurs, aucune influence sur la tranquillité de la ville ni sur la marche des affaires.

CHAPITRE V.

Situation critique de l'armée française en Portugal. — Succès de l'armée de Suchet en Catalogne. — La ville de Valence fait des démarches pour traiter avec le roi. — Message de la reine Julie, rendant compte au roi d'un entretien officiel qu'elle a eu avec le duc de Cadore. — Documents saisis par les Espagnols sur un courrier français et publiés par les journaux espagnols. — Sensation que cette publication produit en Espagne. — Le roi paraît disposé à prendre le parti que lui conseille l'auteur, mais bientôt retombe dans l'irrésolution. — Reddition de Badajoz. — L'expédition de Portugal définitivement manquée, et retraite du maréchal Masséna. — Échec essuyé par le maréchal Victor. — Mésintelligence entre les chefs de l'armée française. — Fermentation à Madrid par suite de la cherté du pain. — Altercation au sein du conseil des ministres. — Le roi, déterminé à quitter l'Espagne, fixe son départ au 1er avril 1811. — La nouvelle de la naissance du roi de Rome, parvenue à Madrid le 29 mars, fait suspendre l'exécution de ce projet. — Le roi part enfin le 23 avril pour la France. — Réflexions sur la position politique de Joseph. — Entrevue des deux frères. — Concessions que l'empereur promet de faire au roi. — Napoléon part pour Cherbourg, le roi pour Morfontaine. — Impressions que l'aspect de Paris produit sur l'auteur. — Réponse de l'empereur à une députation de négociants français. — Réponse peu satisfaisante de Napoléon aux réclamations de son frère. — Baptême du roi de Rome. — Accueil peu gracieux que l'empereur fait à l'auteur. — Après avoir eu, le 12 juin, un dernier entretien avec son frère, Joseph repart le 16 pour l'Espagne; l'auteur se détermine à l'y suivre. — Le roi rentre en Espagne le 27 juin et arrive à Madrid le 15 juillet.

Ainsi se termina l'année 1810 qui s'était ouverte si brillamment par la conquête de l'Andalousie dont il ne

nous restait presque plus que le souvenir, tous les avantages qu'elle avait produits étant dissipés ou passés dans d'autres mains; et l'année qui allait commencer ne se présentait pas sous de plus heureux auspices. La position de notre armée en Portugal paraissait devenir de jour en jour plus critique. Le général Kellermann avait adressé au roi à la fin de décembre la copie d'une lettre écrite de Ciudad-Rodrigo le 6 de ce mois par le général Drouet, comte d'Erlon. Il mandait que le corps d'armée sous ses ordres [1], parti d'Almeida vers la moitié de novembre, s'était avancé en Portugal par la route de Belmonte et de Castelfranco et avait poussé des partis jusqu'à Os Cardenos ; que là, ayant appris que le pont jeté à Punhete par le maréchal Masséna sur le Zezere avait été emporté, et n'ayant pu se procurer aucune nouvelle de la position de l'armée française, il s'était déterminé à revenir sur ses pas. Il avait donc ramené en Espagne son monde, fatigué et affaibli par une marche de vingt jours dans un pays difficile, sans avoir combattu ni même vu aucun ennemi. Ainsi, tout espoir de renforcer l'armée française en Portugal s'était évanoui. On n'entendait plus parler d'elle directement, et les bruits qui circulaient sur son compte, répandus par nos ennemis, devenaient de plus en plus alarmants, malgré les efforts du *Moniteur* [2] qui, en donnant quelques extraits des rapports officiels insérés dans les journaux anglais, cherchait à faire

[1] Ce corps faisait partie de l'armée du midi, commandée par le maréchal duc de Dalmatie.

[2] *Voy.* le *Moniteur* du 4 décembre 1810.

prendre le change sur la véritable situation des affaires et à en dissimuler les dangers.

La prise de la ville de Tortose qui se rendit le 2 janvier 1811 à l'armée commandée par le général Suchet vint faire pour un moment quelque diversion aux inquiétudes que les fâcheuses nouvelles de l'expédition de Portugal avaient répandues parmi nous. Ce succès, qui présageait la chute prochaine de Tarragone, de Murviedro et, par suite, celle de la ville de Valence et l'occupation d'une des plus riches provinces de l'Espagne, détermina le roi à faire partir pour Paris M. de Clermont-Tonnerre, son aide de camp, qui venait d'avoir part, comme ses collègues, à une distribution de papiers d'État créés depuis peu pour l'acquittement des dettes du trésor public[1], et sur le dévouement de qui il avait droit de compter. Dans une lettre adressée à l'empereur et dont M. de Clermont-Tonnerre fut

[1] Ces papiers, connus sous le nom de *libramientos*, étaient reçus en payement des domaines nationaux consistant principalement en biens du clergé ou des communes qui avaient été mis en vente. Ils servaient également à payer les employés de leurs traitements arriérés et à solder diverses créances sur l'État. Le roi, en ayant reçu une forte somme à compte de sa liste civile, en distribua la plus grande partie aux personnes qui le servaient, ministres, conseillers d'État, officiers de sa maison, et même quelques généraux français qu'il n'avait pas d'autre moyen de récompenser ou de payer de leurs traitements. Ces *libramientos* se vendaient sur la place à 50 ou 60 p. 100 de perte. J'eus part à cette distribution; mais comme je croyais devoir employer la somme qui m'échut en partage à des acquisitions de domaines nationaux, et que ces derniers furent confisqués après le retour du roi Ferdinand, cette fortune passagère s'évanouit promptement. Ceux qui vendirent ces effets, même avec perte, furent plus heureux : du moins tout ne fondit pas dans leurs mains.

chargé, le roi demandait qu'on lui traçât la conduite qu'il aurait à tenir à l'égard de cette nouvelle conquête. Déjà l'archevêque et les principaux habitants de Valence avaient fait quelques démarches auprès du roi et manifesté le désir de traiter directement avec lui, pour soustraire cette ville florissante aux malheurs d'un siége. Le roi pouvait-il accueillir ces démarches? Pouvait-il, comme on semblait l'y inviter, se rendre à Valence, recevoir la soumission de la ville et y établir momentanément sa résidence royale? Telles étaient les questions auxquelles M. de Clermont-Tonnerre devait chercher à obtenir une réponse. Il accepta avec empressement la commission; mais, soit qu'il eût rencontré des difficultés qu'il ne put écarter, soit qu'il eût saisi cette occasion pour s'éloigner de l'Espagne, après quelques lettres insignifiantes, il cessa de correspondre avec nous. Bientôt même il quitta le service du roi, pour solliciter, — je crois sans succès, — une place dans la garde hollandaise qui, depuis la réunion de la Hollande, devait faire partie de la garde impériale. Ainsi, ce quatrième négociateur n'avança pas plus nos affaires que les trois premiers. Il eut seulement l'esprit de deviner notre décadence et l'habileté de quitter assez à l'avance le parti qu'il avait embrassé, pour se faire pardonner, disait-on, le zèle avec lequel il l'avait servi pendant sa prospérité.

Cependant, peu de temps après le départ de M. de Clermont-Tonnerre, le roi, privé depuis si longtemps des informations qu'il espérait obtenir de Paris, en reçut une fort importante qui devait avoir une grande influence sur sa destinée, et, à mon avis du moins, au-

rait dû faire cesser toutes ses incertitudes et fixer enfin ses résolutions.

La reine, en lui renvoyant un courrier qui, depuis huit mois, était resté à Paris et qu'elle y avait retenu tant qu'une occasion assez grave pour le faire partir ne s'était pas présentée, lui écrivait une lettre qu'il reçut le 5 février et qui contenait les détails suivants : « La reine avait tenté plusieurs fois, mais inutilement, d'entretenir l'empereur de la situation du roi. Toujours repoussée, elle n'en avait obtenu aucune réponse, si ce n'est quelques paroles dictées par l'humeur. Même refus pour l'insinuation qu'elle avait essayé de faire pour Naples où le roi avait montré le désir de retourner. L'empereur a rejeté bien loin cette proposition. « Je suis content de Murat, — avait-il dit à la » reine; — il est plus aimé à Naples que ne l'était » mon frère. » — Mais enfin, après toutes ces inutiles démarches, elle avait reçu, le 15 janvier, un billet du duc de Cadore qui lui demandait une audience. Dans le long entretien qu'elle eut avec lui, le ministre déclara qu'il était chargé par l'empereur de dire à la reine « que Sa Majesté Impériale avait appris avec » beaucoup de peine que le roi eût envoyé son neveu » en France pour traiter de l'acquisition d'une terre » dans laquelle le roi paraissait avoir le désir de se re- » tirer. Il ne se rappelait donc pas que les membres » de la famille impériale ne pouvaient faire aucune » acquisition en France, sans le consentement formel » de l'empereur. Que, d'ailleurs, il ne lui était pas » permis, ni comme roi d'Espagne ni comme com- » mandant de l'armée du centre, de quitter son poste,

» sans en avoir obtenu l'autorisation de Sa Majesté
» Impériale. Enfin, il était fâché d'être obligé de dé-
» clarer que, dans le cas où le roi se serait déterminé
» à une démarche aussi hasardée, il eût été arrêté à
» Bayonne. L'empereur entendait donc que le roi fût
» entièrement dans son système politique; il exigeait
» une obéissance aveugle, et était résolu à sacrifier à
» sa politique toute autre considération, toute affection,
» de quelque nature qu'elle fût. Il ne devait plus être
» question de la constitution de Bayonne, et Sa Majesté
» Impériale pouvait disposer de l'Espagne à son gré et
» selon ce que demandait l'intérêt seul de l'empire. Du
» reste, si ces conditions paraissaient intolérables au
» roi, s'il était réellement déterminé à quitter le trône,
» l'empereur ne voyait aucun inconvénient à ce que
» son frère vînt s'établir à Morfontaine; mais il fallait
» que les choses se passassent en règle. Dans ce cas,
» le roi devait faire sa déclaration à l'ambassadeur de
» France à Madrid, traiter avec lui de manière que
» cette résolution n'entraînât aucune conséquence fâ-
» cheuse pour la sûreté et la tranquillité du pays et,
» surtout, ne donnât lieu à aucun esclandre. »

Telles étaient les expressions de la lettre de la reine que je regarde comme un document officiel, et que, par cette raison, j'ai cru pouvoir rapporter ici, sans manquer au respect dû à la communication confidentielle qui m'en a été faite. A l'appui de cette lettre, un article du *Moniteur* du 18 janvier précédent, qui nous fut apporté par le même courrier, jetait un nouveau jour sur les projets de l'empereur. On y lisait, sous la date d'Aragon, ces lignes significatives: « Le général

» Suchet annonce que les dispositions des esprits
» changent tous les jours, que l'influence anglaise
» s'éteint, que la fièvre est passée, et que les peuples
» de cette province, ainsi que ceux des arrondissements
» du centre, du midi et du nord demandent à grands
» cris leur réunion à l'empire. » — A la vérité, le *Moniteur* du lendemain, 19 janvier, démentait une partie de cet étrange article et prévenait qu'on ne devait entendre la demande de la réunion à l'empire que des peuples de l'Aragon; mais le coup n'en était pas moins porté. Ces insinuations avaient jeté l'alarme dans Madrid, et un journal espagnol, imprimé à Badajoz, sous le titre de *Memorial militar y politico del exercito de la isquierda* [1], publia dans ses numéros des 25 et 28 décembre 1810 et 1er janvier 1811, des papiers saisis sur un courrier français et portés au marquis de La Romana, commandant l'armée de gauche. Ces papiers consistaient en une lettre de M. d'Asanza, duc de Santa-Fé, écrite de Paris sous la date du 10 octobre 1810 à M. d'Urquijo, et dans laquelle il dévoilait sans aucun ménagement les projets de l'empereur à l'égard de l'Espagne, tels que M. de Talleyrand les lui avait exposés dans une conférence que le duc de Santa-Fé avait eue avec lui d'après les ordres de l'empereur. A cette lettre étaient joints plusieurs autres documents, également interceptés, parmi lesquels se trouvait une note du duc de Cadore, adressée au duc de Santa-Fé, le 1er octobre 1810, et qui demandait positivement l'abdication du roi. Cette pièce était accompagnée

[1] *Mémorial militaire et politique de l'armée de la gauche.*

d'un projet de notification que le roi devait envoyer à son conseil d'État, pour annoncer sa résolution d'abdiquer, et même d'un avis de ce conseil en réponse à cette communication que le roi était censé lui avoir faite. Le style de ces divers documents, la forme étrange sous laquelle ils étaient rédigés semblaient prouver que, si tout n'était pas de pure invention, les originaux avaient été altérés grossièrement. Le duc de Santa-Fé désavouait à Madrid la lettre confidentielle qu'on lui attribuait. Mais cependant il s'y trouvait tant de faits d'accord avec ce que nous connaissions officiellement, qu'il était impossible que ces papiers, dont la substance avait évidemment été fabriquée à Paris et que les ennemis du roi avaient grand soin de faire circuler en Espagne, n'y produisissent une grande sensation, et que, dans l'impossibilité de démêler le vrai d'avec le faux, les esprits n'en fussent fortement émus. En effet, toute la population semblait être dans l'attente d'un inévitable changement et s'y préparait, les uns avec satisfaction, les autres avec résignation, suivant les divers intérêts mis en jeu et selon les espérances ou les craintes que ces changements pouvaient faire naître. Déjà on parlait d'ériger Madrid en quatrième ou cinquième ville du grand empire, et l'ambassadeur de France faisait briller aux yeux des Espagnols les places de sénateurs, de conseillers d'État, de préfets, auxquelles l'empereur, à l'exemple de ce qu'il avait fait pour la Hollande et la basse Allemagne, réunies depuis peu à la France, ne manquerait pas d'appeler les hommes les plus distingués de l'Espagne.

Que devait faire le roi dans une situation sur laquelle

le concours de tant de faits et de tant de renseignements venus de toutes parts ne pouvait plus laisser la moindre incertitude? Profiter, sans hésiter, de l'ouverture qui lui était faite dans la lettre de la reine, remettre à l'ambassadeur de l'empereur une déclaration noblement rédigée et parfaitement explicite, renoncer pour jamais à une couronne qu'aux conditions qui lui étaient imposées il ne pouvait plus porter avec dignité, déposer enfin un vain titre de roi et chercher en France une retraite honorable.

J'avais une trop belle occasion de revenir sur mes précédentes instances, pour ne pas les renouveler, et pour ne pas presser le roi d'adopter le parti que je lui avais déjà tant de fois proposé de prendre. Je le fis avec tout le zèle de la conviction et de l'amitié et avec tout l'avantage que me donnait une conjoncture si favorable à mon ancienne opinion. Dans le premier moment, le roi me parut disposé à s'y rendre. Il fit venir M. de Laforêt et eut avec lui une longue conférence, mais elle ne produisit pas un résultat aussi décisif que je l'eusse désiré. L'ambassadeur fit entendre qu'au fond l'empereur souhaitait que son frère restât en Espagne, et que lui, comme ambassadeur, était de cet avis; qu'il pensait que le roi devait s'abandonner entièrement à l'empereur et ne mettre aucune restriction à sa soumission; qu'il s'en trouverait bien, et que Sa Majesté Impériale, alors satisfaite, se relâcherait de la rigueur des conditions qu'elle avait imposées. A la suite de cette première conférence qui n'aboutit à rien, le roi rédigea la note qu'il se proposait de remettre à l'ambassadeur et me la montra. Elle était généralement bien, mais je

trouvai qu'elle ne laissait pas voir assez clairement que le parti auquel il inclinait et qu'il préférait à tout, était celui de la retraite. J'aurais voulu qu'il s'expliquât plus fermement sur ce point, et j'en fis l'observation, mais sans succès. Je vis clairement que ce titre de roi était encore une séduction puissante à laquelle Joseph n'avait pas échappé, et j'admirai tout ce que, apparemment, il y a d'enivrant dans le pouvoir suprême, puisque son image seule peut l'emporter sur tant de dégoûts et de chagrins.

Néanmoins l'ambassadeur ne se montra pas satisfait de la rédaction de cette note et proposa divers changements ayant principalement pour but de faire prononcer plus directement l'intention du roi de se conformer à tout ce que l'empereur pourrait exiger. Le roi, de son côté, se refusa à admettre une partie de ces changements; mais enfin, après plusieurs jours d'hésitation et de conférences, la note fut remise à l'ambassadeur, et comme, en substance, le roi s'y référait à la décision de l'empereur, il fallait attendre cette décision qui, comme il était aisé de le prévoir, ne vint pas.

Ainsi s'écoulèrent en vains pourparlers les premiers mois de l'année 1811. Cependant les opérations militaires, auxquelles l'armée du centre ne prenait aucune part et dont pourtant notre sort dépendait, continuaient autour de nous avec des succès divers, mais en général plus désavantageux que favorables. Un corps détaché de l'armée du midi, commandé par le maréchal Soult en personne, faisait le siége de Badajoz, et, après avoir eu sous les murs de cette ville une

affaire très-brillante[1] dans laquelle les Espagnols perdirent 7 à 8,000 hommes, serra de près la place qui, ayant perdu tout espoir d'être secourue, se rendit par capitulation. Mais cette conquête si importante, qui aurait dû précéder le commencement des opérations en Portugal, afin de donner au corps qui assiégeait Badajoz la faculté de s'avancer, lorsque la place serait tombée, dans l'Estramadure portugaise, et de seconder le maréchal Masséna, n'eut aucun résultat en faveur de l'expédition. Une lettre du maréchal Bessières[2] que le roi reçut vers la fin de mars, nous apprit que le maréchal Masséna, ignorant la prise de Badajoz[3] et n'ayant plus aucun moyen de faire subsister son armée dans les positions qu'il occupait, s'était déterminé à se retirer sur Coïmbre[4]. L'expédition était donc manquée définitivement, et les Anglais restaient maîtres du Portugal. Mais tandis que le maréchal Soult prenait Badajoz, un corps considérable d'Anglais et d'Espagnols sortis de Cadix attaquait, dans les premiers jours de mars, le maréchal Victor dans ses positions à Chiclana, et après un combat sanglant qui dura plus de quatre heures, les Français, obligés de céder le champ de bataille, rentrèrent dans leurs lignes, ayant essuyé une perte considérable en hommes et en offi-

[1] Bataille de la Gebora, le 19 février 1811.

[2] Il avait pris, depuis peu de temps, le commandement de l'armée du nord de l'Espagne.

[3] Cette ville s'était rendue le 10 mars, et l'armée de Portugal avait commencé sa retraite dans la nuit du 5 au 6.

[4] Il ne s'y arrêta pas, et continuant sa route à travers mille difficultés, il ramena en Espagne son armée réduite à 30,000 hommes et ayant perdu presque toute sa cavalerie et son artillerie.

ciers distingués, au nombre desquels était le général Ruffin. On estimait la force des ennemis à 20,000 hommes auxquels le maréchal Victor n'avait à en opposer que 7 à 8,000. Le duc de Dalmatie se vit donc obligé de quitter brusquement l'Estramadure, pour aller au secours du maréchal Victor, laissant une forte garnison dans Badajoz, et un faible corps, aux ordres du maréchal Mortier, pour couvrir cette conquête et la frontière du Portugal que les Anglais pouvaient franchir d'un moment à l'autre. Tels furent les détails que rapporta au roi le colonel Despres en revenant de Badajoz.

Aux malheurs de la guerre se joignaient encore ceux qui provenaient de la mésintelligence que des revers auxquels nous n'étions pas encore habitués firent naître entre les chefs de nos armées. Le maréchal Masséna avait rencontré dans le courage bouillant et le caractère impétueux du maréchal Ney une opposition constante à ses plans et à la conduite de la campagne. Enfin cette mésintelligence amena une séparation complète; le duc d'Elchingen arriva en Espagne avant le corps de l'armée et était déjà à Salamanque, lorsque le maréchal Masséna se trouvait encore en Portugal. Le général Junot, que l'empereur avait absolument voulu renvoyer dans ce pays, avait aussi beaucoup nui au succès de l'expédition. La présence de ce général, dont le nom était odieux aux Portugais par le souvenir qu'ils conservaient de ses excès dans la première expédition, n'avait pas peu contribué à aliéner totalement les habitants, et à augmenter le nombre de nos ennemis dans l'intérieur du pays.

D'un autre côté, la cherté des grains, présage de la famine qui se fit sentir quelques mois plus tard, avait excité dans le peuple de Madrid des clameurs menaçantes, et comme l'augmentation du prix du pain avait été affichée le jour même de la fête du roi (19 mars), cette coïncidence donna lieu à une foule de propos outrageants que la malveillance se plaisait à propager. L'état de la ville parut assez alarmant pour déterminer le roi à réunir un conseil extraordinaire de ministres auquel je fus appelé. Ce conseil fut orageux : une altercation très-vive s'engagea entre le ministre de la police et celui de l'intérieur, l'un et l'autre cherchant à s'imputer mutuellement le tort des circonstances ; et certes ils en étaient tous deux fort innocents : de plus habiles qu'eux n'auraient pas fait mieux. Le roi perdit également patience, et je vis le moment où il allait renvoyer le conseil et les ministres très-mécontents. Heureusement cette fermentation s'apaisa. On remit le prix du pain sur l'ancien pied, en indemnisant les boulangers de Madrid des pertes que cette mesure devait leur occasionner, et le calme se rétablit dans la ville ; mais la triste scène dont j'avais été témoin dans le conseil me faisait voir quel était l'état des esprits. La défiance, l'aigreur, le ressentiment éclataient de toutes parts, dans le sein même de l'administration, et ces funestes symptômes annonçaient la dissolution prochaine d'un gouvernement que le manque absolu de ressources financières et l'inflexibilité de l'empereur précipitaient vers sa ruine.

En effet, dans le moment où ces tristes réflexions nous tourmentaient, nous recevions le *Moniteur* du

26 février 1811, remarquable par les notes que l'empereur y avait fait insérer sur le discours du roi d'Angleterre à l'ouverture du parlement. L'esprit dans lequel ces notes extraordinaires étaient rédigées ne laissait plus de doute sur les intentions de Napoléon à l'égard de l'Espagne, sur le sort qu'il destinait à un pays qu'il regardait comme sa conquête, et qu'il était décidé à traiter sur ce pied. C'était une réponse publique et précise à la note que le roi avait remise à M. de Laforêt : il n'en avait pas d'autre à espérer.

Pressé de tous côtés, environné de difficultés qui s'accroissaient incessamment, menacé ou par des mouvements populaires que la disette pouvait, d'un instant à l'autre, faire éclater dans Madrid, ou par les partis de guerillas qui parfois se montraient jusque dans les environs de la capitale; ayant épuisé toutes ses ressources, le roi songea enfin sérieusement à quitter l'Espagne et fixa son départ au 1er avril. Mais il tint son dessein secret, dans la crainte que, s'il se divulguait, l'empereur ne mît obstacle à son exécution[1]. Tout se préparait donc dans le silence, lorsqu'un incident nouveau vint arrêter ces dispositions.

Un courrier dépêché par le prince de Neuchâtel arriva à Madrid le 29 mars au soir et apporta la nouvelle de la naissance du roi de Rome. Quelques jours après, le 8 avril, le général Defrance vint solennellement communiquer ce grand événement à la cour d'Espagne et remettre au roi une lettre de l'empereur. Générale-

[1] On a vu plus haut dans la lettre de la reine, que le duc de Cadore avait déclaré que l'empereur eût fait arrêter son frère à Bayonne, s'il s'était mis en voyage sans son autorisation.

ment affectueuse, elle entrait dans quelques détails sur l'accouchement de l'impératrice. L'enfant s'était mal présenté, et l'on avait eu, pendant quelques instants, des inquiétudes sérieuses sur sa vie et sur celle de la mère. Enfin cette lettre était plus d'un frère à un frère que d'un souverain à un autre, et se terminait par ces mots : « Le général Defrance qui vous porte » cette lettre vous en remettra une autre par laquelle » je vous prie d'être l'un des parrains de votre neveu. » — Ce retour aux sentiments d'amitié fraternelle fit grand plaisir au roi, et lui rendit quelque confiance. Malheureusement rien d'essentiel n'accompagnait ces communications amicales, et notre situation politique restait la même.

Je n'entre pas ici dans le détail des fêtes qui célébrèrent à Madrid la naissance d'un enfant auquel tant de destinées devaient se rattacher dans l'avenir, et dont l'existence semblait mettre le comble à la fortune de l'empereur. Le peuple de Madrid prit peu de part à ces fêtes; cependant il ne resta pas indifférent à l'événement qui les occasionnait. Naturellement superstitieux, il crut y voir une faveur marquée du Ciel, un décret de la Providence, et se résignait à subir le joug d'un homme qu'elle paraissait protéger si visiblement.

Mais bientôt la satisfaction momentanée que cet incident avait causée se dissipa, et la triste réalité reprit son empire. A peine le général Defrance s'était mis en route pour retourner à Paris, que le roi résolut de le suivre de si près que l'empereur ne pût être instruit de ce projet de départ assez à temps pour s'opposer à son exécution. Le roi rassembla, le 20 avril, ses mi-

nistres et leur déclara son intention de partir incessamment, pour se rendre à Paris où il devait avoir une conférence avec l'empereur. Il annonça en même temps que son absence ne serait que de courte durée, et qu'il comptait être de retour au plus tard dans deux mois. Comme chacun sentait la nécessité de cette résolution, il n'y eut aucune objection. Le roi désigna les personnes qui devaient l'accompagner[1], et le départ fut fixé au 23 avril.

En quittant Madrid pour suivre le roi dans ce voyage, je comptais ne plus y revenir. Cependant je ne pouvais me former aucune idée précise de ce que nous allions faire à Paris ni de ce que nous allions devenir. Je n'avais pas, comme les autres, la ressource de me faire illusion, et de croire que l'entrevue entre les deux frères fût convenue d'avance. Rien n'était donc plus incertain pour moi que la manière dont nous serions accueillis en France, et je n'étais pas même sûr qu'on nous y laissât entrer. Nous touchions, dans mon opinion, à un triste dénoûment; mais comme les causes en remontaient loin, je m'arrêterai un moment pour les considérer ici.

Sans doute il y avait eu dans les affaires d'Espagne des difficultés qu'aucune prévoyance humaine, aucune habileté politique n'auraient pu vaincre. Mais il faut convenir en même temps qu'une grande partie des malheurs que le roi et ceux qui s'étaient attachés à sa fortune avaient éprouvés, était due à un vice général de

[1] MM. O'Farill, ministre de la guerre, d'Urquijo, secrétaire d'État, et de Campo-Alanje, ministre des relations extérieures, étaient du nombre.

système. D'après les desseins de l'empereur et la répugnance invincible que la nation leur opposait, il était impossible d'être roi constitutionnel en Espagne, de conserver l'intégrité du territoire de cette ancienne monarchie, d'y régner, en un mot, au moins avec l'indépendance administrative, si l'on ne pouvait y régner avec l'indépendance politique. La force seule pouvait nous y faire maintenir; et cette force était entre les mains de l'empereur. Il fallait donc ou ne pas rentrer à Madrid après la conquête de cette capitale en décembre 1808, ou se résoudre à n'y être que l'instrument d'un pouvoir militaire. Joseph n'avait pris aucun des deux partis. Il voulait toujours se supposer roi et en exercer les fonctions dans toute leur étendue, créer un gouvernement et un ministère nationaux, établir une forte ligne de démarcation entre les Français et les Espagnols. Mais il n'avait pas calculé que, puisque par ces moyens il ne gagnait pas l'opinion de la nation espagnole, il ne lui restait rien à opposer à l'empereur à qui cette marche ne pouvait convenir; qu'il se consumerait en vains efforts pour se faire un parti populaire, et que, au lieu de trouver dans le pouvoir de l'empereur un point d'appui contre la mauvaise volonté de la nation, il armerait au contraire ce même pouvoir contre les prétentions qu'il manifestait, et au succès desquelles, à l'exception de quelques personnes engagées par leurs antécédents, aucun Espagnol ne s'intéressait sincèrement. C'est ce qui ne manqua pas d'arriver : autorité civile et militaire, administration, finances, tout fut successivement envahi par les généraux et les agents de l'empereur. Isolé au

milieu de ses États, avec un titre qui n'était qu'une charge accablante, le roi avait, au fond, cessé d'exister comme monarque, et à peine conservait-il, comme général, quelque autorité sur une faible portion de l'armée française. Enfin, réduit par l'épuisement des finances aux plus fâcheuses extrémités, il avait sérieusement songé à quitter, et nous partions. Mais quoiqu'il eût dû prévoir depuis longtemps la nécessité de cette détermination, il partait sans condition, sans garantie pour l'avenir, parce que, ne s'étant pas prononcé clairement comme l'empereur l'exigeait, afin de se ménager la possibilité de rester, ce parti moyen auquel il s'était arrêté avait servi de prétexte pour ne pas lui répondre.

Nous allions donc à Paris, nous remettant au hasard pour le succès de cette démarche, et tout à fait dans l'ignorance de l'accueil qu'on nous y ferait. Quant à moi, en partant je désirais au fond de mon cœur que cet accueil fût tel qu'il achevât de dissiper tout ce prestige de grandeur qui ne me paraissait pas encore entièrement détruit dans l'esprit du roi, et qu'enfin il le déterminât à aller chercher dans la retraite des jours plus heureux que ceux qu'il avait passés sur les trônes orageux auxquels il avait été appelé. C'était le vœu sincère que je formais et pour sa gloire et pour mon repos. Il ne fut pas exaucé.

Nous partîmes de Madrid le 23 avril 1811. Le roi reçut dans les villes d'Espagne qu'il traversa les hommages des autorités, et annonça partout qu'il se rendait à Paris pour avoir une conférence avec l'empereur son frère, mais qu'il serait promptement de retour

dans ses États. Il protesta ouvertement qu'il était resté étranger à tout projet de démembrement de la monarchie, et que, dans aucun cas, il ne donnerait son consentement à des traités qui pourraient porter la moindre atteinte à l'intégrité du territoire espagnol. Du reste, il ne s'arrêta dans aucune ville et pressa sa marche autant que lui permettait la nécessité de voyager avec une nombreuse escorte qui ne pouvait faire que de courtes journées.

Nous entrâmes en France le 10 mai et ne fîmes que traverser Bayonne pour aller coucher le même jour à Dax. Dans cette journée, nous rencontrâmes un courrier, porteur d'une lettre du prince de Neuchâtel qui, au nom de l'empereur, invitait le roi à ne pas quitter l'Espagne. Mais nous avions déjà franchi la frontière et il était trop tard pour reculer. Le roi continua son voyage et nous arrivâmes le 15 mai au soir à Paris et descendîmes au Luxembourg.

Les deux frères se virent à Rambouillet. Il fut convenu entre eux que le prochain baptême du roi de Rome servirait de prétexte au voyage du roi d'Espagne qui serait censé n'être venu en France que pour assister à cette cérémonie. On arrêta de plus que Joseph paraîtrait en qualité de prince français et grand-électeur, revêtu du costume blanc, brodé en or, attribué aux seuls membres de la famille impériale appelés à l'hérédité du trône. Dans cette première entrevue il fut peu question du véritable motif du voyage. Le roi ne reçut sur ce sujet que des promesses vagues, et plusieurs entrevues subséquentes n'amenèrent pas des résultats plus positifs. Enfin

l'empereur, qui se préparait à partir pour Cherbourg, promit d'envoyer de Caen des ordres pour faire rendre au roi le commandement général des armées en Espagne, et d'assurer un subside mensuel, destiné à lui donner les moyens de soutenir son gouvernement et à payer une partie de l'entretien de ses troupes[1]. Du reste, il laissait le roi maître de retourner en Espagne, si ces conditions le satisfaisaient, ou de rester en France, si elles ne lui convenaient pas entièrement. Le lendemain de cette dernière entrevue qui eut lieu à Rambouillet, l'empereur se mit en route, et nous allâmes attendre à Morfontaine l'exécution de ses promesses.

Je revoyais Paris après une absence de près de six années. Mais en y revenant, j'étais loin d'éprouver sans mélange le plaisir que l'on goûte à se retrouver dans sa patrie. Mon âme était oppressée par les plus tristes pressentiments. Le passé, le présent, l'avenir pesaient également sur ma pensée. Par ma position personnelle, je me voyais étranger au milieu de mes compatriotes, attaché à un roi d'Espagne, sans être Espagnol et ne voulant jamais l'être, et privé néanmoins de mes anciens droits de citoyen : position d'autant plus triste pour moi et pour tous les autres Français qui se trouvaient dans le même cas, que l'empereur sembla prendre plaisir à nous en faire sentir toute la rigueur, en ne nous accordant à sa cour ni les honneurs de nos anciennes fonctions comme Fran-

[1] Le roi avait une garde assez nombreuse, composée de quelques régiments espagnols, d'officiers et de soldats français qui, du consentement de l'empereur, étaient passés à son service.

çais ni ceux qui auraient dû être attachés aux places que nous occupions près de son frère. Je me serais aisément consolé de la perte de ces vaines prérogatives, si la conduite de l'empereur à notre égard n'avait été la conséquence d'un système qui menaçait mon existence, et me faisait perdre tout le fruit de mes services passés, sans m'offrir aucun dédommagement d'un si grand sacrifice.

Livré à ces accablantes réflexions, j'errais dans les rues de Paris, sans pouvoir m'en distraire, malgré tout ce que mes courses offraient de nouveau à ma curiosité. Combien Paris s'était embelli depuis mon départ pour Naples en janvier 1806 ! Des quais magnifiques, des places surchargées des trophées de nos conquêtes, des ponts élégants, nommés par la victoire, des colonnes, des statues monumentales s'étaient élevées ; des fontaines nouvelles jaillissaient de toutes parts, et quoiqu'un goût pur n'eût pas toujours présidé à ces rapides constructions, leur utilité les justifiait généralement, en même temps que leur éclat et leur nombre étonnaient les yeux et la pensée. Le Louvre qu'une longue suite de rois avait laissé imparfait était presque achevé ; une seconde galerie sortait de terre pour joindre cet antique palais à celui des Tuileries. De vastes musées rassemblaient ce que Rome antique et moderne, ce que l'Italie et les Flandres avaient produit de chefs-d'œuvre. Partout le marbre et le bronze parlaient de l'homme qui avait créé tant de choses en si peu de temps, et qui savait ajouter à la gloire de la nation par les arts de la paix autant que par la guerre.

Cet homme extraordinaire semblait alors avoir atteint le faîte de la grandeur humaine. La fortune venait de mettre le comble à ses faveurs, en lui donnant un fils. La foule des ambassadeurs, des princes, des souverains même qui se trouvaient à Paris, se confondant avec les courtisans, se pressaient dans les antichambres de l'empereur et autour du berceau de son fils. Tout ce que le langage de l'admiration, la flatterie recherchée pouvaient inventer, avait été épuisé dans les discours, dans les harangues, dans les poëmes, dans les mandements des évêques qui remplissaient les colonnes patientes des journaux. Enfin, l'Europe, à l'exception de l'Angleterre et de la presqu'île de Léon, était aux pieds de Napoléon; et cependant, au-dessus de cette pompe, de cet appareil imposant de puissance et de force, des nuages s'amoncelaient et commençaient à les obscurcir. Des différends sérieux s'élevaient entre Napoléon et Alexandre, et ébranlaient l'union qui s'était formée entre eux à Tilsit et à Erfurt. Le commerce, anéanti par les décrets de Berlin et de Milan sur le blocus continental, languissant de toutes parts, élevait des réclamations, et comme elles n'étaient point écoutées, le mécontentement s'exhalait en murmures et en placards injurieux. L'inflexibilité de l'empereur bravait cette défaveur populaire et repoussait toutes ces plaintes; mais cependant il était obligé de chercher à se justifier. On le forçait à s'expliquer, et déjà il reversait une partie des malheurs du commerce sur la conduite de l'empereur de Russie. Rien n'est plus remarquable, sous ce double point de vue, que la réponse que, pendant mon séjour à Paris,

il fit à une députation de négociants auxquels il avait accordé une audience. La voici :

« Les décrets de Berlin et de Milan sont des lois » fondamentales de mon empire. Pour la navigation » neutre, je regarde le pavillon comme une extension » de territoire ; la puissance qui le laisse violer ne » peut être considérée comme neutre.

» Le sort du commerce américain sera bientôt dé- » cidé ; je le favoriserai, si les États-Unis se confor- » ment à ces décrets ; dans le cas contraire, leurs bâ- » timents seront repoussés de mon empire.

» Les relations commerciales avec l'Angleterre doi- » vent cesser. Je vous le dis bien haut, messieurs : les » négociants qui ont des affaires à terminer, des fonds » à retirer doivent le faire le plus tôt possible. J'ai » donné dans le temps ce conseil aux Anversois : ils » s'en sont bien trouvés. Je veux la paix, mais non » une paix plâtrée ; je la veux de bonne foi et telle » qu'elle puisse m'offrir des garanties suffisantes, car » je ne perds de vue ni Amiens ni Saint-Domingue, » ni les pertes qu'a éprouvées le commerce par la der- » nière déclaration de guerre. Je n'aurais pas fait la » paix à Tilsit ; je serais allé à Wilna et plus loin, » sans la promesse de l'empereur de Russie de faire » conclure la paix entre la France et l'Angleterre. » Avant la réunion de la Hollande, j'ai fait de nouvelles » ouvertures de paix : le ministère anglais n'a pas » même voulu les écouter.

» Le continent restera fermé aux importations de » l'Angleterre. Je resterai armé de pied en cap, pour » faire exécuter mes décrets et pour résister aux ten-

» tatives des Anglais dans la Baltique. Il existe encore
» quelque fraude, mais elle sera entièrement anéantie.
» Je connais les escompteurs du commerce anglais.
» Ceux qui ne pensent qu'à esquiver les lois par suite
» d'opérations extravagantes, finissent par faire ban-
» queroute. Mais s'ils réussissent à se soustraire à mes
» douaniers, mon épée saura les atteindre tôt ou tard,
» dans trois, quatre, cinq ou six mois, et ils n'auront
» pas le droit de se plaindre.

» J'ai une oreille dans les salons des négociants; je
» sais qu'on blâme hautement mes mesures, qu'on dit
» que je suis mal conseillé. Je ne saurais leur en vou-
» loir de leurs opinions, parce qu'ils ne sont pas pla-
» cés pour voir et calculer comme moi. Cependant ceux
» qui sont arrivés dernièrement d'Angleterre, et qui
» ont vu l'effet que commence à y produire l'interrup-
» tion du commerce avec le continent ne peuvent se
» dispenser de dire : « Il est possible qu'il ait raison;
» il pourra peut-être venir à bout de ses desseins[1] »

» Dans mon empire, le commerce de l'intérieur ou
» des échanges s'élève au delà de quatre milliards.
» C'est sur cette base que doivent être combinées ses
» ressources et sa prospérité. Je sais que Bordeaux,
» Hambourg et les autres ports souffrent par l'inter-
» ruption du commerce maritime. Des règlements mu-
» nicipaux faits par l'empereur de Russie porteront

[1] L'effet des décrets de Berlin et de Milan eût été bien plus désastreux pour l'Angleterre, si l'empereur ne l'eût pas tempéré lui-même par les licences qu'il accordait : objet d'un commerce scandaleux qui a enrichi des courtisans, et, à ce que l'on assurait alors à Paris, grossi même le trésor privé de l'empereur.

» tort aux manufactures de Lyon. Ce sont des pertes
» individuelles. Je cherche à les soulager. Mais les ex-
» portations pour la Russie, qui n'excédaient pas
» 25 millions, conséquemment de 1 à 2 pour 100 sur
» la masse totale de la circulation, ne peuvent entra-
» ver ni changer la marche générale. La Russie a du
» papier-monnaie, l'Autriche de même; l'Angleterre
» en est encombrée. La France est le pays le plus riche
» du globe. Ses ressources territoriales sont immenses.
» Elle a beaucoup d'argent. D'après un relevé fait, il
» est entré en France au delà d'un milliard par des con-
» tributions de guerre. J'ai 200 millions dans mon
» trésor particulier aux Tuileries; je reçois 900 mil-
» lions d'impositions en écus, dont une très-faible por-
» tion seulement provient du commerce extérieur.

» On me dit que, par suite d'expériences récentes,
» la France sera dans le cas de se passer de sucre et
» d'indigo des Indes. J'encouragerai ces deux moyens
» d'industrie. La chimie a fait tant de progrès aujour-
» d'hui qu'il est possible qu'elle opère une révolution
» aussi extraordinaire dans les relations commerciales
» que celle qu'a occasionnée la découverte de la bous-
» sole. Je ne dis pas que je ne veux ni commerce ma-
» ritime ni colonies, mais il faudra y renoncer pour le
» moment, et jusqu'à ce que l'Angleterre revienne de
» sa politique à des principes plus raisonnables et plus
» justes, ou que je puisse lui dicter la paix. Si j'étais
» l'héritier du trône de Louis XV ou de Louis XVI, je
» serais forcé de demander à genoux la paix aux An-
» glais; mais j'ai succédé aux empereurs de France;
» j'ai réuni à mon empire les bouches des plus grandes

» rivières de l'Europe et l'Adriatique; rien ne pourra
» plus m'empêcher de faire construire une flotte de
» 200 vaisseaux de haut bord et de les armer. Je sais
» que les Anglais auront de meilleurs amiraux, et c'est
» un grand avantage. Mais à force de combattre nous
» apprendrons à vaincre. Nous perdrons une, deux,
» trois batailles, et nous gagnerons la quatrième, par
» la raison simple et naturelle que celui qui est le
» plus fort doit subjuguer le plus faible. Je n'avais pas
» cru aussi prochain l'encombrement des marchan-
» dises anglaises qu'on annonce sur les marchés de
» l'Amérique méridionale, mais j'avais bien calculé
» sur la nullité des retours. Les débouchés des denrées
» coloniales une fois fermés, les Anglais seront obligés
» de jeter dans la Tamise le sucre et l'indigo contre
» lesquels ils auront échangé les produits de leur in-
» dustrie. Ici comme en Angleterre, les manufacturiers
» ont fait des imprudences et des folies; ils n'ont pas
» su combiner les besoins de la consommation avec
» leurs fabrications. Le gouvernement anglais a été
» dans l'obligation de donner de grands secours; j'en
» ai également accordé à quelques-uns, et j'aurais pu
» faire beaucoup plus, mais je n'ai pas cru qu'il fût
» convenable, qu'il fût permis d'encourager des prin-
» cipes aussi mauvais que dangereux. Ce n'est pas
» le tout de fabriquer; il faut avoir et connaître les
» moyens de vendre et ne pas faire dix aunes d'étoffe,
» lorsqu'on n'a de débouchés que pour quatre. Il n'é-
» tait pas difficile de prévoir qu'après vingt ans de
» guerre et de malheurs, la consommation du continent
» devait beaucoup diminuer, et que bien des personnes

» qui se faisaient faire quatre habits par an ne pour-
» raient plus s'en donner qu'un ou deux.

» Le commerce est un état honorable, sous la pru-
» dence et l'économie. Il faut être sage, messieurs. Le
» négociant ne doit pas gagner la fortune comme on
» gagne une bataille ; il doit gagner peu et constam-
» ment. »

Quelques jours après l'audience où l'empereur prononça cette allocution, il partit pour Cherbourg. Cependant le roi était toujours à Morfontaine où, à l'exception de quelques courses à Paris, il demeura constamment. Je l'y avais suivi, et nous y attendions les ordres que l'empereur avait annoncés et qui devaient être envoyés de Caen. Au bout de dix jours d'attente, le prince de Neuchâtel arriva le 2 juin à Morfontaine et apporta au roi la réponse promise à ses réclamations. Je la vis. Elle était loin d'être telle qu'on s'était flatté de la trouver. Conçue en termes ambigus, elle se bornait à assigner au roi un subside de 500,000 francs par mois [1] et à annoncer que des ordres seraient donnés aux généraux commandant les troupes françaises en Espagne, pour reconnaître le roi comme général en chef. Mais on n'y joignait pas une copie de ces ordres, et cependant la manière dont ils seraient libellés était ce qu'il importait le plus de connaître. Il fallait que leur rédaction ne laissât aucun doute sur la volonté de l'empereur, ni aucun prétexte pour l'inter-

[1] Ce subside devait être d'un million par mois jusqu'au 1er janvier 1812 ; mais il n'y avait que 500,000 francs à la disposition du roi, les autres 500,000 francs étant destinés au payement des troupes françaises de l'armée du centre.

prêter ou l'éluder. Je pensais donc — et les ministres espagnols, à qui le roi communiqua la réponse apportée par le prince de Neuchâtel, furent du même avis, — que Joseph ne pouvait retourner en Espagne avec une si faible garantie, et qu'il fallait au moins attendre le retour de l'empereur, pour avoir avec lui une nouvelle explication. Il fallut donc se résigner à ce nouveau délai. L'empereur revint à Saint-Cloud le 4 juin et vit son frère le 5 ; mais rien de positif ne fut encore décidé. Le jour marqué pour le baptême du roi de Rome approchait, et tout fut remis jusqu'après les fêtes qui se préparaient.

Cette cérémonie eut lieu le 9 juin. Le matin de ce jour, il y eut audience diplomatique extraordinaire, réception et parade. Je me trouvai aux Tuileries avec les autres personnes attachées au service du roi, tant Espagnols que Français. L'empereur fit un accueil gracieux aux premiers et reçut fort mal les autres. J'eus, pour ma part, tout lieu de me repentir d'avoir vaincu la répugnance que j'éprouvais à me présenter aux Tuileries; mais il avait bien fallu faire comme les autres qui ne furent pas mieux traités que moi. Je me consolai néanmoins un peu de notre disgrâce, puisque cette réception me donnait l'occasion d'observer la cour de l'empereur dans un éclat nouveau pour moi. Jamais les Tuileries n'avaient vu déployer plus de pompe et de magnificence. Jamais un plus grand nombre de princes, d'ambassadeurs, d'étrangers du premier rang, de princes de l'Église, de ministres, de magistrats, de généraux, brillants d'or, de pourpre et de pierreries, chamarrés d'ordres et de cordons de

toutes les couleurs, n'avait offert plus d'hommages obséquieux ni mendié jadis à Versailles avec plus d'empressement la faveur d'un mot ou d'un regard. L'empereur, au milieu de tous, semblait seul libre et sans contrainte. D'un pas assuré il traversait ce flot de courtisans qui s'écartaient avec respect devant lui. D'un coup d'œil il transportait de joie ou foudroyait ceux qu'il approchait; et s'il daignait parler, l'heureux mortel à qui il s'adressait, la tête inclinée, l'oreille tendue, osait à peine respirer ou répondre. Tel était l'aspect des Tuileries en 1811. Je les revis deux ans après : tout était bien changé.

Au sortir de l'audience de l'empereur, on nous mena à celle de l'impératrice. Dans le salon où nous attendions qu'elle parût, je trouvai son oncle, le grand-duc Ferdinand, près de qui, treize ans auparavant, j'avais été ministre à Florence. Il ne me reconnut pas ou affecta de ne pas me reconnaître, et je ne fis aucun effort pour réveiller sa mémoire. J'admirai seulement en secret l'étrange vicissitude qui amenait et confondait dans le même lieu l'ancien souverain de la Toscane et l'ancien ministre accrédité près de lui, l'un et l'autre faisant leur cour à une petite-fille de Marie-Thérèse, mariée à l'ancien général de l'armée de la république française en Italie.

Pendant que je m'occupais de ce singulier rapprochement, l'impératrice entra. Je la voyais pour la première fois. Sans être belle, elle me parut agréable. Sa figure avait une expression noble, mais un peu dédaigneuse. Accompagné de la duchesse de Montebello, elle fit le tour de l'assemblée, parla avec grâce et

obligeance à beaucoup de personnes qu'elle se faisait nommer, et chacun eut à s'applaudir de l'accueil aimable qu'il reçut. On nous congédia ensuite, et nous nous retirâmes.

La cérémonie du baptême se fit dans l'après-midi. Je n'y assistai pas. Le roi n'eut avec lui aucune des personnes qu'il avait amenées de Madrid. Le comte de Jaucourt remplit près de lui les fonctions de premier chambellan, et mon ami Stanislas Girardin celles de premier écuyer. Je vis donc seulement passer le cortége sur les boulevards, et je m'aperçus bien que la présence de l'empereur et la vue de toutes ces magnificences ne faisaient plus sur le peuple la même impression qu'autrefois. Les acclamations étaient rares et sortaient principalement d'un groupe ambulant, évidemment salarié par la police, et qui suivait la marche des voitures. Beaucoup de spectateurs n'ôtaient pas leur chapeau, et, dans les masses, l'enthousiasme avait disparu.

Le roi eut avec l'empereur un dernier entretien le 12 juin. Je n'ai jamais été bien instruit de ce qui s'y passa. Je fus deux jours sans voir le roi, et je sus seulement que le trésor impérial faisait partir pour l'Espagne un mois d'avance du subside convenu, et que le maréchal Jourdan allait reprendre auprès du roi ses fonctions de major général : disposition sur laquelle Joseph avait particulièrement insisté. Du reste, j'appris le 14, comme toutes les autres personnes de la suite du roi, qu'il avait fixé au 16 son départ pour l'Espagne.

Pendant toute la journée du 14, je balançais si je

suivrais Joseph encore une fois, ou si je resterais en France. Il me semblait qu'ayant jusqu'ici blâmé son séjour en Espagne, il ne devait pas douter que je ne désapprouvasse encore davantage la résolution qu'il prenait d'y retourner, et je craignais que ce dissentiment d'opinions ne finît par altérer l'amitié qui nous attachait l'un à l'autre, en me faisant, à l'avenir, considérer par lui comme un censeur importun plutôt que comme un ami dévoué. D'un autre côté, ma famille était en Espagne ; j'y avais laissé femme, enfants, un frère, un gendre, presque tous les objets de mes affections. Comment les rappeler près de moi? quel dédommagement pouvais-je leur offrir des emplois, des places, de l'aisance dont ils avaient joui, et qu'ils devaient à la bienveillance du roi? qu'aurais-je pu tenter en leur faveur à Paris, seul, sans fortune et disgracié par l'empereur? Enfin, et cette considération était encore plus puissante sur mon esprit, comment quitter un prince à qui, depuis six ans, j'avais, en quelque sorte, consacré mon existence? Et plus je prévoyais qu'il allait au-devant de nouvelles peines et de nouveaux chagrins, plus je me croyais engagé par devoir et par affection à les partager. Mes doutes finirent donc par céder au penchant de mon cœur, et je me déterminai à partir.

Le 16 juin, de très-grand matin, au moment où j'allais monter en voiture, la reine me fit entrer chez elle. Elle me remercia avec la plus cordiale expression de la résolution que j'avais prise de ne pas quitter son mari. Elle me répéta plusieurs fois qu'il aurait vu avec la plus vive peine que je me fusse décidé à rester

à Paris, mais qu'il avait mis de la délicatesse à me laisser maître de choisir ce qui me conviendrait mieux, parce qu'il sentait lui-même qu'il pourrait bien ne se trouver jamais dans une position assez heureuse pour reconnaître cette nouvelle marque d'attachement. Cet entretien ne contribua pas peu à me remettre, et je partis dans une assez bonne disposition d'esprit.

Nous arrivâmes à Bayonne le 23 juin. Le roi s'y arrêta deux jours et s'établit au château impérial de Marac, situé à peu de distance de la ville. Il paraissait hésiter à entrer en Espagne. Pendant notre séjour à Bayonne, nous eûmes connaissance de la circulaire que le prince de Neufchâtel avait écrite aux généraux français commandant les armées dans la péninsule. Elle était loin de se trouver d'accord avec ce qu'on nous avait promis avant notre départ de Paris. Les ordres donnés par l'empereur prescrivaient seulement de rendre au roi pendant sa marche les honneurs dus à son rang, sans qu'il fût question du commandement suprême dont on l'avait flatté. Cette première infraction aux promesses de l'empereur devait faire prévoir au roi combien peu il pouvait compter sur la stricte exécution des autres. Il était encore temps de se retirer, et j'osai le lui conseiller. L'éclat que cette démarche eût occasionné l'arrêta, et nous repassâmes la Bidassoa le 27 juin.

Nous avançâmes assez lentement vers Madrid. Après nous être arrêtés deux jours à Vittoria, nous séjournâmes trois autres jours à Burgos où le gouverneur de la province, le général Thiébault, fit donner des fêtes au roi. Il y eut un bal, un feu d'artifice et

toutes les démonstrations extérieures de la satisfaction et de la joie que peut causer le retour d'un souverain légitime et bien-aimé[1].

[1] Dix-huit mois avant notre passage à Burgos, on y avait transféré le tombeau du Cid et de Chimène, et comme je ne manquai pas de le visiter, je vais en dire ici deux mots. Ce tombeau, qui se voyait dans une chapelle de l'abbaye de Saint-Pierre, à quelques lieues de Burgos, avait été placé sur les bords de l'Arlançon, rivière qui traverse la ville, au-dessous du quai de l'Espolon servant de promenade publique. Le monument, tel que je le vis en 1811, consistait en un soubassement d'un travail moderne, haut d'environ cinq pieds, et qui supportait un sarcophage antique sur lequel sont couchées deux figures, l'une, celle du Cid, l'autre, celle de sa femme Ximenès Dias. Les quatre faces de ce sarcophage sont décorées des écussons de la famille du Cid et de celle de sa femme, de trophées d'armes et d'autres ornements d'une assez bonne exécution, quoique peu délicate. La frise de l'entablement porte une inscription dont la moitié est en lettres gothiques en relief assez dégradées et dans laquelle je crois avoir démêlé la date de M. D. XXXVII. Je n'assurerai cependant pas avoir bien lu, et le style de la sculpture me parut d'ailleurs d'une époque plus reculée que cette date. Le reste de la frise contient ces mots peints en noir : « Doña Ximena Diaz, muger del Cid, nieta del rey D. Alonzo el V de Leon. » Sur la face du sarcophage où aboutissent les pieds des figures couchées, on lit l'inscription suivante : « Estes cuerpos del Cid y su muger se trasla daron de la capella mayor a esta, con facultad de nuestro catholico monarca D. Felipe V, año 1736. » Sur les quatre faces de la base, on avait placé quatre inscriptions qui, depuis mon passage à Burgos, auront sans doute été détruites. Celles des côtés longs étaient semblables, l'une en français, l'autre en espagnol, et portaient ces mots :

« Par les soins de S. E. le général de division Thiébault, gouverneur de la vieille Castille, furent recueillis et transportés ici, avec les débris de leur tombe, les restes du Cid et de Chimène. »

Sur le côté qui répond à la tête des figures :

Anno MDCCCIX,
Regnante
Josepho Napoleone.

Nous reçûmes également un assez bon accueil à Palensia, à Valladolid et à Ségovie. Enfin nous arrivâmes à Madrid le 15 juillet 1811. Le roi y fit son entrée à cinq heures du soir. Une affluence très-nombreuse l'attendait sur la route. On avait élevé à une petite distance de la ville une espèce d'arc de triomphe où les magistrats de Madrid s'étaient rendus pour le recevoir. Un grand nombre de voitures remplies des principaux habitants de la capitale étaient rangées à droite et à gauche du chemin. Un air de satisfaction qui se faisait remarquer sur les figures et de nombreuses acclamations rendirent cette journée agréable au roi.

Enfin, sur le côté opposé on lisait ces mots :

Quibuscumque temporibus,
populis, locis,
sic inclitum virorum
memoria colenda est.

La démolition du tombeau et sa réparation lui avaient fait perdre une grande partie de son caractère antique. Mais on n'en devait pas moins de reconnaissance aux soins qui avaient été pris d'en conserver les débris. Le monument était placé dans une promenade publique et y produisait un bon effet.

Du reste, quelle que soit l'époque où le tombeau a été construit, il est certain qu'elle est de beaucoup postérieure à celle de la mort du Cid qui a eu lieu dans le XIIe siècle. On sait aussi que l'usage des armoiries était alors inconnu et ne remonte pas beaucoup plus haut que le XVe siècle.

CHAPITRE VI.

Situation des affaires militaires. — Commission nommée pour préparer la convocation de cortès. — Réunion de la Catalogne à l'empire français. — Imminente rupture entre la France et la Russie. — Fâcheuses suites qui en résultent pour l'effectif des forces françaises en Espagne. — Les Anglais occupent les passages fortifiés du Tage. — Organisation de nouvelles bandes de guerillas. — Famine dans Madrid. — Découragement parmi les troupes françaises. — Valence se rend au maréchal Suchet; Ciudad-Rodrigo au duc de Wellington. — Instructions que, avant de partir pour la campagne de Russie, l'empereur donne pour régler les affaires militaires et politiques de l'Espagne. — Les Anglais prennent Badajoz et menacent à la fois le nord et le midi. — Refus du maréchal Soult d'obéir aux ordres du roi. — Les maréchaux Suchet et Marmont suivent cet exemple. — M. Deslandes, secrétaire particulier du roi, massacré dans un convoi pris par les guerillas. — Cruautés qu'exercent ces bandes. — Tentatives faites pour convoquer des cortès. — Les Anglais prennent l'offensive contre le maréchal Marmont. — Le roi, à la tête d'un renfort tiré de l'armée du centre, va au secours du duc de Raguse. — Le maréchal, avant d'être rejoint par ce renfort, livre bataille aux Anglais et est battu et blessé. — Suites désastreuses de cette défaite. — Le roi repasse la Sierra de Guadarrama et revient à Madrid.

Avant d'aller plus loin, c'est ici le lieu de donner un aperçu de la situation des affaires militaires au moment de notre retour à Madrid.

Les principaux corps qui agissaient alors en Espagne consistaient en cinq armées distinctes : l'armée

du midi, l'armée dite de Portugal, qui conservait ce nom, quoiqu'elle ne possédât plus un seul village en Portugal; l'armée d'Aragon qui comprenait les troupes que nous avions en Catalogne. Ces trois armées formaient les quatre cinquièmes des forces françaises en Espagne. Les deux autres, l'armée du nord et l'armée du centre, ne pouvaient agir que comme auxiliaires des trois grandes armées.

L'armée du midi, la plus forte de toutes et qui comptait 70 à 80,000 hommes, était commandée par le maréchal Soult; celle de Portugal, forte de 50 à 60,000 hommes[1], par le maréchal Marmont; et la troisième, de 40 à 50,000 hommes, par le maréchal Suchet[2]. L'armée du centre, qui, avec la garde royale et le peu de troupes espagnoles au service du roi, comptait environ 15,000 hommes, était sous les ordres immédiats du roi et avait son quartier général à Madrid. Enfin, celle du nord, dont le quartier général était à Vittoria, et qui, commandée jadis par le maréchal Bessières, était alors sous les ordres du général Caffarelli, comptait à peine 12,000 hommes. Ainsi la totalité des forces que la France avait à cette époque en Espagne ne s'élevait pas au delà de 200,000 hommes effectifs.

L'armée du midi occupait l'Andalousie où elle continuait le siége de Cadix qui ne faisait aucun progrès.

[1] Ces forces se composaient des restes de l'armée de l'expédition de Portugal, évalués à 30,000 hommes, et des troupes qui étaient restées en arrière, pour former les garnisons des places de la frontière d'Espagne.

[2] Il venait de recevoir le bâton de maréchal.

Par les mouvements des Anglais qui, après la retraite de Masséna, s'étaient montrés aux environs de Badajoz, cette armée avait été obligée d'envoyer dans l'Estramadure un corps de 20,000 hommes, à la tête duquel le maréchal Soult s'était mis lui-même, et qui avait eu, le 15 mai précédent, sur les bords de l'Albuera, une affaire très-sérieuse dont l'issue incertaine était comptée par les Anglais comme une victoire. Après cet engagement, peu favorable à nos armes, le maréchal Soult était retourné à Séville.

L'armée de Portugal, dont le quartier général, depuis sa rentrée en Espagne, était fixé à Salamanque, s'étendait au delà du Tage, et donnait, par l'Estramadure, la main à l'armée du midi. Le duc de Raguse qui la commandait faisait construire des forts pour défendre le passage de ce fleuve.

Le maréchal Suchet, commandant l'armée d'Aragon, maître de Tortose, s'était emparé, après un siége meurtrier, de Tarragone. Il s'avançait sur Murviedro (l'ancienne Sagonte), et menaçait Valence.

Les armées du centre et du nord n'avaient pris aucune part à ces divers événements.

D'après ce que je viens d'exposer, on voit qu'à l'époque où nous revenions en Espagne, les armées françaises, à l'exception de celle d'Aragon, restaient, en quelque sorte, sur la défensive. En effet, toute opération était nécessairement suspendue, jusqu'à ce que les Anglais qui se trouvaient alors en Portugal se missent en mouvement. De la direction qu'ils prendraient dépendait celle que nous devions prendre nous-mêmes. Se porteraient-ils sur l'Andalousie pour faire

lever le siége de Cadix? ou bien agiraient-ils sur le centre de l'Espagne, pour s'avancer vers Madrid et nous chasser de la capitale? Tant qu'ils ne se décidaient pas pour l'un ou l'autre de ces plans de campagne, nous ne pouvions que rester en observation, et nous tenir en mesure pour nous opposer à l'exécution de l'un ou de l'autre. Il était d'ailleurs évident que l'armée du midi était la seule qui fût en état de leur opposer une résistance suffisante; que celle de Portugal était trop faible pour déjouer leurs entreprises, et que, dans le cas où les mouvements de l'ennemi la menaceraient, il fallait qu'elle pût être facilement renforcée par un détachement de l'armée du midi. C'est dans ce sens que les dispositions avaient été faites. On verra par quel enchaînement de fautes et de malentendus entre les chefs des armées elles furent déjouées, et quels revers furent les conséquences d'une si funeste mésintelligence.

En attendant la reprise des hostilités, le roi marqua son arrivée par les soins qu'il prit de ranimer les esprits, et de leur inspirer une confiance que son retour paraissait justifier. Dans le premier conseil d'État qu'il réunit le 2 août, il parla des espérances d'une paix prochaine, des desseins, favorables à l'Espagne, que l'empereur avait formés, et que la pacification de l'Europe permettrait bientôt de réaliser. Puis, partant de ces heureux présages, il fit entrevoir l'époque rapprochée où la nation serait appelée à prendre part elle-même à l'établissement d'un ordre de choses propre à consolider l'État. « Il fallait donc, — ajouta-t-il, — penser dès ce moment à préparer un travail pour la convoca-

tion de cortès, non telles qu'elles existaient autrefois, ni même telles que la constitution de Bayonne les avait organisées, mais plus nombreuses et composées de manière que l'on pût y appeler les hommes les plus marquants de la nation, quels que fussent les opinions et le parti qu'ils auraient suivis, enfin, appeler une véritable représentation nationale dont le nombre des membres serait illimité, et qui pourrait légalement prononcer sur le sort de l'Espagne.

Rien n'était plus propre à faire impression sur les esprits qu'une semblable profession de foi. Cette reconnaissance des droits de la nation à se constituer elle-même ne pouvait manquer d'être bien accueillie, et le roi la sanctionna, en quelque sorte, en nommant immédiatement une commission de cinq conseillers d'État, chargés de rédiger un travail pour la convocation des cortès sur les bases qu'il avait exposées dans son discours. Mais les événements secondèrent mal les intentions bienfaisantes du roi. Quelque sincère qu'il fût dans leur manifestation, il ne devait jamais être maître de les réaliser, et cet éclair de popularité ne brilla qu'un moment pour s'évanouir sans retour. La réunion de la Catalogne à l'empire français, que l'empereur prononçait presque en même temps que le roi prenait à Madrid des engagements si opposés, en rendait plus que jamais l'accomplissement impossible[1].

[1] La réunion de la Catalogne à l'empire français fut annoncée au roi, sans autre formalité, par une lettre du prince de Neuchâtel, reçue dans les premiers jours de septembre 1811. Plus tard, au mois de mars 1812, l'ambassadeur de France communiqua officiellement les décrets relatifs à la réunion de cette principauté.

Enfin, en supposant même, — ce qui était peu probable, — qu'un jour l'empereur se départît des principes qu'il avait suivis jusque-là dans la conduite des affaires d'Espagne, le pouvoir de changer les destinées de ce pays allait également lui échapper sous peu.

Déjà, pendant notre séjour à Paris, nous avions été à même d'observer les premiers symptômes d'une mésintelligence naissante entre le cabinet des Tuileries et celui de Saint-Pétersbourg. Depuis notre départ, ces nuages s'étaient grossis, et une communication que l'ambassadeur de France fit au roi dans les premiers jours de septembre nous prépara à la probabilité d'une prochaine rupture. Le duc de Bassano, alors ministre des relations extérieures, avait écrit, en date du 27 août, à M. de Laforêt, une lettre qu'il l'autorisait à faire connaître confidentiellement au roi. Cette dépêche que j'ai lue contenait les détails d'une conversation que l'empereur avait eue à Trianon, le 25 août, jour de la fête de l'impératrice, avec le prince Kourakin, ambassadeur de Russie, et voici l'extrait de cette conversation qui avait eu lieu en présence de toute la cour.

L'empereur avait commencé par attaquer le prince Kourakin sur les derniers événements militaires entre la Russie et la Porte. « Je ne puis, — disait-il, — con-

Elle fut divisée pour l'administration en quatre départements dont les chefs-lieux furent Barcelone, Leria, Lerida et Tarragone. L'un de ces départements portait le nom de Bouches de l'Ebre ; je ne me rappelle pas les noms des autres. Des préfets, des sous-préfets, ainsi que les autres administrateurs nécessaires arrivèrent de France. De leur nombre était M. Dudon qui, depuis, a acquis par ses opinions exagérées une fâcheuse célébrité, et que j'avais connu à Paris, auditeur au conseil d'État.

» sidérer la dernière affaire (du 4 août) comme une
» victoire. Vous n'avez pas conservé de communication
» au delà du Danube ; vous avez été obligés de vous
» retirer sur la rive gauche de ce fleuve, et alors il n'y
» a pas eu de victoire. Dans une position à peu près
» semblable, après l'affaire d'Essling, je ne me suis
» considéré comme victorieux que parce que j'étais
» resté maître de l'île de Lobau. Mais ce qui m'étonne
» le plus, c'est qu'avec des succès si peu prononcés,
» avec une guerre dont l'issue n'est pas encore certaine,
» votre gouvernement, au lieu de porter toutes ses
» troupes sur le théâtre de la guerre, en détourne une
» si grande partie, pour les placer sur la frontière occi-
» dentale de la Russie. Je suis comme l'enfant de la
» nature ; à ce que je ne puis expliquer par un intérêt
» bien réel et bien connu, je suppose toujours une cause
» extraordinaire. Que veulent dire ces rassemblements
» de forces et de troupes du côté de la Pologne ?
» Veut-on me forcer à sortir du système que je me
» suis fait ? Je connais les réclamations de la Russie
» sur le duché d'Oldenbourg ; je suis prêt à donner
» tous les dédommagements qu'on pourra désirer,
» mais je ne céderai rien de la Pologne ; rien de ce qui
» a été réuni à la France n'en sera démembré. Sur toute
» autre base je suis prêt à ouvrir des négociations. Je
» nommerai quelqu'un pour traiter avec vous, si vous
» avez des pleins pouvoirs de votre cour. »

M. Kourakin ayant répondu qu'il n'en avait aucun, mais qu'il s'empresserait d'en demander, l'empereur, reprenant la parole : « Je connais, — dit-il, — le ma-
» nifeste que la Russie a fait répandre dans toutes les

» cours. Je n'ai pas voulu le recevoir, afin de me ré-
» server le droit de l'oublier. Ainsi, il en est temps en-
» core, ou je serais obligé de convoquer la conscription
» de 1812. »

Dans la suite de la dépêche, le duc de Bassano faisait des efforts pour affaiblir les conséquences qui devaient naturellement se déduire de cette déclaration hostile qui avait déjà acquis une sorte de demi-publicité ; mais le coup était porté. Le ministre avait beau affirmer que tout s'était passé amicalement, que dans le reste de la soirée le prince Kourakin avait été mieux traité que de coutume : la vérité perçait ; il était impossible de ne pas regarder cette étrange communication comme l'annonce d'une guerre certaine, et de voir sans effroi tout ce que la possibilité seule d'un tel événement allait exercer d'influence sur l'Espagne.

Nous ne tardâmes pas à la ressentir. Loin de nous envoyer des secours d'hommes et d'argent, l'empereur commença à retirer de la Péninsule, sous divers prétextes, tous les détachements de sa garde qui y étaient restés et une grande partie de la cavalerie. En même temps, l'infanterie fut affaiblie par l'appel d'une partie des sous-officiers qui eurent l'ordre de se rendre en France pour former le noyau de nouveaux régiments, composés en grande partie de conscrits. Tandis que, par ces mesures, les divers corps d'armée souffraient plus ou moins de réductions, les ennemis, au contraire, augmentaient leurs forces, et leur courage moral s'échauffait de l'espérance d'être secourus par la puissante diversion qui se préparait en leur faveur dans le nord de l'Europe.

Les Anglais ne pouvaient laisser échapper une occasion si favorable d'entrer de nouveau en campagne. Dès le mois d'octobre 1811, ils menacèrent Ciudad-Rodrigo, et l'armée de Portugal se vit bientôt obligée d'abandonner l'Estramadure et de se replier sur le Tage. Le détachement qu'elle avait dans l'Estramadure y fut remplacé dans la suite par un corps d'environ 15,000 hommes que le maréchal Soult y fit passer sous les ordres du général Drouet. Mais ce corps avait l'ordre de ne pas passer le Tage, et cependant c'était par sa jonction seule avec l'armée de Portugal que celle-ci pouvait se trouver en état de tenir tête aux forces réunies des Anglais et des Portugais qui la menaçaient. Ce défaut d'accord fut fatal et nuisit beaucoup au succès des opérations.

Les premiers mouvements des Anglais furent puissamment secondés par l'apparition des bandes de guerillas que le nouveau gouvernement établi à Cadix fit organiser, et qui se montraient plus fréquemment que jamais dans les environs et même jusque dans les promenades de Madrid [1]. Une colonne de la garde royale partit de Madrid et parvint à éloigner ces bandes audacieuses. Néanmoins la sécurité était loin de renaître; ces mêmes bandes, battues ou dispersées sur un point, allaient se reformer plus loin et tenaient les habitants et nos troupes dans de continuelles alarmes.

[1] Le 11 janvier 1812, un détachement de la bande du Medico, fameux chef de guerillas, parut à très-peu de distance de la porte d'Atocha, dans la promenade de Las Delicias, et y commit des excès sur les personnes qui s'y trouvaient. Quelques-unes furent tuées et d'autres blessées.

D'un autre côté, la famine que, déjà dans les premiers mois de 1811, la cherté du pain à Madrid avait fait présager, devint générale, à la fin de cette même année, dans la capitale et dans ses environs. L'armée de Portugal, en repassant un peu le Tage, avait enlevé tous les grains sur son passage, et épuisé les provinces de Tolède et de Talavera qui fournissaient une partie de l'approvisionnement de Madrid, tandis que les bandes répandues dans la Manche et dans la province de Cuença ne nous laissaient arriver aucun convoi. Le prix du pain s'éleva tellement à Madrid qu'il devint inabordable pour les classes inférieures et moyennes de la population [1], et que nous eûmes l'affreux spectacle de voir des hommes mourir exactement de faim dans les rues [2].

Il y avait à peine cinq mois que nous étions revenus, et nous nous trouvions, comme on voit, retombés dans la même position qui nous avait forcés à partir de Madrid. Mêmes difficultés de finances, même disette de vivres, même situation politique, des généraux

[1] Ce prix, réduit en monnaie française et calculé rigoureusement, s'éleva, dans les derniers mois de l'année 1811 et dans les premiers de 1812, à 20 et même à 25 sous la livre de 14 onces. Mais le 16 juin de cette dernière année, on le paya à Madrid 5 réaux et demi, c'est-à-dire 1 fr. 22 c., au change de 26 c. pour 1 réal : ce qui donne pour une livre de 16 onces, 1 franc 484^{m} ou 30 sous moins 2 centimes.

[2] La résignation et la patience de la population de Madrid se firent singulièrement remarquer pendant cette famine. Il n'y eut aucune émeute, et le peu de pain qui se faisait voir sur le marché où il ne trouva pas d'acheteurs à cause de son prix excessif, était remporté tranquillement par le vendeur à travers une population affamée, sans que personne y mît obstacle.

également indépendants de l'autorité du roi, aucun plan arrêté, et, en supposant qu'on en eût formé un, même difficulté d'exécution, tant qu'une autorité puissante et incontestée ne dirigerait pas tous les efforts, tous les moyens vers un but commun. Nous avions, de plus, perdu toute espérance d'amélioration et jusqu'aux illusions qui nous avaient soutenus précédemment. Cependant aucun événement militaire de quelque importance n'avait encore eu lieu. La campagne était à peine ouverte à la fin de 1811, mais déjà le découragement commençait à percer parmi les troupes; à l'ardeur habituelle du soldat français avaient succédé l'indiscipline, le dégoût du pays, la lassitude d'une longue guerre de détail qui présentait une suite de dangers sans gloire. Enfin, tout présageait que nous aurions en Espagne notre part dans les malheurs qui accablèrent la France pendant l'année 1812, l'une des plus funestes dont les annales de la nation aient conservé la mémoire.

Cette année s'ouvrit cependant en Espagne par un succès éclatant. Le maréchal Suchet, après avoir battu les ennemis à la bataille de Murviedro et emporté cette forteresse, s'était présenté devant Valence dans les derniers jours de décembre. Il avait ouvert le feu le 2 janvier 1812, et la place s'était rendue le 8. Cette conquête, la dernière faveur de la fortune, était due à l'activité du maréchal Suchet, et il l'accomplit avec des moyens qui semblaient être insuffisants pour obtenir un si grand résultat. Le maréchal Marmont avait bien détaché un corps de cavalerie sous les ordres du général Montbrun, pour soutenir les opérations de

l'armée d'Aragon, mais tout était fini avant que ce secours arrivât sur le champ de bataille. Ainsi, la gloire que le maréchal Suchet acquit dans cette campagne lui est restée tout entière. Du reste, les militaires blâmèrent le mouvement que le duc de Raguse, sans y être provoqué par le maréchal Suchet, fit faire à une partie de son armée qu'il affaiblit dans un moment où il avait un si grand besoin de toutes ses forces, pour s'opposer aux desseins des ennemis qu'il devait s'attendre à voir dirigés particulièrement contre lui. En effet, les Anglais ayant, vers le milieu de janvier, cerné Ciudad-Rodrigo, le maréchal Marmont se trouva, par l'affaiblissement de son armée, dans l'impossibilité de secourir cette place[1] qui se rendit à Wellington dans les derniers jours de janvier après un siége régulier de neuf jours. Le duc de Raguse, en annonçant cette nouvelle au roi, attribuait la perte de la place à la mauvaise défense du commandant de Ciudad-Rodrigo qui s'était renfermé, — disait-il, — dans une église : langage commun dans les malheurs de ce genre et qu'adoptent souvent les généraux, pour rejeter sur leurs inférieurs le tort des événements ou les conséquences de leurs propres fautes. Mais ce langage ne trompait personne. La vérité était, — et tout le monde la proclamait à Madrid, — que si le duc de Raguse, se tenant aux instructions qu'il avait reçues

[1] Déjà insuffisante pour tenir tête aux Anglais, après le départ du général Montbrun, l'armée de Portugal avait encore été diminuée par les garnisons que le maréchal Marmont avait laissées dans les deux forts qu'il avait fait construire à grands frais, en avant des ponts d'Almaraz et de l'Arzobispo, sur le Tage dont ils devaient défendre le passage, et qui ne servirent à rien.

de Paris, n'avait pas voulu faire un gros détachement de son armée sur Valence et balancé même, comme on l'assurait, s'il ne se mettrait pas de sa personne à la tête de ce secours, pour dérober au maréchal Suchet la gloire du succès, il se serait occupé davantage des Anglais qui étaient sa véritable affaire, et aurait probablement été en mesure de prévenir la perte d'une place aussi importante. Ce début n'était pas fait pour inspirer une grande confiance dans les talents militaires de ce jeune maréchal qui n'avait point, jusque-là, commandé en chef, qui n'était connu par aucune action d'éclat, et ne devait le poste brillant dans lequel il venait de succéder à l'un des plus illustres capitaines de l'époque, qu'à la faveur aveugle de l'empereur pour un de ses élèves.

Après la prise de Ciudad-Rodrigo où ils laissèrent une forte garnison, les Anglais repassèrent l'Agueda, et se retirèrent en Portugal. De là ils revinrent bientôt sur la rive gauche du Tage, pour se porter par l'Alentejo sur Badajoz dont ils projetaient de faire le siége. Le maréchal Marmont s'étendit alors de nouveau vers le Tage où il établit trois divisions, achevant ainsi d'épuiser la province de Tolède. Le reste de son armée demeura sur la Tormès. Dans cette position, il attendit les mouvements ultérieurs des Anglais, n'étant, comme on voit, assez fort sur aucun point, et ne pouvant s'opposer efficacement aux entreprises de l'ennemi soit sur Badajoz soit sur Salamanque.

Cependant les différends qui s'étaient élevés entre la Russie et la France, loin de s'apaiser, prenaient de jour en jour un caractère plus sérieux. Toutes les nouvelles

qui nous arrivaient de Paris annonçaient une rupture imminente et le prochain départ de l'empereur. Il ne pouvait pourtant pas s'éloigner, sans avoir pris, à l'égard de l'Espagne, quelques mesures décisives, et en effet nous ne tardâmes pas à connaître le parti auquel il s'était arrêté. Une lettre du prince de Neuchâtel, en date du 18 février 1812, et que le roi reçut le 8 mars, nous le communiqua. Le prince mandait que, dans le cas où l'empereur se trouverait obligé par les circonstances politiques de se rendre en Pologne, son intention était de remettre au roi le commandement de toutes les armées qui se trouvaient alors en Espagne, et de lui donner le maréchal Jourdan pour major général. L'empereur promettait en outre un subside d'un million par mois pendant le cours de l'année 1812, et 16 millions sur la contribution de 50 millions qu'il avait fait imposer à la ville de Valence. Cette lettre contenait aussi quelques dispositions militaires. L'armée de Portugal avait l'ordre d'évacuer Talavera et de se porter sur la Tormès, et comme ce mouvement coupait les communications entre elle et l'Estramadure, elle devait être remplacée dans les positions qu'elle abandonnait par des détachements tirés de l'armée du centre. Peu de temps après, le 2 avril, un officier du prince de Neuchâtel arriva à Madrid, et remit au roi une lettre de ce prince, en date du 16 mars, qui confirmait la première et annonçait de plus que, par son ambassadeur à Madrid, l'empereur ferait connaître au roi la direction politique à donner aux affaires en Espagne, et que, quant à la direction des opérations militaires, le prince se propo-

sait d'écrire le lendemain en détail sur ce sujet. Ainsi, l'empereur, en partant pour la campagne de Russie, faisait à l'égard de l'Espagne à peu près ce qu'il avait fait à la fin de 1808, lorsqu'il quitta Madrid, pour aller d'abord à la poursuite des Anglais, et ensuite se rendre en Allemagne où l'appelait la guerre avec l'Autriche; il courait au plus pressé et saisissait le moyen le plus prompt et le moins compliqué de régler les affaires en Espagne. Mais quelle charge il imposait au roi dans l'état où celui-ci se trouvait alors, au milieu d'un pays dévasté et d'une capitale livrée aux horreurs de la famine! Quelle apparence de succès avec des éléments d'action sans aucun accord entre eux! avec des maréchaux accoutumés depuis trois ans à une indépendance absolue! avec un chef d'état major qui, malgré ses talents militaires, ne jouissait d'aucune faveur auprès de l'empereur, et, par conséquent, d'aucune autorité sur les chefs de l'armée[1]! Je n'envisageais que des revers et, à leur suite, une retraite, sinon honteuse, du moins sans gloire. Loin donc de me réjouir, je ne trouvai dans cette prétendue marque de confiance que des sujets d'inquiétude. Je ne dissimulais pas le chagrin que j'éprouvais, mais le roi ne voyait pas les choses sous un aspect si menaçant. Il se flattait encore; et d'ailleurs, comment refuser? En revenant en Espagne, il s'était soumis d'avance à toutes les exi-

[1] L'année précédente, l'empereur avait fait supprimer le nom du maréchal Jourdan de la liste des maréchaux de l'empire, imprimée dans l'almanach impérial. Cette injustice avait été réparée dans la suite, mais elle n'en avait pas moins fait tort à la considération due au maréchal.

gences ; il n'avait plus aucun moyen de s'y soustraire.

Quelques jours après, l'ambassadeur de France, comme le prince de Neuchâtel l'avait annoncé, remit au roi les instructions données par l'empereur sur la conduite politique à tenir en Espagne. Elles consistaient en une note assez diffuse et non signée, dont voici le texte :

« Les Espagnols doivent être las de la guerre. La famine, la misère, les maux qu'ils endurent, soit de la part des Français et des Anglais, soit même de la part de leurs propres défenseurs, les guerillas, plus redoutables pour eux que les troupes régulières, ont dû leur faire sentir la nécessité de mettre un terme à tant de calamités. On peut profiter de la disposition d'esprit dans laquelle on les suppose ici, et, soit dans des adresses présentées par les principaux corps de l'État et les municipalités, soit dans des écrits faits adroitement et dirigés contre les Anglais, en épargnant toujours (notez ce point) les Français dont on ne doit pas dire de mal, faire provoquer la réunion d'une assemblée nationale sous le nom de cortès extraordinaires, pour contrebalancer celles de Cadix. On pourrait composer cette assemblée de huit cents personnes bien choisies, dans le nombre desquelles on admettrait même les députés des cortès de Gadix, si l'on pouvait parvenir à en attirer quelques-uns. On y appellerait des députés de la Castille, de l'Andalousie, du royaume de Valence et de la Galice. L'empereur ne ferait pas même de difficulté d'y laisser venir ceux de la Catalogne, de la Navarre et du Guipuscoa, quoiqu'il jugeât qu'on ne dût pas penser à changer la

forme de gouvernement adoptée pour ces provinces (notez encore ce point).

» Les cortès, ainsi composées et réunies dans six semaines, pourraient faire une constitution telle que celle des cortès de Cadix[1] qui, au fond, n'est qu'une imitation de celle de Bayonne, à quelques modifications idéologiques près qui sont aujourd'hui à l'ordre du jour et auxquelles il faut bien se prêter.

» Les choses arrangées ainsi, l'empereur n'hésiterait pas à faire connaître que tout s'est fait d'accord entre le roi et lui. L'indépendance et l'intégrité du territoire espagnol seraient maintenues, et les troupes françaises se retireraient à mesure que leur présence cesserait d'être nécessaire dans le pays. »

Ces idées, longuement délayées, étaient accompagnées de quelques développements peu clairs, et l'on se ménageait évidemment la ressource des interprétations. Du reste, on y accumulait les reproches contre le ministère espagnol; il n'avait rien su faire de bien, il n'avait profité de rien, il n'avait pas su convoquer les cortès à temps; enfin, une suite d'accusations dans lesquelles on reconnaissait la bonne foi qui règne ordinairement dans les relations du plus fort avec le plus faible.

On voit par ce document vraiment inexplicable qui n'ouvrait aucune voie praticable, que l'empereur feignait d'accueillir les vues que le roi avait manifestées

[1] La constitution des cortès ne fut publiée à Cadix que le 18 mars 1812, mais le projet de cet acte était connu à Paris et n'avait subi dans la discussion que des modifications peu importantes.

à son retour à Madrid, et de revenir aux idées que lui-même avait communiquées à Paris au marquis d'Almenara, et dont j'ai eu occasion de parler plus haut. Mais si elles étaient inadmissibles un an auparavant, elles l'étaient encore bien plus à l'époque où elles furent de nouveau mises sur le tapis. La note présentée n'était donc qu'un leurre offert à notre crédulité, et la précaution que l'ambassadeur avait prise de ne pas la signer prouvait que l'empereur en avait senti le ridicule, et n'aurait jamais voulu l'avouer.

C'est à cela que se borna le secours qui nous était offert pour nous tirer d'embarras. Quant à la direction à donner aux opérations militaires, sur laquelle il était bien plus essentiel que l'empereur se prononçât, les instructions promises à ce sujet se firent longtemps attendre, et l'on verra bientôt à quoi elles se réduisaient.

Jamais pourtant elles n'eussent été plus nécessaires. Les ennemis se renforçaient de toutes parts. Les Anglais faisaient le siége de Badajoz, et un mouvement que le maréchal Soult avait fait pour secourir cette place, n'eut aucun résultat. La ville s'était rendue le 7 avril, avant que les forces qu'amenait le duc de Dalmatie fussent arrivées sur la Guadiana. Le maréchal Marmont, qui aurait dû concourir au succès du mouvement du maréchal Soult, en s'avançant sur le Tage et de là en Estramadure, s'en tenant pour cette fois rigoureusement aux instructions qu'il avait reçues de Paris, resta sur la Tormès, et imagina seulement de faire, en entrant dans le Portugal, une diversion en faveur de l'armée du midi. Combinaison étrange !

Comment pouvait-il espérer de détourner les Anglais du siége de Badajoz, en se montrant sur la frontière d'un pays où il ne pouvait essayer de pénétrer, après avoir laissé prendre Ciudad-Rodrigo? Aussi cette démonstration ne suspendit pas un instant les opérations des Anglais, et le duc de Raguse, dès qu'il fut instruit de la chute de Badajoz, s'empressa de repasser successivement l'Agueda et la Coa, pour reprendre ses positions sur la ligne de Salamanque. De son côté, le maréchal Soult se retira précipitamment sur l'Andalousie où l'apparition d'une armée espagnole, commandée par le général Ballesteros, rendait sa présence d'une urgente nécessité; et comme il était naturel de supposer que les Anglais le poursuivraient dans cette direction, le roi fit donner au duc de Raguse l'ordre de se rapprocher du Tage et de se mettre en mesure de passer, au premier instant, ce fleuve au pont d'Almaraz. Mais à peine cet ordre était-il parti, qu'on reçut des lettres du maréchal Marmont qui annonçaient que l'ennemi avait fait passer cinq divisions sur la rive droite du Tage, qu'il s'était avancé sur la Coa et occupait Pinhel et Lamego, ayant son quartier général à Fuente-Grimaldo. Ainsi, les Anglais semblaient menacer le nord et non le midi. Il fallait, par conséquent, contremander les premiers ordres, et s'occuper de mettre l'armée de Portugal en état de leur résister et de leur livrer bataille avec avantage. Le roi prescrivit donc au duc de Dalmatie de porter à 20,000 hommes le corps du comte d'Erlon qui était resté en Estramadure, et de lui ordonner de se préparer à passer le Tage pour renforcer l'armée de Portugal.

Tel était l'état des choses dans le courant du mois de mai 1812. Les Anglais, maîtres de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz, pouvaient à volonté se porter ou sur l'armée du maréchal Soult, ou sur celle du maréchal Marmont. Mais quoique leurs derniers mouvements annonçassent que probablement ils prendraient ce dernier parti, ils ne se prononçaient pas de manière à lever toute incertitude. Ils voulaient d'ailleurs, avant de se décider, occuper les passages du Tage que nous avions fortifiés, afin de couper la communication directe entre les deux armées, du midi et du Portugal, et de les forcer à combattre séparément. C'est à quoi ils réussirent, en s'emparant, dans les derniers jours de mai, des deux forts que le duc de Raguse avait fait construire, et, par suite, du pont d'Almaraz. Le succès de cette attaque, duquel nous fûmes instruits le 29 mai par une lettre du général Foy, jeta l'alarme dans Madrid, et nos ennemis, c'est-à-dire la majeure partie des habitants, se livrèrent, comme trois ans auparavant, à l'espoir d'y voir les Anglais. Mais le moment où leurs vœux devaient être satisfaits n'était pas encore venu. Lord Wellington n'aurait pas fait la faute d'entrer dans Madrid, avant d'avoir combattu l'une des armées qui pouvaient l'y surprendre et l'en chasser. Les Anglais restèrent donc, pendant une partie du mois de juin, dans la position avantageuse qu'ils occupaient, concentrant leurs forces et réunissant tous leurs moyens. Quant à nous, nous demeurâmes sur la défensive, observant leurs mouvements, et voici les dispositions que, dans cette situation, le roi avait voulu prendre.

Depuis longtemps on reconnaissait que l'armée de Portugal, seule, se trouvait hors d'état de résister, si elle était attaquée, aux forces supérieures des Anglais. Il fallait donc qu'elle fût renforcée, et le corps commandé par le comte d'Erlon, toujours en Estramadure, était celui qui pouvait le plus facilement et le plus promptement lui porter des secours. Les ordres qui avaient déjà été donnés, pour augmenter ce corps et le tenir prêt à passer le Tage, furent donc renouvelés plus positivement que jamais. Mais ni les lettres du maréchal Jourdan, ni même celles du roi ne purent déterminer le duc de Dalmatie à obéir. Il déclara que, si le corps du comte d'Erlon se séparait de son armée, il lui était impossible de répondre de la conservation de l'Andalousie où il proposait même au roi de venir le joindre [1], s'il ne se croyait pas assez fort pour se maintenir à Madrid. Enfin toute l'autorité du roi, soit à ce titre, soit en sa qualité de commandant général de toutes les armées en Espagne, vint échouer contre la volonté opiniâtre du maréchal qui offrit sa démission plutôt que de céder sur ce point, et le corps du comte d'Erlon ne fit aucun mouvement.

Le roi avait en même temps demandé au maréchal Suchet de faire un détachement de son armée pour couvrir Madrid, afin de lui laisser la liberté de retirer de la capitale et de ses environs une partie de l'armée du centre et de la porter au secours de l'armée de Por-

[1] Il est inutile de dire que cette proposition fut rejetée. En l'acceptant, le roi se serait entièrement séparé de la France avec laquelle il lui était particulièrement prescrit de maintenir ses communications.

tugal, si tout autre moyen de la renforcer venait à manquer, mais il ne fut pas plus heureux de ce côté. Le maréchal Suchet répondit qu'il avait à peine les forces nécessaires pour maintenir sa conquête, et que, loin de pouvoir rien en détacher, il demandait lui-même des renforts. De plus, il instruisit le roi que l'empereur l'avait chargé exclusivement du commandement de la Catalogne, de l'Aragon et du royaume de Valence, en lui prescrivant d'employer uniquement à la défense de ces pays les forces qu'il avait sous ses ordres. Puis il finissait, comme le maréchal Soult, par offrir sa démission si l'on insistait. L'armée d'Aragon était donc détachée du système d'un commandement général, et le roi n'avait aucun ordre à lui donner.

Ainsi, cette disposition tout excentrique, le refus du maréchal Soult d'obéir aux ordres du major général, l'indépendance qu'affectait le duc de Raguse et qu'il avait poussée jusqu'au point de faire fermer les portes de Talavera au conseiller d'État Amoroz [1], envoyé dans cette ville pour prendre quelques mesures relatives à l'approvisionnement de Madrid, les excès commis par des officiers de l'armée de Portugal qui levaient arbitrairement des contributions jusque dans les provinces occupées par l'armée du centre sous les ordres immédiats du roi [2] : tout se réunissait pour rendre illusoire le commandement général qui lui était confié. Il ne

[1] Le même qui, depuis, s'est fait connaître à Paris par l'établissement d'un nouveau système de gymnastique.

[2] Le colonel du 50e régiment d'infanterie, faisant partie de l'armée de Portugal, s'était emparé de l'un des arrondissements de la province de Ségovie et avait menacé de faire marcher sa troupe

lui en restait que le titre méconnu et la responsabilité, sans aucun moyen d'y échapper.

Dans une position aussi critique, le roi adressait les lettres les plus instantes à l'empereur et au prince de Neuchâtel. Mais quelles réponses pouvait-il en espérer? L'empereur était loin de Paris[1]; le prince de Neuchâtel l'avait suivi, et, avant son départ, n'avait écrit qu'une lettre très-courte dans laquelle, sans donner aucune instruction détaillée sur la conduite de la guerre, il se bornait à ces trois points : défendre le nord de l'Espagne, maintenir les conquêtes faites et surtout les communications avec la France, et se tenir jusqu'à nouvel ordre sur la défensive. Du reste, il n'indiquait ni moyen d'exécution ni la conduite à tenir en cas d'attaque et de revers. Enfin il paraît que cette instruction si peu précise n'avait pas même été donnée au duc de Dalmatie, puisqu'il se refusait si obstinément à prêter aucun secours à l'armée de Portugal, quoique cette mesure entrât évidemment dans le plan que l'empereur prescrivait de suivre.

Au milieu de ce désordre intérieur et de cette mésintelligence qui nous avait déjà coûté plus d'un revers, et nous en présageait encore de plus graves, les malheurs privés se multipliaient. Les bandes de guerillas, devenues plus audacieuses que jamais, surprenaient fréquemment et souvent avec avantage nos convois. Un des plus importants, qui marchait sous une très-forte

contre les garnisons françaises de quelques villages occupés par des détachements de l'armée du centre, si elles tentaient de s'opposer à cet envahissement.

[1] Il était parti le 9 juin pour la campagne de Russie.

escorte et dans lequel se trouvait M. Deslandes, secrétaire particulier du roi, se rendant à Paris avec sa femme, fut attaqué le 9 avril 1812, entre Salinas et Vittoria[1]. M. Deslandes fut tué en voulant défendre sa femme qui tomba entre les mains du célèbre chef de guerillas dom Francisco Espoz y Mina[2]. Cette perte fut très-sensible au roi. Il estimait avec raison M. Deslandes qui avait toute sa confiance et portait à Paris des lettres qu'on saisit sur lui[3]. Quant à moi, sa mort me causa un vif chagrin. Jamais homme n'a eu plus de titres que M. Deslandes aux regrets de ceux qui le connaissaient. Placé dans un poste très-délicat, il n'a jamais usé de son influence que pour le bien des personnes qui ont eu recours à lui. La droiture de son caractère et la bonté de son cœur lui méritaient un meilleur sort.

Peu de temps après ce tragique événement, la ville de Burgos fut surprise par une autre bande, et l'hôpital brûlé. Cuença fut également occupée momentanément par une très-nombreuse guerilla sous les ordres de l'Empecinado[4], chef de bandes non moins fameux que Mina. Le baron Bourdon, que le roi venait d'y

[1] Cette attaque est le sujet d'un tableau du général Lejeune qui a été vu à l'une des expositions du Louvre.

[2] Mina, dont une des sœurs était détenue, dans ce temps, à Pampelune, écrivit au roi pour lui proposer d'échanger Mme Deslandes contre cette sœur.

[3] Elles étaient adressées à divers membres de la famille du roi, et malgré que ce genre de correspondance eût dû être respecté, les lettres furent publiées dans les gazettes de Cadix.

[4] Don Juan Martin, surnommé l'*Empecinado* ou : *au visage couleur de poix.*

envoyer en qualité de commissaire royal, périt dans cette invasion qui fut suivie d'un grand nombre de massacres et de désordres de tout genre [1].

L'acharnement de ces bandes, les cruautés qu'elles exerçaient et les fureurs de tout genre auxquelles elles se livraient, prouvaient à quel point l'exaspération et la haine contre les Français étaient parvenues, et la nation presque entière dont les espérances se ranimaient par nos défaites et par la guerre contre la Russie, partageait ces sentiments, et les faisait éclater de toutes parts. Aussi était-ce une entreprise presque puérile que d'essayer de réaliser le plan que l'empereur avait indiqué dans la note remise par son ambassadeur pour la convocation d'une assemblée de cortès extraordinaires. Néanmoins quelques tentatives furent faites, quelques pamphlets répandus dans le public, et des articles de gazette rédigés pour y préparer les esprits. Une députation solennelle de la commune et de la municipalité de Madrid vint le 7 mai au palais et présenta une adresse dans laquelle elle demandait cette convocation. Mais une démarche suggérée, des écrits payés et des intrigues dont les fils grossiers n'échappaient à personne, ne pouvaient rien produire : leur effet manqua complétement, et ces moyens impuissants furent abandonnés. C'était aux armes seules qu'il appartenait de décider la question de notre domination en Espagne ou de notre expulsion complète du pays, et il ne me reste plus maintenant qu'à faire, d'après les documents que j'ai eus sous les yeux et les

[1] L'invasion de Cuença eut lieu le 12 mai 1812.

événements dont je fus témoin, l'histoire abrégée des défaites successives qui nous conduisirent à ce dernier résultat.

L'armée anglaise, commandée par Wellington, laissant un corps considérable sous les ordres du général Hill, pour occuper les forts et les ponts du Tage, passa l'Agueda le 12 juin et se porta sur la Tormès. Elle entra le 17 dans Salamanque que les Français avaient évacuée, en laissant une garnison dans la citadelle. Comme nous ne recevions aucune nouvelle du maréchal Marmont, depuis que le bruit du mouvement des Anglais s'était répandu, nous fûmes à Madrid pendant quelques jours dans de vives inquiétudes. Enfin une lettre du maréchal, en date du 22 juin, mais qui ne parvint au roi que le 1er juillet, confirma tout ce que nous avions appris des progrès de l'ennemi. L'armée de Portugal, se retirant devant les Anglais, s'était concentrée sur la rive droite du Duero, entre Zamora et Toro, et le maréchal annonçait qu'il ne se croyait pas assez en force pour attaquer l'ennemi, avant d'avoir été rejoint par les renforts qu'il attendait de l'armée du nord. Il était cependant impossible de se flatter que les Anglais le laisseraient longtemps en repos, et une affaire sérieuse paraissait imminente. Il n'y avait plus rien à espérer du concours de l'armée du midi pour renforcer celle de Portugal. Le duc de Dalmatie persistait à soutenir que tôt ou tard les Anglais marcheraient sur l'Andalousie, bien que leurs mouvements démentissent cette prévision. Le général Hill n'avait donc pas été attaqué sur le Tage, — diversion qui aurait pu être utile pour dégager l'armée de Portugal,

— et dans le cas même où ce général ennemi se fût reporté sur la rive droite de ce fleuve pour joindre le gros de l'armée anglaise, le comte d'Erlon avait l'ordre de ne point l'y suivre. Ainsi, l'armée de Portugal pouvait, d'un moment à l'autre, avoir sur les bras toutes les forces réunies de l'ennemi.

Dans cette extrémité, le roi se détermina à tirer de l'armée du centre un secours qu'il n'avait pu obtenir de l'armée du midi, et à marcher lui-même à la tête de ce renfort, pour se réunir à l'armée de Portugal. Il prévint de cette résolution le duc de Raguse, et multiplia tous les moyens que la difficulté de la correspondance pouvait permettre d'employer, pour lui en faire parvenir la nouvelle. D'ailleurs, le maréchal ayant annoncé qu'il ne ferait aucun mouvement offensif, avant d'avoir reçu les renforts qu'il attendait de l'armée du nord, le roi calculait que le secours qu'il se proposait d'amener serait arrivé sur le Duero à peu près en même temps que celui que pouvait envoyer l'armée du nord, beaucoup plus éloignée. Il comptait donc trouver le maréchal Marmont sur le Duero, et lui prescrivit seulement de passer sur la rive gauche, pour venir au-devant de lui et opérer la jonction entre Peña-Aranda et Arevalo.

Le roi partit de Madrid le 20 juillet à la tête d'un corps de 14,000 hommes, composé d'excellentes troupes, avec une bonne artillerie. Je l'accompagnai, et nous allâmes coucher le 22 à l'Escurial [1]. Nous pas-

[1] J'ai eu peu de temps pour examiner ce célèbre couvent dont la description, d'ailleurs, se trouve partout. Il était alors dépouillé

sâmes, le 23, la montagne de la Guadarrama, et le 24 nous étions campés près du village de Blasco-Sancho, à quatre lieues de Peña-Aranda, l'un des points indiqués au duc de Raguse pour effectuer notre jonction avec lui. Nous étions cependant étonnés de n'avoir rencontré aucun émissaire envoyé par lui au-devant de nous. Mais comme nous avions recueilli en route la nouvelle d'un engagement qu'on disait avoir eu lieu, à l'avantage des Français, à peu de distance du Duero [1], nous en avions conclu naturellement que le maréchal, conformément aux instructions qu'il avait reçues, avait passé sur la rive gauche du Duero ; et, comptant sur une réunion prochaine, nous nous avancions pleins d'espoir et de confiance.

Les ordres étaient déjà donnés pour partir le lende-

d'une grande partie des livres et des tableaux qui l'ornaient jadis, et qui avaient été transportés à Madrid. Il ne me restait à voir que les fresques de Luca-Giordano dans lesquelles on trouve beaucoup de mouvement, une machine grande hardiment conçue, et une grande facilité d'exécution, mais beaucoup d'incorrection et peu de noblesse.

Je suis descendu au Panthéon, — c'est le nom qu'on donne à la chapelle souterraine où sont enterrés les rois et les reines d'Espagne. Je vis leurs tombeaux, depuis Charles-Quint jusqu'à Charles III. A peu de distance de cette chapelle est un lieu particulier qu'on nomme le Panthéon des Infants. Le cercueil qui renferme l'infortuné Don Carlos, fils de Philippe II, avait été ouvert. La tête, que je tins entre mes mains, est séparée du tronc, et paraît évidemment avoir été coupée. La partie supérieure du crâne est sciée. Ces diverses circonstances que je n'ai vues rapportées nulle part pourraient peut-être jeter quelque lumière sur le genre de mort que ce prince a subi.

[1] On sut effectivement dans la suite qu'il y avait eu le 18 juillet à Castejon, un combat d'avant-garde, à notre avantage, avec un détachement du corps du général Cotton.

main de Blasco-Sancho, lorsque, vers le soir, un paysan apporta la nouvelle que l'armée de Portugal, après avoir été battue par les Anglais près de Salamanque, était, ce jour même, 24 juillet, à Arevalo [1]. Un exprès fut envoyé sur-le-champ dans ce bourg, et le départ ordonné pour la pointe du jour fut suspendu. Le retour de cet exprès qui revint à Blasco-Sancho le 25, à huit heures du matin, ne laissa plus d'incertitude. Il apportait deux lettres, l'une du duc de Raguse, l'autre du général Clausel, datées d'Arevalo le 24 juillet, et voici les détails que contenait la première :

« L'armée de Portugal avait passé, le 18 juillet, le Duero à Tordesillas. La position des Anglais à San-Cristoval, sur la rive gauche de ce fleuve, fut tournée, et ils l'abandonnèrent avec assez de précipitation. Dans les journées des 18, 19 et 20, les deux armées avaient marché presque parallèlement, mais l'armée anglaise s'étant arrêtée devant Salamanque, le maréchal Marmont se décida à passer la Tormès, et vint prendre position sur la rive gauche de cette rivière, en arrière de Salamanque. Les Anglais qui, par cette manœuvre hardie, voyaient leur communication avec le Portugal entièrement coupée, n'ayant plus à choisir, se déterminèrent à passer la Tormès sur le pont de Salamanque, et à tenter le sort d'une action devenue nécessaire pour eux.

» L'affaire eut lieu près d'un village nommé Los Arapiles, le 22 juillet. Le commencement en avait été favorable aux armes françaises; mais l'ennemi ayant

[1] Bourg assez considérable, à quatre lieues de Peña-Aranda, sur la route d'Olmedo à Valladolid.

fait un nouvel effort sur notre aile gauche; celle-ci avait plié et la bataille fut perdue. Le maréchal Marmont était grièvement blessé d'un éclat d'obus. Les généraux Thomières et Desgraviers avaient été tués, les généraux Bonnet et Clausel blessés; notre perte était évaluée à 5,000 hommes. Après la blessure du maréchal, le général Clausel avait pris le commandement de l'armée. A la suite de cette malheureuse affaire, l'armée française avait repassé précipitamment la Tormes et s'était portée sur Arevalo, pour gagner par Olmedo la route de Valladolid. »

La lettre du général Clausel était plus affligeante encore que celle du duc de Raguse. Il y déclarait qu'il se regardait comme hors d'état d'agir offensivement, même avec le secours que le roi amenait, et qu'il continuerait sa retraite sans s'arrêter, pour ne pas perdre une marche qu'il avait sur les ennemis, et pour gagner Valladolid avant eux. Du reste, ni le maréchal ni le général ne paraissaient avoir eu connaissance, avant la bataille, du mouvement du roi, et probablement ni l'un ni l'autre n'auraient pensé à nous faire part de ces événements, si nous n'eussions envoyé un exprès à Arevalo.

On peut juger d'après cela quel péril nous avions couru. Si le hasard ne nous avait mis sur la voie, nous serions partis le 25 au matin pour Peña-Aranda où nous aurions trouvé l'armée ennemie au lieu de l'armée de Portugal. Il n'y avait pas un moment à perdre pour nous éloigner d'un si dangereux voisinage. Nous partîmes donc à midi de Blasco-Sancho, pour aller à Lebajoz, et nous mettre en mesure de repasser le

plus promptement possible le puerto de Guadarrama.

Pendant la route, nous nous perdîmes en conjectures sur les motifs qui avaient pu déterminer le duc de Raguse à ce mouvement imprévu. Après avoir attendu sur la rive droite du Duero, pendant vingt-cinq jours, le secours qu'il avait demandé à l'armée du nord; après avoir écrit et répété tant de fois qu'il ne se regardait pas comme assez en force pour tenir tête à l'armée anglaise; après avoir dû apprendre que le roi lui amenait un renfort de 14,000 hommes : comment avait-il pu se décider brusquement à repasser le Duero? comment, sans avoir fait sa jonction, soit avec le secours qui lui venait du nord, soit avec celui qui lui arrivait de Madrid, avait-il repris l'offensive contre un ennemi qui avait pris position sur la rive gauche du fleuve, et ne faisait aucune démonstration contre lui? En admettant même qu'aucun des nombreux avis que le roi lui avait fait donner ne lui fût parvenu, il ne pouvait du moins ignorer qu'un détachement de l'armée du nord s'approchait[1], et s'il prolongeait seulement de quatre à cinq jours l'inaction dans laquelle il était demeuré pendant près d'un mois, il recevait, de deux côtés, à la fois, un accroissement de forces qui lui rendait une supériorité décidée sur l'ennemi qu'il avait à combattre. Était-ce donc la crainte de perdre le commandement que la présence du roi lui eût enlevé? était-ce l'ambition de ne partager avec personne l'honneur d'une victoire, qui l'avait porté à tout sacrifier à

[1] Ce détachement était le 20 juillet à Pallos, et n'avait plus que trois marches à faire pour joindre l'armée de Portugal.

sa vanité personnelle? C'est ce que nous ne pouvions décider, et sur cela la vérité est encore aujourd'hui un mystère. Mais quels que soient les motifs intérieurs de la conduite du duc de Raguse, sur lesquels il serait téméraire de prononcer, sa manière d'agir dans cette circonstance ne saurait, au jugement des hommes de l'art, être justifiée militairement. Elle a toujours été regardée par eux comme une grande faute, et enfin, soit faute, soit défaveur de la fortune, il est peu de batailles perdues qui aient eu pour le sort d'une campagne des conséquences plus funestes que celle des Arapiles.

Après avoir pris quelques heures de repos à Lebajoz, nous nous remîmes en route et nous nous proposions de passer la sierra de Guadarrama dans la matinée du 27 juillet. Mais à quelque distance, avant d'arriver à la Venta de San-Rafael, située au pied de la montagne, nous fûmes joints par le colonel Fabvier, aide de camp du maréchal Marmont. Il apportait des lettres du duc de Raguse et du général Clausel, en date d'Olmedo, 25 juillet. L'un et l'autre priaient le roi de faire un mouvement en faveur de l'armée de Portugal, en différant de passer la Guadarrama, afin de tenir en échec l'armée ennemie, et de ralentir sa poursuite en divisant son attention. Les deux chefs faisaient entendre que, si l'on consentait à leur demande, l'armée de Portugal pourrait peut-être rester sur la rive gauche du Duero et se joindre à l'armée du centre. Le roi se détermina à céder, et changeant de direction, nous nous portâmes sur Ségovie. Ce mouvement, plus généreux que prudent, compromettait évidemment la

capitale, en laissant découvert le puerto de Guadarrama par lequel les ennemis, s'ils abandonnaient la poursuite de l'armée battue aux Arapiles, pouvaient se porter sur Madrid, et y entrer avant que nous eussions fait aucune disposition, soit pour défendre la ville, soit pour l'évacuer.

Quoi qu'il en soit, nous nous rendîmes à Ségovie où nous restâmes trois jours. Mais ayant appris que l'armée de Portugal avait continué sa retraite et passé le Duero, et ignorant si les Anglais la poursuivaient au delà de ce fleuve, nous avions à craindre qu'ils ne revinssent sur nous avec toutes leurs forces, et nous ne pouvions tarder plus longtemps à nous rapprocher de Madrid. Nous partîmes donc de Ségovie le 31 juillet[1], nous passâmes la sierra Guadarrama[2] le 1er août et nous étions à Madrid le 2.

[1] Pendant la route de Ségovie à la sierra de Guadarrama, le roi reçut des lettres de Paris que lord Wellington avait trouvées sur un courrier arrêté par ses avant-postes, et qu'il lui renvoyait. Elles traitaient d'affaires de famille. C'était de la part du général anglais un trait de courtoisie militaire qui ne doit pas être oublié. Quelques journaux joints à ces lettres, nous apprirent que l'armée française avait passé le Niemen.

[2] Nous étions, au moment du lever du soleil, au point le plus élevé de ce passage qu'on peut évaluer de 7 à 800 toises au-dessus du niveau de la mer. Sur ce point culminant qui partage les deux versants et sépare les Castilles vieille et nouvelle, on voit un lion colossal en granit, placé sur un piédestal très-élevé. La face de ce piédestal qui regarde la route, porte une tablette de marbre blanc avec cette inscription :

Ferdinandus VI, Pater Patriæ,
Viam Utriusque Castelæ
Superatis Montibus
Fecit. Anno Reparatæ Salutis
MDCCXLIX.

CHAPITRE VII.

L'armée anglaise passe la sierra de Guadarrama et occupe la plaine qui entoure Madrid. — Évacuation de la capitale par les Français. — Le roi, à la tête de l'armée du centre précédée d'un convoi immense, se retire sur Valence. — Souffrances des troupes et du convoi pendant la marche à travers la Manche, par suite de la chaleur et du manque d'eau. — Leur arrivée dans les plaines riantes du royaume de Valence. — Entrée du roi dans la ville de Valence. — Accusations portées contre le roi dans une dépêche adressée par le maréchal Soult au duc de Feltre et tombée par hasard entre les mains de Joseph. — Le colonel Desprez chargé d'une mission auprès de l'empereur. — Le maréchal Soult évacue l'Andalousie. — Dans une conférence qu'il a avec le roi à Fuente de Higuera, on décide que les armées du midi et du centre marcheront pour rejoindre celle de Portugal. — Les deux premières armées font leur jonction à Ocaña. — Les Anglais, après avoir échoué dans le siége de la citadelle de Burgos, se replient précipitamment sur le Duero et évacuent Madrid. — Excès qu'ils commettent dans leur retraite. — Les trois armées du midi, du centre et de Portugal font leur jonction à Peña-Aranda. — Changement que fait le roi dans le commandement de ces armées. — Lord Wellington réussit à éviter le combat et se retire en Portugal. — Les trois armées françaises rentrent dans les cantonnements que leur assigne le roi.

Notre retour dans la capitale n'y produisit pas la sensation qu'il aurait excitée si les motifs en eussent été connus. La nouvelle de la perte de la bataille des Arapiles n'y était pas encore répandue, et le silence que le journal publié à Madrid observait sur tout ce

qui venait de se passer, contribuait à maintenir une illusion qu'il était utile de ne pas détruire pendant quelques jours. En partant de Ségovie, le roi avait envoyé au maréchal Soult l'ordre formel d'évacuer l'Andalousie, et si cet ordre était exécuté ponctuellement, l'armée du midi pouvait se réunir à celle du centre pour défendre la capitale et reprendre même l'offensive, pour peu que les Anglais se fussent éloignés, en continuant la poursuite de l'armée de Portugal au delà du Duero.

Mais bientôt toute incertitude cessa, et les mouvements de l'ennemi se prononcèrent. Dans la journée du 8 août, les troupes que nous avions laissées au pied de la sierra de Guadarrama virent paraître les premières colonnes de l'armée alliée, et n'eurent que le temps de se replier devant un ennemi dont les nombreux bataillons inondèrent la vaste et stérile plaine qui s'étend entre les monts et Madrid. L'évacuation de la capitale fut ordonnée. On n'y laissa que les postes des portes, et, pour occuper le Retiro, un faible détachement qui ne put le défendre.

Les préparatifs du départ se firent dans la journée du 9 août, au milieu d'un trouble et d'une agitation difficiles à dépeindre. Toutes les familles des Français, ainsi que celles des Espagnols compromis, qui avaient à redouter plus encore les vengeances de leurs compatriotes que les mauvais traitements des vainqueurs, s'empressèrent de quitter la ville, et un grand nombre d'entre elles, dénuées de moyens de transport et d'argent pour s'en procurer, se résolurent à faire la route à pied. Le 10 août, à la pointe du jour, un convoi de

trois cents voitures de tout genre, suivi d'une foule de piétons, se rassembla au pont de Tolède et, escorté de deux bataillons d'infanterie, se mit en chemin pour se rendre à Aranjuez. Le roi, à la tête d'un corps d'environ 18,000 hommes[1], partit le même jour et vint établir son quartier général à Leganez, à deux lieues de Madrid, se tenant ainsi à la droite du convoi, pour le couvrir, et pour observer les mouvements de l'ennemi. Le lendemain 11, il se transporta à Alcorcon et fit faire dans la journée une forte reconnaissance pour s'assurer de la force réelle de l'ennemi. Cette reconnaissance engagea un combat de cavalerie très-opiniâtre, et qui fut à notre avantage. Nos troupes avaient affaire à la cavalerie portugaise, soutenue par l'artillerie à cheval anglaise qui perdit beaucoup de monde et à laquelle on fit quelques prisonniers[2]. Je parlai à l'un d'eux, capitaine d'artillerie anglaise : il me dit que Wellington était à la tête de l'armée et se trouvait ce même jour à Torre-Lodrones[3].

D'après ce qu'on avait vu de l'ennemi et les rapports des prisonniers, il n'y avait point à douter que toute l'armée alliée ne fût en présence[4]. La retraite devenait donc une nécessité, et il fut décidé qu'elle se

[1] Toute l'armée du centre, la garde royale, infanterie et cavalerie, composaient ce corps.

[2] L'action eut lieu à Maya-la-Honda, village à trois lieues de Madrid, entre la route de l'Escurial et celle de Talavera. Le général Treilhard commandait les Français.

[3] Village à deux lieues de Madrid, sur la route de Saint-Ildefonse.

[4] Elle était forte de 70,000 hommes. Dans ce nombre, on comptait 30 à 35,000 Anglais, 20,000 Portugais, et le reste était espagnol.

ferait sur Valence. Dans la matinée du 12, l'évacuation de Madrid fut achevée. A la sortie de nos dernières troupes, il y eut quelques coups de fusil tirés aux portes de la ville. Nous allâmes coucher à Valdemoro. L'ennemi ne nous suivit pas.

Nous passâmes le Tage le 13 août, et, après avoir fait couper les ponts derrière nous, nous regagnâmes le convoi sorti de Madrid le 10. En partant d'Ocaña où nous l'avions atteint, il prit la grande et magnifique route qui conduit à Valence. Le roi, avec sa petite armée, se jeta sur la droite, et nous marchâmes par des chemins de traverse parallèlement au convoi que nous couvrions par cette manœuvre, et dont nos troupes protégeaient le flanc et la queue. Mais après quelques jours de marche, l'ennemi n'ayant fait aucun mouvement, il ne nous resta plus à lutter que contre une chaleur excessive pendant le jour, un froid très-sensible pendant la nuit, et la disette d'eau et de vivres. Les plaines de la Manche que nous avions à traverser sous un soleil ardent, et dans la saison la plus chaude de l'année, présentaient un aspect désolant. Les champs, dépouillés des riches moissons qu'ils venaient de porter, n'étaient plus qu'un désert aride dont les bornes semblaient reculer chaque jour. Aucun arbre, aucun ombrage n'offrait d'asile au voyageur exténué, et ce ne fut qu'au bout de sept jours d'une marche extrêmement pénible [1], que le convoi et l'armée arrivèrent à Alba-

[1] Voici la route que le corps de troupes, à la tête duquel le roi s'était mis, et le convoi qu'il protégeait, ont suivie :

Le 15 août, le roi à Ocaña, le convoi à Villa-Tobos ;

Le 16, le roi à Lillo, le convoi à Coral d'Almagro ;

cete [1]. Là, de nouvelles difficultés nous attendaient. La grande route était commandée par le fort de Chinchilla où se trouvait une garnison espagnole. Nous n'avions ni le temps ni les moyens d'en faire le siége, et il fallut faire faire au convoi un assez long détour par des chemins presque impraticables, pour le faire passer hors de la portée du canon ennemi. La troupe essuya quelques volées qui ne produisirent aucun effet, et ne l'empêchèrent pas de suivre presque toujours la grande route, mais le convoi ne la regagna que dans la nuit, et l'on bivouaqua dans un petit bouquet de bois, le premier que nous eussions rencontré, à une lieue environ de Chinchilla. Le lendemain nous arrivâmes à El Bonete, petit village à quatre lieues d'Almanza. En nous y rendant, nous eûmes des nouvelles de l'armée d'Aragon. Le maréchal Suchet s'était avancé sur la rive droite du Xucar, et avait fait partir un détachement pour venir au-devant de nous. Ainsi, l'espoir d'une jonction prochaine avec l'armée d'Aragon nous soutint pendant cette journée, la plus fatigante de toute la route. Le village d'El Bonete était désert, tous les puits avaient été comblés, et la disette d'eau était telle qu'on

Le 17, le roi à El Toboso, le convoi à La Mota de Cuervo ;
Les 18 et 19, l'un et l'autre à Villa-Robledo ;
Les 20 et 21, à Roda ;
Le 22, à Albacete.

[1] C'est le point le plus élevé du grand plateau de la Manche qui verse à l'ouest dans le Tage et la Guadiana et à l'est dans le Xucar. On ne voit cependant aucun point de partage, et les cartes qui indiquent une chaîne de montagnes intermédiaire entre les deux versants sont fautives. Les puits, dans cette ville, ont plus de 60 pieds de profondeur.

payait dans le convoi jusqu'à une piastre une bouteille d'eau bourbeuse. Nous partîmes de cet horrible gîte à minuit et arrivâmes le 28 août, à six heures du matin, à Almanza[1]. La ville, qui est jolie et bien bâtie, n'avait pas été abandonnée. Nous y trouvâmes des ressources en vivres et un détachement de 200 chevaux de l'armée d'Aragon, de manière que, à compter de ce point, nous pouvions nous considérer comme en communication avec cette armée, et, par conséquent, hors de tout danger.

Le convoi, avec une forte escorte, passa la nuit à Almanza, mais le gros de l'armée avec le roi et sa suite en partit à minuit. A une lieue de la ville, on commence à descendre le puerto d'Almanza[2] et à découvrir les riantes vallées du royaume de Valence. Le chemin est très-beau, taillé à grands frais dans la montagne, et le défilé qu'il traverse a environ une demi-lieue de longueur. Il eût été facile à un corps ennemi de 12 à 13,000 hommes qui, pendant notre retraite, avait débarqué à Alicante, de s'avancer sur notre droite et de défendre le passage ; mais il paraît que, malgré l'avan-

[1] Almanza, située à l'extrémité orientale du plateau de la Manche, est célèbre par la victoire que le maréchal de Bervick y remporta le 15 avril 1707. Le champ de bataille où l'action eut lieu est au nord de la ville. On y voit une pyramide qui conserve la mémoire de cet événement.

[2] Tout le plateau de la Manche peut être considéré comme le sommet d'une chaîne de montagnes, élevé de 3 à 400 toises au-dessus du niveau de la mer. Ainsi, il faut nécessairement descendre pour entrer dans la vallée où le royaume de Valence est situé. Cette singulière configuration du terrain explique suffisamment la sécheresse générale du sol de la Manche et le défaut d'eau, surtout en été.

tage qu'il aurait eu à nous attaquer, embarrassés que nous étions de l'immense convoi que nous traînions après nous, il ne se trouva pas assez en force pour hasarder de se placer entre nous et le maréchal Suchet.

A l'issue du défilé, le pays s'ouvre, et nous avançâmes par un chemin ombragé de caroubiers. Des deux côtés, on voyait tantôt des vignes chargées de raisins en maturité, des orangers parés de fleurs et de fruits et des groupes de palmiers s'élançant vers le ciel, tantôt de vastes rizières, des jardins arrosés par des canaux, des villages nombreux et habités. Tel était l'aspect du magnifique paysage que nous avions sous les yeux, depuis notre entrée dans cette heureuse vallée jusqu'à notre arrivée à Valence; aspect qui s'embellissait encore pour nous par le contraste avec les tristes solitudes de la Manche. Nous passâmes ainsi, au milieu de cet enchantement continuel, successivement par Moxente, San-Felipe (l'ancienne Xativa [1]), Alcira et Carcagente, célèbre par ses jardins d'orangers, pour

[1] Xativa (Setabis des Romains) s'est rendue célèbre par la résistance qu'elle opposa aux armes de Philippe V. Les habitants s'enterrèrent sous les ruines de leurs maisons. En se reconstruisant, la ville perdit son ancien nom et fut obligée de prendre celui de son vainqueur. L'ancienne Xativa était à mi-côte; la nouvelle (San-Felipe) est entièrement dans la plaine. Elle est remarquable par le nombre de ses fontaines et l'abondance des eaux qu'elles versent. Une d'elles, située à peu de distance de la porte Concentayna, a 25 ajutages rangés sur une même ligne et adossés à un soubassement surmonté d'une attique. Chaque ajutage a deux pouces de diamètre. Le style de la fontaine est médiocre, mais sa situation au pied d'un rocher, sur lequel s'élèvent quelques cyprès, est admirable. La partie inférieure est plantée de saules pleureurs de la plus belle venue et de palmiers magnifiques qui produisent un

nous rendre à Valence où nous arrivâmes le 31 août.

Le roi y fit son entrée ce même jour aux acclamations du peuple. L'archevêque et le clergé vinrent le recevoir aux portes de la ville; les magistrats, précédés des fameuses statues gigantesques[1], le saluèrent en corps et lui présentèrent les clefs de la ville. Puis, tout le cortége le conduisit sous le dais de la cathédrale où, comme de raison, on chanta le *Te Deum.* Ainsi, quoique vaincu et parti, pour ainsi dire, en fugitif de sa capitale, Joseph se retrouvait roi à Valence. Mais, malgré les honneurs qui lui furent prodigués et qui pouvaient le consoler un moment de ses disgrâces, il était loin de recouvrer à Valence l'autorité souveraine. Le maréchal Suchet ne lui céda rien de l'administration, et l'empereur était toujours le véritable souverain du pays. Le roi et tout ce qu'il avait amené avec lui d'habitants de Madrid et de Français employés près de lui ne furent considérés que comme des réfugiés à qui on dissimulait mal combien ils étaient à charge. Après quelques jours de repos, les familles des Français éta-

aspect aussi nouveau qu'agréable pour nos yeux non accoutumés à de semblables paysages.

Au-dessus de la fontaine, on lit l'inscription suivante :

> La Sed apago al Labrador sediente :
> Con mis cristales Setabis florece,
> Crece el comercio, la labranza crece;
> Poblacion y cosechas acreciense.

[1] Ces figures, connues à Valence sous le nom de Los Gigantes, sont des espèces de mannequins d'une forme gigantesque et d'une grandeur démesurée. Elles sont conservées à l'hôtel de ville, et n'en sortent qu'aux entrées des rois, à la procession du patron de la ville et dans d'autres solennités semblables.

blis en Espagne, soit dans l'armée, soit dans les fonctions civiles, furent, toutes sans exception, renvoyées en France par la route de Saragosse et de Jaca [1]. Les Espagnols qui avaient suivi le roi et qui ne faisaient pas partie de sa maison furent dispersés dans les villages environnants, et il leur fut même défendu d'entrer dans Valence. L'armée que le roi avait amenée fut mise en cantonnement et se reposa de ses fatigues, se préparant à la nouvelle campagne qui devait s'ouvrir, aussitôt que l'armée du midi aurait fait sa jonction.

J'ai dit plus haut qu'en partant de Ségovie, le roi avait donné au duc de Dalmatie l'ordre positif d'évacuer l'Andalousie, et de venir, avec toutes les forces qui se trouvaient sous ses ordres, se réunir à l'armée du centre. Tolède avait d'abord été indiqué comme le point où la jonction se devait opérer, dans l'espérance où l'on était encore de pouvoir se maintenir à Madrid jusqu'à l'arrivée de l'armée du midi. Mais les mouvements des Anglais nous ayant forcés à évacuer la capitale, on avait envoyé au maréchal Soult de nouveaux émissaires, pour lui faire part de la retraite de l'armée du centre sur Valence, et lui désigner la frontière de ce royaume pour point de jonction. Le roi ne doutait pas que ses ordres ne fussent arrivés à Séville ; il attendait donc avec impatience des nouvelles de leur exécution, lorsque, le 8 septembre, une circonstance aussi singulière qu'imprévue nous instruisit de l'effet que

[1] Ce convoi dans lequel se trouvaient aussi ma femme et ma fille, se mit en marche le 10 septembre.

ces ordres avaient produit et de la manière dont ils avaient été interprétés.

Une lettre écrite par le maréchal Soult dans les derniers jours d'août 1811 au duc de Feltre, alors ministre de la guerre, avait été confiée à un bâtiment parti de Malaga et qui fut obligé de relâcher au Grao[1]. Le patron du bâtiment, ne pouvant aller plus loin, avait donné le paquet dont il était porteur au maréchal Suchet qui le remit au roi. Celui-ci n'hésita pas à l'ouvrir, espérant y trouver quelques éclaircissements sur la marche du duc de Dalmatie dont il n'avait reçu aucune réponse. La lettre était chiffrée; mais, comme le chiffre dont on s'était servi était commun à tous les généraux d'armée en Espagne, elle fut facilement mise au clair et communiquée au maréchal Jourdan et au duc d'Albufera. En voici l'extrait.

Le maréchal Soult commençait par se plaindre de la difficulté des correspondances et de celle de sa position. Il entrait ensuite en matière. — « Les rapports, — écrivait-il,— qu'il avait reçus de la bataille de Salamanque (des Arapiles) lui paraissaient exagérés; il se plaisait à croire que le mal n'était pas aussi grand qu'on l'avait fait. Il se plaignait que le roi ne l'eût pas instruit de sa marche à la tête de 15,000 hommes pour aller au secours du duc de Raguse, et de n'avoir appris cette marche qu'en recevant du roi l'ordre d'évacuer l'Andalousie et de se diriger sur Tolède, *comme unique moyen de salut qui restât.* Il blâmait l'opinion du roi, et croyait qu'on aurait mieux fait d'at-

[1] Nom du port de Valence qui est à une demi-lieue de la ville.

tendre que l'empereur fît avancer l'armée du nord de l'Espagne. Il avait fait au roi des propositions[1] qui n'avaient pas été acceptées; mais croyant encourir une trop grande responsabilité, s'il éludait l'exécution des ordres de Sa Majesté, il allait obéir, quoiqu'il regardât comme funeste l'abandon de l'Andalousie. » — De plus, il accusait le roi de vouloir évacuer l'Espagne, au moins jusqu'à l'Èbre, sacrifiant ainsi les plus belles conquêtes.

Puis, le maréchal ajoutait qu'il ne pouvait s'empêcher de réfléchir sur d'autres événements qui se passaient simultanément.

« Il avait vu dans les journaux de Cadix :

» Que l'ambassadeur du roi en Russie[2] avait fait faire quelques insinuations pour traiter avec le gouvernement des insurgés à Cadix ;

» Que la Suède avait fait un traité avec l'Angleterre ;

» Que 250 Espagnols avaient été envoyés pour faire une partie de la garde du prince héréditaire de Suède (Bernadotte, beau-frère du roi);

» Qu'un aide de camp de Moreau était arrivé à Cadix. »

[1] Il veut parler ici de celle de venir en Andalousie et de se réunir à l'armée du midi ; proposition que le roi avait rejetée.

[2] Je n'ai jamais entendu dire que le roi Joseph eût eu un ambassadeur en Russie. Il y avait seulement, je crois, un ancien chargé d'affaires qui y était resté. Mais la Russie en avait laissé un à Madrid, le baron de Mohrenheim, qui même nous avait suivis dans notre retraite, malgré la guerre entre la France et la Russie, et je puis assurer qu'on n'a jamais eu recours à sa médiation dans les démarches que, d'après les instructions de l'empereur, on a pu secrètement tenter auprès des cortès ou de la régence de Cadix.

Enfin le duc de Dalmatie annonçait au ministre qu'il avait déposé toutes les craintes que le concours de ces diverses circonstances lui avaient inspirées, dans les mains de six généraux de son armée, sous serment de ne les révéler que sur les ordres de l'empereur[1]; car il croyait que le but de toutes les fausses mesures qu'on prenait était de forcer toutes les armées françaises à repasser l'Èbre. »

Il terminait sa lettre en disant « qu'il aimait mieux pousser ses craintes à l'excès que de les négliger, puisqu'elles portaient sur des objets si importants au bien du service de l'empereur. »

Cette lettre était une accusation formelle contre le

[1] Cette réunion a effectivement eu lieu à Séville au moment du départ de l'armée. Une des personnes qui s'y trouvaient m'en a donné les détails qu'on va lire. Le maréchal, après avoir fait prêter serment aux officiers qu'il avait réunis, de ne pas divulguer les particularités qu'il avait à leur communiquer, leur exposa: qu'ayant pris la résolution d'exécuter les ordres qu'il avait reçus pour évacuer l'Andalousie, il croyait devoir leur faire part des alarmes que ces ordres lui causaient. Il ne pouvait leur dissimuler qu'il voyait dans cette disposition une sorte de trahison envers l'empereur, puisque, en attirant l'armée du midi au loin, peut-être même sur l'Èbre, comme il soupçonnait qu'on en avait formé le dessein, c'était remettre toute l'Espagne au pouvoir des cortès et de la régence. Que sans doute le roi avait apprécié les conséquences d'une telle manœuvre; mais il avait persisté, parce qu'au fond elle était dans les intérêts d'un prince qui voulait, à quelque prix que ce fût, se concilier les Espagnols, et qui pensait même se remettre entre leurs mains, espérant que, pour prix du service qu'il leur aurait rendu en les délivrant des Français, ils lui conserveraient la couronne. « Pour moi, — ajouta le maréchal, — » persuadé, comme général, que l'armée du midi ne pouvait être » chassée par toutes les forces des Anglais, et convaincu, comme » sujet fidèle de l'empereur, qu'il était du bien de son service de

roi. Elle prêtait aux ordres qu'il avait donnés pour l'évacuation de l'Andalousie les plus fausses intentions, en les rattachant à diverses circonstances étrangères qui pouvaient les rendre suspectes à l'empereur. Elle irrita vivement le roi qui se décida à en envoyer une copie à son frère, en y joignant un mémoire apologétique de sa conduite et des motifs qui l'avaient dirigée. Ce mémoire contenait l'historique fidèle des événements qui venaient de se passer en Espagne; il peignait les conséquences de l'insubordination des généraux et la funeste influence qu'elle avait eue sur les affaires. Le colonel Desprez, aide de camp du roi, fut chargé de porter la lettre et le mémoire à l'empereur, et de lui donner verbalement toutes les explications né-

» lui conserver cette riche province, j'ai fait tous les efforts possibles pour détourner une résolution si contraire à ses intérêts.
» Je les ai même poussés jusqu'à proposer au roi de venir en Andalousie et d'unir ses forces aux miennes. Ces efforts ont été
» inutiles, et mes propositions ont été rejetées. Il ne me reste
» donc plus qu'à obéir, et je l'eusse fait en silence, si les craintes
» que je viens de vous exposer n'eussent été que le résultat de
» mes propres observations. Mais, comme ces craintes se trouvent confirmées par les rapports qui me sont adressés de Cadix,
» et qui parlent de négociations entamées par le roi avec les
» cortès, comme ces rapports peuvent vous être connus, j'ai
» cru de mon devoir d'instruire le duc de Feltre de l'état des
» choses et d'en faire part en même temps aux principaux chefs
» de l'armée. J'espère que cette déclaration vous prouvera qu'en
» exécutant aujourd'hui les ordres réitérés et absolus du général
» en chef de toutes les armées françaises en Espagne, je ne
» suis, au moins, ni l'instrument des desseins qu'il peut avoir
» formés comme roi, ni dans l'intention de les servir. »

Cette allocution est trop bien d'accord avec la lettre interceptée à Valence, pour laisser le moindre doute sur la vérité du récit qui m'a été fait et que je viens de rapporter.

cessaires. Personne n'était, par ses moyens personnels, par la connaissance qu'il avait des faits et par la justesse de son esprit, plus propre à remplir une commission si délicate; mais il ne rejoignit l'empereur qu'à Moscou, au milieu des difficultés de tout genre qui l'environnaient déjà. L'intérêt que pouvait inspirer l'Espagne se perdait alors nécessairement dans la crise où l'empereur se trouvait lui-même, et qui appelait tous ses soins. Si donc le colonel Desprez parvint à se faire écouter, l'impression qu'il produisit s'effaça bientôt, et la faveur dont l'empereur continua à donner des marques au duc de Dalmatie et au duc de Raguse, la confiance qu'il ne cessa de leur témoigner ont prouvé, depuis, que les plaintes du roi furent promptement oubliées. Le besoin que l'empereur avait des talents militaires et de la grande habileté du premier de ces maréchaux, peut justifier la prévention de Napoléon à son égard; et d'ailleurs l'excès de zèle ne lui déplaisait pas. Mais elle est plus difficile à expliquer à l'égard du second qui la méritait si peu et la paya si mal de retour.

Trois jours avant le départ du colonel Desprez qui se mit en route le 15 septembre, arrivèrent des lettres du maréchal Soult qui annonçaient la résolution qu'il avait prise d'exécuter les ordres du roi, et les premières dispositions arrêtées par lui pour l'évacuation de l'Andalousie. D'autres suivirent et firent connaître la marche de l'armée du midi. Le roi partit alors de Valence le 22 septembre et se fixa à Moxente[1] et à San-Felipe, pour être plus à portée du duc de Dalma-

[1] Bourg situé à l'extrémité du royaume de Valence.

tie. Enfin le 2 octobre, nous sûmes qu'il était arrivé avec l'armée à Fuente de Higuera où le roi se rendit le 3, pour avoir une conférence avec lui. D'après ce qui fut arrêté dans cette conférence à laquelle assista le maréchal Jourdan, le roi, de retour à San-Felipe, en fit partir le général Lucotte, chargé d'aller porter à l'armée de Portugal l'ordre de s'avancer sur le Duero, et de passer ce fleuve pour opérer sa jonction avec les armées du midi et du centre qui allaient faire un mouvement vers le Tage, afin de forcer les Anglais à abandonner Madrid et à repasser la sierra de Guadarrama au delà de laquelle on se proposait de les poursuivre. D'après ce plan de campagne, l'armée du midi devait suivre la grande route de Valence à Madrid par Albacete, celle du centre la route de Valence à Cuença par Requeña ; les deux armées devaient se réunir à Ocaña.

Ces dispositions arrêtées, nous revînmes à Valence où nous restâmes quelques jours, occupés de notre départ et attendant des nouvelles du maréchal Soult dont nous devions suivre le mouvement. Aussitôt que nous fûmes instruits de sa marche, le quartier général de l'armée du midi quitta Valence[1] le 16 octobre, et

[1] Pendant un séjour d'un mois et demi dans le royaume de Valence, j'ai fait plusieurs excursions fort agréables. J'ai visité les environs de la ville, fait une course à Murviedro, l'ancienne Sagonte, admiré les restes d'un ancien théâtre romain. J'ai vu les magnifiques jardins de la maison de campagne de l'archevêque de Valence à Puzol où croissent en pleine terre les plantes les plus rares. J'ai visité aussi les beaux réservoirs construits par les Maures, et dont les eaux servent à l'irrigation de la vallée où elles entretiennent une éternelle verdure et une admirable fertilité. Mais il

prit la route de Cuença, par Buñol, Requeña, Villagordo, le pont de Pagaso où nous passâmes le Cabriel[1], Pesquera, Almodovar de la Peña et Solara. Pendant cette route, et avant d'entrer à Cuença où nous arrivâmes le 23 octobre, nous fûmes joints par le général Bigarré qui venait de Paris où il avait été envoyé par le roi. Il nous apporta les bulletins de la grande armée qui donnaient les détails de la bataille de la Moskowa, de l'entrée de l'empereur à Moscou, et enfin du terrible incendie qui avait consumé cette ancienne capitale de la Russie. Ces nouvelles furent accueillies dans notre armée comme des événements heureux et des victoires qui, bien qu'achetées chèrement, ajoutaient à la gloire de nos armes. Nous étions loin alors de prévoir les funestes suites qu'elles devaient avoir.

serait trop long d'entrer ici dans le détail de ces diverses courses. On trouve, d'ailleurs, tout ce qui peut intéresser à l'égard du royaume de Valence dans l'ouvrage de Cavanilles, intitulé : *Observaciones sobre la historia naturale, geografia, agricultura, poblacion y frutos del regno de Valencia*, imprimé à l'imprimerie royale à Madrid en 1795, en 2 vol. in-fol. Quant à la ville de Valence même, ses monuments, sa promenade de l'Alameda, jadis si renommée par les superbes palmiers qui la formaient, mais détruite dans le siége, ont été décrits par tous les voyageurs.

[1] Cette rivière a sa source dans la montagne de San-Felipe, non loin de Cuença, et se jette, à l'entrée du royaume de Valence, dans le Xucar qui a également pris naissance dans la même montagne. Ainsi, la chaîne de montagnes qui enferme le royaume de Valence est percée, pour le passage de cette rivière, par une anfractuosité très-profonde qui forme une vallée presque inabordable. A la sortie du pont de Pagaso, on monte une côte très-raide et très-haute, après laquelle on se trouve presque au niveau du plateau de la Manche.

L'armée prit deux jours de repos à Cuença [1], et en partit le 26 octobre pour Tarrancon où elle arriva le 27. Elle était le 28 à Ocaña où nous trouvâmes le duc de Dalmatie avec l'armée du midi dont les avant-postes avaient déjà passé le Tage à Aranjuez.

Là, nous apprîmes que les Anglais, qui avaient échoué contre la citadelle de Burgos, défendue par le général Dubreton, s'étaient repliés précipitamment sur le Duero, poursuivis par l'armée de Portugal qui, conformément aux ordres du roi, avait repris l'offensive. On ajoutait que le général Hill, resté à Tolède avec un corps de troupes pour couvrir Madrid, ne se trouvant pas en mesure de défendre cette capitale contre les forces réunies des armées du midi et du centre, avait pris le parti de l'évacuer, et de se retirer au delà de la sierra de Guadarrama. Ces heureuses nouvelles qui furent pleinement confirmées, nous firent hâter notre marche, et le roi rentra le 2 no-

[1] Cuença, capitale de la province de ce nom, est bâtie sur le penchant d'une colline très-escarpée, et adossée à deux montagnes élevées, de manière que la forme totale du site que la ville occupe ressemble assez à une coquille, et c'est de cette configuration qu'elle a reçu le nom de Cuença (*concha*). Le Guecar qui se jette dans le Xucar passe au pied de la ville, dans un ravin profond sur lequel on a jeté un pont hardi qu'on dit avoir été bâti sur les dessins d'un chanoine de Cuença. La cathédrale, très-ancienne, est d'architecture gothique. Près du maître-autel, on lit une inscription en lettres gothiques qui fixe l'époque à laquelle Cuença est passée sous la domination des rois de Castille. La voici :

El Rey Don Alonzo IX
Ganò a Cuenço, el Miercoles,
Dia de San Mateo, XXI de Setiembre,
Año de Nuestro Señor MCLXXVII.

vembre à Madrid. Les magistrats de la municipalité vinrent au-devant de lui jusqu'au gué du Mançanarez. Ils étaient assez embarrassés de leurs personnes, et l'accueil qu'ils reçurent était peu fait pour les remettre ; cependant aucune rigueur ne fut exercée. Le roi ne s'arrêta qu'un jour à Madrid, et le 4 novembre nous nous remîmes en route. Nous passâmes le puerto de Guadarrama dans la nuit du 4 au 5, et le 6 nous étions à Arevalo où nous reçûmes des nouvelles directes de l'armée de Portugal dont la marche n'était retardée que par la nécessité de rétablir les ponts que les Anglais avaient coupés dans leur retraite. Nous sûmes qu'ils avaient perdu 2,500 hommes devant Burgos, et que Wellington, qui commandait en personne le siége, avait repassé successivement le Carrion, la Pisuerga et le Duero pour se retirer sur Salamanque où il devait faire sa jonction avec le corps du général Hill qui, ainsi que je l'ai dit plus haut, avait évacué Madrid à notre approche[1].

D'Arevalo, où nous restâmes un jour pour attendre le mouvement de l'armée de Portugal, le roi se porta à Peña-Aranda où se fit la jonction des trois armées,

[1] Dans cette retraite, les troupes anglaises ravagèrent le pays qu'elles traversaient et qu'elles renonçaient à défendre. Les excès auxquels elles se portèrent furent tels que lord Wellington, dans une proclamation adressée à son armée (*voyez Annual Register*, 1812, p. 158), « lui reprocha un manque de discipline au delà de » ce qu'il a jamais observé dans les armées où il a servi, et même » de tout ce qu'il a jamais entendu rapporter. » — Du reste, je ne cite pas ces expressions du général anglais, pour justifier les Français des torts du même genre dont ils se sont rendus coupables dans le même pays, mais pour prouver que les Anglais n'avaient pas le droit de leur en faire des reproches.

du midi, de Portugal et du centre. Celle-ci qui, suivant les premières dispositions, devait rester à Madrid pour défendre cette capitale, en avait été retirée, afin de réunir sur le même point toutes les forces dont on pouvait disposer, et de multiplier les chances de succès, si, comme on avait lieu de l'espérer, on parvenait à engager une affaire générale avec les Anglais [1].

Ainsi le roi se voyait le 10 novembre à la tête de près de 100,000 hommes sur la rive droite de la Tormès. Mais ces 100,000 hommes se trouvaient inégalement partagés entre les trois armées. Celle du midi était forte de 60,000 hommes, celle de Portugal de 25,000 et celle du centre de 12,000 seulement. Cette dernière était depuis longtemps sous les ordres immédiats du roi; mais, chargé du commandement général, il crut ne devoir pas conserver de commandement particulier, et donna celui de l'armée du centre au maréchal Soult qui fut ainsi placé à la tête de deux armées. Quant à celle de Portugal qui, depuis Burgos, marchait sous les ordres du général Souham [2], il en donna le commandement au comte d'Erlon, employé jusque-là dans l'armée du midi. Le roi se flattait qu'il régnerait entre ce général et le duc de Dalmatie plus d'accord et une meilleure intelligence qu'avec le général Souham; mais celui-ci ressentit vivement

[1] Madrid ayant été totalement abandonné, l'armée du centre fut suivie dans sa marche d'un convoi composé d'un grand nombre de personnes des deux sexes qui n'avaient pas osé rester dans la ville après le départ des Français.

[2] Le duc de Raguse était rentré en France, et le général Clausel qui lui avait d'abord succédé reçut de l'empereur une autre destination.

cette injure, dans un moment où l'on se croyait à la veille d'une affaire importante. D'un autre côté, le maréchal Soult, en dissension ouverte, depuis six mois, avec le roi, et sachant parfaitement qu'il ne devait la marque de confiance qu'il recevait qu'au besoin qu'on avait de ses talents et de son influence sur les troupes, ne s'annonçait pas comme très-disposé à servir d'instrument à la gloire d'un autre.

Quoi qu'il en soit, ces dispositions, bien ou mal conçues, ayant été arrêtées et mises à exécution, on se prépara à attaquer les Anglais. Tous les rapports annonçaient qu'ils avaient pris position sur la rive gauche de la Tormès, dans la même plaine des Arapiles où, cinq mois auparavant, le maréchal Marmont avait été battu, laissant seulement sur la rive droite un corps qui occupait Alba de Tormès. Il avait d'abord été question de passer la rivière à Alba même, et d'en forcer le passage en face des Anglais ; mais ce plan qu'avait proposé le maréchal Jourdan ayant été regardé comme trop hasardeux, on résolut de tourner la position de l'ennemi, en passant la Tormès à quatre ou cinq lieues au-dessus de Salamanque, pour se porter sur les derrières des Anglais. Le roi partit de Peña-Aranda le 13 novembre, et alla coucher à Val de Carros. Ce même jour, le duc de Dalmatie, en remontant la Tormès, se porta en face de La Maya et effectua, le 14, avec les armées du midi et du centre, le passage de cette rivière sur deux ponts de chevalet construits aux environs de Galisancho, à une lieue au-dessus d'Alba de Tormès. Cependant le comte d'Erlon manœuvrait sur cette dernière ville que les

Anglais abandonnèrent à son approche, pour passer sur la rive gauche de la Tormès. La garde royale et la réserve près de laquelle j'étais resté suivit le mouvement du roi, et je traversai avec elle à midi la rivière sur le pont de chevalet élevé en face même de Galisancho. On passa la nuit au bivouac en arrière de Mozarbès, dans un bois de chênes verts, de l'espèce dont les fruits sont bons à manger (*quercus edulis*), et qui servirent en partie à la nourriture des soldats. Le roi avait son quartier général à la ferme de Montehano, à une lieue de Mozarbès. Dans la soirée, il y eut une canonnade assez vive de la part de l'ennemi sur nos reconnaissances, mais aucun engagement sérieux n'avait suivi.

Le 15 novembre au matin les armées se trouvaient en présence. Jamais, depuis le commencement de la guerre d'Espagne, des forces plus considérables n'avaient paru sur le même champ de bataille. L'armée alliée comptait 90,000 hommes[1], et l'armée française, comme on l'a vu plus haut, 97,000. Elle était donc supérieure aux forces ennemies, surtout en cavalerie. Le roi quitta de grand matin la ferme de Montehano et se porta à l'hermitage de Nuestra Senora de Utera.

[1] Voici, d'après un état officiel qui m'a été communiqué à Salamanque, le relevé des troupes sous les ordres de lord Wellington.

Anglais.	22 à 23,000 hommes.
Portugais.	18 à 20,000
Galiciens, amenés par Castaños.	9 à 10,000
Corps du général Hill.	20 à 21,000
Espagnols.	17 à 18,000
Total. . . .	86 à 92,000 hommes.

On s'attendait à un grand événement, mais cette journée qui semblait destinée à une action générale et décisive, se passa, de la part des Français, en manœuvres et en mouvements partiels qui ne produisirent rien. On crut devoir attendre pour attaquer, que les colonnes de l'armée de Portugal, qui n'avaient pu passer la rivière à Alba que la veille très-tard, fussent arrivées sur le terrain, et elles n'y parurent qu'à midi. Alors le duc de Dalmatie se porta avec toutes ses forces sur sa gauche, dans le dessein de couper la route de Salamanque à Ciudad-Rodrigo; mais ce mouvement commença trop tard pour réussir. La matinée avait été employée à fortifier les hauteurs dont les Français s'étaient emparés, et que les Anglais, pour masquer leur retraite, feignirent de vouloir reprendre. Un temps précieux se perdit, l'occasion échappa, et lord Wellington qui n'avait voulu que se soustraire à la nécessité de combattre fit défiler, dans la direction de Salamanque à Tamamès [1], l'armée nombreuse qu'il commandait, devant celle des Français qui ne l'in quiéta pas. Une forte pluie qui dura tout le jour favorisa sa retraite. Les alliés profitèrent de la nuit, pour hâter leur marche. Ils furent suivis pendant quelques jours par le maréchal Soult qui abandonna bientôt une poursuite inutile. Enfin, l'ennemi se replia entièrement sur la frontière de Portugal, après avoir néanmoins perdu un assez grand nombre de prisonniers que les Français ramassaient sur les derrières de l'armée alliée, et éprouvé de grandes pertes en

[1] Bourg situé à moitié chemin de Salamanque à Ciudad-Rodrigo.

équipages et en charrois, causées par le mauvais état des chemins.

Le comte d'Erlon, avec l'armée de Portugal, entra le 15 novembre au soir à Salamanque, et le lendemain le roi établit son quartier général dans cette ville.

Ainsi se termina cette campagne, préparée de si loin, si bien conduite jusqu'au moment décisif et qui promettait un tout autre résultat. « Est-ce là, — disait-on, — ce que devait produire la réunion de forces si considérables? Comment l'armée alliée, presque surprise dans une position défavorable, a-t-elle pu nous échapper? Comment les Français, après avoir passé la Tormès, ne se sont-ils pas portés immédiatement sur la route de Salamanque à Tamamès, pour couper la retraite aux Anglais? Comment, enfin, dans la matinée du 15, n'avons-nous pas attaqué avant l'arrivée de l'armée de Portugal? Le maréchal Soult, avec les forces qu'il avait sous ses ordres, n'était-il pas en état de commencer et d'entretenir le combat jusqu'au moment où allaient paraître les colonnes du comte d'Erlon qui n'étaient qu'à une lieue et demie du champ de bataille? Est-ce timidité, incertitude ou mauvaise volonté qui a suspendu l'attaque? » — Telles étaient les questions qui se présentaient à tous les esprits après les événements de la journée du 15 novembre. On n'y reconnaissait ni l'activité ni l'audace de nos troupes. Quelle puissance les avait enchaînées? Il était triste de penser que des ressentiments privés et une funeste mésintelligence avaient peut-être dérobé aux Français la gloire de venger une injure récente dans les mêmes lieux où naguère ils l'avaient reçue :

et cependant c'est à cette idée qu'on était, en quelque sorte, forcé de s'arrêter. L'armée était nombreuse, l'ennemi inférieur en forces; les chefs étaient habiles et expérimentés, les soldats bien disposés. Qui aurait pu disputer la victoire, si la volonté de vaincre eût été égale aux moyens?

Nous restâmes peu de jours à Salamanque. Aussitôt qu'on eut la certitude que l'armée alliée avait repassé l'Agueda pour rentrer en Portugal et abandonné encore une fois l'Espagne à son sort, le roi songea à retourner à Madrid, et l'on assigna des cantonnements aux trois armées.

Celle du midi fut destinée à occuper les provinces d'Avila, Plasencia, une partie de celle de Tolède et de la Manche. Quartier général à Tolède.

L'armée de Portugal, les provinces de Salamanque, Zamora, Valladolid et Burgos, jusqu'à la limite de l'armée du nord. Quartier général à Valladolid.

L'armée du centre, les provinces de Ségovie, Guadalaxara, Madrid, Cuença et les parties des provinces de Tolède et de la Manche, non occupées par l'armée du midi. Quartier général à Madrid.

Cette répartition arrêtée, rien ne retenait plus le roi à Salamanque [1]. Il en partit le 23 novembre par un

[1] La ville de Salamanque que j'eus le temps de visiter en détail, contient plusieurs beaux édifices. La cathédrale, le collége des jésuites et l'université sont les plus remarquables. Au-dessus de la porte d'entrée des bâtiments de l'université, on lit l'inscription suivante, du temps de Ferdinand et d'Isabelle :

ΟΙ ΒΑΣΙΛΕΙΣ Τῌ ΕΓΚΥΚΛΟΠΕΔΕΙᾼ.
ΑΥΤΗ ΤΟΙΣ ΒΑΣΙΛΕΙΕΙ.

froid extrêmement rigoureux et tout à fait sans exemple en Espagne à cette époque de l'année [1]. Nous passâmes par Peña-Aranda, Madrigal [2], Arevalo où nous nous arrêtâmes trois jours, Villa-Castin, et après avoir franchi le puerto de Guadarrama le 2 décembre [3], nous arrivâmes le même jour au soir à Madrid. Depuis que l'armée du centre en était partie, le chef de

La plaza mayor est très-belle. Elle est entourée de portiques au-dessus desquels s'élèvent des maisons à trois étages d'une assez bonne architecture. Au-dessus de l'imposte des voûtes, on voit une suite de médaillons en pierre qui renferment les portraits des rois d'Espagne et des grands hommes de la nation. Parmi ces derniers se trouvent ceux du Cid, de Gonzalez de Cordova, de Cristóval Colon (Christophe Colomb), de Francisco Pizarro, de Fernando de Toledo, d'Antonio de Leyva et d'autres. Du reste, un grand nombre d'anciens édifices avaient beaucoup souffert par la construction du fort que le duc de Raguse avait fait élever sur la Tormès à l'extrémité du pont qui conduit dans la ville. Toute cette partie n'offrait plus qu'un monceau de ruines.

[1] Avant de quitter Salamanque, le roi fit partir le général Bigarré pour Paris, et le chargea d'un rapport à l'empereur, en date du 21 novembre, sur les événements des jours précédents. Dans ce rapport, il indiquait les fautes que le maréchal Soult avait commises lors du projet d'attaquer les Anglais aux Arapiles le 14; fautes qui les ont sauvés d'une défaite complète. Il ajouta que le maréchal Jourdan avait été d'avis de passer la Tormès à Alba *sous le nez de l'ennemi*.

[2] La petite ville de Madrigal fut jadis la résidence des rois de Castille, mais elle ne conserve plus rien de son ancienne splendeur. Elle a donné naissance au fameux imposteur Pasteleca qui se fit passer pour D. Sébastien, roi de Portugal, tué en Afrique dans une bataille contre les Maures.

[3] Nous eûmes beaucoup à souffrir du froid sur la montagne, sans cependant éprouver d'accident fâcheux. Mais quelques jours après notre passage, des troupes parties de Ségovie, sous les ordres du comte d'Erlon, furent surprises au puerto de Guadarrama par la tourmente, et perdirent une centaine d'hommes qui furent suffoqués.

bande l'Empecinado avait occupé la ville ; mais il l'avait abandonnée à l'approche des colonnes qui nous précédaient.

C'était la troisième fois [1] que, alternativement obligés de quitter Madrid et ramenés par les chances de la guerre dans cette capitale, nous y rentrions, mais ce ne fut pas pour y séjourner longtemps ; bientôt nous allions l'abandonner sans retour.

[1] Une fois en 1808 et deux fois en 1812.

CHAPITRE VIII.

Impression douloureuse que les nouvelles de la grande armée en Russie produisent sur les Français à Madrid. — Conséquences de ces désastres pour les affaires d'Espagne. — L'armée du midi se concentre sur le Duero. — Le roi, avec sa garde, se transporte à Valladolid. — Les forces sous les ordres du roi réduites de plus d'un tiers par suite du rappel en France d'un grand nombre de sous-officiers et de vétérans, ainsi que du détachement d'un corps commandé par le général Clâusel et destiné à agir contre Mina. — Lord Wellington nommé par les cortès généralissime de toutes les armées espagnoles. — Évacuation de Madrid. — Le général anglais commence, à la tête de 100,000 hommes, ses opérations, et arrive le 26 mai sur la Tormès. — L'armée française se replie sur Burgos, suivie par l'ennemi. — Le roi fait sauter la citadelle de Burgos dont l'explosion coûte la vie à un bon nombre de soldats français. — L'armée du roi arrive le 15 juin aux défilés de Pancorvo. — Dissidences dans les conseils militaires du roi sur la question de savoir si l'on défendra ou non ces défilés. — Les Français se replient sur l'Èbre. — L'armée anglaise ayant passé ce fleuve, les Français l'abandonnent précipitamment et prennent position le 19 sur la Zadora, en avant de Vittoria. — Le moment où l'on pouvait encore se retirer derrière Vittoria sur le défilé de Salinos ayant été manqué, le roi est obligé d'attendre l'ennemi. — Position de l'armée le 21 au matin. — La bataille s'engage, et les Français, après une résistance opiniâtre, sont forcés d'abandonner leur première et bientôt aussi leur seconde position. — La grande route de France étant occupée par l'ennemi, on dirige la retraite sur Salvatierra. — Une attaque de hussards anglais fait tourner en déroute la retraite de l'armée battue qui arrive le soir à Salvatierra. — La retraite continue, l'armée de Portugal formant l'arrière-garde. — Le roi, avec les armées du midi et du centre, arrive le 23 à Pampelune. — Ayant rejoint l'armée de Portugal, il passe avec elle la Bidassoa le 28 juin et établit son quartier général à Saint-Jean-de-Luz. — L'auteur, chargé par le roi d'une mission près de l'empereur en Allemagne, part pour Vichy où il doit voir en passant la reine Julie. — Il se laisse détourner par cette princesse de la continuation de son

voyage à Dresde, et retourne sur ses pas pour rejoindre le roi qu'il rencontre près de Bayonne. — Joseph s'établit, avec sa suite, au château de Poyanne, mais reçoit, au bout de huit jours, l'autorisation d'aller habiter Morfontaine où il arrive avec l'auteur le 30 juillet 1813.

A peine étions-nous de retour à Madrid après l'infructueuse campagne de Salamanque, que les nouvelles arrivant de Paris vinrent semer parmi nous l'alarme et l'inquiétude. Les bulletins que nous recevions des opérations de la grande armée en Russie annonçaient qu'elle était en pleine retraite, et quoique nous ne pussions pas encore soupçonner les désastres de cette fatale retraite, le style des bulletins était déjà si peu rassurant que les esprits les plus confiants dans les moyens et les ressources du génie de l'empereur commençaient à s'effrayer. D'un autre côté, les événements qui s'étaient passés à Paris pendant l'absence de l'empereur, la conspiration du général Mallet qui avait mis l'existence politique du gouvernement à deux doigts de sa ruine, la conduite ridicule des principales autorités dans cette crise momentanée, la procédure étrange d'après laquelle le général et ses complices avaient été condamnés : tout semblait annoncer un état de faiblesse et de convulsion intérieure que nos revers à l'extérieur rendaient encore plus périlleux et plus redoutable. Enfin les gazettes françaises, parlant des opérations militaires qui avaient eu lieu en Espagne dans les derniers trois mois, étaient toutes dirigées contre le roi, et, dans le compte qu'elles rendaient des mouvements de nos armées, elles affectaient à son égard

un silence désobligeant, tandis qu'on y faisait du duc de Dalmatie les plus grands éloges qui prouvaient que toutes les plaintes que le roi avaient portées sur sa conduite n'avaient point été écoutées.

C'est dans cette anxiété d'esprit, dans cette attente pénible d'un avenir menaçant que s'écoulèrent les derniers jours de l'année 1812. Madrid était triste, le palais désert ; le découragement et le dégoût se manifestaient partout. Le maréchal Jourdan, malade, avait, de sa propre autorité, remis ses fonctions au général d'Aultannes ; tous les liens de la discipline se relâchaient de plus en plus. Le caractère du roi, aigri par tant de sujets de chagrin, s'altérait ; l'embarras où le jetait, pour ses affaires personnelles, l'épuisement des finances, le forçait à prendre des dispositions qui, en blessant une foule d'intérêts privés, diminuaient chaque jour le nombre de ses partisans. Afin de le laisser maître d'adopter des arrangements plus économiques, je quittai spontanément la place de surintendant général de sa maison que j'avais occupée jusqu'alors. Je restai donc sans fonctions administratives ; l'amitié et l'attachement me retinrent seuls près de sa personne.

L'année 1813 commença sous ces tristes auspices, et bientôt les détails contenus dans le célèbre vingt-neuvième bulletin, et qui circulaient en Espagne avant même que nous les eussions reçus [1], ne nous laissèrent plus de doute sur les désastres de notre armée en

[1] Le bulletin ne nous parvint à Madrid que le 16 janvier, quoique dès le 31 décembre il fût connu à Vittoria et à Burgos d'où il s'était répandu en Portugal et à Cadix.

Russie. Ils furent, d'ailleurs, confirmés et, s'il se peut, même aggravés par une lettre du colonel Desprez qui, en revenant de Moscou, écrivait au roi « que l'imagination ne pouvait atteindre à la réalité de nos revers ; qu'en un mot *l'armée était morte.* »

Lorsque la première impression de douleur que produisit sur nous ce terrible dénoûment d'une entreprise gigantesque fut un peu calmée, nous nous demandâmes quelle influence il devait avoir sur notre situation en Espagne. Il était d'abord évident que nous n'avions plus aucun secours à attendre de la France, et ensuite, que l'ennemi qui, au contraire, recevait chaque jour des renforts, ne tarderait pas à profiter d'une chance aussi favorable pour nous attaquer. Il était donc impossible de songer à défendre le Tage ni à garder la capitale, et nous ne pouvions trop nous hâter de concentrer nos forces sur le Duero, pour en disputer, s'il était possible, le passage. Mais, malgré la nécessité pressante de prendre un parti, on resta en suspens, en attendant les ordres de l'empereur. Déjà il retirait des corps qui se trouvaient en Espagne tous les soldats d'élite, pour recruter la garde impériale. Des cadres entiers de régiments partaient pour aller se compléter avec la conscription extraordinaire qui se levait en France. En même temps, il appelait près de lui les généraux sur lesquels il croyait pouvoir le plus compter ou dont les talents lui étaient connus et nécessaires. Le duc de Dalmatie fut de ce nombre. Il passa à Madrid le 2 mars, suivi d'un grand nombre de fourgons chargés des objets précieux qu'il rapportait d'Andalousie. Après

avoir vu le roi un instant, il continua sa route pour Paris. Rien ne ressemblait moins à une disgrâce que sa marche, et, en effet, son rappel d'Espagne n'en était pas une.

Enfin, les ordres de l'empereur étant arrivés, les troupes de l'armée du midi qui, depuis le départ du maréchal Soult, était passée sous les ordres du général Gazan, commencèrent dans les premiers jours de mars à se concentrer sur les deux rives du Duero, laissant, comme avant-poste, une division à Salamanque. De son côté, le roi résolut de se transporter à Valladolid où se trouvait le quartier général de l'armée de Portugal, sous les ordres du général Reille. Il partit le 17 mars de Madrid avec sa garde, mais l'armée du centre resta dans cette capitale et aux environs, sous les ordres du comte d'Erlon qui en avait pris le commandement, en cédant celui de l'armée de Portugal. Par suite de ces dispositions, nous avions, comme on voit, à peu près abandonné tout le pays situé entre le Tage et le Duero. Nous n'avions plus sur le premier de ces fleuves que le poste d'Aranjuez fourni par l'armée du centre, et ce poste devait être évacué, aussitôt que cette armée qui ne demeurait que provisoirement à Madrid en serait retirée, pour se joindre à celle du midi et de Portugal, si les mouvements de l'ennemi rendaient nécessaire la réunion de tous nos moyens.

Les Français restaient ainsi sur la défensive ; mais leurs forces diminuaient sans cesse par les nombreux détachements que l'empereur continuait à tirer de l'Espagne pour renforcer ses armées au nord, et surtout pour former le noyau des nouveaux régiments

qu'il faisait organiser en France. On affaiblit ainsi numériquement ceux qui restaient en Espagne, en même temps qu'on les énervait, en leur enlevant les sous-officiers et les vétérans. Une disposition particulière, ordonnée directement par l'empereur, vint encore réduire les forces qui nous restaient pour faire face à l'armée ennemie, en présence de laquelle nous allions nous trouver. Il donna au général Clausel le commandement d'un corps indépendant, fort de 10,000 hommes tirés de l'armée du nord et de celle de Portugal, et le chargea de poursuivre, à la tête de ce corps, Mina qui, à cette époque, parcourait la Navarre et la Biscaye, y levait des contributions et s'était rendu presque entièrement maître dans ces provinces[1]. Par toutes les causes que je viens d'indiquer, les trois armées, du midi, du centre et de Portugal, qui, comme je l'ai dit plus haut, formaient un total de près de 100,000 combattants, se trouvaient réduites, au mois de mai, à 55,000 hommes d'infanterie et 7,000 de cavalerie, sous les ordres immédiats du roi ayant près de lui le maréchal Jourdan comme major général.

Pendant les premiers mois de l'année 1813, les Anglais, rentrés en Portugal après leur retraite de Salamanque, ne firent aucun mouvement, et comme nous étions hors d'état de prendre l'offensive, notre séjour à Valladolid où le roi était arrivé le 23 mars se prolongea au delà de deux mois. Pendant ce temps, Joseph se livra encore à quelques illusions que l'inaction

[1] Le général Clausel partit à la tête de ce corps de Vittoria, le 11 avril 1813, obtint des succès partout où il joignit l'ennemi, mais n'eut pas le temps d'achever de le détruire.

de l'ennemi entretenait. En voici les causes. Par les nouvelles qui nous vinrent de Cadix, nous apprîmes que lord Wellington était arrivé dans cette ville; que les cortès et la régence lui avaient déféré, avec le titre de généralissime, le commandement de toutes les armées espagnoles; que cette nomination avait blessé l'orgueil des généraux de cette nation; qu'entre autres, Ballesteros, un des plus influents sur l'esprit du soldat, avait refusé de reconnaître l'autorité du généralissime anglais, et que le gouvernement s'était vu dans la nécessité de destituer et même d'exiler Ballesteros. En même temps que ces dissensions intérieures éclataient dans Cadix, divers corps de guérillas stationnés dans la Manche, mécontents des rigueurs exercées contre Ballesteros, avaient fait insinuer qu'ils seraient disposés à s'accommoder avec le gouvernement du roi, si on voulait leur assurer quelques avantages, et sur cette insinuation, le général Viruès, aide de camp du roi, avait été envoyé pour négocier avec eux. Mais ces mouvements et les espérances qu'ils avaient fait naître et qu'on avait embrassées avec trop de facilité, se dissipèrent promptement[1]. Lord Wellington était revenu à l'armée dont il s'était séparé momentanément, et dès le milieu du mois de mai il commença ses opérations. A la première nouvelle de ses mouvements, l'évacuation de Madrid fut résolue, et l'armée du centre eut l'ordre de quitter la capitale et ses environs pour rejoindre le quartier général du roi à Valladolid. On fit

[1] Le général Viruès ne put aller que jusqu'à Madrid; les mouvements de l'ennemi qui commençaient alors ne lui permirent pas de s'avancer plus loin.

aussi partir pour la France un convoi composé de malades, de convalescents et de plusieurs personnes attachées au gouvernement du roi ou à l'armée, et dont la présence eût été un surcroît d'embarras pendant la campagne qui allait s'ouvrir. Le comte de Laforêt fut du nombre. Nous le vîmes partir sans regret; il n'avait pas peu contribué à augmenter les difficultés de notre position par l'ignorance où il avait constamment laissé l'empereur sur la véritable situation de l'Espagne.

L'armée combinée sous les ordres de lord Wellington arriva sur la Tormès le 26 mai, et entra ce même jour à Salamanque d'où le corps du général Villate sortit, après avoir essuyé quelques pertes. Elle était composée des troupes anglaises, d'un corps de Portugais et du 4e corps de l'armée espagnole. On évaluait sa force à 100,000 hommes.

Nous reçûmes le 28 mai à Valladolid la nouvelle de la marche de cette armée formidable entre la Tormès et le Duero, et l'on fit tous les préparatifs de départ. Mais l'armée du centre ne nous avait pas encore joints, et nous ne pouvions pas nous mettre en marche sans l'avoir ralliée, ainsi que le nombreux convoi composé de Français et d'Espagnols qui quittaient Madrid et qu'on aurait livrés, en les abandonnant, à une perte certaine. Cette réunion eut enfin lieu le 1er juin et le départ fut fixé au lendemain.

Ce jour, à trois heures du matin, le convoi venu de Madrid et un autre qui s'était formé à Valladolid passèrent la Pisuerga, et l'armée suivit dans la journée. Le roi et les personnes restées près de lui se mirent en marche à quatre heures du soir, et après le passage de

l'arrière-garde, le pont fut rompu. Toute l'armée se dirigea vers Burgos et arriva le 9 juin sur l'Arlanzon. L'ennemi qui, derrière nous, avait passé successivement le Duero et la Pisuerga commençait à nous serrer. Nous nous arrêtâmes cependant trois jours à Burgos, tant pour permettre au convoi qui gênait notre marche de se dégager et de s'avancer sur la route de Vittoria, que pour reconnaître diverses positions dans lesquelles on eut d'abord le projet d'attendre l'armée qui nous poursuivait, et de tenter le sort d'une bataille. Mais les manœuvres de l'ennemi, qui, en se portant sur notre droite, paraissait chercher à tourner nos positions plutôt qu'à les attaquer, et plus encore l'incertitude que faisait naître la diversité d'opinions qui se manifestait parmi les généraux sur le parti qu'il conviendrait de prendre, décidèrent le roi à passer l'Arlanzon et à évacuer Burgos sans combattre[1]. Il quitta donc cette ville le 13 juin au matin, après avoir donné l'ordre de faire sauter le fort dont la défense mémorable avait arrêté, l'année précédente, les progrès des Anglais, et qui, depuis, n'avait été ni réparé ni même entretenu. L'explosion fut terrible et funeste aux troupes qui, au moment où elle eut lieu, traversaient la ville : 150 à 200 soldats français furent tués ou blessés par les éclats des bombes qu'on avait enterrées dans l'intérieur du fort, pour suppléer à l'effet des mines qu'on n'avait pas eu le temps de creuser complétement. Le moyen réussit, mais il coûta cher à ceux

[1] Il y eut seulement, le 12 juin au soir, un léger engagement au pont de Buniel, à deux lieues au sud de Burgos, à la suite d'une reconnaissance que l'ennemi avait dirigée sur ce point.

qui l'avaient employé. Quelques bâtiments de la ville furent endommagés; toutefois les habitants ne souffrirent pas : il ne s'en trouvait aucun dans les rues au moment de l'explosion, à six heures du matin.

Notre retraite continua pendant trois jours par Villa-del-Peon, Briviesca et Pancorvo où nous arrivâmes le 15 juin, sans que l'ennemi qui suivait une autre direction par Santivanès nous eût inquiétés.

Depuis notre départ de Valladolid jusqu'à notre arrivée à Pancorvo, il y avait eu beaucoup de dissidence dans les conseils du roi. Quelques avis, tels que ceux du comte Gazan et du comte d'Erlon, se prononçaient hautement pour attendre l'ennemi, comme le parti le plus honorable. Il fut facile de faire incliner vers cette opinion le roi qui craignait qu'on ne l'accusât d'avoir évité une bataille, et qui se serait volontiers déterminé à prendre le parti le plus hasardeux, pour éloigner tout reproche de faiblesse. On s'arrêta donc à Burgos, mais le projet d'y tenir fut promptement abandonné. Lorsque nous eûmes atteint les défilés de Pancorvo, les mêmes irrésolutions se manifestèrent. Ceux qui avaient été d'avis de combattre à Burgos, le furent également de défendre ces défilés qu'ils regardaient comme une position où l'avantage des lieux compensait, et au delà, l'infériorité de nos forces [1]. Ils ajoutaient que jamais Wellington ne hasarderait de s'engager au delà de l'Èbre, dans un pays de montagnes;

[1] Le défilé de Pancorvo est situé à l'entrée de la vieille Castille, à deux lieues environ au sud de Miranda de Ebro. Il s'étend entre deux montagnes escarpées pendant l'espace d'une demi-lieue. Un torrent coule au fond. Le sommet de la montagne située à la gauche

qu'il jetterait tout au plus quelques corps espagnols dans cette direction, et resterait en présence avec ses meilleures troupes. Ils allaient jusqu'à dire qu'il faudrait le payer pour prendre le parti de passer l'Èbre avec toute son armée. Les généraux d'un avis opposé, et à leur tête le maréchal Jourdan, soutenaient au contraire que l'ennemi ne songerait jamais à attaquer une position aussi formidable; qu'il passerait infailliblement l'Èbre au-dessus de Miranda, et que, si l'on s'arrêtait à Pancorvo, on lui donnerait le temps de s'emparer de la grande route de Vittoria, et, par conséquent, de notre communication avec la France. « Enfin, disait-il, si l'on doit combattre, on ne doit le » faire que dans une position où cette communication » serait maintenue et la retraite sur la France assu» rée. » Cette opinion prévalut.

Nous quittâmes Pancorvo et ses défilés, inutile barrière, puisqu'ils peuvent être tournés facilement, et nous nous repliâmes sur l'Èbre. L'armée du midi, formant l'arrière-garde, resta sur la route de Pancorvo à Miranda; l'armée du centre occupa Haro, et celle de Portugal, Puenta, Lara et Espejo, pour observer l'ennemi et les forces qu'il pourrait jeter au delà de l'Èbre. Ces diverses positions furent occupées du 15 au 16 juin, et toute l'armée française se trouva ainsi à cheval sur l'Èbre, depuis Espejo où s'appuyait son extrémité droite jusqu'à Haro où s'étendait son extrême gauche,

de ce torrent est couronné par le fort de Santa-Maria-en-Gracia, position inexpugnable. Nous y laissâmes une petite garnison qui, manquant de vivres et ne pouvant être secourue, se rendit quelque temps après la bataille de Vittoria.

sur une ligne d'environ huit lieues le long de l'Èbre. Le roi établit son quartier général à Miranda de Ebro, ramené par de nouveaux revers dans la même ville où je l'avais trouvé cinq ans auparavant, après la bataille de Baylen et l'évacuation de Madrid qui en avait été la suite. Mais les dangers qui nous environnaient étaient plus pressants qu'en 1808, et nous n'avions pas les mêmes ressources.

Pendant notre marche vers l'Èbre, l'armée ennemie, continuant son mouvement sur notre droite, vint passer ce fleuve dans les journées du 14 et du 15 juin aux ponts de S. Martin et de Rocamunda. Puis, descendant par la rive gauche, elle se porta sur Espejo où elle trouva l'armée de Portugal qui, trop faible pour lui résister, fut obligée de se retirer avec perte. Cette attaque, faite par trois divisions anglaises et qui annonçait que toute l'armée ennemie avait passé l'Èbre, nous décida à abandonner précipitamment les deux rives du fleuve, dans la crainte d'être coupés de la grande route de Miranda à Vittoria. Les ordres furent donnés pour réunir toute l'armée à la Puebla de Arlanzon [1]. Après avoir passé la Zadora [2], elle vint prendre position le 19 juin au soir sur les hauteurs qui dominent le cours de cette rivière, à une lieue environ en avant de Vittoria, à cheval sur la grande

[1] Village à moitié chemin de Miranda à Vittoria, avec un pont sur la Zadora.

[2] Cette petite rivière coule dans les environs de Vittoria, arrose ensuite une vallée très-étroite près de la Puebla de Arlanzon, et va se jeter dans l'Èbre au-dessous d'Arce-Mira-Perez. Elle est guéable en beaucoup d'endroits, surtout en été.

route, mais cependant avec la majeure partie de nos forces à droite[1]. Le roi vint coucher à Vittoria.

En prenant cette position, on n'était pas encore déterminé à attendre l'ennemi et à combattre. Plusieurs des personnes que consultait le roi étaient d'avis d'évacuer Vittoria, et de se porter, en arrière de cette ville, sur le défilé de Salinas, position excellente qu'il était impossible de tourner et dans laquelle on pouvait, à son choix, ou refuser le combat ou l'engager avec avantage. Ces mêmes personnes représentaient au roi que l'armée qui se trouvait en ce moment sous ses ordres était devenue, après les revers essuyés dans le nord, en quelque sorte l'espérance de la patrie; qu'une bataille perdue ouvrait la frontière la plus mal défendue, et livrait un pays riche qui, se croyant depuis plus d'un siècle à l'abri de toute invasion étrangère, était le moins propre à repousser celle à laquelle il serait exposé; enfin que les suites d'une défaite, qui pouvait montrer aux ennemis de la France un nouveau chemin pour pénétrer dans le cœur de nos provinces, étaient incalculables.

A ces raisons on ne répondait que par des objections

[1] Cette manœuvre, qui présentait de grandes difficultés, avait été conduite avec beaucoup d'habileté par le maréchal Jourdan. Il s'agissait de réunir en un jour toute l'armée, disséminée, comme on l'a vu, sur huit lieues de pays, et de contenir en même temps un ennemi supérieur qui pouvait nous devancer sur la route de la Puebla de Arlanzon à Vittoria. Le mouvement réussit complétement : un corps de l'armée de Portugal, détaché sur la gauche de nos colonnes, suivit dans les montagnes une route parallèle à celle du gros de l'armée, et empêcha l'ennemi, pendant toute la journée du 19 juin, de se porter sur le grand chemin.

tirées de cette seule considération, que l'armée se déshonorerait, en quittant l'Espagne sans combattre, et que l'empereur ne pardonnerait jamais d'avoir abandonné sa conquête, sans l'avoir défendue jusqu'à la dernière extrémité. On ajoutait qu'en dépassant Vittoria, c'était livrer le corps du général Clausel à qui on avait donné l'ordre de se replier sur Vittoria, et qui, ne trouvant plus l'armée sous les murs de cette ville, pouvait être compromis et même perdu [1]. Mais en faisant cette objection, la seule, au reste, qui pouvait avoir quelque poids, on ne réfléchissait pas que l'ennemi ne nous laisserait certainement pas le temps d'attendre le retour de ce général, avant de nous attaquer, et que, si nous étions battus, le corps de Clausel courait encore plus de danger par notre défaite que par notre retraite.

La journée du 20 juin se passa ainsi dans l'irrésolution et dans l'inaction. Le convoi qu'on avait fait partir avant nous de Burgos et qui était arrivé le 18 à Vittoria, s'y trouvait encore; la ville était encombrée de voitures et d'équipages. Un train de grosse artillerie, inutile dans une affaire, en occupait les dehors et obstruait la route de France qui, en cas de revers, devait servir de retraite, et personne n'avait songé à

[1] On a vu plus haut que ce corps, fort de 10,000 hommes, avait été détaché contre Mina, par ordre direct de l'empereur. Il était alors dans la Navarre à deux journées de marche de Vittoria, et ne parut aux environs de cette ville que le 22 juin, lendemain de la bataille. Lorsqu'il en apprit l'issue, il se replia précipitamment sur la Guardia et Tudela de Ebro, et parvint à se réunir à l'armée d'Aragon avec laquelle il rentra plus tard en France.

assurer cette retraite par Salvatierra et Pampelune, dans le cas où la première route serait coupée par l'ennemi. Aucune nouvelle disposition ne fut prise; aucun ordre qui pût faire prévoir les événements du lendemain ne fut donné; à ce silence, à cette immobilité, on supposa un moment que la marche de l'ennemi avait été retardée, et l'on se crut dans la plus grande sécurité.

Cependant, dans la soirée, cette confiance commença à s'ébranler. Vers cinq heures, les troupes qui étaient en avant de la route de Vittoria à Bilbao furent attaquées, et par conséquent l'ennemi paraissait déjà s'être porté en arrière de la position principale de notre armée. Comme la fusillade, assez vive, cessa avec le jour, on repandit le bruit qu'on n'avait eu affaire qu'à un parti de guerillas commandé par Longa. Personne, pourtant, ne le crut, et cette attaque imprévue en fit redouter une plus sérieuse pour le jour suivant. Alors on remit sur le tapis le projet de retraite, mais elle n'était plus possible. Ni le convoi ni le train d'artillerie n'étaient partis encore, et il y aurait eu un extrême danger à entreprendre devant l'ennemi une marche de nuit sur une route surchargée de charrois et de voitures de tout genre. Le moment était manqué. On fut réduit à se flatter que le général Clausel opérerait sa jonction avant que l'armée alliée eût fait ses dispositions, et l'on s'en tint là. Le convoi se mit enfin en marche à deux heures du matin, mais le train d'artillerie, faute de chevaux, resta sur le terrain qu'il occupait.

Le roi partit de Vittoria le 21 juin à quatre heures

du matin avec le maréchal Jourdan et son état major. Une heure après, je le suivis et le trouvai à deux milles environ de la ville, à droite de la route de Miranda, sur un mamelon en arrière de toutes les positions de l'armée. Il y resta une heure et se porta ensuite un demi-mille plus en avant, toujours à droite du chemin, sur un autre mamelon. La Zadora que nous avions à notre droite nous séparait de l'ennemi. Le village de Tres-Puentes, au delà de cette rivière, n'était plus occupé que par quelques tirailleurs français.

Voici donc la position générale de nos forces réunies à six heures du matin. L'armée du midi qui faisait notre principale force formait l'aile gauche et s'appuyait aux montagnes dominant la vallée de la Zadora et le bassin de Vittoria. L'armée du centre était au centre, à droite du chemin de la Puebla d'Arlanzon à Vittoria. L'armée de Portugal formait l'aile droite dont l'extrême touchait à la route de Bilbao à Vittoria, en avant des villages d'Avechueco, de Gamarra mayor et minor, couvrant un pont sur la Zadora. La cavalerie, placée en arrière, plus près de Vittoria, était en bataille sur un terrain coupé de ruisseaux et de fossés où il paraissait difficile qu'elle pût agir efficacement. Plusieurs mamelons qui défendaient la ligne étaient garnis de batteries formidables; d'autres, plus en arrière, offraient une seconde position sur laquelle les troupes occupant la première pouvaient se reformer, si celle-ci était forcée.

Vers 8 heures du matin, nous vîmes, du haut du mamelon où nous étions placés, l'ennemi déboucher dans la plaine située entre ce mamelon et le défilé de

la Puebla. Il se déploya lentement et fit avancer d'abord une très-forte colonne sur notre gauche[1], gagnant la montagne escarpée à laquelle cette aile était appuyée, mais dont nous n'avions pu occuper le revers. Le maréchal Jourdan, voyant toutes les conséquences de ce mouvement, dégarnit le centre pour porter du secours à la gauche. Une autre colonne ennemie, non moins forte, se portait en même temps à notre droite, cherchant à tourner les batteries établies sur les mamelons.

Le feu commença vers neuf heures du matin. L'attaque sur notre gauche fut menée par l'ennemi très-chaudement. Aux premiers coups de canon, le roi et le maréchal Jourdan quittèrent le centre, et, traversant la grande route, se portèrent à l'aile menacée où je les suivis. Ils s'arrêtèrent à une batterie qui protégeait la défense du village de Subijano de Alava, en avant du front de notre ligne. Là s'engagea un combat qui dura près de deux heures; mais, malgré la résistance la plus opiniâtre, le village fut emporté par l'ennemi, et après plusieurs efforts infructueux pour le reprendre, la position fut abandonnée. Toutefois les troupes qui l'avaient occupée se retirèrent en bon ordre.

Après ce succès longtemps disputé et qui coûta beaucoup de monde aux Anglais, le reste de l'armée alliée passa le défilé de la Puebla, ensuite la Zadora au village de Tres Puentes et attaqua notre centre, tandis qu'une autre colonne dont les troupes espagnoles et portugaises faisaient partie et qui déboucha de Mur-

[1] Cette colonne était commandée par le général Hill.

quija marchait sur notre aile droite par le chemin de Bilbao à Vittoria[1].

Le roi et le maréchal s'étaient reportés de la gauche au centre à une batterie de 30 pièces, élevée sur une des hauteurs dont j'ai parlé. Mais le mouvement qui, au commencement de l'action, avait affaibli ce centre, l'avait mis hors d'état de résister à la longue ; le feu terrible de la batterie ne put arrêter la marche des Anglais, et nous les voyions s'avancer avec une intrépidité que nous ne pouvions nous empêcher d'admirer. Enfin, après une longue résistance, le centre plia et se retira plus en arrière sur Vittoria, en même temps que notre gauche qui n'avait pu défendre le village de Subijana se repliait également.

Ainsi la première position fut entièrement abandonnée, et les progrès que les Anglais faisaient sur les hauteurs à notre gauche ne permettant pas d'essayer de conserver la seconde, on n'y tint que le temps nécessaire pour couvrir le mouvement de retraite. L'ennemi faisait en même temps des progrès rapides sur notre extrême droite où était l'armée de Portugal qui ne put les arrêter, malgré la belle défense qu'elle fit. Elle soutint cependant le combat avec une grande opiniâtreté, et se battait encore, lorsque le reste de l'armée s'était retiré.

Il n'y avait plus que la cavalerie qui pût rétablir les affaires ; mais nous la retrouvâmes dans la même position où nous l'avions vue le matin. J'ignore pourquoi elle ne donna pas.

[1] Cette colonne était sous les ordres du général Graham.

La bataille était perdue. Il était alors quatre heures du soir [1].

Le roi et le maréchal Jourdan quittèrent le champ de bataille, et se portant à la droite de Vittoria, sans entrer dans la ville, arrivèrent sur la grande route de France. Nous la trouvâmes, ainsi que toute la plaine qu'elle traverse au nord de Vittoria, obstruée par le grand parc d'artillerie dont on enclouait les canons, par un équipage de caissons et de fourgons de la trésorerie, contenant plusieurs millions en numéraire et qu'on avait ouverts afin d'y laisser puiser à volonté [2], par les voitures du roi, toutes attelées, par celles qui appartenaient aux généraux et aux chefs des administrations militaires, enfin par un nombre considérable de bagages de tout genre.

Au milieu de cet encombrement, on mit en délibération de quel côté on ordonnerait la retraite et ferait marcher cet énorme convoi. Les progrès de l'ennemi

[1] Les forces de l'armée alliée, dans cette journée, étaient de beaucoup supérieures aux nôtres. A en juger par les grands moyens que les ennemis ont déployés, on peut les estimer au moins à 100,000 hommes. Quant à nos forces effectives, la division Maucune, partie le matin du 21 avec le convoi, et celle qui fut détachée sous les ordres du général Clausel, les avaient considérablement diminuées. Près de 2,000 hommes étaient restés dans Vittoria, occupés aux équipages. La cavalerie n'a pas donné. Ainsi, il n'y avait tout au plus que 40,000 hommes ayant pris une part active à l'affaire. Notre artillerie seule était supérieure à celle de l'ennemi, et elle fit bien son devoir.

[2] Peu de soldats profitèrent de cette occasion. L'arrivée subite de l'ennemi sur le plateau derrière Vittoria ne leur en laissa pas le temps, et beaucoup d'entre eux ne voulaient pas retarder leur marche.

sur notre droite faisant craindre que la route de France ne fût déjà coupée, on se détermina pour celle de Salvatierra. Mais où était cette route? où commençait-elle? comment la rejoindre? C'est ce que personne de tous ceux qui entouraient le roi ne savait ni ne pouvait indiquer.

Une des grandes fautes de cette journée, ainsi que je l'ai fait remarquer, fut de n'avoir pas prévu que la retraite, en cas de revers, pourrait devoir se faire sur Salvatierra. Rien donc n'avait été préparé dans cette supposition. Non-seulement la route n'avait pas été réparée, mais elle n'avait pas même été reconnue. On savait seulement que Salvatierra était à l'est de Vittoria, et l'on ne trouva d'autre guide qu'un habitant de cette dernière ville, employé dans la maison du roi, et qui s'offrit d'en servir.

Au moment où on se mettait en marche sous sa conduite à travers champs, l'ennemi parut sur la gauche de la ville, totalement découverte par la retraite de l'armée du midi, et poussa en avant un fort parti de hussards qui descendirent au galop dans la plaine au nord de Vittoria. Cette attaque inopinée jeta l'épouvante parmi toute la foule rassemblée autour des voitures, qui se précipita en fuyant dans diverses directions, pour gagner la route de France ou celle de Salvatierra. En peu d'instants, le désordre fut porté au comble. Les soldats du train d'artillerie coupèrent les traits des attelages, les voitures furent abandonnées et pillées [1]; bientôt toute l'artillerie du train tomba au

[1] M. Thibault, trésorier du roi, qui avait 100,000 écus apparte-

pouvoir de l'ennemi, et celle qui se retirait des positions qu'elle avait occupées pendant la bataille et qui marchait par la grande route, fut arrêtée à la porte de la ville par un caisson qui s'était brisé en la passant.

J'étais près du roi que je n'avais pas quitté pendant cette fatale journée, au moment où la déroute commença. Elle l'entraîna comme les autres, et il courut risque d'être atteint par les hussards anglais. Je vis tomber aux pieds de son cheval un homme frappé d'une balle [1]. Heureusement pour le roi, le régiment des chevau-légers de sa garde, qui s'était constamment maintenu à portée du groupe où il se trouvait et qui avait fait sa retraite lentement et en bon ordre, arriva dans ce moment. Le général Jamin qui le commandait le fit mettre en bataille et chargea les hussards ennemis qu'il repoussa. Un grand nombre de soldats débandés, embarrassés dans les bagages, durent leur salut à la bonne conduite de ce corps qui continua ensuite à se retirer avec l'armée de Portugal formant l'arrière-garde. Dans cette bagarre, le maréchal Jourdan et plusieurs officiers de l'état major avaient été séparés de notre groupe.

Cependant ayant pris au hasard la direction de Salvatierra, nous tombâmes bientôt dans un terrain coupé de marais impraticables et de fossés profonds où quelques personnes périrent. Il s'en fallut peu que je ne fusse de ce nombre. Pour franchir un de ces fossés,

nant à lui dans les fourgons de la cour, fut tué sur celui qui contenait sa fortune et dont il ne voulut pas se séparer.

[1] C'était un Espagnol attaché au parti de Joseph. En tombant, il s'écria : « Muero por mi rey. »

je descendis de cheval derrière le roi qui avait également mis pied à terre; mais, après être parvenu jusqu'au fond, le pied me glissa en remontant l'autre côté, et mon cheval, voulant sauter après moi, retenu par le mouvement involontaire que je fis dans ma chute, tomba sur moi de tout son poids. Je restai quelques minutes sans mouvement, et lorsque je fus revenu à moi et en état de remonter à cheval, j'avais perdu de vue le roi et ceux qui le suivaient. J'errai donc à l'aventure pendant quatre lieues, suivant les nombreux fuyards qui marchaient pêle-mêle devant moi, et, guidé ou plutôt entraîné par eux, j'arrivai enfin vers onze heures du soir sous les murs de Salvatierra. Par un hasard heureux, je trouvai à la porte le roi qui, m'ayant aperçu, quelques heures auparavant, étendu dans le fossé qu'il avait traversé sans avoir couru les mêmes risques que moi, ne croyait plus me revoir. Nous entrâmes ensemble dans la ville où nous trouvâmes une petite garnison française.

J'étais à souper avec le roi, M. O'Farill et le comte d'Erlon, lorsque le maréchal Jourdan arriva. En entrant, il nous dit : « Hé bien! on a voulu donner une » bataille, et la voilà perdue! » Puis il se mit à table, partagea notre maigre repas, et il ne fut plus question de rien. Je me retirai à minuit dans un logement que le commandant de la garnison avait bien voulu m'assigner, et malgré les agitations de la journée, ou peut-être à cause de ces agitations, je dormis pendant trois heures d'un sommeil profond. Je ne possédais plus absolument que les effets que je portais sur moi et le cheval que je montais, avec celui d'un domestique qui

m'avait rejoint. Mes autres chevaux, mes mulets, mes bagages étaient perdus, ainsi qu'une partie de mes papiers et quelques objets précieux que j'avais laissés dans les voitures du roi. Rien ne gênait donc plus ma marche, et j'étais debout à la pointe du jour.

Notre retraite continua ce jour et le lendemain par de très-mauvais chemins et un temps affreux. On parvint cependant, durant ces deux journées, à rallier quelques corps et à rétablir un peu d'ordre. L'armée de Portugal, commandée par le général Reille et qui continuait à former notre arrière-garde, couvrit notre marche et contint l'ennemi qui, d'ailleurs, occupé à recueillir les fruits de sa victoire, ne mit pas une grande activité à nous poursuivre. Par Mme la comtesse Gazan que lord Wellington avait trouvée à Vittoria et qu'il renvoyait à son mari avec beaucoup d'égards, nous apprîmes en route que les personnes attachées à l'armée française et qui ne purent nous suivre dans notre retraite précipitée avaient été très-humainement traitées par l'ennemi. Ce fut une consolation.

Le 23 juin après midi, nous rejoignîmes la grande route de Tolosa à Pampelune au village d'Irunson. Là, nous nous partageâmes : l'armée de Portugal se dirigea sur S.-Esteban, celles du midi et du centre, avec lesquelles le roi demeura, sur Pampelune où nous arrivâmes le même jour à huit heures du soir.

Nous y passâmes la journée du 24 juin. L'ennemi se montra entre Irunson et la ville, et il y eut quelques coups de canons tirés sur un détachement que nous avions laissé en dehors, mais ils ne furent suivis d'au-

cun engagement sérieux. Nos troupes rentrèrent dans la place dont les Anglais n'étaient pas alors en mesure de faire le siége. De Pampelune, l'armée du midi prit sa direction sur Roncevaux, pour rentrer en France par Saint-Jean-Pied-de-Port, et il fut décidé que celle du centre, avec laquelle le roi et le maréchal Jourdan restèrent, opérerait sa retraite par Ostiz, Lanz et le col de Bate, pour entrer dans la vallée de Bastan.

Par suite de ces dispositions, nous quittâmes le 24 juin à minuit Pampelune où nous laissâmes une garnison de 4,000 hommes, et nous allâmes coucher le 25 à Lanz. Le lendemain, nous en partîmes à cinq heures du matin, et, à sept, nous passâmes le col de Bate. Nous descendîmes ensuite dans la vallée de Bastan que nous suivîmes pour aller coucher à Elizondo, village principal de la vallée[1]. Nous le trouvâmes bien habité et offrant beaucoup de ressources. L'armée du centre resta à Elizondo, avec l'ordre, si elle était obligée de quitter cette position, de faire sa retraite par le col de Maya. Quant au roi, il se décida à joindre avec sa garde l'armée de Portugal qui, de la route qu'elle avait prise en se séparant de nous à Irunson, débouchait sur la Bidassoa par S.-Esteban. Nous partîmes donc le matin d'Elizondo et suivîmes d'abord la route du col de Maya jusqu'à Ariscon. Ensuite, prenant

[1] Cette charmante vallée, une des plus agréables et des mieux cultivées des Pyrénées, forme une sorte de république régie par des lois et des usages particuliers. Une de ces lois défend aux propriétaires d'acquérir et de posséder au delà d'un certain nombre de mesures de terre. Presque toutes les familles portent dans leurs armes, comme emblème de l'égalité de cette répartition des terres, un échiquier qu'on remarque sur les maisons.

à gauche, nous traversâmes les hautes montagnes d'Achetcyola, pour atteindre le col d'Echalar, d'où nous descendîmes au village de ce nom, l'un des principaux de la vallée de Cincovillas et situé sur la rive droite de la Bidassoa. Puis, nous suivîmes le cours de cette rivière jusqu'à Vera, dernier bourg d'Espagne sur cette partie de la frontière des Pyrénées. Nous y arrivâmes le 27 à huit heures du soir, après douze heures de marche par des chemins très-mauvais et un temps affreux. Le lendemain 28 juin, nous étions en France. Le roi établit son quartier général à Saint-Jean-de-Luz. L'armée de Portugal avait le sien à Irun sur la rive gauche de la Bidassoa.

Je rendrais difficilement les diverses sensations que j'éprouvais, lorsque, descendant le 28 au matin les dernières rampes des montagnes, je commençai à découvrir les plaines riantes et les champs fertiles des environs de Saint-Jean-de-Luz; lorsque je revis la terre de France, de cette patrie si chère dont j'avais été si longtemps exilé et où je rentrais enfin, après avoir éprouvé loin d'elle tant de chagrins et de peines. Mais je fus promptement arraché à cette contemplation, en réfléchissant sur les maux que nous traînions après nous. Nous arrivions avec une armée battue qu'un ennemi formidable poursuivait. Ces champs cultivés et tranquilles que j'avais sous les yeux allaient devenir, ou le théâtre de la guerre, si nous nous retrouvions en état de résister de nouveau, ou la proie du vainqueur, si nous étions forcés à les lui abandonner. Notre retour était un fléau pour les industrieux habitants de ces cantons qui, depuis plus d'un siècle,

n'avaient vu aucun ennemi sur leur territoire. La crainte et l'effroi nous précédaient, et loin que des cris de joie vinssent saluer notre arrivée, le silence était tout ce que nous pouvions espérer de mieux et le seul accueil auquel nous eussions droit de prétendre.

Lorsque nous eûmes atteint la grande route d'Irun à Saint-Jean-de-Luz, ces tristes réflexions prirent un caractère plus sombre encore. Le convoi parti de Vittoria le 21 juin au matin avait heureusement franchi la frontière et s'acheminait vers l'intérieur de la France, mais en passant, il avait semé la nouvelle d'une grande bataille qui devait avoir eu lieu le jour même de son départ. Bientôt le bruit de notre défaite avait suivi et répandu la terreur dans tout le pays qui s'étend depuis la Bidassoa jusqu'à Bayonne. Nous trouvâmes sur la grande route un nombre infini de voitures attelées de bœufs et chargées des effets que chacun s'empressait de mettre à l'abri du pillage dont il était menacé dans les campagnes, en les conduisant dans les villes où il les croyait plus en sûreté. L'image de la guerre et de la désolation se reproduisait sous nos pas, et l'aimable illusion qui, au premier aspect de la terre de France, nous avait séduits un moment, s'évanouissait complétement pour faire place à la plus triste réalité.

Je ne restai pas longtemps à Saint-Jean-de-Luz. Le lendemain de notre arrivée dans cette ville, le roi m'annonça qu'il avait jeté les yeux sur moi pour remplir une mission près de l'empereur qui était alors à Dresde. Je devais lui porter la nouvelle de nos revers, et répondre aux questions qu'il pourrait me faire sur les diverses circonstances qui avaient amené et suivi

la bataille de Vittoria. Il me croyait plus que tout autre en état de satisfaire à ces questions ; je ne l'avais pas quitté depuis notre départ de Valladolid ; j'avais tout vu de mes yeux, et malgré le trouble et la confusion qui régnaient autour de nous, j'avais, selon ma coutume, écrit journellement des notes sur les faits dont j'étais témoin. La commission était difficile. Je devais, — je n'en doutais point, — être mal reçu et plus mal traité encore après qu'on m'aurait entendu. Je crus cependant devoir accepter : il s'agissait de donner une preuve de dévouement dans [illegible] grande infortune.

Le roi prépara dans la journée du 30 juin les dépêches dont il voulait me charger. Elles consistaient en une lettre officielle à l'empereur, racontant en détail les événements qui venaient de se passer en Espagne. Il rejetait la cause de nos revers sur le peu d'accord et de subordination qui avait subsisté entre les généraux et lui : sur la grande supériorité des forces de l'ennemi et sur l'état de l'opinion du pays qui avait été constamment égarée. Le texte de cette dépêche se retrouve presque entièrement dans une lettre que le roi écrivait en même temps au duc de Feltre et dont il envoyait une copie au prince de Neuchâtel [1]. A ces pièces officielles, le roi avait joint deux lettres particulières et confidentielles, écrites de sa main. La première, adressée à l'empereur et qui devait me servir d'introduction près de lui, s'exprimait ainsi :

[1] Le lecteur trouvera une copie de cette lettre au ministre de la guerre à l'appendice de ce chapitre.

« Sire,

» Je charge M. le conseiller d'État Miot de porter
» cette lettre à Votre Majesté Impériale. Je la prie de
» me le renvoyer avec sa décision.

» Votre Majesté Impériale et Royale envoya auprès
» de moi, il y a huit ans, de son propre mouvement,
» M. le conseiller d'État Miot, pour que j'eusse à lui
» confier un ministère. Je lui donnai celui de l'inté-
» rieur, et en témoignage de ma satisfaction des bons
» services qu'il m'avait rendus, je lui donnai, avant
» de quitter le royaume de Naples, le titre de comte
» de Melito. Il l'a porté longtemps en Espagne. Au-
» jourd'hui je prie Votre Majesté Impériale et Royale
» de me faire la grâce de trouver bon qu'il continue
» à porter ce titre. C'est le seul homme de quelque
» considération que Votre Majesté me donna lorsque
» je partis pour Naples, qui ne m'ait pas abandonné
» dans les longues et pénibles traverses par lesquelles
» je suis passé depuis que je suis en Espagne. M. Miot
» peut tout dire à Votre Majesté ; il connaît le fond de
» mon cœur et les moindres détails politiques, mili-
» taires et domestiques.

» Je suis, etc.

» Saint-Jean-de-Luz, 1er juillet 1813. »

La seconde lettre autographe était adressée au prince de Neuchâtel et contenait seulement ces mots :

« M. Miot qui se rend au quartier impérial vous en-
» tretiendra de nos malheureuses affaires. Je compte

[illegible] m'a donné [illegible] présentes. [illegible] vous paraîtra que [illegible] particulièrement [illegible]

[illegible] juillet 18[illegible]

[illegible] qu'elles [illegible] de passer par [illegible] pour sa santé. [illegible] chargeait, avec [illegible] et [illegible] pris ses [illegible] je ne [illegible] mon voyage: [illegible] de [illegible]

[illegible] dans la soirée du [illegible] dans la matinée du [illegible] trois heures [illegible] beaucoup la [illegible] la mort de [illegible] elle [illegible] que je [illegible] que le roi [illegible] elle désap-[illegible] de moi pour remplir cette mission. [illegible] que l'empereur

trouverait très-mauvais qu'elle n'eût pas été remise à un militaire, à un homme du métier ; que je serais mal reçu si l'on me recevait, et qu'on ne m'écouterait pas. « L'empereur, — me disait-elle, — n'est plus » tel que vous l'avez connu autrefois ; il ne conserve » plus de souvenir de ses premières affections. Il veut » que tout plie devant sa volonté. Il ne vous recon- » naîtra pas. On ne l'aborde plus qu'en tremblant. » D'ailleurs, il est actuellement dans une position si » difficile ! les revers de l'année dernière ont tant al- » téré son caractère ! Ce n'est pas dans la situation » d'esprit où il se trouve, que vous pourrez invoquer » pour le succès de votre mission une ancienne liai- » son dont la mémoire lui serait aujourd'hui plus » pénible qu'agréable. »

Un pareil discours et de semblables réflexions n'étaient pas propres à m'encourager, mais comme je les avais faites moi-même à l'avance et que je m'attendais à peu près à tout ce qu'on m'annonçait, je persistai dans ma résolution. La reine, ainsi que sa sœur, la princesse de Suède, qui se trouvait avec elle à Vichy, firent de vains efforts pour m'en détourner, et je me décidai à continuer ma route le lendemain. Le comte de Jaucourt, premier chambellan du roi, alors de service près la reine à Vichy, et qui avait été mon collègue au tribunat, me donna une lettre adressée au préfet de l'Allier, pour le prier, au nom de la reine, de me délivrer un passe-port que je devais recevoir en passant par Moulins[1].

[1] J'étais venu jusqu'à Vichy avec un passe-port que m'avait déli-

[illegible] la reine le 8 juil-
[illegible] un officier envoyé par le
[illegible] lettre du ministre qui
[illegible] déjà les événe-
[illegible] de quitter l'ar-
[illegible] à qui il avait or-
[illegible] armés sans passer par
[illegible] le duc de Dal-
[illegible] commandement général de
[illegible] encore en Espagne
[illegible] la reine d'em-
[illegible] l'esprit de son mari.
[illegible] bonne grâce à ces ar-
[illegible] la prévenait que le
[illegible] une confiance par-
[illegible] par l'empereur
[illegible] propres à adoucir
[illegible] commandées par les
[illegible]. L'officier porteur
[illegible] détails. L'empereur,
— [illegible] — [illegible] de ne pas laisser
[illegible] venant de l'armée
[illegible] laisser arriver aucun à
[illegible] de faire, au-
[illegible] les détails des
[illegible] que la connais-
[illegible] influence sur les négocia-
[illegible].

[illegible] mais j'avais souvent
[illegible], parce qu'il
[illegible]

Que devenait ma mission au milieu de ces nouvelles circonstances? Quel moyen avais-je de la remplir? De quelle utilité serait-elle au roi, puisque tout le mal qu'elle aurait pu prévenir était déjà fait? L'opinion de l'empereur sur les affaires d'Espagne n'était-elle pas déjà formée? Et en supposant que je pusse arriver jusqu'à lui, — ce qui était plus que jamais improbable, — comment espérer de la changer? N'était-il pas plus raisonnable de retourner auprès du roi, de partager avec lui l'exil auquel il allait se trouver condamné, et d'user de mon influence sur lui, pour l'empêcher de se porter à quelque funeste extrémité? — Tels étaient les arguments que la reine et la princesse de Suède employaient pour me déterminer à abandonner le projet de me rendre à Dresde, et je trouvais effectivement qu'ils n'étaient pas sans force. Je résistai longtemps, mais enfin je me rendis et consentis à retourner sur mes pas. Quoique je me convainquisse promptement et qu'encore aujourd'hui je sois persuadé qu'en prenant une résolution contraire, je n'eusse pas mieux servi le roi qu'en revenant près de lui, je ne puis cependant me pardonner à moi-même cette faiblesse, et je me suis souvent reproché depuis d'avoir cédé aux instances qui me furent faites.

Je revenais à Bayonne, lorsqu'à Biaudes, dernière poste avant d'arriver dans cette ville, je rencontrai le roi qui en était parti dans la matinée du 15 juillet. Il ne fut nullement surpris de mon retour, et d'après tout ce qui s'était passé depuis notre séparation, il paraissait s'y attendre. Il n'avait pas voulu voir le maréchal Soult qui venait d'arriver à l'armée; il avait eu, au

[illegible] entretiens avec le comte Rœ-derer, qui [illegible] quitté pour retourner à Paris. Mais cette entrevue n'avait en aucune manière calmé ses esprits ; son mécontentement était profond et éclatant sans ménagement avec moi. Du reste, il cherchait à [illegible] dans les environs un séjour écarté, où il voulait se fixer, en attendant qu'il pût se rendre à Morfontaine. Nous nous arrêtâmes donc deux jours à Puyhoo, à sept ou huit lieues de Bayonne, pour nous occuper de cette recherche. L'on nous indiqua le château de Poyanne, situé à deux lieues de Tartas, sur la rive gauche de l'Adour, dans une contrée très-retirée. Joseph s'en accommoda, et nous vînmes nous y établir. Il avait avec lui M. Paroisse, son médecin, M. Presle, son secrétaire particulier, M. O'Farill, le général Desprez qui, au retour de sa mission à Moscou, était venu le rejoindre à Valladolid, le général Espert, le colonel Miot, mon frère, quelques autres officiers français et espagnols et moi. Nous restâmes dans cette solitude pendant huit jours. Au bout de ce temps, le roi reçut une lettre du ministre de la guerre, portant que l'empereur trouvait bon que le roi quittât la frontière d'Espagne, et vînt, jusqu'à nouvel ordre, demeurer à Morfontaine. Mais il lui était recommandé de voyager dans le plus strict incognito et sans suite, et de ne pas traverser Paris.

Le lendemain du jour où ces ordres nous parvenaient, nous vîmes arriver à Poyanne le comte d'Angosse, préfet du département des Landes, qui avait reçu l'autorisation de nous délivrer des passe-ports. Celui du roi fut expédié sous le nom de comte de

Survilliers[1], et chacune des personnes qui lui étaient attachées et qui se trouvaient alors près de lui en reçut un également pour se retirer dans diverses parties de la France. On se prépara ensuite au départ et à une séparation qui fut pénible pour tous. Le malheur avait fait de ce petit nombre de personnes une sorte de famille dont les liens ne se brisaient pas sans regrets.

Le roi qui ne voulait ni recevoir ni faire d'adieux, partit à cheval avec moi le 24 juillet à cinq heures du matin, et après avoir passé l'Adour, nous allâmes prendre la poste à Campagne, sur le chemin de Mont-de-Marsan. Nous n'avions qu'une seule voiture dans laquelle le roi était avec son médecin et moi. Nous voyageâmes ainsi, sans nous arrêter dans aucune ville remarquable, passant par Bordeaux, Périgueux, Limoges et Orléans où nous ne fûmes pas reconnus ou du moins crûmes ne l'être pas. Arrivé à la Croix-de-Bernis, la dernière poste avant Paris, le roi se décida, malgré la défense qui lui avait été faite d'entrer à Paris, à traiter avec le maître de poste qui se chargea de nous conduire directement à Saint-Denis sans relayer. Nous traversâmes de cette façon la capitale à deux heures de la nuit, et nous arrivâmes enfin à cinq heures du matin le 30 juillet à Morfontaine. Deux jours après, la reine vint rejoindre son mari, et dès que je le vis réuni à sa famille, j'allai passer quelques jours à Versailles avec la mienne que je n'avais pas vue depuis que je m'en étais séparé à Valence au mois de septem-

[1] Nom d'une terre voisine de Morfontaine et qui lui appartenait également. Il a conservé ce titre aux États-Unis d'Amérique.

bre de l'année précédente. Après une courte absence, je retournai me fixer à Morfontaine.

Nous étions en exil ; il nous était interdit de nous montrer à Paris, et quoique cette injonction ne fût pas très-rigoureusement observée par le roi que le désir de voir quelques représentations théâtrales attirait plusieurs fois dans la capitale, je m'y conformais, pour mon compte, sans regret. J'habitais un lieu charmant dans une belle saison ; après tant de troubles, je goûtais un repos parfait, et mes heures s'écoulaient doucement. Partageant mon temps entre l'étude et la promenade, je repris mes occupations littéraires. Nous étions, d'ailleurs, dans une complète ignorance de ce qui se passait loin de nous. L'empereur n'écrivait pas à son frère ; aucun des ministres n'avait eu la permission de venir voir le roi, et nous n'apprenions les nouvelles que par le *Moniteur*, devenu dans ce temps plus infidèle que jamais. Nous savions seulement qu'à la suite de l'armistice conclu le 4 juin précédent, des négociations avaient été entamées, qu'un congrès s'était ouvert à Prague ; et nous espérions, parce que nous le désirions beaucoup, que ces négociations amèneraient la paix dont le besoin était senti en France par tous, excepté peut-être par celui de qui seul il dépendait de la faire.

APPENDICE AU CHAPITRE VIII.

(*Voyez page* 286.)

LETTRE DU ROI JOSEPH AU DUC DE FELTRE, MINISTRE DE LA GUERRE, A PARIS.

Saint-Jean-de-Luz, 29 juin 1813.

Monsieur le duc, j'ai reçu vos lettres des 18 et 22 de ce mois. Les événements ont malheureusement répondu à l'espoir que vous me donniez que M. le général Clausel m'aurait rejoint, à la crainte que je continuasse à abandonner le pays sans combattre, à la croyance où vous paraissiez être que l'ennemi n'était pas très-supérieur.

Il me paraît sans objet aujourd'hui de vous prier de considérer combien il y a peu de comparaison à faire avec la retraite de l'armée de Portugal que l'ennemi fut obligé de quitter, d'abord par la présence de l'armée du centre dans la province de Ségovie et par le désir qu'il eut d'entrer à Madrid, et à la fin de la campagne, par la réunion de cette armée à celle du midi et leur arrivée sur la communication de l'ennemi qui ne pouvait plus rester devant Burgos.

Quant aux réparations, à l'armement et à l'ap-

[illegible] de Burgos, je ne pouvais qu'écrire que cela se fit et vous en prévenir. Mais j'ai pu aussi peu me faire obéir par une armée où l'on ne m'a jamais rendu aucun compte que par celle d'Aragon et de Catalogne, et je suis aussi peu garant de Tortose que de Pampelune dont je n'ai connu la situation qu'en y allant moi-même.

Il me paraît aussi hors de propos de répéter ce que j'ai dit si souvent, que je nie qu'on ait eu aucun succès véritable contre Mina, que cette guerre intérieure ne pouvait se terminer qu'en chassant les Anglais et en fermant les plaies faites à l'opinion nationale. Je l'ai plusieurs fois comparée à la guerre de la Vendée.

Pour battre les Anglais, il fallait que les trois armées, devant lesquelles ils avaient opéré leur retraite dans la campagne passée, restassent réunies ou prêtes à l'être au premier signal. Elles devaient être reposées, complétées. Au lieu de cela, les poursuites contre Mina et ses bandes les ont épuisées, et ont réduit les divisions à 3 et même à 2,000 combattants. Les armées du centre et du midi ont eu beaucoup à faire pour contenir le pays, les ennemis, et pour lever les impôts pour vivre. Les magasins n'ont pas été formés sur la ligne; les places n'ont pas été approvisionnées. L'administration centrale et mon autorité n'ont pas été reconnues. L'état major général que j'avais formé à Salamanque, en novembre, n'a pas été approuvé, et M. Mathieu Faviers n'a été reconnu administrateur supérieur de l'administration que lorsqu'il n'était plus temps, au commencement

de la campagne : il a reçu son autorisation dans les premiers jours de juin.

La correspondance directe de Paris avec les généraux en chef de trois armées placées sur le même terrain a continué à empêcher l'unité et l'ensemble indispensables pour le succès. Le surplus d'une armée n'a pu servir à l'autre. N'ayant point d'état major, je n'ai pu donner la direction indispensable pour que tous les efforts concourussent simultanément au même but. Vous me forcez, monsieur le duc, à revenir sur ces faits, parce que vos dépêches m'y ramènent sans cesse, dans un moment où, entouré de soucis de tous les genres, j'aurais besoin de toutes les facultés de mon âme, pour ne penser qu'aux moyens d'arrêter la marche de l'ennemi et de défendre les frontières de la France, menacées sur tous les points. Je le répète, les efforts des Anglais, des Portugais, des Espagnols sont grands, et toutes ces troupes se battent aujourd'hui très-bien : il faut de la part de la France de grands efforts en hommes, en munitions, pour arrêter l'ennemi sur cette frontière.

Les armées d'Espagne ont besoin d'être réorganisées. Quatre armées ne peuvent pas agir ensemble. Le soldat, habitué à vivre de ce qu'il trouve, n'est pas sous les drapeaux lorsqu'il le faudrait. L'esprit de désordre et de pillage fait tous les jours plus de progrès ; les chefs sentent qu'il faut bien que les soldats vivent ; tout le monde s'habitue au spectacle du désordre, et traversant un pays sans magasins, devant des ennemis qui sont suivis par les leurs et servis par les habitants qui comparent celui qui les dépouille avec

celui qui les paye, nous ne pouvons pas espérer d
succès.

Tant qu'un nouvel ordre ne naîtra pas, il ne m
paraît pas qu'il soit raisonnable de penser à une o
fensive sérieuse.

La demande que vous faites, monsieur le duc
d'une partie de la cavalerie des armées du centre, d
Portugal et du midi ne me laisse plus de doute à ce
égard. Aussi, quelle que soit ma répugnance à affai
blir l'armée dans un moment où l'ennemi peut tente
d'attaquer la frontière, je me résigne à l'obéissanc
absolue, et je fais donner l'ordre de départ aux corp
de cavalerie que vous demandez par votre lettre du 24

On retire aussi beaucoup de généraux de cette ar
mée. Je pense que l'arrivée de quelques généraux qu
auraient la confiance de l'empereur, qui arriveraien
porteurs de sa volonté, qui auraient été constammen
témoins de ses succès au nord, ne pourrait qu'exerce
une influence salutaire sur le moral de l'armée.

Je continue à être sans nouvelles de M. le maré
chal Suchet. Je n'en ai que celles que vous me donne
Je n'ai pas de nouvelles non plus de M. le génér
Clausel, etc...

CHAPITRE IX.

Obstacles mis par la police aux courses que Joseph fait de temps en temps à Paris. — Bernadotte se joignant aux alliés contre la France. — Singulier assemblage formé par les personnes réunies à Morfontaine. — Sénatus-consulte autorisant la levée de 280,000 hommes.— Fâcheux état de l'opinion publique. — Les journées de Leipzig des 18 et 19 octobre. — Progrès que fait la désaffection des Français pour la personne de l'empereur. — Arrivée de Napoléon à Saint-Cloud. — Entrevue du roi avec l'empereur. — Napoléon exige de son frère qu'il abdique le trône d'Espagne. — Le roi hésite.—Les événements aggravent la situation. — Ouverture du corps législatif. — L'empereur cherche en vain à imprimer à l'opinion un mouvement favorable. — Le roi, dans une lettre à l'empereur, du 29 décembre, s'engage enfin à abdiquer sous certaines conditions. — Cette lettre reste sans réponse. — Sur la nouvelle de la dissolution violente du corps législatif, Joseph écrit de nouveau à son frère. — L'empereur tardant à répondre, le roi envoie l'auteur à Paris, pour éclaircir la situation. — Détails sur les événements qui ont amené la dissolution du corps législatif. — Sensation que cette mesure produit dans Paris et dans les départements. — Entretiens que l'auteur a avec le duc de Vicence et avec le roi Louis. — Joseph vient à Paris et s'établit au Luxembourg. — Troisième lettre du roi à l'empereur qui la trouve trop emphatique. — Une entrevue avec le prince de Neuchâtel irrite de nouveau le roi qui veut prendre le parti de la retraite. — L'auteur le détermine à consulter ses ministres espagnols. — A la suite de cette conférence, Joseph adresse à l'empereur une quatrième lettre qui est enfin agréée. — Il est convenu que le roi portera désormais le titre de « *roi Joseph.* » — L'auteur rentre au conseil d'État. — Traité de Valençay qui rétablit Ferdinand VII sur le trône d'Espagne. — Progrès des armées alliées. — L'empereur, avant d'aller se mettre à la tête de l'armée, règle les formes du gouverne-

ment pendant son absence. — Grande audience à laquelle sont admis les officiers de la garde nationale nouvellement organisée à Paris. — Napoléon part le 25 janvier 1814.

La vie paisible que je menais depuis notre arrivée à Morfontaine fut bientôt troublée et par les grands événements qui marquèrent la fin de l'année 1813 et par quelques circonstances particulières. Pour parler d'abord de celles-ci, je dirai que je reçus le 23 août un billet du duc de Rovigo, ministre de la police, qui me priait de me rendre chez lui. Quoique le style du billet fût poli, je ne le lus cependant pas sans une sorte de terreur secrète. Que peut me vouloir la police? qu'ai-je à faire avec ce redoutable ministère? Je communiquai la sinistre dépêche au roi qui n'était pas plus que moi en état d'en expliquer ou d'en deviner le motif, mais il me conseilla de me rendre à l'invitation, et c'était bien aussi mon intention de ne pas m'y refuser. Je partis donc pour Paris le lendemain et me présentai chez le duc de Rovigo. Je fus promptement appelé. Un huissier m'introduisit dans le cabinet du ministre. Son aspect n'avait rien de farouche. Il me reçut affectueusement et me dit que, connaissant mon attachement pour le roi et la confiance que Sa Majesté avait en moi, il avait cru devoir m'appeler pour me faire part de quelques particularités qui l'intéressaient. « L'empereur — continua-t-il, — avait été instruit que son frère faisait souvent, dans le plus strict incognito, des courses à Paris, et que quelquefois je l'y avais accompagné ; que ces courses, dont lui, comme ministre

de la police, avait également connaissance, déplaisaient beaucoup ; qu'elles pouvaient donner lieu à quelque rencontre fâcheuse, et que, dans les circonstances où l'on se trouvait, un éclat qui pût faire soupçonner le refroidissement qui malheureusement existait entre les deux frères serait nuisible aux intérêts de l'un et de l'autre. Que si le roi avait des motifs personnels de venir à Paris, il vaudrait mieux que la police en fût instruite, afin de prendre des précautions pour écarter les dangers auxquels il s'exposait pendant ces voyages mystérieux. » — Le duc de Rovigo ajoutait que « ne doutant pas de l'influence que je pouvais exercer sur l'esprit du roi, et dont — il se plaisait à m'en assurer, — l'empereur n'avait, d'ailleurs, nullement à se plaindre, il espérait que je voudrais bien en user dans cette circonstance, pour amener le roi à une condescendance dont il n'aurait pas à se repentir. »

C'était, comme on voit, me dire que le roi ne pouvait venir à Paris sans permission, et que cette permission, il fallait qu'il la demandât à l'avance et l'obtînt de la police qui mettrait ses agents sur pied pour suivre ses pas.

Je répondis que, « bien que le roi m'honorât de quelque confiance et m'en donnât souvent des preuves, je n'avais aucun droit pour exiger de lui qu'il me mît dans la confidence de ses actions particulières ; que j'étais loin de vouloir pénétrer les démarches qu'il jugerait à propos de me cacher ; que j'avais ignoré plusieurs des voyages qu'il avait faits à Paris, et qu'à l'égard de ceux dans lesquels j'avais pu l'accompagner,

j'aurais cru lui faire injure que de supposer un instant qu'il ne fût pas libre de les faire ou de lui en demander l'objet, s'il jugeait à propos de me le cacher; que, néanmoins, je lui rendrais compte fidèlement de ce qui m'avait été dit, et que ce serait à lui de décider ce qu'il lui conviendrait de faire. »

Le duc de Rovigo parut se contenter de cette réponse; nous nous séparâmes amicalement, et je retournai le soir à Morfontaine. Le roi, sur la communication que je lui donnai du résultat de mon entrevue, se réjouit d'apprendre qu'elle n'eût pas eu d'objet plus important, et, comme il était facile de le prévoir, il renonça à tout voyage à Paris, plutôt que de se soumettre aux conditions qu'on prétendait lui imposer. Il ne fut plus question de cet incident; d'ailleurs, d'autres soins plus graves, d'autres alarmes plus sérieuses, allaient occuper nos pensées.

L'armistice avait été dénoncé le 10 août, le congrès de Prague dissous, et les hostilités recommençaient le 15. L'Autriche nous déclarait la guerre, et les faibles liens de famille que le mariage de l'empereur avait formés s'étaient brisés. La Suède se déclarait également contre nous, et le général français qu'elle avait appelé à la succession au trône, celui qui avait acquis son illustration militaire dans les rangs des armées françaises qu'il avait guidées souvent à la victoire, Bernadotte, s'était placé à la tête d'une des armées qui venaient déchirer le sein de sa patrie, renverser la puissance de l'empereur et anéantir l'existence de sa dynastie naissante. Une proclamation qu'il publia le 15 août appelait contre ses concitoyens le fer étranger ! Quels que fussent

les torts qu'on pût alors reprocher à Napoléon, quelles que fussent les calamités que son insatiable ambition eût attirées sur la France et sur l'Europe, ce n'est pas à un général français qu'il était permis de se mettre contre lui à la tête des armées ennemies ; ce n'était pas à l'homme qui avait si bien profité du pouvoir que cette ambition et le génie des conquêtes avaient mis dans les mains de Napoléon, à se charger de punir un si illustre coupable.

Dans le lieu où je me trouvais alors, aucune nouvelle ne pouvait faire plus d'impression que celle de la marche du prince royal de Suède. Lorsqu'elle nous parvint, la princesse, sa femme, était à Morfontaine, et si la tendresse que sa sœur, la reine d'Espagne, avait pour elle et les égards que nous inspirait cette légitime affection nous empêchèrent de manifester devant l'une et l'autre les sentiments dont nous étions pénétrés, ils ne retombaient qu'avec plus de poids sur nos âmes, et souvent nous eûmes beaucoup de peine à les dissimuler.

A cette époque, c'est-à-dire vers la moitié de septembre, la reine de Westphalie, accompagnée d'une cour brillante, vint à Morfontaine. Son arrivée nous annonçait une défaite de plus ; elle avait été obligée par les succès des alliés de quitter Cassel où elle ne rentra plus. Il eût été à désirer pour elle et pour nous qu'elle fût venue visiter le beau séjour de Morfontaine dans des temps plus heureux ; elle en aurait mieux joui et se serait mieux fait connaître. Néanmoins, et malgré les tristes circonstances où nous nous trouvions, sa présence jeta quelque charme parmi nous.

[illegible] permettait à plaire et y [illegible]

[illegible] se trouvaient alors [illegible] spectacle. On y voyait [illegible] un pouce de ter[illegible] d'un général français. [illegible] notre ennemi mor[illegible] Wurtemberg qui l'a[illegible] de Napoléon, [illegible] à la ligne for[illegible] de l'empereur; [illegible] allemands, français, qui [illegible] pour remplir de sin[illegible] grand inquisiteur [illegible] la messe. [illegible] champêtres, la [illegible] monde, étonné de se [illegible] en attendant [illegible] éclatât et vint [illegible]

[illegible] Chaque jour les bruits [illegible] Tout ce que nous [illegible] Allemagne nous [illegible] une guerre popu[illegible] et le fanatisme [illegible] et l'horreur du [illegible] La lutte n'était plus avec les [illegible] souverains, mais avec les

[1] Il avait été grand [illegible] Joseph et l'avait suivi en [illegible]nce.

peuples qu'enflammaient et leur haine contre nous et l'espoir, dont ils se flattaient, de conquérir, en nous accablant, la liberté et les institutions qu'on leur promettait pour prix des sacrifices exigés d'eux : promesses si mal remplies dans la suite !

Tandis que chaque bulletin arrivant des armées, malgré le voile officieux dont il couvrait les opérations militaires, nous apportait la nouvelle d'un nouveau revers, l'aspect de l'intérieur se rembrunissait de moment en moment. L'inquiétude et la défiance se montraient de toutes parts ; les transactions commerciales avaient cessé, et les fonds publics, tombés au-dessous de 60, menaçaient d'une chute encore plus complète. On demandait à la France de nouveaux sacrifices d'hommes et d'argent. L'impératrice était allée elle-même au sénat le 8 octobre, pour faire passer un sénatus-consulte qui autorisait la levée de 280,000 hommes. Le sénat docile l'accorda comme toutes les autres, mais le poids de cette nouvelle conscription retombait entièrement sur l'ancienne France. Dans la répartition du contingent de chaque département, on ne lisait plus les noms de ceux qui se composaient du territoire de la Hollande, ni de ceux au delà du Rhin, ni enfin de ceux entre lesquels une partie de l'Italie avait été partagée. Déjà ce gigantesque empire, construit à si grands frais, disparaissait : deux campagnes malheureuses l'avaient fait évanouir.

Enfin la nouvelle des funestes journées de Leipzig du 18 et du 19 octobre nous arriva, grossie de tout ce que la crainte, la crédulité et surtout la malveillance pouvaient y ajouter de détails douloureux. Le roi, qui

ne recevait aucune communication officielle, propre à fixer son opinion sur la nature et la réalité de nos désastres, inquiet de tout ce qu'il apprenait de vague, m'envoya chercher près du ministre de la police quelques renseignements plus positifs, et tirer de lui, s'il était possible, la vérité. Je me rendis à Paris le 1er novembre et je vis le ministre. Il ne me dissimula pas les malheurs des journées de Leipzig, mais il chercha à me rassurer sur les suites. Il ne croyait pas le mal aussi grand qu'on se plaisait à le représenter. L'empereur était à Gotha et se retirait sur Fulde où l'on supposait qu'il arriverait avant l'ennemi. On estimait encore les forces de l'armée française à 100,000 hommes d'infanterie, 30,000 de cavalerie et 400 bouches à feu. Francfort était couvert par un corps de 25,000 hommes aux ordres du maréchal Kellermann, mais Cassel avait été abandonné par le roi de Westphalie, et des partis ennemis s'étaient montrés jusqu'à Hanau, à quelques lieues de Francfort. Tels furent les seuls détails que le ministre de la police pouvait me donner, et, comme on voit, ils étaient peu propres à me rassurer. On doutait encore que l'armée pût se retirer sur le Rhin, et, supposé que quelque chance heureuse lui permît d'atteindre ce fleuve, arriverait-elle assez à temps pour fortifier et défendre nos frontières et empêcher l'ennemi de passer la dernière barrière qu'il eût à franchir, avant de pénétrer dans l'antique France? Du reste, l'aspect de Paris était infiniment triste, et le plus fâcheux symptôme de l'état de l'opinion que j'y observai, était que, malgré le chagrin causé par nos malheurs militaires, il se manifestait une sorte de sa-

tisfaction des revers qu'éprouvait l'empereur, parce qu'ils étaient un châtiment de son ambition. Les esprits désaffectionnés séparaient la France de son chef, et l'humiliation de l'empereur semblait consoler des maux de la patrie. Les effets publics étaient tombés à 50.

A peine étais-je de retour à Morfontaine où je rapportai le peu d'éclaircissements que j'avais obtenus, que nous apprîmes que l'armée qui faisait sa retraite, après avoir battu les Bavarois près de Hanau, était arrivée sur le Rhin; que l'empereur, de sa personne, s'était trouvé le 2 novembre à Mayence, et qu'on l'attendait incessamment à Saint-Cloud. Il y arriva effectivement le 8. Comme il eut l'air, dans les premiers moments, d'ignorer que son frère fût à Morfontaine, et qu'il ne lui communiqua rien des affaires, aucun fait qui pût jeter quelque jour sur les événements de cette époque ne parvint à ma connaissance. Nous apprîmes, comme tout le monde, par les journaux ou par des récits plus ou moins exacts, les progrès des ennemis, l'entrée du prince royal de Suède en Hollande qui força le duc de Plaisance à quitter Amsterdam où il avait résidé avec des pouvoirs extraordinaires depuis l'abdication du roi Louis; les revers de l'armée d'Espagne sous les ordres du duc de Dalmatie qui n'avait pu sauver Pampelune ni Saint-Sébastien, les deux seules places que nous eussions conservées dans le pays; enfin les mesures financières, prises par le conseil d'État et au moyen desquelles on espérait pouvoir se passer du concours du corps législatif qu'on hésitait à convoquer. Tout cela se trouve dans les journaux et autres écrits du temps, et je m'occuperai ici seulement

des particularités que le rappel du roi au maniement des affaires publiques et ma rentrée au conseil d'État, qui suivit de près ce rappel, me mirent à même de recueillir.

Nous étions toujours à Morfontaine; la reine de Westphalie nous avait quittés, pour aller rejoindre son mari qui habitait le palais de Compiègne que l'empereur lui avait assigné pour demeure. Nous allâmes l'y voir, mais nous ne le trouvâmes pas plus instruit que nous. L'empereur l'avait également banni de sa présence et ne l'avait pas encore reçu. Ainsi, presque tout le mois de novembre s'écoula, sans amener aucun changement dans notre position. Quelques voyages que la reine Julie avait faits à Paris, pour engager l'empereur à prononcer sur le sort de son mari dont la position et le titre qu'il portait devenaient chaque jour plus embarrassants, n'avaient eu aucun résultat, malgré les égards que l'empereur témoignait habituellement à cette princesse. Le roi commençait même à désespérer d'obtenir une explication, lorsque, le 27 novembre, il reçut un billet contenant l'invitation de se rendre à Paris pour avoir une entrevue avec l'empereur le lendemain au soir. Ce voyage et le but qu'il avait furent enveloppés d'un profond mystère. Le roi partit avec moi à quatre heures après midi, et nous allâmes descendre chez le comte Rœderer vers huit heures du soir. Peu de temps après notre arrivée, M. de Flahaut, aide de camp de l'empereur, vint prendre le roi et le conduisit aux Tuileries où il le fit entrer par un escalier secret dans le cabinet de l'empereur. L'entrevue dura longtemps; il était minuit lorsque le roi revint chez le

comte Rœderer, et nous repartîmes immédiatement pour Morfontaine où nous étions de retour le 29 novembre à quatre heures du matin. On avait eu à peine le temps de s'apercevoir de l'absence du roi.

Pendant la route de Paris à Morfontaine, le roi me donna sur son entretien avec son frère les détails suivants.

L'empereur n'avait adressé au roi aucun reproche sur les revers qu'il avait essuyés en Espagne, et il ne l'aurait pu sans injustice, car ils étaient en grande partie son propre ouvrage. Il ne revint en aucune manière sur le passé, et ne s'occupa que du présent et de l'avenir. « Ma position actuelle, — dit-il au roi, — ne » me permet plus de penser à aucune domination étran» gère, et je m'estimerai heureux, si je puis, par la » paix, conserver le territoire de l'ancienne France. » Tout, autour de moi, menace ruine en ce moment. » Mes armées sont anéanties, et les pertes qu'elles ont » éprouvées ne peuvent se réparer qu'avec une extrême » difficulté. La Hollande nous échappe sans retour; » l'Italie est chancelante; la conduite du roi de Naples » me donne les plus justes inquiétudes; il s'arrange » avec les Anglais. Le duc de Campo-Chiaro et le mar» quis de Gallo[1] se sont emparés de son esprit. Le » premier est vendu aux Anglais, l'autre aux Autri» chiens. Si la défection n'est pas prononcée, du moins » il n'y a aucune coopération à espérer du côté de » Naples. Les secours qui devaient être fournis au vice-

[1] Ils avaient, l'un et l'autre, fait partie du ministère napolitain sous le règne de Joseph : le premier comme ministre de la maison du roi et le second comme ministre des affaires étrangères.

» roi n'arrivent pas, et il en a un besoin extrême ; les
» Autrichiens le pressent, et les Italiens qu'il com-
» mande hésitent. Dévoués dans la prospérité, outrant
» les expressions du zèle et de l'affection, tant qu'ils
» m'ont vu heureux et puissant, ils se tournent avec le
» vent de la fortune et sont prêts à me manquer tout
» à fait. La Belgique, les provinces du Rhin laissent
» aussi percer des signes de mécontentement, et ne ré-
» pondent que faiblement aux vues du gouvernement.
» La frontière d'Espagne est envahie par l'ennemi. »

» Dans une semblable crise, comment penser à des
» trônes étrangers ? Comment proposer à la France,
» qui peut à peine se défendre, des sacrifices pour
» toute autre cause que celle de sa conservation, puis-
» qu'on peut tout au plus en espérer ceux qui sont
» indispensablement nécessaires pour préserver son
» propre territoire ? Il faut donc renoncer à l'Espa-
» gne ; il faut que vous vous replaciez au rang de
» prince français, ou si vous croyez ne pouvoir des-
» cendre, il faut vous éloigner entièrement des affaires
» et embrasser le parti d'une retraite absolue. Je
» rendrai l'Espagne à Ferdinand ; je le donnerai aux
» Espagnols, à la seule condition de respecter la
» frontière de la France, et de se placer entre les
» Anglais et nous. J'espère, après cette grande con-
» cession, pouvoir retirer sans danger l'armée que
» j'ai sur les Pyrénées, pour la porter en Italie con-
» tre les Autrichiens. Tout est bon pour obtenir ce
» résultat. »

Tel était le tableau de la situation des affaires, tracé
par celui même qui était le plus à portée de la bien

juger, et le plus intéressé à diminuer le mal. J'avoue que j'avais été loin de croire qu'elle fût aussi fâcheuse, et que, pour nous en tirer, l'empereur fût réduit à une ressource aussi désespérée. Car, pour moi, c'était une illusion complète, que de croire qu'il lui suffirait de remettre Ferdinand sur le trône, pour faire la paix avec l'Espagne et paralyser, pour ainsi dire d'un coup de baguette, les mouvements des Anglais. C'était un remède inefficace ; mais, comme l'empereur le croyait infaillible, tout ce que le roi avait pu lui dire pour l'en détourner fut inutile. Il avait d'ailleurs, comme c'était malheureusement sa coutume, pris son parti avant de consulter. Il ne restait donc au roi d'autre alternative que d'abdiquer enfin ce fatal titre, ou d'aller s'ensevelir dans quelque retraite obscure, loin de Paris, car l'empereur ne l'aurait pas souffert à Morfontaine. Le roi ne me dit pas en ce moment à quel parti il s'arrêterait ; je voyais seulement qu'il n'avait pas encore fixé ses idées.

Cette hésitation se prolongea pendant une quinzaine de jours. La reine, dans cet intervalle, fit plusieurs visites à l'empereur, lui mena ses enfants, eut avec lui quelques entretiens dans lesquels elle l'assurait des bonnes dispositions de son mari dont elle lui porta une lettre. Mais comme cette lettre ne se prononçait pas aussi clairement qu'on l'exigeait, ce rapprochement n'amena ni une entière réconciliation d'une part, ni, de l'autre, un assentiment complet aux volontés de l'empereur.

Cependant les événements devenaient de jour en jour plus graves. Le 21 décembre, un corps autri-

chien avait passé le Rhin près de Huningue ; la neutralité de la Suisse n'avait pas été respectée. La France, l'ancienne France était envahie ! Le corps législatif avait été ouvert le 19 du même mois, et l'esprit qui se manifestait dans cette assemblée, jusqu'alors aussi docile que muette, alarmait le pouvoir. Le discours d'ouverture prononcé par l'empereur avait produit une fâcheuse impression. Nulle parole de paix, des hommes et de l'argent, de l'argent et des hommes étaient les seules conclusions que l'on pouvait tirer d'une suite de phrases vagues et trompeuses. Les ennemis intérieurs levaient la tête et attaquaient de toutes parts ce colosse de grandeur, aux pieds duquel ils s'étaient tant de fois prosternés. L'empereur tentait par de vains efforts d'imprimer à l'opinion un mouvement favorable à ses desseins. Il faisait partir pour les divers départements des sénateurs, des conseillers d'État, des maîtres des requêtes, des auditeurs. Leur mission était d'échauffer les esprits, de faire faire des levées d'hommes et de rassembler des armes. On formait en même temps une armée de réserve ; on créait des ateliers d'armes et d'habillements. On réorganisait la garde nationale ; on ressuscitait des chants patriotiques[1] ; enfin on essayait de revenir aux mesures révolutionnaires et aux expédients mis en usage aux premières années de la guerre de la révolution. Mais où était cette puissance de l'opinion qui, dans ces temps fameux, était si active et si énergique par les

[1] Les orgues ambulantes jouaient dans les rues l'air de la *Marseillaise* sur lequel on avait parodié des paroles en l'honneur de Napoléon.

moyens qu'elle développait? Où étaient ces ressources qu'elle enfantait comme par enchantement? Où était cette terreur qui faisait qu'on allait se réfugier dans les armées comme dans l'asile le plus sûr et le plus honorable? Où était enfin cette population exubérante, cette jeunesse enthousiaste qui cherchait avec tant d'ardeur, à travers mille périls, la gloire et des grades? Aucun de ces puissants ressorts n'existait plus à la fin de 1813. Les idées magiques de liberté et d'égalité qui avaient remué la masse de la nation étaient éteintes. L'affection pour le trône, l'amour du souverain, qui jadis suppléaient chez les Français à ces mobiles, n'existaient pas encore en faveur d'une dynastie récente. Le gouvernement seul parlait, et personne ne lui répondait. La langueur était dans les âmes; la conscription avait épuisé les bras; qu'espérait-on produire avec de tels éléments? Ceux même qui les employaient en connaissaient l'impuissance, et les fonctionnaires envoyés dans les départements ne pouvaient inspirer une confiance qui leur manquait à eux-mêmes. L'armée seule était dévouée; elle seule restait fidèle à son chef, et les revers qu'il éprouvait n'avaient pas ébranlé son attachement, mais les généraux commençaient à élever des prétentions et à montrer de l'humeur. Au surplus, l'armée diminuait chaque jour devant un ennemi qui, chaque jour, croissait en nombre, et rien ne remplaçait ses pertes.

Néanmoins, au milieu de l'activité que l'empereur cherchait à exciter autour de lui et dans les provinces, il ne pouvait tolérer que son frère restât oisif dans sa retraite à Morfontaine, et qu'au lieu de se mettre,

comme le premier après lui, à la tête du mouvement, il se tînt à l'écart, et que, loin de le seconder, il eût l'air de le désapprouver. Madame mère arriva le 27 décembre à Morfontaine avec la reine qui était allée la veille à Paris. Ces princesses étaient chargées de déclarer que l'intention de l'empereur était que le roi se rendît sur-le-champ à Paris, sans condition et comme prince français, pour habiter le Luxembourg; que Napoléon demandait en même temps que Joseph lui écrivît une lettre dans laquelle il annoncerait cette résolution, et se présenterait comme premier sujet de l'empereur et non plus comme roi d'Espagne. Cette lettre devait être conçue de manière à pouvoir être insérée dans le *Moniteur*.

Sur les instances de sa mère et de sa femme, le roi écrivit cette lettre le 29 décembre. Elle exprimait le désir de faire tout ce qui serait utile à l'empereur et contenait la promesse d'abdiquer, si cette abdication était nécessaire pour obtenir la paix; mais le roi demandait en même temps qu'un plénipotentiaire français traitât avec un de ses ministres, pour statuer sur les intérêts des Espagnols qui avaient suivi son parti. Madame mère se chargea de remettre à l'empereur cette lettre, et d'excuser en même temps le roi de ce qu'il ne se rendait pas immédiatement à Paris, sous le prétexte qu'il était malade et hors d'état de faire le voyage.

La lettre resta sans réponse [1]; quoique, d'après des

[1] Dans les « *Mémoires et Correspondance du roi Joseph,* » cette lettre du 29 décembre 1813 est citée textuellement (vol. X, p. 2), et elle y est suivie de la réponse de l'empereur dont cepen-

renseignements que je recueillis plus tard, il paraisse que l'empereur l'avait trouvée convenable, et qu'elle avait même été envoyée au *Moniteur*, pour être insérée dans la feuille du 1er janvier. Mais dans le cours de la nuit elle en avait été retirée. Par quel motif? c'est ce que j'ai toujours ignoré.

Le roi se débattait dans une mer d'incertitudes, lorsqu'il apprit, le 31 décembre au soir, que le corps législatif avait été ajourné et cette assemblée violemment dissoute. Cette nouvelle, accompagnée d'une foule de détails alarmants, lui fit croire que le gouvernement était dans un péril imminent, et le détermina à écrire sur-le-champ à l'empereur une seconde lettre, très-courte, dans laquelle il lui mandait qu'ayant été instruit par le *Moniteur* des événements qui avaient eu lieu à Paris, il offrait de se rendre immédiatement près de Sa Majesté Impériale et d'arriver au Luxembourg le jour même. Cette lettre, envoyée par un courrier, fut remise à l'empereur qui fit dire seulement qu'il répondrait. Mais, soit que le danger ne lui parût pas de nature à rendre les services du roi nécessaires, soit que Napoléon ne voulût pas se désister des conditions qu'il avait imposées à son frère, la réponse promise n'arriva pas, et l'ayant vainement attendue le

dant la date n'est pas indiquée. Il paraît donc que M. le comte Miot n'a pas eu connaissance de cette réponse, et qu'il était dans l'erreur, en disant que la lettre de Joseph du 29 décembre était restée sans réponse. Au surplus, la réponse de Napoléon, telle qu'elle est rapportée dans les *Mémoires* de Joseph, ne fait que reproduire, sous une forme plus rude, ce qui a été dit par l'empereur, le 28 novembre précédent, dans son entretien avec le roi. (*Voir plus haut*, p. 309). (*Note de l'éditeur.*)

1er et le 2 janvier, le roi me dépêcha à Paris, pour prendre des renseignements exacts sur ce qui s'y passait. Il me remit des copies de sa correspondance avec l'empereur, et m'autorisa à voir le duc de Vicence, alors ministre des affaires étrangères, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, enfin toutes les personnes de qui je pourrais tirer quelques lumières sur l'état des affaires en général et sur ce qui le concernait personnellement.

Je me rendis donc à Paris le 3 janvier 1814, et dans les deux jours que j'y passai, je vis beaucoup de monde et recueillis, particulièrement de Regnault de Saint-Jean-d'Angely et de mon ami Gallois, des détails sur l'origine des troubles qui s'étaient élevés dans le corps législatif et avaient amené sa dissolution. Je vais rapporter ici ces détails qui jettent un jour nouveau sur la situation des affaires générales, et feront mieux apprécier ce que j'aurai à dire ensuite des faits qui intéressaient personnellement le roi, et dont la recherche était l'objet principal de mon voyage.

Regnault de Saint-Jean-d'Angely avait été nommé pour porter au corps législatif le décret qui ordonnait la formation d'une commission extraordinaire, destinée à recevoir la communication des pièces officielles de la négociation entamée pour la paix. Il fut chargé en même temps de préparer le discours qui devait accompagner la proposition du décret. On parut désirer que ce discours fût pacifique, propre à concilier au gouvernement la faveur du corps législatif et à produire une heureuse impression sur les esprits avides en ce moment de tout ce qui pouvait promettre la paix. Le

discours fut donc rédigé dans ce sens; il annonçait, de la part du gouvernement, le projet formel de traiter, en acceptant même des conditions qui pouvaient entraîner de grands sacrifices. Cependant, bien que ce discours eût été écrit, en quelque sorte, sous la dictée de l'empereur, Regnault crut devoir le lui communiquer avant de le prononcer, mais il se présenta en vain pour obtenir audience : l'empereur, fatigué d'un conseil qui s'était prolongé fort avant dans la nuit, dormait, et personne ne voulut se charger de le réveiller. L'heure pressait, et le discours fut prononcé tel qu'il avait été fait[1]. Il produisit une grande sensation; on y vit tout ce qu'on désirait y trouver. Chaque député s'empressa d'annoncer les espérances qu'il en avait conçues, et il y eut un mouvement très-marqué dans l'opinion publique; mais la sensation même qui se manifestait éveilla l'attention de l'empereur. Il voulut revoir le discours, et en le relisant, il trouva que l'orateur avait été trop loin. Plusieurs phrases lui déplurent : il prétendit qu'elles le présentaient aux puissances ennemies dans une attitude humiliante, qu'elles lui faisaient perdre toute considération à l'intérieur. Enfin il exigea qu'on y fît diverses modifications avant de l'imprimer. Regnault en essaya quelques-unes; elles ne le satisfirent pas. Le discours fut rogné par d'autres mains; on supprima toute la dernière partie, et on le termina par une phrase qui détruisait toutes les espérances que le texte original avait fait concevoir la veille[2].

[1] Dans la séance du 21 décembre 1813.

[2] Voyez cette phrase dans le *Moniteur* du 22 décembre 1813, où se trouve un extrait très-sec du discours de Regnault.

Le corps législatif, se voyant joué, en manifes
très-ouvertement son indignation. Des discussions or
geuses s'élevèrent dans la séance qui suivit cet év
nement; des reproches très-vifs furent adressés à s
président[1] qui s'était permis de disposer de la copie
discours que Regnault avait laissée sur le bureau,
en la remettant à l'empereur, avait ôté tout moyen
comparaison entre le discours prononcé et le disco
imprimé.

Les esprits étaient donc dans une très-mauva
disposition, lorsque l'assemblée procéda à la nomin
tion des membres de la commission chargée de recev
la communication des pièces de la négociation, et s
choix tomba sur les personnes que l'on croyait les pl
indépendantes de l'influence du gouvernement[2].

Les communications entre les membres de ce
commission, les délégués du gouvernement[3] et u
députation du sénat eurent lieu chez l'archichanceli
et, à la suite d'une longue discussion, le jour fut p
pour entendre le rapport que la commission dev
présenter au corps législatif. La rédaction en avait
confiée à M. Lainé, avocat de Bordeaux, celui c
membres de la commission qui, dans les conférenc
s'était fait le plus remarquer par la liberté de ses o
nions et la hardiesse de ses expressions.

[1] Le duc de Massa-Carrara (Regnier, membre du conseil c
anciens, puis, sous l'empereur, conseiller d'État, sénateur et gra
juge).

[2] MM. Lainé, Reynouard, Gallois, Flaugergues et Maine
Biran.

[3] MM. Regnault de Saint-Jean d'Angely et d'Hauterive.

Le rapport qui fut lu au jour désigné chez l'archichancelier était divisé en trois parties. La première, consacrée entièrement à l'exposition de la situation générale des affaires politiques, était conçue de manière à présenter la conduite que les puissances coalisées tenaient en ce moment à l'égard de la France sous le jour le plus favorable, et à jeter, par conséquent, sur le chef du gouvernement français tous les torts, en faisant remonter à lui seul la cause de nos malheurs. La seconde partie développait la nécessité indispensable de la paix et émettait le vœu formel de l'obtenir à tout prix. La troisième, enfin, était une sorte de cahier de doléances présenté à l'empereur sur la conduite coupable des employés de l'administration, sur les vexations de toute nature qu'ils faisaient éprouver aux citoyens, sur les exactions des généraux : le tout peint des couleurs les plus sombres et fondé sur la supposition que ces abus d'autorité et les maux qui en découlaient étant ignorés de l'empereur, il était du devoir du corps législatif de les lui faire connaître.

Plusieurs expressions de la première partie choquèrent beaucoup les délégués du gouvernement et du sénat, et la troisième partie en entier leur déplut encore plus. Ils engagèrent la commission à modifier les expressions qui pouvaient blesser l'empereur, et à supprimer entièrement la troisième partie. Ils firent remarquer que ce n'était pas le lieu de porter des plaintes de ce genre ; que ce qu'on devait chercher principalement en ce moment, était de montrer qu'une parfaite union existait entre le corps législatif et le gouvernement et qu'une même volonté les animait ;

que rien n'était moins propre à procurer un résultat si désirable qu'une exposition de griefs qui, appuyée par une autorité imposante, échaufferait les esprits dans l'intérieur et y rendrait l'action du gouvernement, la levée des hommes et la perception de l'impôt, plus difficiles que jamais.

Ces raisons semblèrent faire impression sur quelques-uns des membres de la commission. On promit des modifications; on fit même espérer que l'on garderait le silence sur la troisième partie. Mais il paraît que ces espérances ne furent données que vaguement, et que la commission ne se crut nullement liée par cette sorte d'engagement. Elle se rendit le 29 décembre à la séance du corps législatif[1]; le rapporteur, M. Lainé, monta à la tribune et lut le rapport tel qu'il avait été primitivement rédigé.

M. Lainé fut accueilli avec enthousiasme et reçut les plus vifs applaudissements. Quelques membres, néanmoins, firent observer que ce discours renfermait beaucoup de passages qui pouvaient se faire entendre sans danger dans une assemblée secrète, tandis que leur publication avait de graves inconvénients; mais ils furent peu écoutés, et le lendemain l'impression, sur laquelle, à la demande du président et contre l'usage, on alla aux voix individuellement, fut votée à une très-grande majorité[2] et ordonnée.

Le résultat de la séance du 29 et les détails qu'on

[1] Cette séance était secrète.

[2] 223 voix contre 31. Le scrutin eut lieu le 30 décembre en séance publique.

vient de lire furent portés sur-le-champ à l'empereur. Ils alarmèrent le gouvernement. Un conseil extraordinaire fut rassemblé dans la nuit du mercredi 29 au jeudi. Les ministres et les grands dignitaires y furent appelés. On y agita la question de la suspension du corps législatif; mais après avoir pesé les inconvénients d'une telle mesure, on la rejeta et l'on se borna à entamer avec le rapporteur de la commission et les membres les plus influents de l'assemblée une négociation, pour obtenir que le rapport fût modifié et réduit à des termes qui ne fussent pas injurieux pour le gouvernement. La journée de jeudi 30 fut employée à cette négociation : des changements furent arrêtés, et l'on crut pouvoir ensuite laisser aller l'impression. Les choses étaient en cet état le 30 au soir, et le travail de l'impression marchait, lorsque le directeur de l'imprimerie impériale, en corrigeant les épreuves, crut, malgré les changements faits dans le texte pendant la journée, apercevoir encore des passages échappés à la censure et qui éveillèrent grandement son attention. Il imagina de porter une de ces épreuves au ministre de la police qui, frappé à son tour des mêmes passages, s'empressa de la mettre sous les yeux de l'empereur. Cette lecture l'émut vivement[1]. Il se figura qu'il avait

[1] J'ai eu l'occasion, dans la suite, de voir la copie qui avait été envoyée à l'imprimerie. La troisième partie du rapport, contenant les doléances, avait été supprimée ; mais on avait laissé subsister ces mots : *l'adversité véridique*, et, en parlant de Louis XIV, cette phrase : *ce roi auquel la postérité a conservé le nom de « grand. »* — Il paraît que l'expression et la phrase que je viens de citer avaient particulièrement blessé l'empereur.

été joué, et se porta sur-le-champ aux mesures les plus violentes. Le rapport fut retiré de l'impression dans la nuit du 30 au 31 décembre ; les formes furent brisées, les épreuves brûlées, et le matin, sans réunir aucun conseil et après en avoir conféré seulement avec quelques personnes qui se trouvaient à son lever, l'empereur fit rédiger et expédier par le duc de Bassano un décret qui, sur un motif assez vague, ajournait le corps législatif[1]. Cependant, comme la publication de ce décret n'avait pu se faire dans le *Moniteur* du 31 décembre, et qu'il importait d'empêcher une nouvelle séance dans le cours de cette journée, un détachement des dragons de la garde s'empara dès le matin des avenues et des portes du palais du corps législatif, et les membres qui se présentèrent pour entrer furent obligés de s'en retourner. On ne leur permit pas même l'accès de leurs salles particulières et de la bibliothèque où ils auraient pu se rassembler.

La nouvelle de cet événement circula promptement dans Paris, et y produisit une grande sensation. On se répandit en propos très-libres contre l'empereur, et les fonds publics éprouvèrent une baisse considérable. Toutefois, il n'y eut aucun mouvement, et la tranquillité ne fut pas troublée un instant.

Le lendemain, premier jour de l'année 1814, un grand nombre de membres du corps législatif vinrent aux Tuileries, et parmi eux se trouvaient trois membres de la commission, Gallois, Flaugergues et Maine de Biran. L'empereur leur parla longtemps et avec

[1] Voyez ce décret dans le *Moniteur* du 1er janvier 1814.

abondance. Il essaya de justifier la mesure qu'il avait prise la veille. « Il savait, — disait-il, — que le corps législatif était excellent dans sa grande majorité, mais il recélait dans son sein un parti bourbonien, à la tête duquel était M. Lainé qui entretenait, par l'intermédiaire de M. Desèze, une correspondance avec l'Angleterre. » L'empereur ajouta qu'il le faisait surveiller.

Cette sorte d'allocution dura près de trois quarts d'heure. Personne n'y répondit. La foule se dissipa et le soir tout était calme.

Le jour suivant, M. Lainé, instruit des imputations que l'empereur avait dirigées contre lui, se hâta de se rendre chez le ministre de la police, offrit la communication de ses papiers, de se constituer prisonnier, enfin de se purger par tous les moyens possibles des reproches qui lui avaient été adressés. Le ministre lui répondit de se tranquilliser ; qu'il devait savoir quel était le caractère de l'empereur ; qu'un moment après, il n'y avait plus pensé et n'avait pas de rancune.

On en était resté là, et lorsque j'arrivai à Paris, l'impression de l'événement y était déjà affaiblie, mais il avait produit un plus grand effet dans les départements où la disposition des esprits était plus fâcheuse encore que dans la capitale. Plus près du danger dont l'ennemi les menaçait, les habitants des provinces prenaient les choses plus au sérieux : la charge de l'impôt, les maux de la guerre, la conscription pesaient de tout leur poids sur eux. Ils n'avaient pas d'ailleurs les nombreuses distractions qui, même à cette époque, se succédaient journellement dans cette

immense ville de Paris où chacun est occupé de soi, et où personne n'aperçoit ni ne plaint les peines de son voisin.

Après avoir recueilli ces renseignements sur un fait dont le bruit nous avait jetés à Morfontaine dans les plus grandes alarmes, je m'occupai de la position personnelle du roi et des moyens de le tirer le plus promptement possible d'un état d'incertitude et d'irrésolution qui ne pouvait plus se prolonger sans danger pour tui, et sans étendre un vernis de ridicule sur son inacion dans des moments si critiques. Regnault de Saint-Jean-d'Angely, à qui je m'étais ouvert sur le but de ma mission, mit beaucoup d'empressement à servir le roi. Nous vîmes ensemble le duc de Vicence. Ce ministre nous dit que l'empereur l'avait autorisé à conférer avec le duc de Santa-Fé, l'un des ministres espagnols, et à traiter avec lui la question des intérêts de ceux de sès compatriotes qui avaient suivi le parti du roi. « Mais, — ajouta-t-il, — comment cette négo-
» ciation peut-elle s'entamer, et quel but peut-elle
» avoir? Comment s'ouvrir à M. de Santa-Fé sur la
» véritable situation des affaires, sur l'impuissance où
» nous sommes maintenant d'exercer aucune influence
» près du roi que nous allons renvoyer en Espagne?
» Et en supposant que, par le traité qu'on se propose
» de faire avec lui, il soit amené à quelque concession
» en faveur du parti français, quelle garantie aurons-
» nous de l'exécution d'une clause à laquelle il ne
» consentira qu'avec une répugnance infinie et avec
» l'espoir d'y échapper? Le roi ne doit pas non plus
» voir dans la condescendance de l'empereur à céder

» sur ce point[1], une reconnaissance de ses droits
» comme roi d'Espagne. Sur cette dernière question,
» la volonté de l'empereur n'a point changé et ne
» changera pas. Sans doute, il désire voir près de lui
» son frère ; mais, s'il y venait autrement que comme
» prince français et premier sujet de l'empire, il com-
» pliquerait étrangement la position du gouvernement
» au dehors et à l'intérieur. On croirait que l'empe-
» reur veut toujours reconquérir l'Espagne ; on ferait
» de la présence du roi, en cette qualité, un argument
» contre les vues pacifiques de Sa Majesté Impériale.
» Si, au contraire, son frère vient à Paris comme
» grand électeur, comme prince français, il annonce
» par ce fait seul sa disposition à tout sacrifier, pour
» faciliter la paix ; il se présente à la nation, à son
» frère, comme renonçant, pour elle et pour lui, à la
» couronne qu'il porte encore. »

A la suite de cet entretien, dans lequel le ministre me parut parfaitement raisonnable, et où nous n'entreprîmes, ni Regnault ni moi, de lui faire aucune objection, parce qu'en effet il n'y en avait aucune solide à présenter, je vis le roi Louis qui venait d'arriver à Paris[2] ; et comme je désirais avoir son opinion sur la conduite à suggérer à son frère Joseph lorsque je le rejoindrais à Morfontaine, je lui fis part de ce que le duc de Vicence nous avait dit. « Mon avis,

[1] Le lecteur a vu plus haut que cette demande était contenue dans la lettre que le roi avait écrite à son frère, le 29 décembre, et que sa mère avait remise à l'empereur.

[2] Il était logé chez sa mère où je le trouvai. Elle était présente à l'entretien que je rapporte ici.

— me répondit le roi Louis, — est que mon frère
» vienne auprès de l'empereur, sans attendre aucune
» explication. Je vais vous dire ce qui m'est arrivé à
» moi-même, lorsque l'invasion de la Suisse par les
» ennemis m'a forcé à quitter l'asile que j'étais allé y
» chercher. Je me suis rendu ici : j'ai écrit à l'empe-
» reur; je n'en ai reçu aucune réponse, mais le 3 de
» ce mois, j'ai eu la visite du duc de Vicence. Il m'a
» dit de la part de l'empereur que, si je venais comme
» prince français, j'étais le bien-venu, mais qu'on ne
» pouvait me recevoir comme roi de Hollande. Voici
» la réponse que je fis au ministre : « Tant que la
» Hollande est occupée par les ennemis, je ne pré-
» tends pas au titre de roi, et il m'est indifférent qu'on
» m'en donne un autre. Je viens uniquement, comme
» Français, partager les dangers du moment et être
» utile autant que je le puis. Si la Hollande retombait
» sous la puissance de l'empereur et qu'il ne me la
» rendît pas, ma conscience comme roi me défendrait
» de rester en France, et j'en sortirais de nouveau.
» Si, au contraire, à la paix, la Hollande doit être cé-
» dée à un autre prince que l'empereur, et que ma
» renonciation devienne nécessaire pour sanctionner
» cette partie du traité, je ne la refuserai pas. » Vous
» pouvez rapporter à mon frère tout ce que je viens de
» vous dire. »

Muni de ces divers renseignements, je retournai à Morfontaine dans la nuit du 4 au 5 janvier, et je rendis compte au roi de tout ce que j'avais recueilli, tant sur la situation générale des affaires que sur ce qui le concernait personnellement. Puis j'ajoutai : « Il me

semble que vous ne devez plus attendre de nouvelles propositions de la part de l'empereur, et je ne vois donc pour vous que des inconvénients à différer votre retour à Paris. En écrivant, ainsi que vous l'avez fait, vous avez été trop loin pour qu'on vous sache gré de votre retraite à Morfontaine, comme preuve de modestie et d'indifférence philosophique. Ce parti est même, dans toutes les opinions, le moins honorable, parce qu'on y verrait, plus ou moins, le désir d'échapper aux difficultés, je dirai plus, aux dangers du moment. D'un autre côté, en tardant davantage, vous perdrez tout le mérite de votre démarche, si vous devez la faire un jour. De plus, en supposant que vous conserviez quelque espoir de trouver, à la paix, dans une nouvelle souveraineté, la compensation du sacrifice que vous aurez fait d'une couronne, c'est à Paris seulement que vous pourrez traiter d'un arrangement de ce genre et porter l'opinion à le favoriser, parce que vous vous serez montré généreux et désintéressé au moment du péril. Enfin, la conduite du roi Louis, votre frère, qui se trouve dans une position à peu près semblable à la vôtre, est un exemple que vous devez suivre sans hésiter. »

Ces motifs et, plus encore, la force des conjonctures qui ne laissait véritablement plus la liberté du choix, surmontèrent toutes les incertitudes; le départ pour Paris fut résolu, et le 6 janvier, le roi vint s'établir au Luxembourg où il me donna un logement.

En arrivant à Paris, Joseph écrivit une nouvelle lettre à l'empereur qui ne la trouva pas encore telle qu'il la désirait. Il fit dire qu'il y voyait trop de *phé-*

bus et la voulait plus simple. Peu de temps après, le prince de Neuchâtel parut au Luxembourg, porteur des dernières volontés de l'empereur. Son entrevue avec le roi dura plus de deux heures, mais, soit manque de bonne volonté, soit maladresse de la part du négociateur qui irrita au lieu de calmer, les affaires étaient plus brouillées que jamais, lorsque les deux interlocuteurs se séparaient. Le roi me dit qu'il était décidé à tout abandonner et à prendre le parti de la retraite. Je mis tous mes soins à le détourner de cette résolution à laquelle il s'attachait par une sorte de générosité de caractère, se croyant lié envers les Espagnols qui avaient embrassé son parti, et se persuadant qu'abdiquer le titre de roi, c'était abandonner lâchement leurs intérêts. Tout en applaudissant à ce sentiment, je fis tout ce que je pouvais pour le convaincre qu'en résistant à l'empereur, ils servait ses intérêts bien moins qu'en se prêtant à ses vues, et je lui proposai de consulter sur cette difficulté les ministres espagnols eux-mêmes. Il agréa cette proposition, et MM. de Santa-Fé, Urquijo, O'Farill et d'Almenara ayant été appelés, il s'établit, en présence de la reine, une sorte de conférence où je fus également admis, et qui se prolongea très-avant dans la nuit. J'y reproduisis les divers arguments que j'ai déjà exposés en parlant de mes entretiens particuliers avec le roi. Les ministres espagnols en reconnurent toute la force ; le roi se rendit enfin, et le lendemain matin il écrivit à l'empereur la lettre suivante :

« Sire, l'envahissement de la France impose à tout

» Français l'obligation de voler à sa défense; mais
» c'est surtout à ceux qu'elle a élevés à un si haut rang
» qu'appartient la noble prérogative de voler, les pre-
» miers, à la défense du trône et de la patrie. Premier
» prince français et, en cette qualité, son premier sujet,
» permettez-moi, sire, de vous prier d'accepter l'offre
» de mon bras et de mes conseils. De quelque manière
» que vous jugiez devoir les diriger, je m'estimerai
» heureux, si je puis contribuer à rendre à cette France,
» à qui je dois tout, la tranquillité et le bonheur dont
» l'Europe entière a besoin. Dans les circonstances
» actuelles, je ne vois que les dangers de la patrie :
» tout bon Français doit faire abnégation de tout autre
» sentiment. Vous sauverez encore la France, sire, si
» tous les Français mettent, à servir votre trône, le
» même dévouement que celui avec lequel je vous offre
» mes services.

» Je suis, etc. »

Paris, 7 janvier 1814.

Cette lettre ayant à peu près satisfait à tout ce qu'on exigeait, le roi vit son frère le 9 janvier et eut avec lui un entretien qui dura plus de trois heures. En rentrant au Luxembourg, il reçut une lettre de l'empereur qui lui annonçait qu'il avait fait mettre à l'ordre du palais, que le roi serait annoncé sous le titre de *roi Joseph*, et sa femme sous celui de *reine Julie*, et que les honneurs attachés à ces titres leur seraient rendus. En même temps l'empereur autorisait le roi à porter l'uniforme des grenadiers de la garde, tel qu'il le portait lui-même, et sa lettre se terminait par l'insi-

nuation que, dans les circonstances présentes, le roi Joseph devait s'abstenir de porter aucun ordre étranger, et ne paraître en public qu'avec celui de France. Le dimanche suivant, 16 janvier, le sénat, les cours de judicature et tous les premiers fonctionnaires de l'État vinrent en cérémonie au Luxembourg présenter leurs hommages au roi, près de qui se retrouvèrent les anciens officiers de sa maison. Le comte de Jaucourt remplit dans cette solennité les fonctions de premier chambellan, et reprit son service qu'il avait interrompu jusque-là. Je rentrai au conseil d'État où l'empereur m'appelait. Enfin, l'intérieur du Luxembourg recouvra l'aspect qu'il avait eu huit ans auparavant, quand il était habité par Joseph comme prince français et grand électeur.

Ainsi se termina cette longue négociation à laquelle on mit de part et d'autre, à mon avis, une trop grande importance. La crise terrible où nous nous trouvions devait absorber toutes les pensées, et faire taire les calculs de la vanité et de l'ambition. Pour ne plus revenir sur ce triste sujet, je dirai encore un mot de la manière dont finirent les affaires d'Espagne.

Peu de jours après son entrevue mystérieuse du 28 novembre 1813 avec son frère, l'empereur fit partir pour Valençay le comte de Laforêt qu'il avait nommé son plénipotentiaire et chargé de traiter avec le duc de San-Carlos, nommé en la même qualité par Ferdinand VII, du rétablissement de la paix entre l'Espagne et la France. La négociation marcha rapidement, et le traité avait été signé le 11 décembre. La couronne était rendue à Ferdinand sans condition et avec l'inté-

grité du territoire de l'Espagne, tel qu'il existait à la paix d'Utrecht. Un article conservait aux Espagnols qui avaient suivi le parti du roi Joseph, leur rang, leurs honneurs et leurs biens, et accordait à ceux qui voudraient changer de patrie un délai de dix ans pour vendre leurs propriétés. Un autre article maintenait les Français et les Italiens dans la jouissance des biens qu'ils possédaient en Espagne avant la guerre ; mais on n'y trouvait aucune stipulation positive en faveur de ceux qui, pendant la domination de la France, avaient acquis des biens nationaux mis en vente par le le roi Joseph.

Après la ratification de ce traité, Ferdinand partit de Valençay pour retourner en Espagne. On sait comment les stipulations en furent exécutées dans la suite, et ce que devint l'Espagne sous le roi que nous leur renvoyions. Ainsi, la guerre que l'empereur avait faite à ce malheureux pays et la paix qu'il leur rendait lui furent également funestes. Et que de sang avait été répandu, que de trésors avaient été dissipés, pour arriver à ce honteux résultat ! D'un autre côté, comme il était facile de le prévoir, l'avantage que l'empereur s'était flatté de retirer de cette transaction ne se réalisa nullement. Ni les Anglais ni les cortès ne se crurent liés par le traité de Valençay : les hostilités continuèrent sur la frontière des Pyrénées, et le feu de la guerre subsistait encore dans cette partie de la France, lorsqu'il était déjà éteint dans toutes les autres.

Les affaires de l'intérieur étaient au mois de janvier dans un état effrayant. L'ennemi avait pénétré jusque dans le cœur de la France ; partout nos faibles

armées reculaient devant lui. Vainement le gouvernement avait essayé d'armer les populations et d'organiser une guerre de paysans. Si quelques communes du Bas-Rhin et des Vosges répondirent à cet appel, les autres départements, occupés ou menacés, n'avaient pas suivi ce patriotique exemple. Les sénateurs, les conseillers d'État, envoyés dans les places frontières, fuyaient et revenaient en hâte à Paris. Les Anglais étaient entrés à Bordeaux où le maire, M. Lynch, enhardi par leur présence, venait de proclamer les Bourbons. Le roi de Naples avait déserté les drapeaux français, et sa défection était la dernière insulte que l'empereur pût recevoir. La tournure que prenaient les négociations de Châtillon-sur-Seine, ne permettait déjà plus de se flatter d'une heureuse issue : le duc de Vicence n'y avait pas été admis sans difficulté. Loin de dicter, comme jadis, des lois au nom du vainqueur, il recevait, chaque jour, des notes arrogantes et n'avait à répondre qu'à des propositions trop humiliantes pour être consenties, et qui, si elles avaient été acceptées, eussent probablement été désavouées ensuite. On ne voulait pas traiter avec l'empereur; on voulait le renverser, et sa ruine absolue était évidemment l'objet que se proposaient les négociateurs et leurs maîtres.

Dans cette extrémité, un dernier effort des armes françaises devenait l'unique ressource, et la confiance que le soldat avait dans le génie et la fortune de l'empereur était telle que l'armée se flattait encore que l'un et l'autre sauveraient l'empire. Elle s'alarmait cependant de voir l'empereur prolonger son séjour dans la capitale, lorsque sa présence semblait si nécessaire

pour seconder et guider la valeur de cette poignée de guerriers, seul espoir de la patrie, et qui lui étaient restés fidèles. Les moments étaient chers, et l'on n'en avait aucun à perdre. L'empereur le sentait et ne retardait son départ que pour régler la forme du gouvernement pendant son absence. Les dispositions relatives à cet objet furent arrêtées le 21 janvier dans un conseil extraordinaire. L'impératrice Marie-Louise conserva la régence et devait rester à Paris avec le roi de Rome. Le roi Joseph et l'archichancelier (Cambacérès) furent nommés conseillers de l'impératrice. Le premier présidait dans des occasions importantes le sénat et le conseil d'État qu'il avait le droit de convoquer extraordinairement, toutes les fois qu'il le jugerait nécessaire. Ces préliminaires arrêtés, l'empereur tint pour la dernière fois une grande audience le dimanche 23 janvier. Je m'y trouvais avec le roi. Tous les officiers de la garde nationale parisienne, nouvellement réorganisée, étaient rassemblés dans la salle des maréchaux. L'empereur y vint avec l'impératrice et le roi de Rome. Il les présenta l'un et l'autre à ses officiers, leur demanda de veiller à la sûreté de ce qu'il avait de plus cher, et répéta plusieurs fois : « Vous m'en répondez, n'est-ce pas? vous les défen-« drez ? » Il mit, en prononçant ces paroles à diverses reprises, une chaleur et un accent de sensibilité qui me parurent faire une vive impression sur ceux qui l'écoutaient. Il y eut un moment d'enthousiasme, et les cris de vive l'empereur ! vive l'impératrice ! vive le roi de Rome ! se firent entendre de toutes parts. Du reste, dans cette allocution très-animée, l'empereur ne

laissa percer aucune espérance de paix. Tout son d
cours semblait, au contraire, pressentir la possibil
de voir arriver bientôt les ennemis sous les murs
Paris qu'il chargeait la garde nationale de défend
Revenu dans les salons, il y trouva des sénateurs, d
conseillers d'État, des magistrats, enfin une cour ass
nombreuse. Il parla longtemps à beaucoup de mond
et sans dissimuler les dangers qui nous pressaient
toutes parts, il invoqua le concours de tous les sen
ments généreux, pour faire tête à l'orage, et il reç
de ceux à qui il s'adressait des assurances de dévou
ment qui se démentirent promptement. Mais il éta
dans sa destinée de se faire illusion jusqu'au derni
moment, et de prendre pour des protestations sincèr
d'attachement, les expressions recherchées qu'u
longue habitude de flatterie mettait encore dans
bouche de ceux qui lui répondaient. Quant à mo
moins préoccupé, et devant qui la dissimulation n'éta
pas nécessaire, je reconnus par tout ce que je voya
et entendais, quel changement s'était fait dans cet
cour, jadis si magnifique à la fois et si humble. Je m
rappelais ces jours brillants qui suivirent la naissan
du roi de Rome, pour les comparer avec ce que j'ava
sous les yeux. Où était cette foule d'ambassadeurs d
toutes les nations? ces princes, ces rois courtisans qu
dans des temps si rapprochés et pourtant si différents
remplissaient ces mêmes lieux et saluaient ce mêm
trône, aujourd'hui si chancelant? Toute cette pomp
avait disparu; de toute cette affluence d'étrangers
ne restait plus que quelques sénateurs, quelques con
seillers d'État italiens ou allemands, appelés des dé

partements réunis à la France, et qui, tandis que leur patrie rentrait sous les lois de leurs anciens maîtres, simulaient encore cette gigantesque association de peuples si divers que la guerre avait déjà brisée sans retour. Mais ce qui me frappa le plus, ce fut le langage des sénateurs français. Jamais ils n'avaient été plus obséquieux. M. de Laplace, entre autres, qui s'approcha de moi, me parla de la situation des affaires avec un intérêt si vif, de son attachement à l'empereur et de sa confiance en lui avec un attendrissement si profond, et particulièrement du bruit qui s'était répandu de la proclamation faite à Bordeaux en faveur des Bourbons avec une telle indignation, que j'aurais pu croire que l'ancienne dynastie de nos rois n'avait pas d'ennemi, ni l'empereur d'ami plus prononcé que lui. Aurais-je, en effet, pu supposer, à son langage, que « jamais, — comme il l'assura depuis, — il n'avait cessé de porter les Bourbons dans son cœur ? »

L'empereur partit de Paris le 25 janvier à sept heures du matin, et arriva le même jour à Châlons-sur-Marne. Je ne le suivrai pas dans cette célèbre et funeste campagne où il déploya, au jugement des militaires, les plus grands talents, et qui est estimée la plus savante de toutes celles qui ont illustré son nom. Il prouva dans cette campagne que ses facultés morales et physiques, loin d'être épuisées par les revers, avaient, au contraire, acquis une plus grande énergie. Il y démentit complétement le bruit qui s'était répandu et que plusieurs auteurs ont accrédité depuis, que les unes et les autres lui avaient manqué dans la campagne de Russie. Je laisse à ceux qui combatti-

CHAPITRE X.

Préliminaires de paix, proposés par les plénipotentiaires des alliés. — Napoléon, enivré par les succès militaires obtenus en février, les rejette. — Néanmoins il les fait communiquer à un conseil extraordinaire à Paris qui est d'avis unanime de leur acceptation. — La supériorité numérique des ennemis rend infructueux les avantages remportés par les Français. — Trahison en faveur de l'établissement d'un gouvernement provisoire, organisée à Paris par Talleyrand. — Consternation causée à Paris par la nouvelle de la rupture des négociations à Châtillon. — L'empereur se jette sur les derrières de l'armée ennemie qui n'en continue pas moins sa marche sur Paris. — Les mesures de sûreté à prendre à l'égard de l'impératrice et du roi de Rome sont discutées le 28 mars dans un conseil de régence qui décide le départ de ces deux personnages. — Proclamation de Joseph du 29 mars. — L'empereur, le 28, à Troyes. — L'auteur refuse la proposition que lui fait le roi de partir avec la reine. — Répugnance de celle-ci et même de l'impératrice à s'éloigner de Paris. — Le 30 au matin, l'ennemi attaque les positions occupées par les Français sous les murs de Paris. — Départ de la reine Julie avec ses enfants. — On apprend que l'empereur, avec une partie de sa garde, est arrivé le 29 à Fontainebleau. — Un ordre, venu du grand juge, comte Molé, prescrivant aux membres du sénat et du conseil d'État d'aller rejoindre l'impératrice-régente, l'auteur part immédiatement le 30 au soir et arrive le 31 mars à Chartres. — Accueil froid que lui fait le roi Joseph. — La régence établit son gouvernement à Blois. — Personnages dont il se compose. — Incertitude qui règne à Blois sur les événements qui ont dû avoir lieu à Paris et à Fontainebleau. — Le 7 avril, une lettre du duc de Bassano fait connaître à la régence l'abdication de Napoléon. — L'auteur, envoyé à Paris pour chercher à obtenir des passe-ports pour les membres de la famille réunie à Blois, arrive dans la capitale. — Difficultés qu'il trouve à remplir cette mission. — Il obtient enfin les passe-ports qu'il envoie

au roi Joseph à Orléans et dont une clause irrite vivement ce prince. L'auteur, exclu du conseil d'État, passe à la retraite et va s'établir avec sa famille à la campagne près de Paris.

Pendant les deux mois qui s'écoulèrent entre l'ouverture de cette campagne et la catastrophe qui la termina, je restai à Paris, en proie aux alternatives d'inquiétude et d'espérance que faisaient naître les nouvelles contradictoires venant de l'armée. J'étais séparé de tout ce qui m'était cher : mon gendre, le général Jamin, major des grenadiers à cheval de la garde impériale, partageait à la tête de cette troupe célèbre les dangers de la campagne; mon fils et mon neveu, ses aides de camp, étaient allés rejoindre leur général; ma femme et ma fille s'étaient retirées à Mayenne dans la famille de mon gendre. Privé de toute consolation domestique, je vivais au Luxembourg, au milieu de l'agitation entretenue incessamment par l'arrivée des courriers, par les conseils, par les visites des ministres et des principaux fonctionnaires de l'État qui venaient chercher des ordres ou des avis dans ce palais, devenu en quelque sorte le chef-lieu du gouvernement. Pas un intervalle de repos, pas un jour qui ne fût marqué par quelque fait, tantôt rassurant, tantôt et plus souvent désastreux. Telle fut ma vie durant ces deux mois. Je ne m'attacherai cependant pas à en décrire les circonstances : je me bornerai à parler de celles qui peuvent jeter quelque jour sur les événements de cette triste période ou faire connaître comment ils étaient envisagés du point de vue où j'étais placé.

A la suite du combat sanglant de Brienne, les ma-

nœuvres habiles et hardies de l'empereur ayant amené les succès brillants de Champaubert, de Montmirail et de Montereau, Napoléon reprit sa confiance habituelle dans sa destinée. Il se vit encore une fois vainqueur de l'Europe liguée contre lui, et en passant le défilé de Montereau qui lui coûta un temps précieux, il se trouvait, — écrivait-il à son frère, — plus près de Vienne que les Autrichiens ne l'étaient alors de Paris. C'est dans l'ivresse de ces succès, qu'il reçut le projet du traité des préliminaires de paix, remis au duc de Vicence par les plénipotentiaires des alliés, assemblés au congrès de Châtillon. En voici les principales conditions:

La France renoncerait à la Belgique et à toutes les conquêtes qu'elle avait faites depuis 1792.

L'empereur déposerait le titre de roi d'Italie, de protecteur de la confédération du Rhin, de médiateur des ligues suisses, et son fils celui de roi de Rome.

L'Espagne resterait à Ferdinand VII.

La Hollande serait donnée à un prince de la maison d'Orange, avec une augmentation du territoire.

L'Italie à des princes indépendants.

L'Angleterre garderait Malte, mais elle rendrait les colonies d'Amérique et les établissements français dans l'Inde, comme comptoirs commerciaux.

Elle garderait les îles de France et de Bourbon.

Les places fortes des pays cédés par la France et celles qui étaient encore en son pouvoir sur l'Oder et sur l'Elbe seraient rendues dans un délai très-court.

Les alliés garderaient en outre, comme places de sûreté, jusqu'à la signature de la paix définitive, Huningue, Béfort et Besançon.

Ce projet de traité était joint à une note des plénipotentiaires des puissances alliées en date du 2 mars. L'empereur l'envoya au roi Joseph avec toutes les pièces de la négociation qui avait précédé cette remise. Dans la lettre qui en accompagnait l'envoi, l'empereur ordonnait de communiquer le tout à un conseil extraordinaire, présidé par l'impératrice régente et composé des princes grands dignitaires, des ministres à département, des ministres d'État et des présidents de section du conseil d'État. « Mais, — écrivait-il, — ce n'est » point un avis en forme que je demande. Mon parti » est pris : je n'accepterai jamais un traité que je re» garde comme une honteuse capitulation. Je veux » seulement connaître la sensation que la lecture de » ses propositions et des pièces qui l'accompagnent » aura fait naître dans l'âme de ces divers conseillers. » Puis il ajoutait qu'il avait fait écrire par le prince de Neuchâtel au prince de Schwarzenberg, pour lui annoncer sa résolution de ne céder en rien sur ce qui tenait à l'honneur de la France et au sien, et que lui-même avait écrit une longue lettre à l'empereur son beau-père. Il lui exposait l'importance des succès qu'il venait d'obtenir, et, en assurant qu'il se trouvait encore à la tête d'une armée plus considérable que celle de l'Autriche, il annonçait que 200,000 hommes défendaient Paris, et qu'enfin, cette capitale fût-elle prise, la France ne consentirait jamais à des propositions si humiliantes[1].

[1] Voyez aussi dans le *Moniteur* du 7 mars 1814, les deux décrets du 5 de ce mois, qui prouvent que Napoléon avait abandonné toute idée de paix et provoquait une guerre d'extermination.

La réunion du conseil et l'opinion qu'il pouvait manifester étaient donc au fond assez inutiles, puisque tout se trouvait rompu d'avance. Il fut néanmoins rassemblé le 3 mars à cinq heures du soir. Il n'y eut qu'une voix pour l'acceptation du traité tel que les alliés le proposaient, et en effet, ces conditions, quelque dures qu'elles fussent, devaient être accueillies, si — ce que je ne crois pas encore — elles étaient sincères et le dernier mot des puissances. Le traité, tout rigoureux qu'il était, conservait en France le gouvernement qui s'y trouvait établi; il consacrait l'existence de l'empereur et celle de sa famille. L'Angleterre reconnaissait la nouvelle dynastie, avantage qu'aucune des transactions antérieures n'avait donné à Napoléon. Il n'y était pas question des Bourbons qui paraissaient tout à fait abandonnés. C'était beaucoup pour l'empereur qui, dans cet arrangement, se trouvait encore plus ménagé que la France même. Le temps pouvait amener la discorde entre les puissances coalisées; le partage même des dépouilles de l'empire devait les brouiller promptement, et l'empereur était trop habile pour ne pas profiter de leur désunion et recouvrer une partie de ce qu'il perdait en traitant. Enfin, ce qu'il y avait le plus à craindre, c'était la désorganisation qui menaçait alors de toutes parts le corps social : il existait encore; mais, si la paix était différée, il serait peut-être dissous, et la France tomberait à la discrétion d'un vainqueur qu'aucun traité n'aurait désarmé.

Le résultat du conseil fut envoyé à l'empereur par le roi qui y joignit ses propres instances pour déterminer son frère à changer de système. Il ne lui

dissimulait pas combien la guerre était peu nationale, et que c'était risquer de tout perdre, que de persister à refuser une paix qui seule, quelle qu'elle fût, pouvait lui rendre la faveur populaire et le sauver lui-même[1].

Mais en supposant que l'empereur fût assez convaincu de la force de ces observations pour abandonner le système qu'il suivait, il s'était trop avancé pour revenir sur ses pas. D'ailleurs, le moment était déjà passé, et les chances de la guerre, malgré tout ce que les dernières actions avaient eu de glorieux pour nos armes, se déclaraient de nouveau contre nous. Nos victoires mêmes nous ôtaient les moyens de continuer à vaincre. L'empereur n'avait pas plutôt fermé à un corps ennemi une des routes qui menaient à la capitale, qu'un autre corps paraissait dans une autre direction. Le prince royal de Suède pénétrait en Belgique à la tête de 45,000 hommes et n'avait plus devant lui d'obstacle qui pût l'arrêter dans sa marche sur Paris. D'un autre côté, malgré ce que l'empereur avait mandé à son beau-père sur les forces nombreuses rassemblées pour la défense de la capitale, cette exagération de nos ressources avait été promptement démentie par les intelligences que les ennemis entretenaient à Paris. En réduisant donc ces ressources à ce qu'elles étaient réellement, il n'y avait rien d'assez imposant pour arrêter l'armée de Blucher qui, tandis que l'em-

[1] Déjà, dans une lettre du 1er mars, le roi avait fait à l'empereur une peinture aussi vraie qu'énergique de la situation de la France et du besoin pressant qu'elle avait de la paix. Le lecteur trouvera cette lettre de Joseph dans l'appendice de ce chapitre.

pereur manœuvrait pour prendre à revers l'armée de Schwarzenberg, pouvait sans crainte s'avancer par Meaux sur la capitale. Ces renseignements venaient à l'ennemi de personnes trop bien instruites pour ne pas le rassurer complétement.

A cette époque, il existait effectivement à Paris plusieurs réunions dont les membres, présageant la chute prochaine de l'empereur et jaloux de l'accélérer, ne craignaient pas de livrer leur patrie à l'étranger pour servir leurs haines personnelles. M. de Talleyrand était à la tête de la plus active de ces réunions. Maltraité par l'empereur, sans que jamais son impassible figure eût laissé percer le moindre signe de ses ressentiments, soit en présence de l'empereur, soit en présence du roi Joseph qu'il venait quelquefois visiter au Luxembourg, il trouvait l'occasion de se venger trop belle pour ne pas en profiter, et l'espoir de ressaisir la puissance, en ramenant les Bourbons, — espoir qui fut si promptement déçu, — l'animait de tous les sentiments de haine et d'ambition dont une âme froide peut être susceptible. M. de Jaucourt, étroitement lié avec M. de Talleyrand et qui faisait très-exactement son service près du roi, était son émissaire. Admis, comme premier chambellan, dans l'intimité du Luxembourg, il recueillait toutes les nouvelles qui arrivaient et les portait à M. de Talleyrand qui, connaissant ainsi le véritable état des affaires, pouvait diriger sûrement sa conduite. C'est dans cette réunion dont l'abbé de Montesquiou, le baron Louis et quelques autres faisaient partie, que s'élaboraient les projets de l'établissement d'un gouvernement provisoire

ou d'une régence qui, en cas d'événement, devait être substituée à celle de l'impératrice, si elle quittait Paris, et même le projet d'une nouvelle constitution. Je fus informé de l'existence de cette espèce de comité par une circonstance qui m'était entièrement personnelle. Le ministre de la police, dans un entretien qu'il eut le 15 mars avec le roi Joseph, lui dit que, parmi divers papiers qu'il avait reçus de l'empereur, il s'en trouvait où j'étais signalé comme m'occupant de projets de gouvernement provisoire à substituer à celui que l'empereur avait établi avant son départ pour l'armée. Rien n'était plus faux, et il me fut facile de le démontrer au duc de Rovigo que j'allai voir dans la journée. Mais voici quelle était l'origine de cette ridicule dénonciation. Mon frère, le colonel Miot, écuyer du roi Joseph, était au Luxembourg, et il arrivait fréquemment que M. de Jaucourt, lorsqu'il avait appris qu'un courrier était arrivé ou que le bruit de quelque événement s'était répandu, lui écrivait dans la journée pour savoir la vérité. Mon frère répondait à ces billets, dictés en apparence par un grand intérêt pour la cause de l'empereur, et ses réponses étaient portées à M. de Talleyrand. C'est de cette manière que mon nom se trouva prononcé dans ce comité particulier, à l'appui des renseignements que M. de Jaucourt y apportait. De cette coïncidence de nom, l'espion subalterne, qui rendait compte à la police de ce qui se passait au comité, avait conclu que c'était de moi qu'il était question, et m'avait associé dans ses rapports à cette coupable intelligence. C'est ainsi que j'appris ce qui se passait. Mais j'en fus peu surpris;

la catastrophe approchait qui devait terminer le drame, et l'événement a prouvé que M. de Talleyrand s'y était préparé à l'avance et qu'elle ne le prit pas au dépourvu.

Par ce que je viens de rapporter, il est aisé de voir combien peu l'empereur pouvait compter sur le secours que la capitale lui fournirait, et encore moins sur l'opinion publique. Des demi-confidences, des insinuations ménagées avec adresse, des espérances et même des assurances d'avantages, données avec autorité, détachaient journellement du parti de l'empereur, des membres influents du sénat et du conseil d'État, et les exemples de dévouement et de fidélité devenaient plus rares que jamais [1]. Jugez si l'ennemi devait être bien informé, et s'il pouvait hésiter à se présenter devant Paris ! L'unique appui qui pût rester à la cause de Napoléon était dans la présence de l'impératrice à Paris. Tant qu'elle y demeurait, la partie

[1] Au milieu de cet abandon presque général, il est consolant de trouver une honorable exception dans la conduite de Carnot. Écarté depuis longtemps des affaires, privé des honneurs dus à son grade et à ses talents, il oublia, au moment du danger, tant d'injustices, et offrit noblement ses services à celui dont il avait tant à se plaindre. Je ne puis me refuser la satisfaction de rapporter ici la lettre qu'il écrivit à l'empereur le 24 janvier 1814 :

« Sire, aussi longtemps que le succès a couronné vos entre-
» prises, je me suis abstenu d'offrir à Votre Majesté des services
» que je n'ai pas cru devoir lui être agréables.

» Aujourd'hui, sire, que la mauvaise fortune met votre con-
» stance à une grande épreuve, je ne balance plus à vous faire
» l'offre des faibles moyens qui me restent. C'est peu de chose,
» sans doute, que l'effort d'un bras sexagénaire ; mais j'ai pensé
» que l'exemple d'un ancien soldat dont les sentiments patriotiques
» sont connus, pourrait rallier à vos aigles beaucoup de gens incer-

pouvait encore se défendre, et il était à présumer que son père, la trouvant sur le trône où il avait consenti à la placer, ne l'en ferait pas descendre lui-même, et qu'il ne l'arracherait pas de ses propres mains du palais qu'elle habitait. Mais, par une fatalité singulière, l'empereur avait surtout recommandé, si l'ennemi entrait dans Paris, d'en faire sortir l'impératrice et son fils[1]. Cette dernière ancre de salut fut donc également brisée.

Cependant les choses marchaient rapidement vers le dénoûment. La nouvelle de la rupture du congrès de Châtillon arriva à Paris le 24 mars et répandit la consternation parmi tous ceux qui conservaient encore quelque lueur d'espérance de paix. Le duc de Vicence, en réponse au projet de préliminaires de paix dont j'ai parlé plus haut, présenta un contre-projet qui parut tellement éloigné des vues et des prétentions des

» tains sur le parti qu'ils devaient prendre, et qui pourraient se
» laisser persuader que ce serait servir son pays que de l'aban-
» donner.

» Il est encore temps pour vous, sire, de conquérir une paix
» glorieuse et de faire que l'amour d'un grand peuple vous soit
» rendu. »

La défense d'Anvers fut confiée au général Carnot. On sait comment il s'en acquitta : il ne capitula et ne rendit la place qu'après l'abdication de l'empereur. Vainement le prince royal de Suède avait essayé d'ouvrir avec lui des négociations, « au nom, — disait-il dans sa lettre, — de leur ancienne amitié. » — « J'étais, —
» répondit Carnot, — l'ami du général français Bernadotte, mais
» je suis l'ennemi du prince étranger qui tourne ses armes contre
» ma patrie. »

[1] Je n'ai jamais vu la lettre qui contenait cet ordre, mais il paraît hors de doute qu'elle a existé. On va voir quelle influence elle a exercée sur les déterminations du conseil de régence.

puissances alliées, que leurs ministres refusèrent même d'en délibérer. Les fonds publics baissèrent à Paris au-dessous de 48. L'abattement et le découragement se répandaient dans toutes les classes, mais en même temps les intrigues, les menées obscures redoublaient d'activité. Tous les ambitieux s'agitaient et se ménageaient un accommodement avec le futur gouvernement. A la suite de la nouvelle de la rupture entière des négociations, on fut à Paris pendant plusieurs jours dans une ignorance absolue de ce qui se passait à l'armée de l'empereur; on sut seulement, mais plus tard, qu'après l'affaire sanglante et malheureuse de Laon du 9 mars et un succès remporté le 13 sur le général russe Saint-Priest, il s'était jeté tout à fait sur les derrières de l'ennemi, et manœuvrait à une grande distance de Paris[1]. Mais ce mouvement hardi, qui avait coupé la ligne de communication de l'ennemi avec le Rhin et qui avait fait tomber dans les mains des Français des bagages et des prisonniers, ne produisit pas l'effet principal que l'empereur en attendait; celui d'attirer l'ennemi ou du moins de ralentir son mouvement sur Paris. L'armée ennemie, combinée de l'armée de Blucher, de la garde impériale russe, de la garde royale prussienne et de la majeure partie de l'armée du prince Schwarzenberg, continuant sa marche à travers le bassin de la Marne, battit à la Fère-Champenoise les maréchaux duc de Trévise et duc de Raguse, trop inférieurs en nombre pour résister,

[1] D'après une lettre du 25 mars, arrivée au Luxembourg le 27, l'empereur était, ce jour-là, à Doulevent près Joinville.

et s'avança ensuite, après avoir passé la Marne à Trilleport, par Meaux et Claye sur Paris. Par suite de ce mouvement, le général Compans avait évacué Meaux et s'était porté entre Romainville et la Villette sous les murs de la ville. Les deux maréchaux, après leur défaite, s'étaient retirés sur Provins d'où ils partirent pour venir, à marches forcées, défendre la capitale.

Tel était l'état des affaires le lundi 28 mars au matin, et comme on doutait de pouvoir empêcher l'ennemi d'entrer dans Paris, on s'occupa dans la journée des mesures de sûreté à prendre à l'égard de l'impératrice et du roi de Rome. Un conseil extraordinaire de régence fut rassemblé à huit heures du soir, et dura fort avant dans la nuit. Plusieurs avis inclinaient à ne faire partir ni l'une ni l'autre de Paris, et sans contredit, cette opinion était la meilleure. Ceux qui la soutenaient objectaient avec raison que le départ de ces deux personnages importants paralyserait les moyens de défense et enlèverait en même temps toute espérance d'entrer en négociation et d'arriver à un accommodement propre à sauver au moins l'existence du gouvernement. L'impératrice, suivant ce qui me fut rapporté, penchait elle-même pour ce parti et ne s'effrayait nullement des conséquences qu'il pouvait entraîner. Mais Cambacérès, naturellement timide et qui songeait à mettre en sûreté ses richesses, se déclarait pour l'opinion opposée. Enfin le roi Jérôme insista fortement sur la lettre de l'empereur qui décidait nettement la question, en prescrivant de ne laisser dans aucun cas tomber entre les mains de l'ennemi

ni sa femme ni son fils, et les avis se rangèrent définitivement au parti de l'obéissance aux ordres de l'empereur. Il fut donc décidé que l'impératrice, le roi de Rome et quelques personnes de la famille impériale partiraient le lendemain pour se rendre à Blois par la route de Chartres, et que l'archichancelier, comme conseiller, et le duc de Cadore, comme secrétaire d'État de la régence, suivraient l'impératrice. Lorsque je fus informé par le roi du résultat de ce conseil, je ne pus m'empêcher de lui témoigner combien j'en étais affligé. Mais, puisqu'il n'était plus possible de revenir sur cette dangereuse décision, je m'attachais du moins à lui faire sentir que, du moment où les chefs du gouvernement allaient quitter Paris, il était d'une urgente nécessité d'en faire sortir sur-le-champ toutes les autorités qui croiraient avoir le droit de stipuler ou de transiger au nom de l'État, telles que le sénat, le conseil d'État, la cour de cassation, et de ne laisser absolument dans la ville que des magistrats revêtus de fonctions municipales, qui ne pouvaient, dans aucun cas, traiter que des intérêts privés des habitants de Paris. Le roi me répondit qu'aussitôt que l'on se serait convaincu de la nécessité de capituler, — si toutefois on devait en venir à cette dernière extrémité, — la régence donnerait des ordres pour convoquer près d'elle les membres des différents corps de l'État dont je parlais, et que, d'ailleurs, l'autorité militaire serait seule chargée de traiter avec l'ennemi, sans qu'aucun corps politique pût se mêler de la négociation. Cette réponse à ma proposition n'était pas complétement satisfaisante, car, indépendamment des

négociations avec l'ennemi, les autorités dont je demandais l'éloignement pouvaient encore prendre pour l'intérieur des mesures générales, propres à affecter le système actuel du gouvernement, ou même transporter la puissance dans d'autres mains. Mais pour entrer dans mes vues, il fallait une conviction semblable à celle qui me faisait parler et voir le danger tel qu'il m'apparaissait. C'est ce qui n'était pas. Rien de ce que je proposais ne fut fait, ou si l'on s'y décida, ce fut trop tard pour prévenir les effets que je craignais.

Le 29 au matin, le roi Joseph me fit lire une proclamation par laquelle, en annonçant aux habitants de Paris qu'une colonne ennemie s'avançait par Meaux, mais qu'elle était suivie par l'armée victorieuse de l'empereur, il prenait l'engagement de rester avec la garde nationale, et de défendre, aidé du zèle des citoyens, les objets les plus chers de leurs affections. Quoique le style de cette proclamation fût un peu emphatique et que je l'eusse préférée plus simple ; quoiqu'elle eût à mes yeux le défaut de dissimuler toute l'étendue du danger et d'éveiller l'espérance d'un secours sur lequel on ne devait pas compter, comme elle contenait l'expression de généreux sentiments et que, d'ailleurs, il n'y avait pas de temps à perdre pour des amendements, j'applaudis à la mesure en général. La proclamation fut affichée et produisit dans le premier moment un assez bon effet. Mais, dès que le public eut connaissance du départ de l'impératrice et du roi de Rome, le mouvement qu'elle avait d'abord excité se refroidit promptement, et l'on perdit, dans

les promesses qu'elle contenait, la confiance que sa publication avait fait naître.

Après avoir fait afficher sa proclamation, le roi monta à cheval, accompagné de son frère Jérôme, et alla faire une reconnaissance sur la route de Claye. L'ennemi, pendant la nuit, n'avait point fait d'attaque, mais il s'approchait incessamment, et nos avant-postes se repliaient devant lui. Le soir, la jonction des corps du duc de Trévise et du duc de Raguse s'effectua, et les positions au nord et à l'est de la ville furent occupées.

Les deux maréchaux défendaient le terrain situé entre Charenton et Romainville; le général Compans était placé entre Romainville et la Villette et le général Ornano entre la Villette et Montmartre. Dans le cours de la journée, il y avait eu dans l'intérieur du Luxembourg beaucoup de mouvement pour emballer des effets et disposer des voitures. Du reste, peu de monde s'y était montré ; le palais était désert. Je n'y vis pas M. de Jaucourt, et son absence était un mauvais augure.

Un courrier arriva vers le soir et nous apprit que l'empereur se trouvait le 28 mars à Troyes et qu'il serait incessamment à Fontainebleau. Cette nouvelle fit évanouir un reste d'espoir. L'empereur était trop loin pour nous secourir le lendemain ; et ce lendemain était le jour fatal !

Je m'étais retiré pour prendre quelques instants de repos, lorsque le roi m'appela près de lui. Il était trois heures du matin (30 mars). Il me dit que tout était disposé pour le départ de sa femme et de ses enfants, et qu'à moins que quelque événement favorable ne

vînt le faire changer de résolution, elles partiraient avant midi, pour aller coucher à Rambouillet et de là joindre l'impératrice qui devait arriver dans la journée à Chartres. Il me proposait de profiter de cette occasion pour m'éloigner également de Paris, en ajoutant que, si cette offre m'agréait, il donnerait des ordres pour qu'une place convenable me fût réservée dans les voitures. Je répondis que je ne croyais pas devoir quitter Paris, tant que le conseil d'État dont j'étais membre y demeurait; que, ne pouvant prévoir si les circonstances n'en rendraient pas la réunion nécessaire, je ne devais pas, en ne m'y trouvant pas, m'exposer au soupçon d'avoir songé à ma sûreté plutôt qu'à l'obligation de remplir mes devoirs. « D'ailleurs, — ajoutai-je, — Votre Majesté ne songe pas à s'éloigner, et dans le cas où elle serait forcée de prendre ce parti, les principaux corps politiques de l'État seraient sans doute appelés à se rendre près du gouvernement, et je n'hésiterais pas alors à obéir à cette convocation. Mais tant qu'elle n'aura pas lieu, mon poste est à Paris, et je ne veux pas encourir le juste reproche de l'avoir déserté. » Je crus m'apercevoir que cette réponse et la résolution qu'elle exprimait n'avaient pas plu. Cependant le roi n'insista pas, et peu de temps après l'avoir quitté, je le vis monter à cheval. Il me dit, en partant, que son quartier général était au moulin du télégraphe à Montmartre, et que c'était là qu'on devait lui envoyer les dépêches et les courriers qui arriveraient. Il m'autorisa à ouvrir les lettres qui pourraient demander une prompte réponse et à faire cette réponse si je le pouvais.

Je passai ensuite chez la reine qui me fit entrer, quoiqu'elle ne fût pas encore levée. Elle me protesta qu'elle ne partirait pas, qu'elle n'eût reçu un ordre précis de quitter Paris ; qu'elle attendrait donc qu'il lui fût envoyé, avant de se mettre en route. Du reste, elle me parut désapprouver ce qui avait été résolu le 28 au soir, et me dit que l'impératrice qu'elle avait vue la veille lui avait montré beaucoup de répugnance à s'éloigner de Paris. Enfin je me convainquis dans cet entretien que les femmes avaient mieux jugé que les hommes, de la véritable situation des choses, et que leur tact naturel leur avait parfaitement indiqué ce qui convenait réellement aux intérêts de la famille. Elles se fiaient à l'influence que leur présence aurait exercée sur les vainqueurs et particulièrement sur l'esprit chevaleresque de l'empereur Alexandre, et elles ne se trompaient pas. Il est certain, — du moins pour moi, — que si l'impératrice fût demeurée à Paris, elle sauvait la fortune de son fils, peut-être même celle de son mari, mais le destin en avait ordonné autrement.

L'ennemi commença l'attaque dès cinq heures du matin. Les premiers coups de canon répandirent la terreur dans les quartiers septentrionaux de la ville, et plusieurs de mes amis vinrent se réfugier chez moi au Luxembourg. Je vis arriver aussi quelques personnes attachées au roi, qui venaient chercher avec anxiété des nouvelles. De ce nombre peu considérable était un de nos plus aimables poëtes et de nos plus célèbres littérateurs, M. Andrieux, et je me rappelle toujours qu'en entrant il répéta ces vers touchants

d'Homère que Scipion, pleurant sur les malheurs de Carthage, avait jadis récités :

> Ἔσσεται ἦμαρ, ὅτ' ἂν ποτ' ὀλώλῃ Ἴλιος ἱρὴ,
> Καὶ Πρίαμος, καὶ λαὸς ἐϋμμελίω Πριάμοιο [1].

Et sans faiblesse, il y avait, en effet, lieu de verser des larmes.

A dix heures, le roi envoya par le général Espert à la reine l'ordre de partir immédiatement avec ses enfants. La princesse royale de Suède, sa sœur, était près d'elle, lorsque cet ordre arriva, et leur séparation fut très-touchante. Ainsi, à midi, le Luxembourg était sans habitants : tout avait fui, et la plus profonde solitude régnait dans ce lieu naguère si habité et si plein de vie.

Cependant le canon et le feu de la mousqueterie continuaient à se faire entendre. Les bruits les plus sinistres se répandaient, mais aucune nouvelle certaine ne parvint. Vers une heure après midi, le général Dejean, fils du sénateur, arriva au palais. Il ne trouva que moi, avec qui il pût parler ; tous les autres officiers de la maison et de l'état-major avaient ou disparu ou suivi le roi et la reine. Il me dit que l'empereur était arrivé la veille au soir à Fontainebleau, qu'une partie de sa garde était déjà près de lui, et que, si Paris pouvait seulement tenir un jour, — c'est-à-dire, le jour même où nous nous trouvions, — l'empereur serait infailliblement le lendemain sous ses murs

[1] *Iliade,* 4e chant, v. 164, et *Appien,* guerre punique, 82.

et en état de défendre la ville. Je ne pus que lui indiquer le quartier général du roi, en l'invitant à s'y rendre le plus promptement possible, la nouvelle qu'il apportait pouvant avoir une très-grande influence sur les résolutions à prendre. Il partit, mais j'ignore s'il parvint à joindre le roi et à remplir près de lui la mission dont il était chargé.

A peine le général Dejean m'avait-il quitté, que m'étant rendu chez mon beau-frère, M. Lacroix, qui occupait un appartement, rue de Vaugirard, dans la maison du comte Boulay de la Meurthe, président de la section de législation du conseil d'État, je vis arriver chez ce dernier un homme à la livrée du comte Molé, grand-juge, qui portait aux grands dignitaires et grands officiers de l'empire, aux ministres, à tous les membres du sénat et du conseil d'État l'ordre de partir immédiatement pour aller joindre l'impératrice à Chartres. Peu d'entre eux obéirent à cet ordre, et parmi ceux qui s'y refusèrent, le plus grand nombre s'en dispensèrent sans alléguer aucun motif. Quelques-uns cependant se firent excuser par des lettres adressées au roi et qu'on apporta chez moi au Luxembourg. Il y en avait une, entre autres, de M. de Fontanes qui se rejetait sur des raisons de santé, en protestant de son empressement d'obéir, dès qu'elle serait rétablie. Je n'entendis pas parler de M. de Jaucourt, mais on vint me dire que M. de Talleyrand s'étant mis en route, avait été arrêté à la barrière par le poste de la garde nationale, et forcé de rentrer chez lui.

Quant à moi, je n'hésitai pas sur ce que je devais faire. Après avoir ramassé tous les papiers que j'avais

d'Homère que Sci… …montai en voiture à cinq
Carthage, avait … …M. Boulay de la Meurthe, et
… par la barrière de la rue de
… …contrer aucun obstacle.
… …la rive gauche de la Seine était par-
… Le canon avait cessé de gronder, et
Et s… …nous nous trouvions contrastait singuliè-
de… …avec le trouble et l'agitation dont nous sor-
… L'image et le bruit de la guerre s'étaient éva-
… Mais en arrivant à Sèvres, nous trouvâmes la
chaussée encombrée de voitures et de détachements
de différents corps qui, en évacuant Paris, se reti-
raient précipitamment sur Versailles. Dans cette der-
nière ville, les embarras et la confusion augmentèrent, et nous eûmes beaucoup de peine à nous procurer des chevaux pour continuer notre route. Nous apprîmes à Versailles que le roi Joseph et le roi Jérôme y étaient arrivés à cheval vers quatre heures après-midi, et qu'ils étaient repartis, quelques instants après, pour Rambouillet. Nous ne recueillîmes aucun autre détail ; nous pûmes seulement conclure de ce renseignement et de la cessation du feu que probablement il y avait eu quelque arrangement convenu avec les ennemis, et qu'une capitulation avait été signée. Enfin, après sept heures de route, nous arrivâmes, à minuit, à Rambouillet où je trouvai les équipages qui avaient amené la reine Julie ; et comme ils ne pouvaient pas la conduire plus loin, elle s'était vue forcée de prendre la poste pour aller rejoindre à Chartres l'impératrice qui y était arrivée le 30. Je me séparai à Rambouillet de M. Boulay, et mon frère m'ayant

é une place dans les voitures de la reine, j'ar-
31 mars à Chartres, accablé de fatigues de
et d'esprit. Le roi que j'y trouvai me reçut assez
oidement, et ce fut la première fois, depuis notre longue et intime liaison, qu'il se montra mal disposé pour moi. Il parut me faire un tort de ce que je n'avais pas voulu partir le matin, comme il me l'avait proposé. Je crois cependant qu'il n'y avait rien de solide à objecter aux motifs qui m'avaient déterminé à ce refus, mais je n'insisterai pas sur cette circonstance : dans la situation où nous nous trouvions, une altération d'humeur était chose bien excusable, et il n'était pas difficile de se trouver mutuellement des torts de conduite, sans qu'il y eût plus de raison d'un côté que de l'autre. Je me trouvais au terme de mon voyage et près de la régence, comme il m'avait été prescrit. J'avais rempli mon devoir : le reste était hors de ma puissance.

On ne s'arrêta qu'un jour à Chartres. Le 1er avril, nous allâmes coucher à Châteaudun, et le lendemain nous arrivâmes à Blois où l'impératrice était depuis la veille, ainsi que l'archichancelier et les autres grands fonctionnaires partis avec elle de Paris le 29. mars. Elle établit dans cette ville le siége du gouvernement, réunit les ministres, tint des conseils et publia une proclamation pour réchauffer ses partisans. Inutiles efforts ! ce gouvernement dura à peine quelques jours. Je ne puis néanmoins passer sous silence le rôle que jouaient les divers personnages rassemblés en ce moment à Blois.

Les trois frères de l'empereur étaient, après l'impé-

ratrice, ceux qui, par leur position, devaient avoir la plus grande influence sur les affaires; mais celui qui montrait le plus d'activité était le roi Jérôme. Sa pétulance naturelle le rendait peu agréable à l'impératrice qu'il brusquait souvent. Le roi Joseph montrait plus de calme et de dignité, quoiqu'il sentît plus vivement qu'aucun autre les difficultés inextricables dans lesquelles il se trouvait enveloppé. Quant au roi Louis, soit philosophie, soit résignation, il se tenait tout à fait à l'écart, et paraissait uniquement occupé des devoirs religieux à remplir dans la semaine de Pâques où nous nous trouvions.

En seconde ligne se montrait l'archichancelier. Fidèle à ses habitudes, il avait transporté avec lui l'étiquette de son palais de Paris. Revêtu dès le matin de son brillant uniforme et décoré de ses ordres, il donnait des audiences. Et comme la situation montueuse de la ville de Blois ne permettait pas l'usage des voitures, il allait en chaise à porteur chez l'impératrice et chez les princes.

Parmi les ministres étaient le comte Molé, grand-juge, le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur, et le duc de Feltre, ministre de la guerre[1].

En conseillers d'État, il y avait Regnault de Saint-Jean-d'Angely qui revenait peu satisfait d'une mission que l'impératrice lui avait donnée près de l'empereur, son père qu'il était allé chercher à Dijon, le baron Costaz et moi. Plusieurs autres, partis de Paris, n'ayant

[1] Ce sont les ministres seuls que j'eus l'occasion de voir à Blois. J'avais cependant rencontré le comte Mollien à Chartres.

pu gagner Blois, étaient restés à Orléans. De ce nombre était le comte Boulay avec qui j'étais venu jusqu'à Rambouillet. Au surplus, nous restâmes oisifs et ne fûmes convoqués à aucune réunion.

Le reste des personnages un peu marquants se composait de la cour de l'impératrice et du roi de Rome. Parmi eux était aussi le baron de La Bouillerie, trésorier de l'empereur, qui marchait à la tête d'un convoi de fourgons richement chargés des trésors enlevés des caves des Tuileries, et qui se vantait alors de les avoir conservés à leur légitime propriétaire.

Je ne vis aucun membre du sénat.

Ce petit nombre de ministres ou d'administrateurs diminua même bientôt, au lieu d'augmenter. Pendant plusieurs jours, on était resté sans nouvelles de ce qui se passait à Paris, le gouvernement de l'impératrice n'ayant aucune correspondance officielle avec la capitale. On savait seulement que l'empereur était toujours à Fontainebleau, mais on ignorait ce qui s'était passé entre lui et les alliés. Avait-il traité ? marchait-il à la tête de son armée pour reprendre la capitale ? Telles étaient les questions qu'on s'adressait mutuellement à tous les instants de la journée, sans obtenir de réponse. Cependant on ne mettait pas en doute que l'ennemi ne fût entré à Paris, à la suite de la capitulation que le roi Joseph, en s'éloignant de l'armée le 30 mars, avait autorisé les ducs de Trévise et de Raguse à négocier et à conclure.

Dans l'espoir de dissiper l'incertitude où l'on était sur le véritable état des affaires, le roi Joseph partit le 4 avril à deux heures après midi, pour aller joindre

l'empereur à Fontainebleau. En même temps, des dispositions furent prises, pour faire venir l'impératrice et toute sa suite à Orléans où elle serait plus à portée de son mari, mais ces projets ne purent s'exécuter. Des partis ennemis interceptaient la route entre Orléans et Fontainebleau, et le roi fut obligé de revenir à Blois dans la matinée du 5. On renonça également au dessein de conduire l'impératrice à Orléans ; on pensa même à la faire aller plus loin [1]. Le retour du roi, ces changements de résolution sur le séjour ou le départ de l'impératrice, la mésintelligence qui, suivant des bruits répandus dans la ville, s'était manifestée entre elle et ses beaux-frères avaient redoublé l'inquiétude parmi tous ceux qui se trouvaient à Blois, et plusieurs, pensant déjà à abandonner tout à fait la partie, ne se montraient plus ou commençaient à faire leurs dispositions pour retourner à Paris.

La journée du 6 avril se passa cependant dans des alternatives de crainte et d'espérance. On apprit que la princesse de Neuchâtel, qui était alors à Chambord, avait reçu des nouvelles rassurantes, et l'on se hâta d'envoyer près d'elle [2] un aide de camp du roi Jérôme qui rapporta la copie d'un billet du prince de Neuchâtel, conçu en ces termes : « Nous avons un armis- » tice de quarante-huit heures dont la paix sera le ré- » sultat. » — Et l'on s'endormit sur cette nouvelle.

Mais le 7 avril, quel changement de scène ! quelle péripétie !

[1] Il fut question de la faire partir pour Tours.

[2] Chambord est à peu de distance de Blois, sur la rive gauche de la Loire.

Le roi Joseph me fit appeler vers midi. Je le trouvai avec ses deux frères, sa mère, sa femme et ses deux filles. Une table était couverte de papiers. Il me dit, en m'en présentant plusieurs, de lire ce qu'ils contenaient. L'un était une lettre du duc de Bassano, en date de Fontainebleau, 6 avril ; les autres deux notes qui y étaient jointes. Le ministre témoignait en quelques lignes le vif chagrin dont il était pénétré, en remplissant, dans des circonstances aussi douloureuses, les tristes devoirs qui lui étaient imposés. Et, sans entrer dans aucun détail sur ce qui s'était passé antérieurement, il adressait au roi la copie des deux notes.

La première était conçue dans les termes suivants :

« L'empereur Napoléon, informé qu'il est le seul » obstacle à la pacification de l'Europe, offre d'abdi- » quer et de quitter même la vie, si cela est néces- » saire, mais il pense que l'on doit conserver la suc- » cession dans sa famille et maintenir sa dynastie dont » l'existence est inséparable du bonheur de la France[1]. »

La seconde portait le titre assez singulier de note verbale et paraissait être une réponse à la note précédente ou plutôt une sorte d'*ultimatum* dicté à la suite d'une négociation. Voici ce qu'elle contenait :

« Les puissances alliées, voulant donner la preuve » que toute animosité a cessé de leur part, du mo- » ment que la paix est rétablie, et voulant traiter » convenablement l'empereur Napoléon dont le nom » doit occuper une place dans l'histoire, sont conve-

[1] Voyez dans le *Moniteur* du 12 avril 1814, l'acte définitif de l'abdication en date du 11. Tout ce qui est relatif à la dynastie en a été retranché.

» nues de lui céder, en toute propriété, l'île d'Elbe, avec
» un revenu de 6 millions de francs, 3 millions pour lui
» et 3 millions à partager entre ses trois frères, Jo-
» seph, Louis et Jérôme, et ses sœurs, Elisa et Pauline,
» et la reine Hortense qui sera considérée comme sœur,
» à cause de sa position avec son mari. »

Je ne saurais rendre la sensation que j'éprouvais, en lisant ces documents, si extraordinaires et dans le fond et dans la forme, en présence de ceux qu'ils frappaient comme un coup de foudre. Car, malgré que le duc de Bassano n'ajoutât rien à la communication qu'il en faisait au roi, il paraissait certain que l'abdication avait eu lieu [1] ; et comme la réponse des puissances alliées statuait sur le sort de la famille de l'empereur, il était évident aussi que la dynastie était renversée et qu'il n'y avait plus rien à espérer. J'étais donc témoin du dénoûment de cette grande tragédie, et à la secrète horreur qu'inspirait une si terrible leçon du sort se mêlait en moi une pitié profonde pour les victimes de cette catastrophe que j'avais sous les yeux. Je répandis, — je l'avouerai, — des larmes amères, et j'écartai en ce moment tous les souvenirs irritants, pour compâtir à tant d'infortunes et chercher les moyens d'en adoucir l'excès.

L'empereur laissait sa famille sans aucun ordre, sans aucune direction. Il n'appelait aucun de ses frères à le suivre; mais la crainte que les puissances alliées ne leur imposassent l'obligation de se rendre aussi à

[1] Elle n'eut lieu que quelques jours plus tard, parce que la forme en fut changée, comme je viens de le dire.

l'île d'Elbe, et ne missent cette condition à la jouissance du revenu qu'elles leur assignaient, se manifesta promptement parmi tous les membres de la famille impériale qui se trouvaient en ce moment réunis à Blois. Ce danger leur parut celui qu'ils avaient le plus immédiatement à redouter et, par conséquent, le plus pressant à écarter. Il fut donc résolu que je partirais pour Paris, afin de détourner, s'il était possible, ce coup, et obtenir des passe-ports, pour que chacun d'eux pût, à son choix, se retirer dans quelque partie de la Suisse ou de l'Allemagne. C'était particulièrement sur l'appui de la princesse de Suède que se fondait l'espoir du succès de cette négociation. Le roi Joseph me donna cependant une lettre pour M. de Talleyrand, et le roi Louis, une pour le prince de Schwarzenberg avec qui il était lié. Enfin la reine m'en donna une particulière pour M. de Jaucourt. « Elle comptait beaucoup, — me dit-elle, en me la remettant, — sur son amitié, et ne craignait pas de la mettre à l'épreuve [1]. »

On appela ensuite le duc de Feltre qui se chargea de me délivrer un passe-port, et me remit en même temps pour sa femme une lettre que je promis de faire parvenir à son adresse. On introduisit aussi M. de La Bouillerie qu'il était indispensable d'instruire de ce qui se passait, et qui, pour cette fois, fut avare de protestations d'attachement. Sans doute, la cause de l'empereur lui paraissait désespérée, et il savait qu'il avait

[1] Par les journaux de Paris que nous reçûmes en même temps que la lettre du duc de Bassano, nous avions appris la formation d'un gouvernement provisoire dont M. de Talleyrand était président, et M. de Jaucourt l'un des membres.

en réserve de grands moyens de se mettre bien avec le gouvernement, quel qu'il fût, qui allait succéder.

Je montai en voiture à onze heures du soir le 7 avril, et me voilà sur la route de Paris, n'ayant pour toute protection que le passe-port du duc de Feltre qui, pour le moment, était d'assez mauvais aloi. Cependant, malgré les inquiétudes qu'on essaya de me donner à mon passage à Orléans, j'arrivai sans mauvaise rencontre jusqu'aux premiers postes ennemis que je trouvai à une lieue en deçà d'Étampes. Ma voiture fut arrêtée un instant, mais sur ma déclaration que j'étais habitant de Paris et que je retournais chez moi, on me laissa passer sans difficulté. Je ne jugeai même pas à propos de montrer mon passe-port qui eût pu me rendre suspect, et j'arrivai ainsi, sans en avoir fait usage, à Paris le 8 avril à six heures du soir. Je n'eus d'obstacle que dans la difficulté de me procurer des chevaux de poste.

L'aspect de la ville était entièrement changé. Des troupes de toutes nations et de toutes les langues, répandues dans les rues; des cocardes blanches aux chapeaux des hommes, des bouquets de lys sur la tête des femmes; tout ce qui pouvait rappeler la puissance de l'empereur, effacé; la statue qui surmontait la colonne de la place Vendôme, renversée; le drapeau tricolore qui, depuis vingt-cinq ans, flottait sur le pavillon des Tuileries, enlevé. Le 2 avril, le sénat avait prononcé la déchéance de l'empereur, et déjà il restait sur les monuments publics à peine une lettre du nom de cet homme qui, dix jours auparavant, remplissait

la ville des trophées de sa gloire. Le sénat qu'on avait si imprudemment laissé à Paris avait mis à profit les moments. Une constitution, improvisée en quatre jours et dans laquelle les sénateurs s'étaient, de leurs propres mains, largement payés, par l'hérédité et des dotations, des services qu'ils avaient rendus aux Bourbons, était l'objet de la risée générale. Une proclamation, datée de Hartwell et affichée sur les murs de Paris, que le gouvernement provisoire fut ensuite forcé de désavouer, avait jeté l'alarme parmi les acquéreurs de biens nationaux [1]. La précipitation et l'inconséquence semblaient avoir présidé à ces actes étranges ; et cependant, le besoin du changement était tel, la crainte d'être le dernier à manifester son consentement à toutes ces nouveautés si grande, que les adresses d'adhésion aux mesures prises par le sénat se succédaient sans interruption et remplissaient ces mêmes colonnes du *Moniteur*, qui naguère ne portaient que des protestations, signées des mêmes noms, de la fidélité et du dévouement de la France à l'empereur et à sa dynastie [2].

[1] Voici le paragraphe de cette proclamation, relatif aux propriétés nationales, et qui donna de si justes inquiétudes :

« Sur l'article des propriétés, le roi, qui a déjà annoncé son » intention d'employer les moyens les plus propres à concilier les » intérêts de tous, aperçoit, dans les nombreux arrangements qui » ont déjà été faits entre les anciens et les nouveaux propriétaires, » le moyen de rendre presque superflus les soins qu'il pourra » prendre sur cet objet. Il s'engage cependant à interdire toute » procédure devant les tribunaux qui pourrait contrarier ces ar- » rangements, à se borner à encourager les transactions volontaires ; » et, pour sa part et celle de sa famille, à donner l'exemple de tous » les sacrifices qui pourraient contribuer au repos de la France et » à l'union de tous les Français. »

[2] Parmi ces nombreuses adresses, plusieurs me frappèrent beau-

Mais bien que ces diverses scènes m'offrissent un vaste champ d'observation, je ne négligeai pas l'objet de mon voyage, et les intérêts dont j'étais chargé eurent mes premiers soins. Le jour même de mon arrivée, je vis la princesse de Suède. Elle devait avoir, le lendemain, la visite de l'empereur de Russie, et elle attendait de sa bienveillance toutes les facilités nécessaires pour le départ et le voyage des membres de la famille de Napoléon. Elle espérait, de plus, qu'elle obtiendrait pour sa sœur la permission de rester en France avec ses deux filles, et me recommanda de ne pas les comprendre dans la demande de passe-ports que je devais faire près du gouvernement provisoire.

J'allai le lendemain matin chez M. de Talleyrand, mais je fis d'inutiles efforts pour pénétrer jusqu'à lui. L'empereur de Russie était établi dans son hôtel; une foule de solliciteurs et de courtisans remplissaient les salons, et parmi eux, je trouvais déjà des figures que j'avais vues, deux jours auparavant, à Blois. Je multipliai mes instances près des farouches huissiers; j'écrivis, je dis de quelle part je venais : on me fit répondre qu'on ne pouvait me recevoir, que je devais revenir à une autre heure. Je revins : même accueil,

coup ; par exemple, celle de Cambacérès et celle du général Mathieu, allié du roi Joseph et son chef d'état-major, que j'avais laissés, l'un et l'autre, à Blois. Leurs adresses sont datées du 8 et du 9 avril, et l'impératrice était encore à Blois ! Une autre, celle du comte Philippe de Ségur, se fit remarquer par le ton chevaleresque qui y règne. Et « ce nom, garant des serments jurés aux Bourbons, » par M. de Ségur, se retrouve, un an juste après, parmi ceux des officiers de l'empire, accourus aux Tuileries pour servir Napoléon.

ou pour parler plus exactement, même refus. Enfin, après quatre tentatives inutiles, il fallut bien renoncer d'arriver jusqu'à l'invisible divinité de ces lieux. Triste ambassadeur d'une puissance détrônée, je ne pus remettre mes lettres de créance, et ces mêmes portes, qui, dix jours auparavant, se seraient ouvertes à deux battants au nom de celui qui m'envoyait, ne purent tourner sur leurs gonds inflexibles pour m'admettre dans le sanctuaire.

Je fus plus heureux chez M. de Jaucourt. Il me reçut le matin avant son déjeuner. Je crus, vis-à-vis de cette nouvelle puissance, devoir exclure de mon langage notre ancienne familiarité [1], et il ne la rappela pas par le sien. Je lui remis la lettre de la reine et lui dis toute la confiance qu'elle mettait dans l'amitié de son ancien chambellan. Il me répondit que sans doute il ferait tout ce qu'il pourrait, qu'il présenterait un rapport à la prochaine réunion du gouvernement provisoire, et qu'ensuite on donnerait des ordres au ministre des affaires étrangères qu'il m'engageait à aller voir. Puis, changeant brusquement de conversation : « Hé bien, — me demanda-t-il, — est-il parti ? que » fait-il à Fontainebleau ? Vous devez savoir ce qui s'y » passe. Tant qu'il sera là, nous n'avons rien fait en» core, nous ne pouvons être tranquilles. » — Je lui assurai que j'étais hors d'état de répondre à ces questions, que je m'étais rendu à Blois, suivant les ordres donnés au sénat et au conseil d'État, que j'y étais demeuré six jours, et que, pendant ce temps, nous n'a-

[1] Nous avions l'habitude de nous tutoyer.

vions eu qu'une seule fois des nouvelles de Fontainebleau, par une lettre du duc de Bassano, annonçant l'abdication de l'empereur. — « Hé bien, — reprit-il, » — cette abdication n'est pas faite encore. Il marchande; il y a encore des troupes de ce côté-là : » nous ne serons pas tranquilles tant qu'il ne sera pas » parti. » — Ne pouvant lui être bon en rien, pour le débarrasser de son inquiétude, je revins à l'objet de ma mission, mais je ne pus parvenir à y ramener son attention, et nous nous séparâmes.

Il me restait la lettre du roi Louis pour le prince de Schwarzenberg, mais ce fut bien pis encore. Je ne pus franchir la barrière de hussards et de cosaques qui fermait l'entrée de son palais, et pour m'acquitter de cette commission, je fus réduit à remettre cette lettre à une dame de ma connaissance qui m'assura qu'elle avait un moyen certain de la faire tenir en mains propres.

Quant à la lettre du duc de Feltre, je l'envoyai à sa femme, et ce fut la seule commission dans laquelle je n'échouai pas.

Après ces courses fatigantes, je rentrai chez moi et en écrivis le résultat au roi Joseph. Ma lettre partit par un courrier que la princesse de Suède envoyait à sa sœur.

Le lendemain, 10 avril, je sus par cette princesse que l'empereur de Russie avait parfaitement accueilli sa demande, et que sans doute les passe-ports me seraient remis dans la journée. Je me transportai donc, suivant les instructions que m'avait données M. de Jaucourt, de bon matin, chez le ministre provisoire

des affaires étrangères, le comte de Laforêt. Il me fit entrer aussitôt que je me fus fait annoncer. Je lui exposai l'objet de ma visite. Il me dit qu'il n'avait reçu aucun ordre du gouvernement et qu'il ne pouvait, sans une autorisation, faire expédier les passe-ports que je sollicitais. « D'ailleurs, — ajouta-t-il, — je ne » sais trop ce que je suis ici. On m'a nommé ministre » des affaires étrangères, mais je suis une ombre de » ministre, à la tête d'une ombre de département. Je » suis comme cette ombre de cocher qui, dans les en- » fers, frottait une ombre de carosse avec une ombre » de brosse. » — N'ayant rien à répliquer à ce débordement d'érudition scarronique, je m'en allai et n'entendis plus parler de rien. Mais enfin, deux jours après, M. de Laforêt envoya chez moi pour me prier de venir le voir sur-le-champ. Je me hâtai de me rendre près de lui, et il me fit voir un petit papier, signé par les cinq membres du gouvernement provisoire, et sur lequel était écrite l'autorisation de délivrer des passeports au roi Joseph et à sa famille, mais sous la condition qu'il ne rentrerait pas en France sans une autorisation du gouvernement. Cette clause devait être portée dans les passe-ports. Ensuite il me dit que ce ne serait pas lui qui, comme ministre ou ombre de ministre des affaires étrangères, expédierait ces passe-ports, mais qu'ils me seraient délivrés à la police. J'allai les y chercher, et ils me furent remis sans difficulté le même jour, 15 avril. Je m'empressai de les envoyer à Orléans où le roi Joseph s'était rendu en quittant Blois, et où je lui avais adressé plusieurs lettres, pour le tenir au courant de mes négociations.

Mais je n'étais pas au bout des chagrins que devait me causer cette mission. Les passe-ports furent mal reçus : la clause qu'ils renfermaient fut regardée comme une injure, et le roi me fit un grave tort de l'avoir admise et de lui avoir envoyé des passe-ports qui en étaient entachés. Il m'écrivit une lettre très-animée et qui me causa une peine d'autant plus vive, que le reproche qu'il me faisait était injuste. J'avais fait tout ce qui était humainement en mon pouvoir, et d'ailleurs, je ne voyais rien d'humiliant dans la clause imposée. L'abdication de l'empereur avait rendu légitime, même à l'égard de sa famille, la formation d'un gouvernement, car aucun pays ne peut rester sans un gouvernement, de fait ou de droit, et ce gouvernement était libre d'imposer la condition qu'il mettait à la délivrance des passe-ports. C'était l'acte d'une autorité régulière, et il n'y avait, du moins à mon sens, aucune honte à s'y soumettre[1].

[1] Voici la lettre du roi :

« Orléans, 17 avril 1814.

» Monsieur le comte, j'ai reçu vos diverses lettres. Celle du 15 » n'est pas d'accord avec les précédentes. Comment avez-vous pu » penser que je me serais prêté à me proscrire moi-même ? Je » laisse ce soin à ceux qui croiront devoir le faire. Quant à moi, » j'estime qu'ils se feront tort. Tel que je suis, il n'appartient à » personne de m'outrager, sans que le blâme en retombe sur lui.

» Mon frère, le roi de Westphalie, a reçu des passe-ports aux- » quels on n'a attaché aucun engagement humiliant.

» Je ne doute pas de votre bonne volonté, mais vous êtes tombé » dans une grande erreur, si vous avez cru me servir en me con- » seillant une lâcheté.

» Croyez toutefois à ma reconnaissance de vos soins et à mon » attachement.

» Votre affectionné, JOSEPH. »

Ce fâcheux incident jeta beaucoup de froid dans mes derniers rapports avec le roi Joseph. Il partit, seul, sans passe-ports, pour la Suisse où il alla habiter le château de Prangin[1], et je ne le suivis pas. Ainsi se terminèrent, du moins pour le moment, mes relations avec un homme à qui j'avais voué un attachement sans bornes. Elles se sont renouées depuis, et je me rappelle aujourd'hui sans amertume un tort qu'un excès de susceptibilité lui fit commettre envers moi.

Pour achever ce qui a rapport à cette époque, je n'ai plus qu'à dire un mot de ce qui me concerne personnellement.

Lorsque l'abdication de l'empereur, en date du 11 avril, fut connue, les membres du conseil d'État, convoqués par la gouvernement provisoire, se réunirent ce même jour au palais des Tuileries. Dégagés par cette abdication des serments qu'ils avaient prêtés, ils donnèrent leur adhésion aux changements qui venaient de s'opérer, et je fus du nombre de ceux qui signèrent cet acte qui se trouve dans le *Moniteur* du 12 avril. Mais bientôt il s'établit entre les divers conseillers une distinction, et lorsque le conseil fut présenté, le 16 avril, à Monsieur, frère du roi, qui venait d'arriver à Paris, ceux des membres qui avaient suivi l'impératrice à Blois furent exclus; de manière que, pour garantie de la fidélité des conseillers d'État au nouveau gouvernement, on donna leur manque de foi envers celui qui venait de succomber. C'était puissamment raisonner.

[1] La reine et ses filles revinrent à Paris où je les vis plusieurs fois. Elles habitaient chez la princesse royale de Suède.

Quoi qu'il en soit, cette exclusion décidant de mon sort, et une tentative, qu'en cédant au vœu de ma famille je fis pour la faire lever, ayant échoué[1], je renonçai aux affaires publiques et j'allai m'établir à Versailles où se trouvait une partie de ma famille. Quelques jours après, j'y fus rejoint par mon gendre, mon fils et mon neveu. Ils n'avaient quitté Fontainebleau qu'après le départ de Napoléon. Témoins des dernières scènes qui s'étaient passées dans ces lieux, et qué, depuis, le pinceau de Vernet a si vivement reproduites, ils nous en donnèrent les détails.

Peu de temps après mon établissement à Versailles, le roi Louis XVIII fit son entrée dans Paris, et, sans égard pour la constitution que le sénat avait rédigée, donna aux Français la charte, monument de sagesse et de prudence, qui semblait devoir mettre un terme à toutes les agitations de la France et fixer à jamais ses destinées. Un gouvernement régulier s'organisa; le conseil d'État fut rétabli, et comme je ne fus pas du nombre des membres qu'on y appela, je reçus la retraite à laquelle j'avais droit. J'achetai alors, en commun avec mon gendre, une maison et une ferme à Polangis, près Saint-Maur-sur-Marne. J'y transportai mes pénates, et le 18 juillet j'y étais entièrement établi. Je comptais y passer tranquillement le reste de mes jours, mais il en fut autrement : je n'avais pas encore épuisé toutes les rigueurs du sort.

[1] J'écrivis le 18 avril à M. de Talleyrand, mais il ne me répondit pas.

APPENDICE AU CHAPITRE X.

(*Voyez page* 342.)

LETTRE DU ROI JOSEPH A L'EMPEREUR NAPOLÉON.

« Sire, les ministres de Votre Majesté me font passer régulièrement les extraits de leur correspondance. Je les lis avec tout l'intérêt que les conjonctures où nous nous trouvons peuvent leur donner, et c'est avec regret que je dois dire à Votre Majesté que j'y trouve partout les symptômes de l'affaiblissement de l'autorité et les pronostics de la dissolution complète de l'administration.

» La présence de l'ennemi, indépendamment des ravages qu'il exerce et des maux qu'il verse sans mesure, a eu encore des conséquences funestes, en relâchant tous les liens qui unissent les peuples au gouvernement; et dans les lieux où l'ennemi n'est pas, les moyens extraordinaires auxquels on est obligé de recourir, pour pourvoir à des besoins urgents et sans cesse renaissants, sortent de toutes les règles, épuisent nos ressources, en même temps qu'ils achèvent de ruiner l'esprit public.

» Déjà, dans les départements situés au centre de l'ancienne Vendée, des germes d'insurrection fermentent, et le sénateur comte Canclaux manifeste des craintes très-vives sur la disposition des esprits.

» L'apparition de l'ennemi dans le département de la Somme et l'occupation momentanée de la citadelle de

Doulens sont des événements auxquels, si l'on en croit ce qu'écrit le sénateur Villemanzy, il paraît que les habitants du pays ne sont pas étrangers.

» Le sénateur Latour-Maubourg est inquiet de l'effet que peut produire sur la Normandie le voisinage de l'ennemi qui s'est montré en Picardie, et surtout la présence d'un vaisseau à pavillon blanc qui a été signalé sur les côtes.

» Le mouvement que l'ennemi a fait ces jours-ci sur Meaux et la terreur qu'il a inspirée dans Paris ont porté le découragement dans les âmes, et des craintes si vives ne peuvent s'éprouver sans donner lieu à des murmures secrets qui contribuent plus que tout à aliéner les cœurs.

» Les victoires remportées par Votre Majesté et la conduite odieuse que tiennent les ennemis ne peuvent, Sire, contrebalancer ces fâcheuses dispositions. Les succès les plus brillants ne feront pas oublier les malheurs de la guerre ; et la guerre, même la plus heureuse, en éloignant de jour en jour le rétablissement d'un ordre régulier d'administration, accélère la décomposition du système administratif et financier qui nous menace.

» C'est la paix seule qui peut guérir nos blessures, si elles ne sont pas devenues tout à fait incurables. Votre Majesté, après avoir, en si peu de temps, changé la face des affaires et montré encore une fois à l'Europe cette supériorité de talents militaires qu'elle ne déploie jamais avec plus de grandeur que dans les circonstances les plus critiques, a fait tout ce qu'il fallait pour sauver la France d'une paix honteuse. Il lui reste à achever

un grand ouvrage, en arrêtant, avec cet empire qu'elle semble exercer sur les événements, le mal qui pénètre actuellement de toutes parts le corps social. Toute autre considération doit céder à un besoin si pressant, et pour un intérêt si cher, Votre Majesté peut faire tous les sacrifices, sans craindre qu'ils lui soient jamais reprochés.

» J'espère que Votre Majesté ne verra dans la liberté avec laquelle je m'explique ici qu'une preuve de l'intérêt que je prends à sa gloire et au bonheur de la France qui en est inséparable, et qu'elle reconnaîtra que je ne suis en ce moment que l'interprète des vœux et de l'opinion de ses plus sincères amis et de ses serviteurs les plus dévoués.

» Je suis, etc.

» *Signé :* JOSEPH. »

Paris, 1er mars 1814.

CHAPITRE XI.

LES CENT JOURS.

Après le retour de Napoléon de l'île d'Elbe, l'auteur rentre au conseil d'État. — Physionomie de la cour impériale à une audience aux Tuileries. — L'auteur revoit le prince Joseph. — Déclaration du conseil d'État consacrant le dogme de la souveraineté du peuple.—Adresses des principaux tribunaux et des ministres en faveur du rétablissement de l'autorité impériale. — Réception solennelle aux Tuileries. — L'auteur est envoyé, comme commissaire extraordinaire du gouvernement, dans les départements composant la 12e division militaire et se rend à la Rochelle. — Dispositions qu'il trouve parmi les habitants des divers départements qu'il visite. — Difficultés que lui suscite l'esprit hostile des populations d'une partie de la Vendée et surtout de la ville de Nantes.— Fâcheux effet produit par la publication de l'acte additionnel. — Accueil empressé que la population de Poitiers fait à l'auteur. —De retour à Paris, l'auteur rend compte du résultat de sa mission à l'empereur. — Influence que le prince Lucien, accouru à Paris, exerce sur les affaires. — Les nouvelles de Vienne ayant fait évanouir tout espoir d'un arrangement pacifique avec les puissances alliées, il ne reste à l'empereur d'autre chance de succès que la guerre. — Méfiance qu'inspirent au gouvernement les dispositions de plusieurs officiers généraux, ainsi que la majorité des nominations à la chambre élective. — Solennité du champ de mai. — Discours prononcé à cette occasion au nom des électeurs et réponse de l'empereur. — Ouverture solennelle de la session des chambres, le 7 juin. — L'empereur part le 12 pour la frontière du nord. — Abandonnant l'armée après le désastre de Waterloo, il revient à Paris dans la nuit du 20 au 21 juin. — Son abdication vivement combattue par Lucien, est résolue et envoyée aux chambres. — L'auteur apprend que son gendre a été tué et son fils gravement blessé à la bataille de Waterloo. — Dispersion de tous les membres de la famille de Napoléon. — L'auteur retourne à la campagne où la généreuse protection de l'empereur Alexandre le garantit,

lui et sa famille, de tout excès de la part des troupes alliées. — Mort du jeune Miot des suites de sa blessure. — Au bout de deux ans, après s'être défait de sa maison de campagne, l'auteur vient s'établir à Paris où, loin des affaires publiques et occupé de travaux littéraires, il vit dans une profonde retraite.

Je vécus dans la retraite que j'habitais pendant la fin de l'année 1814 et le commencement de 1815, occupé de quelques travaux littéraires. Je ne fis, dans cet intervalle de temps, que deux ou trois voyages à Paris, et je demeurai ainsi tout à fait étranger aux événements politiques de cette époque. Je voyais cependant par la marche du gouvernement établi depuis la restauration, que, loin de se concilier l'affection publique dont il avait un si grand besoin, il irritait et blessait tant d'intérêts que, n'ayant poussé aucune racine dans l'opinion, il serait hors d'état de résister au premier choc un peu violent qu'il viendrait à éprouver. L'événement ne tarda pas à justifier cette conjecture. L'empereur revint de l'île d'Elbe, et les Bourbons, abandonnés par l'armée, fuirent devant lui. Mais je n'appris ce retour et les circonstances qui l'accompagnèrent que par le *Moniteur*. Malgré mes anciennes liaisons avec la famille, aucune notion particulière ne m'était parvenue, et j'ai eu lieu, par la suite, de m'assurer que le génie hardi qui avait conçu et qui sut exécuter une si téméraire entreprise, n'avait mis personne dans sa confidence. Je n'ai donc rien de particulier à dire sur ce retour, si ce n'est qu'il m'affligea profondément, et qu'en l'apprenant dans ma retraite,

je fus saisi du triste pressentiment des maux qui devaient en être la suite ; pressentiment qui ne se réalisa que trop.

Cependant ma position personnelle ne me permettait pas de rester simple spectateur de cette nouvelle crise. Mon gendre, le général Jamin, resté à la tête des grenadiers à cheval de l'ancienne garde impériale que Louis XVIII avait conservés, ainsi que mon fils et mon neveu, ses aides de camp, suivaient le mouvement que le retour de l'empereur avait imprimé à tous leurs anciens compagnons d'armes. Je ne pouvais, sans les désavouer, me refuser à rentrer dans le conseil d'État d'où le roi m'avait exclu et où l'empereur me rappelait. J'obéis donc, quoiqu'à regret, à ma destinée, et me rendis à Paris le 23 mars 1815. J'allai aux Tuileries, et je trouvai l'appartement intérieur de l'empereur rempli de monde. Déjà les anciens grands officiers de l'empire avaient repris leurs fonctions : M. de Ségur, armé du bâton de grand maître des cérémonies, en dépit de son nom donné par son fils « comme garantie des serments de fidélité à Louis XVIII, » y rétablissait l'étiquette du palais impérial. Les sénateurs qui n'avaient pas été nommés pairs par le roi reparaissaient avec leurs habits sénatoriaux ; les conseillers d'État avaient également endossé leur ancien costume. Des ministres, des maréchaux, des généraux et un grand nombre d'officiers de tout grade étaient accourus, et la cocarde tricolore parait de nouveau les chapeaux des militaires. La métamorphose était aussi subite que complète. Au milieu de cette foule empressée, Napoléon se montra calme, et l'on ne remarquait dans ses yeux aucun signe d'étonnement ou d'exaltation. Il semblait

que rien d'extraordinaire ne fût arrivé et qu'il se trouvât là, comme s'il n'avait jamais cessé d'y être. Il parla beaucoup, et dans ses discours il ne se permit aucune parole orgueilleuse, aucune injure à l'égard des Bourbons. Il remarqua seulement avec justesse les fautes qu'ils avaient commises, l'erreur dans laquelle ils étaient tombés, en s'aliénant l'opinion publique de la France, qui seule pouvait les maintenir, pour se livrer aux émigrés, aux prêtres et aux anciens courtisans qui ne pouvaient leur prêter aucun appui solide. Il répéta plusieurs fois que, sans les fautes de leur gouvernement, il n'aurait jamais songé à revenir en France, et que c'étaient elles qui lui en avaient de nouveau ouvert les portes.

Après cette audience ou, pour mieux dire, ce lever, car tout se passa dans l'intérieur de l'appartement, je me rendis chez le prince Joseph qui avait quitté la Suisse et venait d'arriver à Paris. Il me reçut bien, mais non pas pourtant avec cette affection à laquelle notre ancienne amitié m'avait habitué. Je le trouvai entouré de gens qui venaient réclamer sa protection, pour rentrer en grâce près de son frère, et qui, n'ayant pas osé se présenter aux Tuileries, imploraient ses bons offices. Il les accueillait avec infiniment de bienveillance, s'employa pour eux avec zèle et réussit pour un grand nombre de ces solliciteurs. Quant à ceux à l'égard desquels il trouva son frère inflexible, ils se firent dans la suite un mérite de cette disgrâce, et mirent sur le compte de leur attachement trop connu pour les Bourbons le refus que l'empereur opposa à leurs sollicitations.

Le 25 mars, le conseil d'État fut rassemblé sous la

présidence du comte Defermon, le plus ancien des présidents de section. Le comte Thibeaudeau, rapporteur d'une commission chargée de présenter une déclaration du conseil sur la situation des affaires, nous lut le projet rédigé par lui et adopté par la commission. Les principes qui y sont développés consacraient de nouveau le dogme de la souveraineté du peuple, et, sous ce point de vue, ne devaient pas plaire à l'empereur qui, dans toute sa vie politique, l'avait repoussé ou ne l'avait, du moins, jamais professé que pour ne pas choquer trop brusquement des idées adoptées par la majorité de la nation. Mais dans ce moment le conseil revenait à la doctrine des premières époques de la révolution et se flattait de la faire triompher, comme la seule qui pût rallier autour du gouvernement l'opinion des classes moyennes et inférieures de la société, dans lesquelles il était obligé de chercher son principal appui. Le projet de déclaration fut donc adopté sans difficulté, et je le signai avec la grande majorité de mes collègues.

Pendant que le conseil d'État délibérait sur cette déclaration et l'adoptait, les autres grands corps de l'État, tels que la cour de cassation, la cour d'appel et, ce qui parut fort extraordinaire, les ministres mêmes se réunissaient de leur côté et votaient également des adresses plus ou moins prononcées en faveur du rétablissement de l'autorité impériale.

Enfin, tout étant ainsi disposé à l'avance, le lendemain, dimanche, 26 mars, l'empereur reçut solennellement aux Tuileries les diverses autorités, écouta les adresses qu'elles lui présentèrent, et y répondit par

des assurances de modération et de respect pour les droits du peuple. Il dit qu'il avait renoncé à ce grand empire, à l'établissement duquel il avait travaillé pendant quinze années, et qu'il abdiquait les titres ambitieux de roi d'Italie, de protecteur de la confédération du Rhin et de médiateur des ligues suisses. Mais, malgré ces abdications et le langage si nouveau dans la bouche qui le proférait, il ne parvint pas à dissiper toute défiance. Les figures étaient tristes, l'inquiétude se peignait dans tous les traits, il y avait de la gêne partout, et plusieurs généraux, entre autres Alexandre Girardin et César Berthier, me parurent fort embarrassés de leur contenance et des trois couleurs qui, sur leur coiffure, avaient remplacé la cocarde blanche qu'ils y avaient portée pendant près d'une année. Le général Berthier me parla beaucoup des craintes que lui donnait la position de son frère, le prince de Wagram. Il me dit qu'il lui avait écrit pour l'engager à revenir et à se confier à la générosité de l'empereur. Peu de temps après, j'appris en effet que Napoléon avait fait savoir à César Berthier, que le prince de Wagram n'avait rien à craindre, en rentrant en France[1]. Et cette assurance était sincère de sa part, car, il faut le dire, jamais souverain ne fut moins vindicatif que lui.

En traversant, pour se rendre à la messe, la salle des maréchaux et celle qui précède le lieu des séances

[1] Il avait abandonné l'empereur après son abdication, et le roi l'avait nommé un des capitaines des gardes du corps. A la nouvelle du débarquement de Napoléon à Fréjus, il avait quitté Paris et s'était réfugié en Allemagne où il périt misérablement.

du conseil d'État, l'empereur fut salué par les acclamations des officiers de la garde impériale et de la garde nationale qui s'y trouvaient réunis. A son retour, il donna audience, mais il n'y eut point de parade, et l'empereur ne se montra pas au dehors du palais.

Ainsi se passait l'inauguration du gouvernement qui venait de se réintégrer. Tout, à l'extérieur, semblait reprendre la marche accoutumée. L'absence n'avait pas été assez longue pour rompre les anciennes habitudes, et à peine s'apercevait-on qu'il y eût eu interruption. Mais il n'en était pas de même des dispositions intérieures des esprits, comme on ne tarda pas à le voir.

L'empereur tint en personne conseil d'État le 28 mars. En entrant dans la salle, il porta ses premiers regards au plafond décoré par le tableau de la bataille d'Austerlitz, de Gérard, et parut très-satisfait de le retrouver où il l'avait fait placer. Il fit appeler ensuite les affaires courantes et ne dit rien qui eût rapport à la situation des affaires en général. Il attendait le résultat des démarches qu'il essayait près du congrès rassemblé à Vienne, démarches qui furent toutes repoussées ; et ses idées sur la direction à imprimer au gouvernement et sur la nature des modifications qu'il avait promis d'introduire dans les constitutions impériales n'étaient pas encore suffisamment fixées, pour qu'il pût mettre ces graves sujets sur le tapis. La séance fut donc de peu d'intérêt. Celles qui suivirent dans le cours du mois d'avril furent bien plus importantes et remplies par des discussions très-animées sur

les fameux articles additionnels, particulièrement lorsque M. Benjamin Constant, nommé conseiller d'État, vint y prendre part.

Mais j'étais absent de Paris pendant ces débats. Je m'abstiens donc de parler de ce qui se passa alors au conseil, pour dire quelques mots de l'objet de mon voyage.

J'étais, le dimanche 9 avril, à la campagne, lorsque je reçus une lettre du ministre de l'intérieur[1] qui m'enjoignait, au nom de l'empereur, de partir dans la nuit, pour me rendre à la Rochelle, en qualité de commissaire extraordinaire du gouvernement dans les départements composant la 12e division militaire[2]. Des sénateurs et plusieurs de mes collègues avaient été désignés pour remplir dans les diverses divisions des missions semblables. Celle qui m'était échue n'était sans doute pas une des moins difficiles : j'allais dans un pays que la guerre civile avait longtemps désolé; je devais y trouver les ennemis les plus prononcés de l'empereur, des agents nombreux de l'Angleterre, peut-être même des princes de la maison de Bourbon qu'on assurait alors être restés dans ces contrées, pour y réchauffer le zèle de leurs partisans. Mes instructions étaient peu explicites, mais, en revanche, mes pouvoirs très-étendus : je pouvais destituer et remplacer les autorités civiles (les préfets seuls exceptés), et les agents du trésor. Je devais organiser partout les gardes

[1] Le général Carnot que, peu de jours auparavant, l'empereur avait nommé comte et ministre de l'intérieur.

[2] C'est-à-dire, les départements de la Vienne, des Deux-Sèvres, de la Charente-Inférieure, de la Vendée et de la Loire-Inférieure.

nationales, encourager des fédérations de volontaires, diriger ces forces sur les frontières du nord, et tout cela devait se faire rapidement ; la célérité dans l'exécution était surtout ce que l'on attendait de mon zèle.

Après avoir pris auprès de Regnault de Saint-Jean-d'Angely quelques renseignements sur le pays où il était né et qu'il connaissait bien, je partis de Paris le 10 avril au matin et arrivai à la Rochelle le 13 au soir. Le ministre de l'intérieur m'avait donné les noms des nouveaux préfets qui venaient d'être appelés par l'empereur à la tête de l'administration dans les départements de la 12e division militaire. Je trouvai cependant encore à la Rochelle le baron Arbaud de Jouques qui avait rempli, sous le gouvernement royal, ces fonctions dans le département de la Charente-Inférieure. Il attendait son successeur, M. Boissy d'Anglas. M. Arbaud se plaignit vivement à moi de sa destitution et me protesta avec la plus grande chaleur de son zèle pour le service de l'empereur. Il s'empressa de mettre sous mes yeux tous les titres qu'il croyait avoir acquis à un traitement moins rigoureux, par les services qu'il avait rendus, à diverses époques, au gouvernement impérial, et particulièrement comme préfet des Hautes-Pyrénées lors de notre retraite d'Espagne. Il me pria de faire parvenir à Paris ses réclamations, et je fis ce qu'il désirait. Elles ne furent pas accueillies, mais par la suite, cette disgrâce devint pour lui, comme pour beaucoup d'autres, un titre à de nouvelles faveurs de la part du gouvernement royal restauré [1].

[1] Après la seconde restauration, le baron Arbaud fut nommé

Du reste, la population me parut assez indifférente au changement de ses magistrats. Tant de convulsions de ce genre s'étaient succédé à de si courts intervalles de temps, qu'elles avaient usé sa sensibilité politique. Je trouvai donc le département tranquille. L'habitant des villes, tremblant pour son commerce qu'une nouvelle guerre menaçait, était, sinon hostile, du moins froid : celui de la campagne, qui voyait dans le retour de l'empereur une garantie contre les prétentions des nobles et des prêtres dont il avait eu à souffrir, était plus prononcé et prêt à de nouveaux sacrifices.

Je restai plusieurs jours à la Rochelle. De concert avec M. Boissy d'Anglas, qui arriva le 15 avril pour remplacer M. Arbaud, je fis quelques changements dans les autorités civiles; sans éclat, cependant, et dans la vue seule de prévenir des dissensions intérieures entre les administrateurs et les administrés. Je tins, autant qu'il me fut possible, la balance entre les partis extrêmes, toutefois sans acquérir la conviction d'avoir fait les meilleurs choix. Là, comme dans les autres départements où je me rendis ensuite, le temps me manquait pour les recherches qui auraient pu m'éclairer, et je ne puis donc réclamer que le mérite de l'intention. Au surplus, mon ouvrage dura trop peu pour avoir fait beaucoup de bien, ou beaucoup de mal.

préfet du Gard. Les rigueurs qu'il exerça dans ce département et sa conduite imprudente n'ont pas peu contribué aux troubles et aux désordres sanglants qui y ont éclaté en 1815.

Je quittai la Rochelle le 20 août pour aller à Rochefort, ensuite à Saintes et à Saint-Jean-d'Angely. Je fus assez bien accueilli dans cette course. Les changements que je fis dans l'administration, toujours dirigés par les principes que je viens d'exposer, furent en général bien reçus.

Au retour de cette excursion, je passai encore un jour à la Rochelle d'où je me dirigeai sur le département de la Vendée. Pour me rendre au chef-lieu qui avait repris son premier nom de Napoléon, je traversai la partie connue sous le nom de *la Plaine*. Tout y était parfaitement tranquille, et les habitants montraient un dévouement aux principes de la révolution dont je n'attendais pas une aussi vive manifestation dans un département célèbre par son opiniâtre résistance au système républicain et son attachement pour la famille de nos anciens rois. Mais il n'en était pas de même de la partie dite *le Boccage*, pays couvert, d'un accès difficile, propre à la petite guerre de postes, et qui était alors très-agité.

Je m'arrêtai deux jours à Napoléon. J'y vis le nouveau préfet, M. Boullé, qui ne me dissimula pas les craintes que lui faisait concevoir la disposition des esprits dans cette partie de son département. Il regardait comme impossible de songer à y remettre la garde nationale en activité ; il pensait que, si l'on parvenait à y créer de nouveaux bataillons, on ne les ferait jamais sortir du pays, et que, restant dans l'intérieur, ils tourneraient leurs armes contre l'autorité même qui les aurait rétablis. Je suivis ces conseils, et je bornai l'exercice de mon pouvoir à quelques chan-

gements de maires et d'officiers municipaux. Je me refusai d'ailleurs à écouter les nombreuses dénonciations qui ne manquèrent pas de m'être adressées, et si je n'assurai pas la tranquillité du pays pour l'avenir, du moins je ne troublai pas celle dont il jouissait encore.

Je me rendis ensuite à Nantes. En entrant dans la ville, je trouvai une grande foule de peuple rassemblée sur mon passage, et je fus salué par des cris de vive l'empereur ! Mais je me serais gravement trompé, si j'avais pris cet accueil inattendu pour l'expression sincère des sentiments de la population de cette grande et importante cité. Aucune de celles que j'avais visitées jusqu'alors ne s'était montrée plus hostile. Tout ce qu'elle renfermait de négociants, de magistrats, de riches propriétaires se prononçait hautement contre l'empereur. Les femmes surtout montraient contre lui une aversion et une haine violente qu'elles inspiraient à tous ceux sur lesquels elles exerçaient quelque empire. En effet, les acclamations que j'avais entendues ne partaient que des dernières classes de la société, parmi lesquelles se formaient des fédérations d'ouvriers et d'artisans. Mais ces réunions, encouragées ouvertement par les agents du ministre de la police et auxquelles je ne pouvais refuser mon assentiment, paraissaient plus redoutables aux classes supérieures, auxquelles elles rappelaient les premiers temps de la révolution, qu'elles ne pouvaient être utiles à la cause qu'elles devaient défendre.

Cet état de choses rendit mes opérations fort difficiles, et ce ne fut qu'avec grande peine que je parvins

à créer à Nantes une nouvelle municipalité et à faire agréer quelques fonctions publiques, que je ne pouvais laisser dans les mains d'ennemis déclarés, à des hommes assez recommandables pour justifier mes choix. Le nouveau préfet, M. Bonnaire, était sans influence et ne pouvait m'être d'aucun secours. Enfin, la publication de l'acte additionnel aux constitutions de l'empire que je reçus dans ce temps vint ajouter aux difficultés de ma mission. Cet acte répondait si mal aux espérances qu'on avait conçues, qu'il fut unanimement repoussé par tous les partis. On s'était flatté que l'empereur convoquerait une assemblée nationale; que cette assemblée serait chargée de délibérer sur les modifications à la constitution que l'expérience du passé rendait nécessaires. C'était ce que l'empereur avait promis dans ses proclamations, dans ses discours; c'était le texte qu'avaient dû développer les commissaires envoyés dans les départements, pour rappeler la faveur de l'opinion publique. Et au lieu de réaliser ces promesses, il faisait à lui seul, sans le concours d'aucune représentation nationale, sans débats publics, en quelque sorte une nouvelle constitution. D'un trait de plume, il consacrait les anciennes dispositions d'une foule de sénatus-consultes et de décrets impériaux qui demandaient des réformes et n'en permettaient plus l'examen. Les nouvelles institutions que proclamait l'acte additionnel, bonnes en elles-mêmes, étaient d'ailleurs incomplètes. Elles ne touchaient en rien au système communal du 28 pluviôse an VIII : système si vicieux et contre lequel tant de plaintes s'étaient élevées. Enfin le dernier article, inutile, —

car quelle loi peut enchaîner dans l'avenir la volonté d'une nation?— repoussait non-seulement tous les partisans de la maison de Bourbon, mais encore ceux du système de la souveraineté du peuple que les organes du gouvernement avaient, eux-mêmes, reconnue. Ainsi les deux extrêmes de l'opinion publique étaient également blessés, également mécontents. Dès ce moment, toute action au nom du gouvernement devint à peu près nulle, et la faible influence que j'avais encore pu exercer à Nantes se trouva anéantie. Jamais erreur politique n'eut un effet plus immédiat, et il me fut facile de prévoir que les choix, dont on allait s'occuper pour former la chambre des députés, seraient pris dans l'opposition soi-disant patriote, et que l'empereur, loin de trouver dans cette nouvelle chambre un appui ferme et fidèle, n'y rencontrerait que des adversaires plus ou moins imbus des maximes républicaines qu'ils auraient fait revivre si le temps ne leur eût manqué. J'écrivis à Regnault de Saint-Jean-d'Angely et ne lui dissimulai pas tout le mal qu'avait fait à la cause de l'empereur cette mesure imprudente, mais la faute était irréparable.

Je n'avais plus, pour remplir ma mission, qu'à visiter le département des Deux-Sèvres et celui de la Vienne. A peine me restait-il le temps nécessaire pour les parcourir rapidement. J'avais reçu l'ordre d'être de retour à Paris pour le 5 mai, et comme il m'était physiquement impossible de m'y trouver à cette époque précise, je voulais au moins ne l'outrepasser que de quelques jours.

Je passai donc en revue la garde nationale de

Nantes, le 2 mai. Quoique le temps fût très-beau, aucune femme ne s'y montra. La garde prêta en masse serment à l'empereur, mais avec une répugnance marquée dont j'eus l'air de ne pas m'apercevoir. Je partis dans la nuit du même jour pour Niort, où j'arrivai le 3, après avoir traversé de nouveau tout le département de la Vendée, par Montaigu, Chantonnay et Fontenay-le-Comte où je m'arrêtai quelques heures.

Le département des Deux-Sèvres, dont Niort est le chef-lieu, situé dans le voisinage de la Vendée, et dont la population avait pris souvent une grande part à la guerre civile, était encore assez tranquille au moment où j'y arrivai. Je trouvai même les esprits mieux disposés que je ne m'y étais attendu, et je pus agir assez facilement. M. Burch, préfet du département, homme de mérite et d'esprit, avait su se concilier l'opinion et m'assista puissamment. La garde nationale fournit des bataillons pour la frontière et se montra prête à défendre également l'intérieur; mais bientôt après, cette tranquillité fut fortement compromise. À mesure que les dispositions du congrès de Vienne étaient mieux connues, des émissaires des princes et de l'Angleterre reparaissaient dans la Vendée et les départements voisins, y renouaient des intelligences, et des troubles sérieux ne tardèrent pas à éclater. Je n'en fus informé qu'après mon départ; mais, comme je n'avais aucun moyen de rétablir l'ordre, je ne crus pas devoir revenir dans ce département où le préfet sollicitait mon retour, et je me bornai à en instruire le gouvernement qui se décida à envoyer dans ces provinces un corps

d'armée sous le commandement du général Lamarque[1]

De Niort j'étais parti pour Poitiers, où j'arrivai le 6 mai. Je trouvai la ville en grande fermentation. Les électeurs s'y rassemblaient pour les nominations à la chambre des députés. La garde nationale, réorganisée par le général Demarçay qui la commandait, se montraît pleine d'ardeur et de dévouement. Pour tout dire, le parti patriote avait complétement pris le dessus et dominait. L'accueil que je reçus se ressentit de cette disposition des esprits : on vint au-devant de moi, et pour cette fois ce ne fut pas, comme à Nantes, seulement la populace, les classes les plus distinguées de la société s'empressèrent de prendre part à la fête. Les maisons furent illuminées dans la soirée; la ville me donna le lendemain un dîner d'étiquette; enfin il ne manqua à ma réception aucune de ces démonstrations banales qui se répètent dans toutes les occasions de ce genre. Je dois même dire qu'elles étaient en grande partie sincères; la conduite que l'ancienne noblesse et les prêtres tenaient depuis la première restauration, avait aliéné de la cause des Bourbons la population du département, et l'espoir d'échapper à un joug dont elle avait senti la pesanteur la ralliait alors au parti de l'empereur. Par le concours de ces diverses circonstances, mes opérations rencontrèrent peu d'obstacles; toutefois je ne pus vaincre la mauvaise volonté du clergé qui se refusa constamment à prier pour l'empereur.

[1] On sait que, dans cette commission difficile, le général Lamarque se montra aussi bon capitaine qu'habile négociateur, et qu'il réussit à pacifier ces contrées.

Le grand-vicaire de l'évêché, avec lequel j'eus un entretien à ce sujet, se retrancha sur ce qu'il n'avait point encore reçu d'ordre de l'évêque diocésain. Tout ce qu'il pouvait faire, me dit-il, c'était de ne plus prier pour Louis XVIII, et il m'assura qu'il s'en abstenait : « mais, ajouta-t-il, je ne prierai pour personne, » jusqu'à ce que mon supérieur me l'ait ordonné. » Il fallut bien me contenter de cet arrangement jésuitique, et tout fut dit.

Là se terminait ma mission, et le 9 au soir je repris la route de Paris, ne rapportant avec moi que de tristes pensées. A la vérité, je ne laissais derrière moi — du moins j'osais m'en flatter — le souvenir d'aucune vexation individuelle, d'aucun acte de violence ou de passion ; je n'avais poursuivi ni tourmenté les hommes d'une opinion différente de la mienne ; j'avais même fermé les yeux sur bien des torts politiques qu'excusait la difficulté des circonstances. Néanmoins, j'étais loin d'éprouver cette satisfaction intérieure que donne à un homme public la conviction d'avoir fait le bien et coopéré, dans la sphère de ses attributions, au bonheur de ses concitoyens. Les avais-je servis ou égarés ? avais-je, dans mes choix, assuré ou compromis leur repos ? C'est ce que le temps seul pouvait m'apprendre, et il ne tarda pas à me prouver que tout ce que j'avais fait avait été, sinon nuisible, au moins inutile.

J'arrivai à Paris le 12 mai, et le lendemain je me rendis près de l'empereur qui habitait alors le palais de l'Élysée. Lorsque je me présentai, il était avec le maréchal duc de Dalmatie, qu'il venait de nommer major-général de l'armée destinée à agir sur la fron-

tière des Pays-Bas, et que l'empereur devait commander en personne. Je ne fus pas peu surpris de retrouver dans l'intimité de Napoléon et honoré d'une si grande marque de confiance ce même maréchal qui, ministre de la guerre sous le gouvernement royal, au moment où l'empereur, débarqué en France, s'avançait sur Paris, avait pris contre lui, du moins en apparence, toutes les mesures propres à faire échouer cette audacieuse entreprise. Un tel retour de faveur aurait pu me faire croire que l'opposition du ministre de la guerre n'avait été que simulée : mais cette conjecture n'était pas fondée. La nécessité seule avait rappelé le maréchal, et ses talents militaires étaient la véritable cause d'un rapprochement qui me paraissait alors si étrange.

Aussitôt que le duc de Dalmatie fut sorti, l'empereur me fit appeler et me garda environ un quart d'heure. Comme cet entretien fut le dernier que j'aie eu avec lui, je m'arrêterai un moment pour en rapporter quelques particularités : « Hé bien, me dit-il » dès qu'il me vit, hé bien, nous avez-vous fait de bons » choix ? puis-je compter sur ceux que vous avez nom» més ? » — « J'ai fait, lui répondis-je, de mon mieux, mais je ne puis les garantir à Votre Majesté. Le temps m'a manqué entièrement. J'ai trouvé partout des préfets nouveaux qui ne connaissaient pas le pays mieux que moi. J'ai évité, autant qu'il était en mon pouvoir, de prendre des hommes trop exagérés, et j'ai exclu tous ceux que la notoriété publique désignait comme tels, mais je ne réponds de rien. D'ailleurs, tant que des traités politiques ou la victoire n'auront pas prononcé,

il ne faut compter sur aucun succès réel. Le retour de l'impératrice à Paris ferait plus en ce moment que tous les efforts des commissaires envoyés dans les départements. » — « Vous avez raison ; je ne désespère » pas encore tout à fait. J'ai fait faire des démarches à » Vienne ; j'ai essayé de traiter avec Talleyrand : il » ne veut entendre à rien, il est vendu à l'Angleterre. » Mais, — s'interrompant lui-même, — le duc de Bour- » bon était-il encore dans la Vendée quand vous y êtes » arrivé ? » — « Je n'en sais rien, répliquai-je, et je n'ai fait aucune recherche pour m'en instruire. S'il y était, le mieux aurait été de lui faciliter les moyens d'en sortir, plutôt que de l'y retenir. » — « Vous avez raison, » répondit l'empereur, c'eût été un grand embarras. » Puis reprenant après un moment de silence : « Quel est, » dit-il, l'état de l'opinion publique dans ces départe- » ments ? » — « Je dois, répondis-je, la vérité à Votre Majesté, et je ne la lui déguiserai pas. A l'exception de quelques parties de la Vendée où je l'ai trouvée très-prononcée contre les Bourbons et presque toute révolutionnaire, elle est ailleurs, surtout dans les hautes classes, sinon hostile du moins froide et indifférente. Quant aux classes inférieures, elle s'y fait remarquer plutôt par un retour aux maximes républicaines que par tout autre sentiment ; et si elles s'attachent au nom de Votre Majesté, c'est parce qu'il est pour elles le garant des libertés qu'elles réclament et que vous avez promis de rendre. Mais je ne puis vous taire que vous avez presque partout dans les femmes des ennemies déclarées, et, en France, cette sorte d'adversaires n'est pas à dédaigner. » — « Oh ! je le sais, s'écria-t-il,

» on me le redit de tous côtés, et je n'en puis douter.
» Je n'ai jamais voulu admettre les femmes dans les se-
» crets du cabinet; je n'ai jamais voulu les laisser se
» mêler du gouvernement, et elles se vengent aujour-
» d'hui. »

La conversation, pendant laquelle, suivant son habitude, il n'avait pas cessé un instant de marcher, tomba ensuite, et après quelques minutes de silence, je fus congédié.

Je sortis de cette audience peu satisfait. Je n'y avais pas retrouvé l'empereur tel que je l'avais vu autrefois. Il était soucieux. Cette confiance, qui jadis se manifestait dans ses discours, ce ton d'autorité, cette hauteur de pensée qui dominait dans ses paroles et dans ses mouvements, avaient disparu; il semblait déjà sentir la main de l'adversité qui devait bientôt s'appesantir sur lui : déjà il ne comptait plus sur sa destinée.

Je n'eus pas lieu d'être plus rassuré par l'aspect que présentait alors Paris. L'inquiétude, la crainte, le mécontentement étaient les sentiments prédominants; aucun attachement, aucune affection pour le gouvernement ne se montraient. Toutefois cette opposition s'évaporait en épigrammes, en pasquinades, et comme les artisans des faubourgs populeux de Saint-Antoine et de Saint-Marceau s'étaient réunis en fédération et venaient même se faire passer en revue aux Tuileries, il n'y avait aucun mouvement séditieux à redouter. D'ailleurs, Napoléon fut jusqu'au dernier moment le roi du peuple de Paris, et parmi ce peuple, l'influence de son nom a survécu même à l'existence de celui qui le portait.

Au retour de ma mission, je trouvai Lucien Bona-

parte établi à Paris, sous le nom de prince Lucien[1]. En apprenant le débarquement de Napoléon et le succès de l'entreprise qui l'avait ramené au pouvoir, Lucien s'était empressé de quitter Rome pour se rendre à Paris et offrir ses services à l'empereur. Les deux frères, qui, douze ans auparavant, s'étaient séparés après les plus violentes altercations, se revirent ainsi à Paris et se réconcilièrent. Le prince Lucien habitait le Palais-Royal. Les autres membres de la famille étaient également accourus : madame mère, le prince Jérôme, le cardinal Fesch entouraient l'empereur et venaient partager la fortune de celui dont ils n'avaient pas voulu partager l'exil. Le prince Louis jusque-là seul se tint à l'écart et ne reparut pas sur cette scène mobile.

Le prince Lucien, par la supériorité de ses talents et de son esprit, était appelé à y jouer le principal rôle, et exerçait en effet une grande influence sur les affaires. Avec plus d'audace et de caractère que les autres, il n'aurait reculé devant aucune mesure extrême, pour maintenir l'autorité suprême dans sa famille, mais nous n'étions plus au mois de brumaire de l'an VIII, et il se trompait, en supposant que les moyens employés à cette époque auraient encore le même succès. Du reste, malgré la réconciliation des deux frères, comme une certaine défiance subsistait toujours entre Napoléon et Lucien, le prince Joseph devait toujours conserver la présidence des conseils en l'absence de l'empereur, et le prince Lucien n'y était

[1] Le pape Pie VII lui avait conféré le titre de prince de Canino.

admis que comme l'un des membres, de même que les ministres.

Tel était l'intérieur du cabinet à la fin de mai. Cependant les événements se pressaient : une crise inévitable dont l'issue était si incertaine s'approchait de moment en moment. Regnault de Saint-Jean-d'Angely que je vis le 23 mai, me dit que des nouvelles de Vienne étaient arrivées depuis quelques jours, et qu'elles étaient extrêmement fâcheuses. Il fallait renoncer à tout espoir d'arrangement ou de transaction politique. On répandait même le bruit que la dissolution du mariage de Napoléon avec Marie-Louise avait été arrêtée. Quoique cette nouvelle fût démentie, on ne se flattait plus du moins que cette princesse pût ou même voulût rejoindre son époux, et cet espoir dont, pendant quelque temps, on avait bercé la nation, s'évanouit tout à fait. Ainsi la question ne pouvait plus se décider que sur le champ de bataille : le sort des armes allait encore une fois prononcer sur nos destinées, et, ce qu'il y avait de désespérant à penser, si nous étions battus, l'étranger était maître de la France ; si nous étions vainqueurs, nous avions à craindre de retomber sous un gouvernement militaire.

L'empereur, qui ne pouvait plus voir d'autre chance de succès que dans la guerre, avait mis à profit le temps que la lenteur des ennemis laissait à sa disposition, pour se préparer à ouvrir la campagne. L'armée se renforçait chaque jour ; de nouveaux corps se formaient et les anciens réparaient leurs pertes. Tout était en mouvement sur la frontière ; l'esprit du soldat était excellent ; il brûlait de se battre, car la guerre

lui était en quelque sorte personnelle, et il sentait parfaitement qu'il n'y avait pour lui d'autre salut que la victoire. Avec une telle conviction, l'armée, disait-on, était invincible, si elle pouvait se mettre seulement dans le rapport d'un à trois avec les forces qu'elle aurait à combattre, mais les officiers n'inspiraient pas tous autant de confiance que le simple soldat. Quelques rapports donnaient de l'inquiétude, et le pire était qu'il fallait la dissimuler, pour ne pas propager le mal. On fut donc obligé de se borner à rappeler quelques généraux à qui on avait donné des commandements et qui étaient devenus suspects. Le général Alexandre Girardin fut de ce nombre, mais la suite a fait voir que beaucoup d'autres, maintenus dans les postes qui leur avaient été assignés, auraient dû être compris dans cette mesure.

On voit donc que l'empereur, en partant pour cette campagne décisive, n'était plus dans la position où il se trouvait jadis dans les guerres mémorables qu'il entreprit. Des soins d'un autre genre occupaient sa pensée et ne lui laissaient pas cette liberté de coup d'œil, cette profonde sagacité qu'il avait tant de fois déployée. Il y avait dans sa situation quelque chose de gêné et d'incertain qui ne faisait pas bien augurer de l'avenir.

Une autre circonstance compliquait encore cette situation. La chambre des représentants était nommée, et le gouvernement affectait de paraître satisfait des choix. Mais cette satisfaction n'était nullement sincère : il ne pouvait se dissimuler que la plus grande partie des membres qui la composaient arrivait avec

toute la prévention et toute la défaveur qui s'étaient manifestées dans les départements contre l'acte additionnel. Il était donc à craindre que cette chambre ne se prononçât contre cette nouvelle charte et ne s'occupât de la renverser, plutôt que de seconder le gouvernement. De plus, quel frein pourrait la contenir pendant l'absence de l'empereur ? Faudrait-il, au retour, tenter un second 18 brumaire pour s'en débarrasser ? Fouché, qui avait tant aidé au premier, était devenu plus que douteux, et la crainte seule de le convertir en ennemi déclaré le maintenait encore au ministère de la police.

Il n'y avait néanmoins aucun moyen de temporiser et d'ajourner plus longtemps la réunion des chambres. Le conseil d'État même se refusait à suppléer la législature. Dans sa séance du 23 mai, il n'avait pas voulu donner son adhésion à un décret proposé par la section de la guerre, pour appeler sous les armes la conscription de 1815, parce que les levées d'hommes étaient du domaine du pouvoir législatif [1]. On mit donc, dans la séance suivante (26 mai), en discussion les dispositions préliminaires pour l'ouverture des deux chambres [2] qui fut fixée au 3 juin. Mais avant leur réunion, on ne pouvait se dispenser de tenir le fameux champ de mai, promis par la première proclamation de l'empereur, et où étaient appelés tous les membres des colléges électoraux, les députés de l'armée de terre et

[1] Elles se faisaient, sous l'empire, en vertu de sénatus-consultes qui, par usurpation, avaient force de loi.

[2] L'acte additionnel avait institué une chambre des pairs héréditaire.

de mer, ainsi que ceux de toutes les gardes nationales de l'empire. A la vérité, cette assemblée, ressuscitée de nos anciennes annales, et qui, dans l'origine, devait statuer sur les modifications à faire aux constitutions impériales, était, depuis la publication de l'acte additionnel, pour ainsi dire, sans objet, mais elle était annoncée; tous ceux qui avaient droit d'y assister étaient à Paris; la curiosité attendait cette vaine cérémonie, et il fallait la satisfaire.

Elle eut lieu le 1er juin au Champ de Mars. J'y assistai. Un grand concours de peuple, des députés de toutes les parties de la France, des troupes magnifiques, des évêques, un clergé nombreux, un autel, un trône, des tribunes : tant d'objets divers présentaient un coup d'œil brillant. Mais on remarquait en général plus de curiosité que d'enthousiasme, et il s'en fallait de beaucoup que cette solennité pût se comparer, comme on en avait eu la prétention, avec la fédération de 1790. A cette époque, la fête était tout à fait nationale; les sentiments qui animaient les acteurs et les spectateurs, débordant de toutes parts, s'exhalaient sans effort et continuellement. En 1815, des bouffées de chaleur factice se manifestaient par secousses et par bonds, et le signal des acclamations était toujours donné par la troupe. Les groupes formés par les divers corps de l'État y répondaient assez languissamment. Je remarquai cependant que l'université, à la tête de laquelle était M. Cuvier, encouragée par son exemple, n'épargnait pas les cris de vive l'empereur[1].

[1] Regnault de Saint-Jean-d'Angely m'assura plusieurs fois qu'il

On vit avec peine l'appareil dont l'empereur s'était entouré. Ces vêtements dorés qu'il avait repris, le elinquant des costumes de ses courtisans contrastaient trop fortement avec la simplicité des électeurs et n'étaient évidemment pas dans le style de la fête. Les habits blancs que portaient les trois frères de l'empereur et qui constataient une prérogative non sanctionnée par la nation, puisque, à l'exception du prince Joseph dont le droit de succession était reconnu, les autres princes (Lucien et Jérôme) n'avaient pas été appelés à l'hérédité; ces vêtements, dis-je, de candidats impériaux, produisaient surtout un effet désagréable et offensaient les regards.

La harangue, prononcée au nom des électeurs, après la messe célébrée par l'archevêque de Bourges, était en grande partie l'ouvrage de Carion-Nisas, ancien membre du tribunat. Elle fut lue ou plutôt déclamée presque théâtralement par M. Dubois, l'un des députés. Ce discours, adopté la veille par la majorité des électeurs rassemblés sous la présidence de l'archichancelier Cambacérès, malgré le talent distingué qui se faisait remarquer dans plusieurs parties, ne produisit pas l'effet qu'on en attendait. En l'examinant avec

avait employé tout son crédit pour faire rentrer au conseil d'État M. Cuvier qui en avait un grand désir. L'empereur se montra inflexible pour ce savant célèbre. Il le fut de même aux instances de MM. de Laplace et Berthollet pour faire partie de la chambre des pairs, malgré l'intérêt pressant que la reine Julie, que l'empereur aimait beaucoup, témoignait en faveur du premier. Napoléon croyait avoir beaucoup à se plaindre de ces trois illustres membres de l'Institut qu'il avait effectivement comblés de faveurs dont ils s'étaient montrés fort peu reconnaissants.

attention, on reconnut qu'au fond il ne touchait pas les véritables points sur lesquels l'opinion générale aurait désiré qu'il appuyât fortement, je veux dire, les rapports qui devaient à l'avenir se former entre la nation et son premier magistrat. Sans doute, il était bon de dire combien la nouvelle agression des puissances étrangères était injuste, que tout Français devait verser son sang pour la repousser, mais il fallait encore se prononcer fortement contre tout retour à ce système de gouvernement intérieur qui nous avait menés si rapidement vers l'abîme. Il fallait, dans cette solennité, pour ainsi dire, prendre acte, au nom de la nation et en présence de ses représentants, des droits qu'elle avait reconquis et dont l'exercice commençait en ce moment. Il fallait dire au prince, qu'à compter de ce jour les formes du gouvernement étaient changées, et que la France ne voulait plus être le patrimoine d'un maître.

Tel était le langage qu'on eût désiré entendre, et non pas de vaines récriminations sur la conduite du gouvernement royal dont les fautes étaient suffisamment connues. Car enfin, ce n'était pas seulement contre le retour des Bourbons et l'invasion de l'étranger qu'il fallait nous armer : il y avait d'autres dangers encore que l'expérience du passé devait nous faire redouter, et c'était là l'occasion de les signaler.

La réponse de l'empereur fut aussi vague, aussi remplie de lieux communs que le discours qui lui était adressé. A travers des généralités, on y trouvait un seul mot sur la révision de la constitution, révision qu'on bornait à une loi, destinée à rassembler et coor-

donner toutes les constitutions éparses. Du reste, les formules : « mon peuple, » « ma capitale, » et autres de ce genre se rencontraient dans le langage de l'empereur et blessaient les oreilles dont la susceptibilité républicaine s'était ravivée. A ces expressions, on crut voir que rien n'était changé à l'intérieur de la pensée, et que, dans les concessions que l'on faisait, on n'avait cédé qu'à la nécessité.

Ainsi cette solennité, loin de réchauffer les esprits en faveur de l'empereur, ne fit que les attiédir. La mauvaise humeur des députés et des électeurs était visible. Leurs réflexions étaient empreintes d'un fort esprit d'opposition, et ils ne déguisèrent nullement l'amertume de leurs sentiments. En définitive, l'effet était complétement manqué, et cette assemblée dont on avait tant espéré devint, dès le soir même du jour où elle eut lieu, un objet de dérision. Toutefois ce vernis de ridicule jeté sur elle n'empêcha pas le peuple de Paris de se porter, comme d'ordinaire, à la fête qui lui fut donnée à cette occasion le dimanche suivant, 4 juin.

Si le gouvernement n'eut pas à s'applaudir des résultats du champ de mai, l'esprit que manifesta la chambre des représentants qui se rassembla deux jours après n'était pas propre à le consoler de cet échec. Dans sa première séance, elle nomma pour président le comte Lanjuinais. Elle ne pouvait faire un choix plus honorable, mais qui, en même temps, fût plus hostile. Le comte Lanjuinais, comme sénateur sous l'empire, avait toujours fait partie de la faible minorité qui se prononçait contre les usurpations de pou-

sur l'emplacement qu'occupe habituellement le bureau de la chambre, et le président avait sa place en face, sur un siége au milieu du demi-cercle que forment les banquettes des députés. Les pairs occupaient les bancs inférieurs à droite du trône, et le conseil d'État était à gauche.

Le discours de l'empereur parut généralement bien, beaucoup mieux que celui du champ de mai. On n'y retrouvait pas les expressions qui avaient choqué dans ce dernier. Aussi fut-il accueilli par des applaudissements qui me semblaient sincères. Quelques cris de vive l'empereur se firent même entendre, mais en général l'aspect de l'assemblée était grave et froid.

Après avoir reçu les adresses des deux chambres en réponse à son discours d'ouverture, l'empereur partit pour l'armée le 12 juin à trois heures du matin. La garde impériale avait quitté Paris le 5, et le général Jamin mon gendre, mon neveu et mon fils, ses aides de camp, étaient partis avec elle. Cette séparation qui, pour quelques-uns, devait être éternelle, ajoutait toutes les inquiétudes de famille à la douloureuse anxiété que, dans ces jours de funeste mémoire, j'éprouvais comme citoyen et comme homme public.

Avant de s'éloigner de Paris, l'empereur avait établi un conseil de gouvernement, composé des ministres et présidé par le prince Joseph. Le prince Lucien en faisait partie. Son frère, le prince Jérôme, le suivit à l'armée.

Le conseil d'État demeura avec ses attributions ordinaires, et comme l'archichancelier Cambacérès était président de la chambre des pairs, Regnault de

Saint-Jean-d'Angely, fut chargé de la présidence du conseil.

Les devoirs de ma place, le désir de rester à portée des nouvelles de l'armée me fixèrent alors à Paris, et je ne faisais que de courts voyages à la campagne où ma famille était restée. Je vis fréquemment le prince Joseph, et notre ancienne amitié, dont les circonstances que j'ai rapportées avaient relâché les liens, se resserra de nouveau. Sa maison était le centre du gouvernement et ne cessait d'être remplie de gens qui, sous le prétexte de dévouement, venaient étudier sur les figures ce que les événements promettaient d'heureux ou de malheureux.

Les premières nouvelles furent favorables. Le 18 juin au matin, le canon annonça le succès du début de la campagne[1], et la foule se porta avec plus d'empressement que jamais près du prince Joseph.

Mais dès le 20 au soir, les bruits les plus sinistres commencèrent à circuler. Je cherchai vainement à obtenir des détails positifs sur ce qui s'était passé à l'armée. Le prince Joseph n'avait encore reçu aucun courrier, et je rentrai chez moi à onze heures, tourmenté des plus vives inquiétudes.

Le lendemain matin il ne fut plus permis de douter de nos revers. Nous étions vaincus; les champs de Waterloo avaient vu périr l'élite de nos armées, l'unique espoir de l'indépendance de la patrie, et quoique je ne connusse pas encore l'étendue des malheurs qui m'étaient personnels, tout ce que j'apprenais me

[1] L'affaire de Ligny sous Fleurus.

remplissait d'effroi et des craintes les plus légitimes. L'empereur était arrivé dans la nuit, et ce retour subit, en consternant toutes les âmes, acheva de lui ravir les derniers restes de l'affection publique. On ne pouvait expliquer, comment, dans un si grand danger, il avait abandonné l'armée, et les reproches les plus amers étaient dans toutes les bouches.

J'appris pendant le cours de la journée qu'un conseil des ministres s'était réuni au palais de l'Élysée. Les princes Joseph et Lucien s'y trouvaient. L'empereur offrit d'abdiquer une seconde fois, et la discussion s'ouvrit sur cette proposition. Je sus que le duc d'Otrante avait opiné fortement pour l'accepter, mais que le prince Lucien s'y était opposé avec non moins de force. Il avait, au contraire, engagé l'empereur à monter à cheval, à la tête de ses partisans, à marcher sur les chambres, à les dissoudre, enfin à se déclarer dictateur : seul moyen, suivant lui, de sauver la France et sa famille. L'empereur avait hésité sur ce parti extrême ; son ancienne énergie paraissait l'avoir abandonné, et tous les autres membres du conseil s'étant, d'ailleurs, rangés à l'avis du duc d'Otrante, l'abdication fut résolue et envoyée sur-le-champ aux chambres qui créèrent un gouvernement provisoire. Déjà elles s'étaient déclarées en permanence, et avaient, dès l'ouverture de la séance du jour, garanti leur inviolabilité, en protestant contre toute atteinte qui leur serait portée.

Ces particularités sont les seules qui soient parvenues alors à ma connaissance. J'ai su cependant plus tard que, dans l'intervalle de temps qui s'écoula entre

l'abdication et le départ de l'empereur, le prince Lucien était revenu, sans plus de succès, sur l'opinion qu'il avait émise dans le conseil. Il avait, d'ailleurs, été trop mal accueilli dans les deux chambres où il parut en qualité de commissaire extraordinaire de l'empereur, pour inspirer une grande confiance. Les temps étaient changés, comme je l'ai déjà fait observer, et quoique le parti qu'il proposait présentât encore quelques chances en sa faveur, il est plus que probable qu'il eût échoué. Toutefois, à en juger, non pas dans l'intérêt de la morale ou de la France, mais dans celui de la gloire de l'homme, ce parti offrait sans doute une plus noble manière de périr.

Une chose digne de remarque, c'est qu'au milieu du mouvement qui, pendant toute la journée du 21 juin, se manifesta avec tant de violence dans les chambres et dans les conseils du gouvernement, l'agitation des esprits, parmi les habitants de Paris, ne fut pas telle qu'il semblait que des événements si graves auraient dû la produire. Le calme le plus complet régna dans la ville et ne fut pas troublé un instant. Était-ce courage? était-ce indifférence? Le temps a décidé la question. Ballotté de gouvernement en gouvernement, le peuple n'avait de l'affection ni pour celui qu'il perdait ni pour celui qu'on allait lui rendre. Il dormait, en attendant qu'à son réveil on lui dît s'il devait obéir à Napoléon II ou à Louis XVIII[1].

Je passai encore la journée du 22 juin à Paris. Dans

[1] Napoléon avait mis à son abdication la condition que son fils lui succéderait.

un état d'angoisse qui brisait tous les ressorts de mon âme, j'allai de tous côtés chercher les nouvelles qui venaient de l'armée, espérant apprendre quelque chose sur le sort de mon gendre, de mon fils et de mon neveu. Tous trois, comme je l'ai déjà dit, servaient dans les grenadiers à cheval de la garde impériale, et ce corps avait été, dit-on, presque entièrement détruit.

Enfin, le 23 juin, une lettre de mon neveu m'apprit que le général Jamin avait été tué sur le champ de bataille, à la tête de la troupe qu'il commandait, et que mon fils, atteint à ses côtés d'une balle qui l'avait frappé dans la hanche droite, était gravement blessé. Quant à mon neveu, il avait été dans cette fatale journée assez heureux pour n'être point atteint, et il ramenait mon fils sur un brancard qu'il avait fait construire pour le transporter.

Les devoirs que m'imposaient ces tristes nouvelles absorbèrent toutes mes pensées. Je me rendis sur-le-champ à la campagne qu'habitaient ma femme et ma fille qui restait veuve et enceinte, pour essayer de faire passer dans leurs âmes quelque consolation. Mon fils n'arriva que le 27 juin. Il avait été obligé de faire plusieurs détours, pour éviter les partis ennemis qui déjà se répandaient sur les routes aux environs de la capitale. Sa blessure était beaucoup plus grave qu'elle n'avait paru d'abord. J'aurais voulu pouvoir le laisser à la campagne où il eût été en meilleur air et plus tranquille qu'à Paris; mais il eût été trop exposé, et je fus obligé de le faire venir, ainsi que le reste de ma famille, dans le logement étroit que j'habitais à Paris.

J'y étais revenu moi-même deux jours avant cette translation. J'avais revu plusieurs fois le prince Joseph, et je l'avais instruit de mes malheurs. Il compâtit à ma juste douleur et donna des regrets à la mort honorable de son ancien aide de camp qui l'avait si vaillamment défendu à Vittoria, mais la situation critique des affaires dominait nécessairement toutes ses pensées, et je me faisais moi-même un scrupule de l'en détourner.

Je l'avais quitté le 27 juin, et j'étais allé le lendemain matin à la campagne pour y terminer quelques arrangements domestiques. J'y étais à peine arrivé que je reçus de M. Presle, secrétaire particulier de Joseph, un billet qui m'invitait de la manière la plus pressante à me rendre près du prince. Le billet avait été adressé à Paris d'où il m'était revenu. Je me hâtai de partir et j'arrivai vers midi chez le prince Joseph; mais je n'y trouvai que sa femme. Elle me dit que son mari était parti le matin même; qu'il avait eu le désir de m'emmener avec lui et qu'il m'en eût fait la proposition, si j'étais arrivé assez à temps. Elle ajouta qu'elle doutait cependant que, dans les tristes circonstances où se trouvait ma famille, je me fusse décidé à accepter cette proposition, mais que son mari s'était déterminé à me la faire, parce qu'il ne connaissait, parmi ses autres amis, personne qui lui fût assez dévoué pour le suivre dans l'exil auquel il se condamnait. Du reste, elle ne me dit pas le lieu qu'il avait choisi pour retraite, et je n'insistai pas pour le connaître[1]. Elle m'ap-

[1] Quelques mois après, j'appris par une lettre de Joseph lui-

prit aussi que l'empereur était à la Malmaison, qu'il devait partir dans la journée ou, au plus tard, le lendemain 29 pour se rendre à Rochefort où le ministre de la marine avait fait préparer deux frégates pour le transporter en Amérique. Elle ajouta à ces détails, que la mère de l'empereur, le prince Lucien, le prince Jérôme et le cardinal Fesch étaient repartis pour la Suisse ou l'Italie, et que, pour ce qui la concernait personnellement, elle allait se retirer avec ses deux filles chez sa sœur, la princesse de Suède, dans une maison de campagne à Auteuil où elle serait, sous la protection des armes de Suède, à l'abri de toute recherche et de tout mauvais traitement.

Ainsi cette famille qui, pendant quinze années, avait ébloui l'Europe de sa splendeur et fait envier sa fortune, disparaissait entièrement de la scène du monde. Je me trouvai, après cette conversation, comme un homme qui sort d'un long rêve et qui croit encore à peine à la réalité des objets que le réveil a remis sous ses yeux. Quoique je dusse, depuis quelques jours, m'attendre à un semblable dénoûment, j'en étais surpris comme s'il eût été tout à fait imprévu, et mes pensées flottaient encore dans l'incertitude. La scène de Blois, lorsque nous y apprîmes la première abdication de l'empereur, m'avait vivement frappé. La chute était grande, mais elle n'était pas sans gloire. Les vainqueurs respectaient le grand homme qu'ils avaient abattu, et semblaient, en quelque sorte, s'étonner de

même qu'il avait choisi pour retraite les États-Unis d'Amérique, et qu'il y était arrivé heureusement.

leur victoire. Ils le replaçaient même dans leurs rangs, en lui conservant le titre d'empereur. Ici, il ne restait plus rien : puissance, grandeur, tout, jusqu'au nom qui en conservait le souvenir et consolait de leur perte, avait péri, et péri sans retour !

En sortant de ce pénible entretien, je retournai à la compagne pour aller y chercher ma famille. Le 29 juin elle était toute réunie à Paris.

Par suite de ces événements, rentré entièrement dans la vie privée, n'ayant plus de relations avec ceux qui, en ce moment, décidaient du sort de la France, je n'ai aucune particularité digne de figurer ici à consigner sur les événements qui se passèrent depuis mon retour dans la capitale jusqu'au 26 juillet, jour où j'allai me fixer à la campagne, pour y vivre dans la plus profonde retraite.

Pendant mon absence, notre maison et ses dépendances avaient été occupées d'abord par la division du général Vandamme, ensuite par divers corps de troupes ennemies qui étaient venus successivement y loger, et y avaient causé de grands dégâts. Enfin, un détachement de 50 soldats d'infanterie russe y était établi à poste fixe, sous le commandement d'un officier. Je n'eus cependant à me plaindre d'aucun désordre de la part de cette dernière troupe. L'empereur Alexandre, sur la demande de ma fille, nous avait envoyé une sauvegarde de deux cosaques de sa garde qui nous garantirent de tout excès. Il vint même en personne, sous le titre d'un simple officier russe, s'assurer si ses bienveillantes intentions avaient été exactement remplies. Pendant sa visite, nous ignorions quel était ce-

lui qui nous en honorait, et nous ne l'apprîmes qu'après le départ de l'empereur, par les cosaques de sa garde qui l'avaient reconnu, et nous en avaient gardé le secret tant qu'il fut avec nous.

Mais malgré cette généreuse protection dont je conserverai toujours un souvenir reconnaissant, les charges ordinaires et légitimes que fit peser sur nous le séjour de cette troupe pendant plus de quatre mois, charges bien au-dessus de nos moyens; les réquisitions de fourrages et de denrées auxquelles nous avions, en outre, à fournir dans la répartition des contributions générales imposées au département pour l'entretien des armées ennemies : tant de dépenses, — dis-je, — excédèrent nos moyens et jetèrent dans notre médiocre fortune un désordre dont elle n'a jamais pu se remettre.

Cependant, la perte de ma fortune n'était pas le malheur le plus grand qui me menaçait. La blessure de mon fils, qui, au jugement des gens de l'art, quoique grave, n'avait pas, dans le premier moment, paru mortelle, prenait de jour en jour un aspect plus inquiétant. L'os des iles, qu'on n'avait pas cru attaqué, l'avait été : la gangrène s'y manifesta, et après avoir langui pendant près de six mois, malgré tous les soins et tous les secours qui lui furent prodigués, il expira le 5 décembre 1815. Il n'avait pas encore atteint sa vingtième année, quand il reçut le coup mortel sur le champ de bataille de Waterloo.

Je n'essayerai pas de peindre la douleur de sa mère et la mienne. Cette perte cruelle a répandu l'amertume sur les dernières années de notre existence; mais il

mourut en combattant contre l'invasion de la France par l'étranger et pour l'indépendance de sa patrie, et cette mort fut glorieuse. C'est là la seule consolation qui me reste.

Après la mort de mon gendre et de mon fils, les revers de fortune que nous avions éprouvés[1] ne nous permettaient plus de conserver la campagne où nous nous étions retirés en 1814, et nous parvînmes à la vendre à la fin de 1817. En quittant la campagne, j'avais à choisir entre deux partis à prendre. L'un était d'aller chercher dans le fond d'une province, avec ce qui nous restait, une existence plus aisée; l'autre, de venir à Paris, au risque d'éprouver, par suite de la cherté des vivres et des logements, plus de privations, mais avec l'espérance d'y jouir, en dédommagement, de plus de liberté. En l'état où se trouvait alors la France, j'avais peur d'un séjour en province, où j'aurais été un personnage plus ou moins suspect, sur lequel la vigilance du maire, du curé, de l'officier de gendarmerie, du sous-préfet se serait exercée. A Paris j'étais indépendant. Il s'y trouvait tant de personnes qui attiraient l'attention de la police, avant qu'elle eût à descendre jusqu'à mon obscurité, que je n'avais rien à craindre d'elle, puisque mon projet était de redoubler encore, s'il était possible, cette obscurité, au lieu de chercher à m'en tirer. Cette considé-

[1] La pension dont je jouissais comme ancien conseiller d'État m'avait été supprimée en 1815. Elle me fut rendue en 1818, sur le rapport de M. le baron Pasquier qui mit à cet acte de justice tout l'empressement et le zèle que je pouvais attendre d'un ancien collègue.

ration l'emporta sur toute autre, et je vins, avec ma famille, m'établir dans la capitale au mois d'avril 1818. N'étant plus ni éligible ni électeur, j'y demeurai tout à fait en dehors des affaires publiques, fatigué des discordes civiles de mon pays et occupé uniquement des travaux littéraires qui me valurent l'honneur d'être nommé dans l'année 1835 membre de l'Institut.

NOTE DE L'ÉDITEUR

Le lecteur se rappelle sans doute la circonstance du passe-port envoyé en avril 1814 par le comte Miot au roi Joseph, et dont une clause blessa si vivement ce dernier, et porta une grave atteinte à l'intime liaison qui avait subsisté depuis de longues années entre ces deux personnages. Il paraît cependant que déjà à la fin des cent jours ce nuage qui avait obscurci leur amitié s'était dissipé en partie, puisque le prince Joseph, en partant dans le mois de juin 1815 pour l'Amérique, avait eu l'intention de proposer à M. de Melito de le suivre dans son exil. Probablement le temps et la réflexion avaient mieux fait comprendre encore au comte de Survilliers, combien il avait été injuste, en s'en prenant à M. de Melito d'une restriction mise par le gouvernement provisoire de 1814 à la délivrance d'un passe-port pour le frère de Napoléon. Le fait est que, quelques mois après son arrivée aux États-Unis, M. de Survilliers écrivit au comte Miot pour lui donner de ses

nouvelles, et que dès lors une correspondance régulière s'établit entre eux et renoua leur ancienne liaison.

Dans ses lettres, le comte de Survilliers exprimait souvent le désir de revoir son ami, et, au commencement de 1825, M. de Melito en reçut une par laquelle M. de Survilliers l'invitait d'une manière si pressante à venir le voir dans la retraite qu'il s'était choisie, et avec des instances accompagnées d'expressions d'amitié et d'affection si touchantes, que le comte Miot ne sut pas y résister. Il se détermina donc à faire le voyage des États-Unis, et s'embarqua le 1er juillet 1825 au Havre sur le paquebot américain *le Cadmus*. Après une traversée assez pénible, il arriva le 9 août à New-York où il trouva, au moment de débarquer, le comte de Survilliers venu à sa rencontre, et avec qui il resta jusqu'au 15 mai 1826, jour auquel il se rembarqua pour l'Europe.

Suivant son habitude, le comte Miot tint note de ce que, pendant son séjour en Amérique, il eut l'occasion de voir et d'apprendre de remarquable, dans les courses qu'il fit, tantôt seul, tantôt avec M. de Survilliers, dans plusieurs États de l'Union. Mais depuis cette époque-là, il a paru tant d'ouvrages détaillés et de mérite sur l'Amérique; les institutions, la politique gouvernementale des États-Unis, les mœurs mêmes des habitants ont tant changé, que ce qui était neuf et vrai en 1825 pourrait bien paraître suranné et inexact aujourd'hui. Cette considération nous empêche de publier la partie du journal du comte Miot relative à son séjour en Amérique, et nous nous bornons à en extraire ici ce qu'il apprit de la bouche du comte de

Survilliers relativement au départ de France de ce dernier et à son établissement aux États-Unis, afin de compléter l'histoire de ce personnage dont la vie et la conduite politiques tiennent une si grande place dans ces Mémoires.

En quittant Paris à la fin de juin 1815, le prince Joseph s'était dirigé sur Rochefort, dans l'intention de se joindre à l'empereur pour lequel on préparait dans ce port deux frégates. Mais informé de la présence d'une croisière anglaise et persuadé de l'impossibilité de s'y soustraire, il s'était déterminé à noliser un bâtiment américain qui chargeait de l'eau-de-vie dans la Charente. En achetant du capitaine sa cargaison qui n'était pas encore complète, et en lui payant, en outre, une large indemnité pour le reste des bénéfices, il l'avait décidé à mettre sur-le-champ à la voile. Après avoir proposé sans succès à son frère de profiter de cette occasion d'échapper à la surveillance de ses ennemis, il s'était embarqué, avait passé au milieu des vaisseaux anglais, sans être inquiété, et enfin, à la suite d'une traversée d'un mois et quelques jours, était arrivé à New-York. Il avait d'abord fixé son habitation dans cette ville où on le croyait le général Carnot; mais lorsqu'il fut connu pour ce qu'il était réellement, l'accueil qu'il reçut de tout ce qu'il y avait d'hommes distingués à New-York ne lui donna pas lieu de regretter d'avoir échappé à l'incognito. L'intérêt qu'il excita, l'affection que ses malheurs, sa fermeté philosophique, ses manières engageantes et sa noble simplicité firent naître dans tous les cœurs lui permirent bientôt de considérer comme une seconde patrie la

terre hospitalière qu'il avait choisie pour retraite : bien plus heureux par ce choix que n'avait été son frère par la confiance qu'il plaça si imprudemment dans le gouvernement qui se chargea d'être le geôlier de l'homme célèbre qui s'était livré à sa générosité.

Décidé à s'établir tout à fait aux États-Unis, Joseph Bonaparte, sous le nom de comte de Survilliers, y fit venir ses capitaux, sa bibliothèque et ses tableaux. Il quitta ensuite la ville, pour aller habiter la campagne où ses goûts l'appelaient de préférence, et après avoir demeuré quelque temps dans une maison qu'il avait louée à Manathanville, sur la rive gauche de l'Hudson, dans l'État de New-York, il acquit définitivement la terre de Point-Breeze dans le New-Jersey. Il donna alors tous ses soins à l'embellissement de sa retraite, et il en fit sa principale occupation. Les travaux qu'il entreprit et qu'il fit exécuter par les nombreux ouvriers qu'il employa répandirent l'aisance autour de lui, et particulièrement dans le village de Bordenlown ; et, ne bornant pas ses soins uniquement à ce qui concernait l'amélioration de sa propriété, il les étendit généreusement sur le pays même, en contribuant au perfectionnement des routes, par l'aplanissement de quelques hauteurs et la construction de plusieurs ponts exécutés à ses frais.

Le gouvernement de l'Union avait reconnu par diverses distinctions les services et le mérite de cet hôte illustre. Le comte de Survilliers, malgré la situation où les événements l'avaient placé et l'indépendance qu'ils lui avaient acquise, n'ayant jamais voulu renoncer au titre de citoyen français pour se faire natura-

liser dans un des États de l'Union, ne pouvait y acquérir de propriété foncière. Mais la législature de l'État de New-York le releva, par une loi formelle, de cette incapacité, et lui conféra tous les droits de citoyen américain, sans lui imposer l'obligation d'en prendre le titre. A la faveur de cette honorable exception, il acquit de vastes propriétés dans le nord sur les rives du Black-River, et devint ainsi un des principaux propriétaires de cet État.

Telle était la position du comte de Survilliers, quand M. de Melito le rejoignit au mois d'août 1825. Il en jouissait, sans cependant être parfaitement heureux. Quelques souvenirs, quelques espérances, quelques séduisantes illusions qui se glissaient encore dans son âme venaient de temps en temps troubler sa tranquillité. Le désir de revoir l'Europe ne pouvait complétement s'éteindre en lui. Cependant lorsque le comte Miot lui rendit compte des démarches que le duc de Montmorency avait faites auprès des ministres d'Autriche et de Russie, et dont le résultat était que ces puissances ne consentiraient jamais à lui laisser habiter l'Italie, il parut abandonner le projet de rentrer en Europe, et le refus, qu'il fit plus tard, de l'offre de venir habiter dans le royaume des Pays-Bas, fait croire que cette renonciation était sincère alors. D'ailleurs, s'il n'avait pas tenu à l'Italie, il aurait eu déjà depuis longtemps la faculté de venir se fixer dans le nord de l'Europe. Le roi de Suède, son beau-frère, et l'empereur Alexandre, qui n'avait cessé de lui témoigner de l'intérêt, lui avaient offert des asiles, mais le climat dont il redoutait l'âpreté l'avait arrêté.

Le comte Miot, dans ses entretiens, chercha à l'affermir dans la résolution de ne pas quitter l'Amérique, mais la suite a prouvé qu'il n'y avait réussi qu'imparfaitement. On sait combien les événements de juillet 1830 agitèrent le comte de Survilliers dans sa retraite, quel mouvement il se donna, quels efforts il fit pour faire valoir les droits de la famille de Napoléon au trône de France, efforts qui ne pouvaient qu'être infructueux à cette époque; qu'après plusieurs voyages à travers l'Atlantique, il revint se fixer définitivement en Europe, et que ce ne fut que réduit, à la suite de plusieurs attaques d'apoplexie, à un déplorable état physique et moral, il obtint enfin la permission d'aller rejoindre sa femme à Florence où il mourut en 1844.

FIN DU TROISIÈME ET DERNIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TROISIÈME VOLUME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

Pages.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME ET DERNIER VOLUME.

2296.—Paris. Typ. Wittersheim, 8, r. Montmorency.









